COLL.
FOLIO
16

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1750705

18°77

COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1915

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

2e VOLUME

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE

F 46
Coll folio 16

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1921

TABLE SOMMAIRE DES MATIÈRES

comprises dans le 2e volume du Compte général de l'Administration des finances rendu pour l'année 1915.

		PAGES.
TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE		4
COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE :		
DETTE CONSOLIDÉE		14
DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.	Rentes 3 p. o/o amortissables	63
	Rentes 3 1/2 p. o/o amortissables	75
	Obligations des chemins de fer de l'État	79
	Annuités aux compagnies de chemins de fer	83
	Annuités diverses	123
	Annuités de rachat des canaux	132
	Obligations du Trésor. (V. le 1er vol. p. 674, 679 et 681)	141
	Obligations de la Défense nationale. (V. le 1er vol., p. 683)	141
	Annuités pour construction d'établissements d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	143
	Annuités à la Caisse des Dépôts et Consignations en représentation des prêts consentis par l'État aux sociétés régionales de crédit immobilier	156
	Annuités à payer aux compagnies de chemins de fer. (Ministère des Travaux publics.)	159
	Annuités de rachat du réseau de la Compagnie de l'Ouest	164
	Cautionnements en numéraire, en rentes et cautionnement mutuel	173
DETTE FLOTTANTE. (V. le 1er vol. p. 582 et 583.)		183
DETTE VIAGÈRE	Rentes viagères pour l'année 1915	185
	Pensions inscrites au Grand-Livre de la dette viagère	187
	Compte d'emploi des crédits d'inscription	189
	Compte des pensions inscrites au Trésor	190
	Compte des opérations effectuées au cours de l'année 1915	201
	Compte des crédits ouverts et des dépenses effectuées	205
	Statistique des pensions — Année 1914	209
	Statistique des pensions — Année 1915	235
Table détaillée des matières		267

TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE.

SITUATION AU 1er JANVIER 1916.

N°s des CHAPITRES du budget de 1915.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	PAGES.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1915 d'après le compte général des finances de 1914, pages 4 à 7. — Dette non amortissable par annuités.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1915 d'après le compte général des finances de 1914, pages 4 à 7. — Dette amortissable par annuités.	MODIFICATIONS À APPORTER aux chiffres des colonnes précédentes. — Augmentations.	MODIFICATIONS À APPORTER aux chiffres des colonnes précédentes. — Diminutions.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1915. — Situation rectifiée.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1915. — Augmentations.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1915. — Diminutions. — Amortissement sur les crédits budgétaires.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1915. — Diminutions. — Autres causes.	CAPITAL DE LA DETTE au 1er janvier 1916.	OBSERVATIONS.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	DETTES PERPÉTUELLE ET A TERME.											
	1° MINISTÈRE DES FINANCES.											
1	Rentes 3 p. o/o	14	21,922,177,434 00	"	"	"	21,922,177,434 00	"	"	(A) 10,000 00	21,922,167,434 00	(A) Diminution correspondant à l'annulation de 300 fr. de rente ayant fait retour à l'État.
"	Rentes 5 p. o/o (1915)	"	(B) "	"	"	"	"	"	"	"	"	
2	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités	63	"	3,288,687,000 00	"	"	3,288,687,000 00	"	49,829,000 00	"	3,238,858,000 00	(B) Les opérations concernant les rentes 5 p. o/o (emprunt 1915) figureront dans le Compte général de finances de 1916.
2 *bis*	Rentes 3 1/2 p. o/o amortissables (1914)	75	"	"	"	"	"	884,614,000 00	1,085,400 00	(C) 12,042,000 00	871,486,600 00	
3	Annuité versée à la Caisse des dépôts et consignations pour amortir une somme de rentes équivalente à celle émise en 1901	125	"	238,908,315 57	"	"	238,908,315 57	"	6,480,996 17	"	232,427,319 40	(C) Diminution correspondant à 421,470 francs de rentes admises en souscriptions.
4	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	141	166,128,635 65	"	"	"	166,128,635 65	"	"	"	(D) 166,128,635 65	(D) Les obligations échéant en 1915, soit 123,880,000 francs, ont été remboursées sur les ressources de la Trésorerie.
4 *bis*	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 30 juillet 1913.)	141	44,570,000 00	"	"	"	44,570,000 00	"	"	"	44,570,000 00	
4 *ter*	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 4 avril 1914.)	141	90,000,000 00	"	"	"	90,000,000 00	"	"	"	90,000,000 00	(E) Ces obligations ont été remboursées sur les ressources de la Trésorerie.
5	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 26 déc. 1908.)	141	35,000,000 00	"	"	"	35,000,000 00	"	"	"	(E) 35,000,000 00	
"	Obligations de la défense nationale. (Loi du 10 février 1915.)	141	"	"	"	"	"	580,708,400 00	"	"	580,708,400 00	(F) Prêts annulés en 1915.
6	Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871 et 1872	115	"	36,621,386 00	"	"	36,621,386 00	"	246,113 00	"	36,375,273 00	
7	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	83	"	299,467,303 56	"	"	299,467,303 56	"	1,765,428 60	"	297,701,874 96	
8	Annuité à la compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. (Loi du 18 février 1898.)	85	"	59,160,060 90	"	"	59,160,060 90	"	623,298 00	"	58,536,762 90	
9	Annuité à la Compagnie des chemins de fer d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État	86	"	49,755,189 09	"	"	49,755,189 09	"	482,180 40	"	49,273,008 69	
10	Remboursement de la dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902	123	"	384,500,000 00	"	"	384,500,000 00	"	37,800,000 00	"	346,700,000 00	
11	Annuités au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 23 juillet 1909	129	"	5,852,339 84	"	"	5,852,339 84	"	64,286 66	(F) 3,660 00	5,784,393 18	
"	Remboursement à la dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires	131	"	24,619,034 61	"	"	24,619,034 61	"	"	"	24,619,034 61	
13	Annuités aux compagnies de chemins de fer	87	"	715,265,466 89	"	"	715,265,466 89	"	5,780,651 06	"	709,484,815 83	
14	Rachat de concessions de canaux. — Canaux d'Orléans et du Loing. (Lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863.)	132	"	3,790,226 39	"	"	3,790,226 39	"	30,789 80	"	3,759,436 59	
	A reporter	....	22,257,876,069 65	5,106,626,322 85	"	"	27,364,502,392 50	1,465,322,400 00	104,188,143 69	12,055,660 00	28,713,580,988 81	
			27,364,502,392f 50c		"			116,243,803f 69c				
								1,349,078,596f 31c				

Suite du TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE.

Suite de la SITUATION AU 1er JANVIER 1916.

Nos des chapitres du budget de 1915.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	PAGES.	CAPITAL au 1er JANVIER 1915 d'après le compte général des finances de 1914, pages 4 à 7. — Dette non amortissable par annuités.	CAPITAL au 1er JANVIER 1915 d'après le compte général des finances de 1914, pages 4 à 7. — Dette amortissable par annuités.	MODIFICATIONS À APPORTER AUX CHIFFRES des colonnes précédentes. — Augmentations.	MODIFICATIONS À APPORTER AUX CHIFFRES des colonnes précédentes. — Diminutions.	CAPITAL au 1er JANVIER 1915. — Situation rectifiée.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1915. — Augmentations.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1915. — Diminutions. — Amortissement sur les crédits budgétaires.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1915. — Diminutions. — Autres causes.	CAPITAL de LA DETTE au 1er janvier 1916.	OBSERVATIONS.
	DETTES PERPÉTUELLE ET À TERME. (Suite.)											
	Report	....	22,257,876,069f 65c	5,106,626,322f 85c	"	"	27,364,502,392f 50c	1,465,322,400f 00c	104,188,143f 69c	12,055,660f 00c	28,713,580,988f 81c	
	2e MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.											
	SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.											
148	Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire. — 1° Enseignement supérieur	144	"	1,243,858 29	"	"	1,243,858 29	"	56,210 47	"	1,187,647 82	
	2° Enseignement secondaire	146	"	3,332,528 47	"	"	3,332,528 47	"	206,773 84	"	3,125,754 63	
	3e Enseignement primaire	154	"	6,507,547 54	"	"	6,507,547 54	"	805,393 25	"	5,702,154 29	
	TOTAL	....	"	11,083,934 30	"	"	11,083,934 30	"	1,068,377 56	"	10,015,556 74	
	3e MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.											
31	Annuités de remboursement des avances faites par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse aux Sociétés de crédit immobilier	156	"	19,162,000 00	"	"	19,162,000 00	899,600 00	747,800 00	"	19,313,800 00	
	4e MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.											
84	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	160	"	20,095,000 00	"	"	20,095,000 00	200,000 00	172,000 00	"	(A) 20,123,000 00	(A) Non compris le capital afférent aux secondes voies.
85	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	162	"	1,071,212,000 00	"	"	1,071,212,000 00	16,042,000 00	11,611,000 00	"	1,075,643,000 00	
	TOTAL	....	"	1,091,307,000 00	"	"	1,091,307,000 00	16,242,000 00	11,783,000 00	"	1,095,766,000 00	
	BUDGETS ANNEXES DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.											
	ANCIEN RÉSEAU.											
14	Obligations amortissables	79	"	80,313,163 32	"	"	80,313,163 32	"	580,121 96	"	79,733,041 36	
	RÉSEAU RACHETÉ DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST.											
13	Annuité de rachat à la Compagnie de l'Ouest	164	"	2,646,734,000 00	"	"	2,646,734,000 00	"	38,194,000 00	"	2,608,540,000 00	
14	Obligations amortissables	79	"	514,986,836 68	"	"	514,986,836 68	"	3,719,878 04	"	511,266,958 64	
			"	3,161,720,836 68	"	"	3,161,720,836 68	"	41,913,878 04	"	3,119,806,958 64	
	TOTAL GÉNÉRAL	....	22,257,876,069 65	9,470,213,257 15	"	"	31,728,089,326f 80c	1,482,464,000 00	160,281,321 25	12,055,660 00	33,038,216,345 55	
			31,728,089,326f 80c		"				172,336,981f 25c			
								1,310,127,018f 75c				
"	Cautionnements en numéraire	173	97,394,562 09	"	"	"	97,394,562 09	358,571 00	"	1,534,690 79	96,218,442 30	
"	DETTE FLOTTANTE (B)	183	6,985,465,544 90	"	"	"	6,985,465,544 90	11,130,470,765 56	"	"	18,115,936,310 46	(B) La situation détaillée de la dette flottante du Trésor se trouve dans le 1er volume du Compte général des finances, pages 582 et 583.

MONTANT DES CHARGES DE LA DETTE VIAGÈRE AU 1er JANVIER 1916.

NUMÉROS DES CHAPITRES du budget de 1915.	NATURE DES DÉPENSES.	SITUATION DES INSCRIPTIONS au 1er janvier 1915.	ACCROIS-SEMENTS.	DÉCROIS-SEMENTS.	SITUATION DES INSCRIPTIONS au 1er janvier 1916.	OBSERVATIONS.
18	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.)	790f 00c	"	"	790f 00c	(A) Cette somme ne représente pas l'ensemble des charges qui, à cette date, incombent au Trésor du chef de la Dette viagère. Il y a lieu d'y ajouter : 1° Les traitements viagers des membres de l'Ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires prévus au budget de 1916 pour une somme de 15,530,000 francs dont le payement est assuré par les soins de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur ; 2° La somme de 40,000 francs inscrite au budget de 1916 pour la part contributive de l'État dans les pensions de la préfecture de la Seine, de la préfecture de police et des services de l'Algérie (Décrets des 11 juin 1881 et 7 juin 1902).
14	Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	149,140 62	1,142f 84c	1,714f 26c	148,569 20	
17	Pensions civiles. (Lois du 22 août 1790 et lois subséquentes.)	454,653 83	14,598 00	19,238 48	450,013 35	
19	Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)	47,298 00	"	1,750 00	45,548 00	
20	Pensions militaires de la Guerre. (Loi du 11 avril 1831 et subséquentes.)	136,159,066 06	14,143,239 64	4,541,457 34	145,760,848 36	
21	Pensions militaires de la Marine. (Loi du 18 avril 1831 et subséquentes.)	46,806,676 00	2,348,118 00	2,131,380 00	47,023,414 00	
22	Pensions militaires des Colonies. (Loi du 18 avril 1831 et subséquentes.)	3,481,389 00	257,658 00	148,437 00	3,590,610 00	
23	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Loi du 23 juin 1835 et subséquentes.)	718 00	"	"	718 00	
24	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.)	3,300 00	"	1,000 00	2,300 00	
26	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	125,609,863 00	5,794,528 00	6,122,256 00	125,282,135 00	
27	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	54,000 00	"	12,000 00	42,000 00	
28	Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.)	1,145 69	"	"	1,145 69	
30	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	1,543,389 00	10,325 00	92,218 00	1,461,496 00	
31	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	264,068 00	4,316 00	27,768 00	240,616 00	
32	Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante. (Lois des 27 juin 1885 et 9 décembre 1905.)	38,721 00	"	"	38,721 00	
33	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.)	33,106 00	"	1,875 00	31,231 00	
37	Pensions aux ministre des cultes. (Loi du 9 décembre 1905.)	7,106,710 00	2,636 00	331,811 00	6,777,535 00	
38	Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques	149,600 00	"	11,800 00	137,800 00	
	TOTAUX	321,902,844 20	22,576,561 48	13,444,705 08	331,034,700 60	
29	Suppléments de pension aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	1,325,515 00	"	"	1,325 515 00	
35	Allocations supplémentaires	2,293,692 00	753 00	191,044 00	2,103,401 00	
36	Compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins	440,000 00	"	"	440,000 00	
	TOTAUX	325,962,051 20	22,577,314 48	13,635,749 08	(A) 334,903,616 60	

COMPTES

DE LA DETTE PUBLIQUE

POUR L'ANNÉE 1915.

MINISTÈRE DES FINANCES.

DETTE CONSOLIDÉE.

DETTE CONSOLIDÉE.

Au 1er janvier 1916, la Dette consolidée du Trésor public se compose :

1° Des rentes 3 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 9 juillet 1902 [conversion des rentes 3 1/2 p. o/o (1894)].

2° Des rentes 3 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 27 avril 1825 et des lois subséquentes.

Le compte de la Dette consolidée comprend plusieurs états ou tableaux qui font connaître le mouvement de cette dette depuis son origine, par nature de rentes et dans son ensemble, savoir :

1°, 2° et 3° Deux tableaux des rentes émises et annulées depuis la création du Grand-Livre et un tableau récapitulatif faisant ressortir le montant des rentes existantes ;

4° Un tableau indiquant les résultats au point de vue du Trésor des diverses conversions opérées sur les rentes ;

5° *Un état présentant le mouvement des rentes* 3 p. o/o depuis leur création, avec la distinction des opérations effectuées pendant la dernière année, tant en accroissements qu'en décroissements.

La balance de ces opérations donne, pour résultat final, la situation ci-après des rentes inscrites au Grand-Livre à l'époque du 1er janvier 1916 (1) :

	MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1915.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1915.		SITUATION DES RENTES AU 1er JANVIER 1916.		
		Accroissement.	Décroissement.	MONTANT des rentes.	CAPITAL NOMINAL.	NOMBRE des inscriptions.
Rentes 3 p. o/o.....	657,665,323f 027	»	300f	657,665,023f 027	21,922,167,434f	4.485,035
NET du décroissement.....		300f				

6° *Un tableau indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur;*

---

(1) Les rentes 3 p. o/o amortissables qui figurent ci-après, pages 63 à 74, présentent, au 1er janvier 1916, la situation suivante :

Nombre des parties.....	420,582
Montant des rentes inscrites.....	97,165,740 francs.
Montant du capital nominal.....	3,238,858,000 francs.

Les rentes 3 1/2 p. o/o amortissables qui figurent ci-après, pages 75 à 78, présentent, au 1er janvier 1916, la situation suivante :

Nombre des parties.....	90,874
Montant des rentes inscrites.....	2,282,693 francs.
Montant du capital nominal.....	65,219,800 francs.

7° *Un état indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de fonds ;*

8° *Un tableau présentant, par nature de rentes et par période,* le montant des rentes *inscrites* et des rentes annulées ;

9° Un tableau sommaire indiquant par période et par fonds depuis l'origine du Grand-Livre, avec la distinction des rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, le montant des rentes *créées* et des rentes *annulées*.

D'après ce tableau (voir pages 42 à 55), le montant des rentes inscrites pour la liquidation des anciennes dettes de l'État et des pays réunis s'élevait, au 1er avril 1814, à..... 63,307,637f 000

Depuis cette époque, les rentes créées pour les besoins du service se sont élevées à 2,142,322,126 845

TOTAL des rentes créées jusqu'au 1er janvier 1916..... 2,205,629,763 845

Les annulations s'élèvent à 1,547,964,740 fr. 818, savoir :

Rentes annulées comme ayant fait retour à l'État, ou par suite d'échange, de remboursements et réductions à divers titres		1,321,839,714f 818	
Rentes annulées par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement, savoir (voir p. 950 et 951 du Compte des finances de 1884) :			
Rentes rachetées directement.....	83,418,063f 000		
Rentes achetées par la Caisse des retraites pour la vieillesse.....	12,577,793 000	226,125,026 000	
Rentes annulées comme provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement.....	130,129,170 000		
TOTAL des annulations.....		1,547,964,740 818	1,547,964,740 818
RESTE pour le montant des rentes au 1er janvier 1916...			657,665,023 027 (1)

10° *Un relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1916.*

11° *Un tableau présentant le mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées.*

(1) Ce chiffre ne comprend pas les rentes inscrites par suite des emprunts contractés depuis 1878 en rentes 3 p. o/o et 3 1/2 p. 100 amortissables qui sont classées au budget, non à la *Dette consolidée*, mais à la *Dette remboursable à terme ou par annuités*. C'est donc sous ce titre qu'on en trouvera plus loin le compte détaillé.

I. — RENTES ÉMISES.

1° *Rentes provenant d'emprunts.*

ÉTAT A.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et ordonnances.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o	TOTAL des RENTES émises pour chaque emprunt.	DATE des NÉGOCIATIONS.	TAUX de LA NÉGOCIATION.	CAPITAL NOMINAL.	PRODUIT RÉEL de L'EMPRUNT.	MODE de NÉGOCIATION.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.		francs.		francs.	francs.	francs.	francs.		fr. c.	francs.	fr. c.		
1	L. 28 avril 1816, art. 117	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	6,000,000	"	"	"	"	"	"	"	6,000,000	1er mai 1816 — 1er avril 1817	57 26 prix moyen	120,000,000	69,763,000 00	Sur la place et à l'étranger.	1
2	L. 25 mars 1817	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	30,000,000	"	"	"	"	"	"	"	30,000,000	Années 1817-18.	57 51 prix moyen	600,000,000	345,065,000 00	Cies françaises et étrangères (négociations sur la place).	2
3	L. 6 et 15 mai 1818	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	14,925,500	"	"	"	"	"	"	"	14,925,500	9 mai 1818	66 50	298,510,000	197,909,040 00	A divers souscripteurs.	3
4	L. 6 mai 1818	Payement des sommes dues aux puissances alliées	12,313,433	"	"	"	"	"	"	"	12,313,433	9 octobre 1818	67 00	246,268,660	165,000,000 00	Maisons Hope et Cie, Baring frères et Cie.	4
5	L. 6 et 15 mai 1818 et L. 8 mars 1821	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	1,674,500														
		Payement des sommes dues aux puissances alliées	6,615,944	"	"	"	"	"	"	"	9,585,220	9 août 1821	85 55	191,704,400	164,003,114 00	Maisons Hottinguer et Cie, Hope et Cie, Bagueault et Cie, Delessert et Cie (adjudication).	5
		Remboursement des reconnaissances de liquidation	1,294,776														
6	L. 1821-1822-1823	*Idem*	19,114,516	"	"	"	"	"	"	"	23,114,516	10 juillet 1823	89 55	462,290,320	413,980,981 00	Maisons Rothschild frères (adjudication).	6
		Dépenses extraordinaires de l'exercice 1823 (Guerres d'Espagne.)	4,000,000														
7	L. 19 juin 1828	Dépenses extraordinaires des exercices 1828 et 1829. (Affaires du Levant.)	"	"	"	"	"	3,134,950	"	"	3,134,950	12 janvier 1830	102 07 1/2	78,373,750	80,000,005 00	Maisons Rothschild frères (adjudication).	7
8	L. 25 mars 1831	Besoins extraordinaires de l'exercice 1831	7,142,858	"	"	"	"	"	"	"	7,142,858	19 avril 1831	84 00	142,857,160	120,000,014 00	Divers banquiers et receveurs généraux.	8
9	L. 21 avril 1831	Échange des obligations de l'emprunt national au pair	1,021,945	"	"	"	"	"	"	"	1,021 945	Année 1831	Pair.	20,438,900	20,138,900 00	Divers souscripteurs.	9
10	L. 1831 et 21 avril 1832	Besoins extraordinaires des exercices 1831 et 1832	7,614,213	"	"	"	"	"	"	"	7,614,213	8 août 1832	98 50	152,284,260	150,000,000 00	Maisons Rothschild, Davillers et Hottinguer (adjudication).	10
11	L. 5 juin 1835, 31 mars 1837 et 26 juin 1845	Rentes transférées à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des Caisses d'épargne et de prévoyance	"	"	"	"	"	8,092,647	"	"	8,092,647		Pair.	202,316,175	202,316,175 00	Compte courant des caisses d'épargne.	11
12	L. 25 juin 1841	Travaux extraordinaires régis par la loi du 25 juin 1841	"	"	"	"	"	"	5,730,659	"	5,730,659	18 octobre 1841	78 52 1/2	191,021,967	150,000,000 00	Rothschild frères, Hottinguer, Baudon, Saint-Didier et receveurs généraux (adjudication).	12
13	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	7,079,646	"	7,079,646	9 décembre 1844	84 75	235,988,200	200,000,000 00	Rothschild frères (adjudication).	13
14	L. 8 août 1847	Avances du Trésor sur les travaux régis par la loi du 25 juin 1841	"	"	"	"	"	"	2,569,413	"	2,569,413	10 nov. 1847	78 25	85,647,100	64,449,443 00	*Idem.*	14
15	D. 9 mars 1848	Emprunt national au pair	1,309.104	"	"	"	"	"	"	"	1,309,104	Année 1848	Pair.				15
16	D. 7 juillet, 9 août et 21 nov. 1848.	Compensation aux souscripteurs de l'emprunt national	519,283	"	"	"	"	"	"	"	519,283	*Idem*	71 60	298,707,740	223,442,563 00	Divers souscripteurs.	16
17	D. 24 juillet 1848	Besoins de l'exercice 1848	13,107,000	"	"	"	"	"	"	"	13,107,000	25 juillet 1848	75 25				17
18	L. 11 mars 1854	Emprunt de 250 millions	"	"	"	4,550,640	"	"	"	"	4.550,640	Mars 1854	92 50	101,125,333	93,540,933 00		18
19	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	7,159,590	"	7,159,590	*Idem*	65 25	238,653,000	155,721,082 50		19
20	L. 31 décembre 1854	Emprunt de 500 millions	"	"	"	8,052,120	"	"	"	"	8,052,120	Janvier 1855	92 00	178,936,000	164,621,120 00	Souscriptions publiques.	20
21	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	15,857,530	"	15,857,530	*Idem*	65 25	528,584,333	344,901,277 50		21
22	L. 11 juillet 1855	Emprunt de 750 millions	"	"	"	4,389,760	"	"	"	"	4,389,760	Juillet 1855	92 25	97,550,222	89,990,080 00		22
23	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	31,699,740	"	31,699,740	*Idem*	65 25	1,056,658,000	689,469,345 00		23
24	L. 26 avril 1855 et 19 juin 1857	Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée	"	"	"	"	"	"	7,942,315	"	7,942,315	Années 1857-58-59-60-61.	69 10 prix moyen	264,743,833	182,947,676 00	Consolidation.	24
25	L. 9 juin 1857	Rentes transférées à la Banque de France	"	"	"	"	"	"	4,000,000	"	4,000,000	31 déc. 1859	75 00	133,333,333	100,000,000 00	Traité avec la Banque de France.	25
26	L. 2 mai 1859	Emprunt de 500 millions	"	"	"	"	"	"	25,199,660	"	25,199,660	Mai 1859	60 00	839,988,667	508,193,143 33	Souscription publique.	26
27	*Idem*	*Idem*	"	"	"	573,710	"	"	"	"	573,710	*Idem*	90 00	12,749,111	11,474,200 00	*Idem.*	27
28	L. 12 février 1862	Conversion des obligations trentenaires	"	"	"	"	"	"	12,092,520	"	12,092,520	Année 1862	66 49 prix moyen	403,084,000	268,000,000 00	Produit approximatif d'après les divers taux d'émission des obligations (p. 434 du *Compte des Finances* de 1862).	28
		A reporter	126,653,072	"	"	17,566,230	"	11,227,597	119,331,073	"	274,777,972			7,181,814,464	5,175,227,092 33		

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

ÉTAT A.

1° *Rentes provenant d'emprunts.* (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et arrêtés.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises pour chaque emprunt.	DATE des NÉGOCIATIONS.	TAUX de LA NÉGOCIATION.	CAPITAL NOMINAL.	PRODUIT RÉEL de L'EMPRUNT.	MODE de NÉGOCIATION.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.		francs.		francs.	francs.	francs.	francs.		fr. c.	francs.	fr. c.		
		Report	126,653,072	"	"	17,566,230	"	11,227,597	119,331,073	"	274,777,972			7,181,814,464	5,175,227,092 33		
29	L. 30 décembre 1863	Emprunt de 300 millions	"	"	"	"	"	"	14,249,339	"	14,249,339	Janvier 1864	66 30	474,977,967	314,910,391 90	Souscription publique.	29
30	L. 1er août 1868	Emprunt de 429 millions	"	"	"	"	"	"	19,514,315	"	19,514,315	Août 1868	69 25	650,477,167	450,456,720 32	*Idem.*	30
31	L. 12 août 1870	Emprunt de 750 millions	"	"	"	"	"	"	39,830,306	"	39,830,306	Année 1870	60 60	1,327,676,867	804,572,181 20	*Idem.*	31
32	L. 20 juin 1871	Emprunt de 2 milliards	"	138,975,295	"	"	"	"	"	"	139,975,295	Année 1871	82 50	2,779,505,900	2,293,092,367 50	*Idem.*	32
33	L. 15 juillet 1872	Emprunt de 3 milliards	"	207,026,310	"	"	"	"	4,404,287	"	207,026,310	Année 1872	84 50	4,140,526,200	3,498,744,639 00	*Idem.*	33
34	L. 4 août 1874	Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement	"	"	"	"	"	"	18,947,368	"	4,404,287	Année 1875	.....	146,809,567	93,196,997 91		34
35	L., D. et A. du 1er mai 1886	Emprunt de 500 millions	"	"	"	"	"	"	13,157,894	"	18,947,368	10 mai 1886	79 80	631,578,933	503,999,988 80	Souscription publique.	35
36	L. 1er mai 1886	Consolidation des fonds des Caisses d'épargne	"	"	"	"	"	"	"	"	13,157,894	*Idem*	79 80	438,596,467	349,999,980 40	Consolidation.	36
37	L., D. et A. du 1er mai 1886	Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse	"	"	"	"	"	"	1,879,699	"	1,879,699	*Idem*	79 80	62,656,633	49,999,993 40	*Idem.*	37
38	L. 24 déc. 1890, D. et A. 2 janv. 1891	Émission de rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	"	28,184,376	"	28,184,376	10 janvier 1891	92 55	939,479,200	869,488,000 00	Souscription publique.	38
39	L. 17 janvier 1894, art. 9	Rentes émises pour produire le capital correspondant aux rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux propriétaires	"	"	"	"	"	"	"	45,624	45,624	Année 1894	.....	1,303,542	1,393,837 25		39
40	L. 6 décembre 1901	Émission de rentes 3 p. o/o pour la régularisation des dépenses de l'expédition de Chine	"	"	"	"	"	"	7,950,000	"	7,950,000	Année 1901	100 00	265,000,000	264,999,659 21		40
		Totaux	126,653,072	346,001,605	"	17,566,230	"	11,227,597	267,448,657	45,624	768,942,785			19,040,402,907	14,670,081,849 22		
			472,654,677		17,566,230												
			768,942,785														

2° *Rentes provenant de conversions.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et ordonnances.	NATURE DES CONVERSIONS.	FONDS. 5 p. o/o	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES converties.	CAPITAL NOMINAL.	OBSERVATIONS.	NUMÉRO D'ORDRE.
				francs.	fr. c.	fr. c.		francs.	francs.	francs.	francs.		
1	L. 1er mai 1825	Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 et 3 p. o/o	"	1,034,764	"	"	"	24,459,035 00	"	25,493,799	838,295,922		1
2	D. 14 mars 1852	——— 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o	"	"	158,097,609 08	"	"	"	"	158,097,609 080	3,513,280,201		2
3	L. 12 février 1862	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	135,255,410 00	"	135,255,410	4,508,513,666		3
4	L. 27 avril 1883	——— 5 p. o/o (1871-72) en rentes 4 1/2 p. o/o	"	"	"	306,164,085 30	"	"	"	306,164,085 300	6,803,646,340		4
5	L. 7 novembre 1887	——— 4 1/2 p. o/o 1852) et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	37,632,997 00	"	37,632,997	1,254,433,233		5
6	L. 17 janvier 1894	——— 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	"	"	"	"	237,595,231 841	237,595,231 841	6,788,435,195		6
7	L. 9 juillet 1902	——— 3 1/2 p. o/o (1894) en rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	203,638,159 102	"	203,638,159 102	6,787,938,638		7
		Totaux	"	1,034,764	158,097,609 08	306,164,085 30	"	400,985,601 102	237,595,231 841	1,103,877,291 323	30,494,543,195		
				465,296,458 38									
			1,103,877,291 323										

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

ÉTAT C. — *3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET ORDONNANCES.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871 et 1872	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
1	L. du 24 août 1793 et 9 vendémiaire an VI	Rentes consolidées	40,216,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	40,216,000f 00c	804,320,000f	1
2	L. 29 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.	Dette des pays réunis à la France	6,086,000 00	"	"	"	"	"	"	"	6,086,000 00	121,720,000	2
		Création de rentes pour le payement de l'arriéré antérieurement à l'année 1809	11,428,193 00	"	"	"	"	"	"	"	11,428,193 00	228,563,860	
3	L. 24 avril 1806. L. 15 janvier et D. du 3 février 1810.	Création pour le service courant : 1° au profit de la Caisse d'amortissement en échange de bons	5,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	5,000,000 00	100,000,000	3
		2° au profit du domaine extraordinaire en échange de valeurs	750,000 00	"	"	"	"	"	"	"	750,000 00	15,000,000	
		3° pour divers motifs et appoints négligés	1,637 00	"	"	"	"	"	"	"	1,637 00	32,740	
4	L. 20 mars 1814 et O. 6 juin 1814	Rentes inscrites au nom des Communes en remboursement de leurs biens vendus	2,632,448 00	"	"	"	"	"	"	"	2,632,448 00	52,648,960	4
5	L. 23 septembre 1814 et 28 avril 1816.	Payement du service de l'arriéré du 1er janvier 1810 au 1er janvier 1816	8,777,629 00	"	"	"	"	"	"	"	8,777,629 00	175,552,580	5
6	L. 15 mai 1818 et 17 août 1822	Payement du service de l'arriéré antérieurement au 1er janvier 1810	2,129,867 00	"	"	"	"	"	"	"	2,129,867 00	42,597,340	6
7	L. 21 décembre 1814	Payement des dettes contractées par le roi Louis XVIII	1,499,654 00	"	"	"	"	"	"	"	1,499,654 00	485,063,360	7
8	L. 23 décembre 1815 et 6 mai 1818	Rentes remises en payement des créances étrangères. (Conventions des 20 novembre 1815 et 25 avril 1818.)	24,253,168 00	"	"	"	"	"	"	"	24,253,168 00	29,993,080	8
9	L. 31 juillet 1821	Rentes remises à la Légion d'honneur en remboursement de ses biens vendus.	240,000 00	"	"	"	"	"	"	"	240,000 00	4,800,000	9
10	*Idem*	Rentes inscrites pour remboursement de cautionnements à des Français anciens comptables en Westphalie	2,654 00	"	"	"	"	"	"	"	2,654 00	53,080	10
11	L. 27 avril 1825	Indemnité des émigrés	"	"	"	"	"	"	25,995 310	"	25,995,310 00	866,510,334	11
12	Décision du 14 novembre 1832	Rétablissement d'une rente dont le Trésor avait la jouissance temporaire	109 00	"	"	"	"	"	"	"	109 00	2,180	12
13	L. 10 juin 1833	Consolidation des réserves de l'amortissement	"	"	"	"	"	15,294,420	110,430,463	"	125,724,883 00	4,063,375,933	13
14	D. 7 juillet 1848	Consolidation des livrets des Caisses d'épargne	19,619,118 00	"	"	"	"	"	"	"	19,619,118 00	392,382,360	14
15	*Idem*	Consolidation des bons du Trésor émis antérieurement au 24 février 1848.	"	"	"	"	"	"	13,541,574	"	13,541,574 00	451,385,800	15
16	D. 17 août 1848	Rachat des actions du chemin de fer de Lyon	6,817,348 60	"	"	"	"	"	"	"	6,817,348 60	136,346,972	16
17	D. 17 juillet, 9 août et 21 novembre 1848.	Diverses compensations accordées en 1848 aux porteurs de bons du Trésor.	"	"	"	"	"	"	2,152,786	"	2,152,786 00	71,759,534	17
18	D. 29 juillet 1848	Consolidation des fonds des communes et établissements tontiniers	449,166 00	"	"	"	"	"	11,869	"	461,035 00	9,378,953	18
19	L. 30 avril 1849 et 30 juillet 1850	Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale	3,871,172 00	"	"	1,915,945	"	"	"	"	5,787,117 00	119,999,995	19
20	D. 14 mars 1852	Rétablissement de rentes comprises à tort dans les remboursements effectués lors de la conversion de 1852	"	"	"	1,051	"	"	"	"	1,051 00	23,355	20
21	D. 17 mars 1852	Rentes émises en remplacement de rentes 4 1/2 p. o/o	"	"	"	"	"	"	4,403,436	"	4,403,436 00	146,781,200	21
22	D. 27 mars 1852	Rentes concédées à la Légion d'honneur	"	"	"	500,000	"	"	"	"	500,000 00	11,111,111	22
23	L. 10 juillet 1856	Rentes inscrites au nom de la feue reine des Belges	"	"	"	"	"	"	600,000	"	600,000 00	20,000,000	23
24	L. 6 juin 1857	Rentes créées pour le rachat du Palais de l'Industrie	"	"	"	"	"	"	441,176	"	441,176 00	14,705,867	24
		A reporter	133,774,163 60	"	"	2,416,996	"	15,294,420	157,576,614	"	309,062,193 60	8,364,108,594	

I. — RENTES

ÉTAT C.

3° Rentes provenant de conso

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871 et 1872
		Report	133,774,163f 60	"
25	D. 19 mars 1858	Rétablissement d'une partie du majorat du duc d'Istrie	"	"
26	A. 9 juillet 1862	Report au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852) des rentes 4 1/2 p. o/o (1825)	"	"
27	L. 2 août 1868	Conversion des titres mexicains	"	"
28	L. 26 mars 1873	Rentes destinées à remplacer les inscriptions disparues pendant la Commune.	"	"
29	L. 22 décembre 1880	Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862	"	"
30	L. 27 avril 1883	Rentes émises en échange des rentes 5 p. o/o remboursées aux particuliers.	"	"
31	L. et D. 7 novembre 1887	Rentes 3 p. o/o provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. o/o et qui ont été remboursées ultérieurement	"	"
32	L. 11 décembre 1902	Rétablissement d'une partie des rentes cédées à la Caisse des dépôts et consignations	"	"
		Totaux	133,774,163 60	"
			133,774,163f 60c	

RÉCAPITULATION DES

	5 P. 0/0. Ancien.	5 P. 0/0. 1871-1872.
1° Rentes provenant d'emprunts	126,653,072f 00	346,001,605f
2° Rentes provenant de conversions	"	"
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers	133,774,163 60	"
Totaux	260,427,235 60	346,001,605
	606,428,840 60	

ÉMISES. (Suite.)

lidations ou remises à divers. (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE.	FONDS. 4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises.	CAPITAL NOMINAL.
	"	2,416,996f	"	15,294,420f	157,576,614f	"	309,062,193f 60c	8,364,108,594f
25	"	8,397	"	"	"	"	8,397 00	186,600
26	"	298,283	"	"	"	"	298,283 00	6,628,511
27	"	"	"	"	5,701,606	"	5,701,606 00	190,053,533
28	"	"	"	"	350,000	"	350,000 00	11,666,667
29	"	50	"	"	"	"	50 00	1,111
30	"	"	3,963	"	"	"	3,963 00	88,067
31	"	"	"	"	194 922	"	194 922	6,497
32	"	"	"	"	15,256,172	"	15,256,172	508,539,100
	"	2,723,726	3,963	15,294,420	178,884,586 922	"	330,680,859 522	9,081,278,680
		2,727,689f						
		330,680,859f522c						

RENTES CRÉÉES.

4 1/2 P. 0/0. 1825.	4 1/2 P. 0/0. 1852.	4 1/2 P. 0/0. 1883.	4 P. 0/0.	3 P. 0/0.	3 1/2 P. 0/0.	TOTAL.	CAPITAL NOMINAL.
"	17,566,230f 00	"	11,227,597f	267,448,657f	45,624f	768,942,785f	19,040,402,907
1,034,764f	158,097,609 08	306,164,085f 30	"	400,985,601 102	237,595,231 841	1,103,877,291 323	30,494,543,195
"	2,723,726 00	3,963 00	15,294,420	178,884,586 922	"	330,680,859 522	9,081,278,680
1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	26,522,017	847,318,845 024	237,640,855 841	2,203,500,935 845	58,616,224,782
	485,590,377 38						
	2,203,500,935f845c						

II. RENTES ANNULÉES.

1° Rentes qui ont fait retour à l'État.

ÉTAT D.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET DÉCISIONS.	MOTIFS DES ANNULATIONS.	FONDS. 5 p. 0/0. Ancien.	5 p. 0/0. 1871-1872.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	3 1/2 p. 0/0.	TOTAL DES RENTES annulées.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			fr. c.	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	francs.	
1	Années 1814, 1815 et 1817.....	Annulation de rentes admises en payement de domaines nationaux.....	1,812 00	"	"	"	"	"	"	"	1,812	36,240	1
2	"	——— de rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraord^re.	1,291,086 00	"	"	"	"	"	"	"	1,291,086	25,821,720	2
3	Années 1817 et 1818.....	——— de rentes inscrites au nom des princes de Salm et de Carignan.....	273,000 00	"	"	"	"	"	"	"	273,000	5,460,000	3
4	L. 24 juillet 1820.....	——— de rentes sur celles affectées au remboursement des créances algériennes.	41,658 00	"	"	"	"	"	"	"	41,658	833,160	4
5	Diverses décisions.....	——— de rentes par suite d'extinction d'usufruit.....	16,728 00	"	"	3,010 00	"	"	"	"	19,738	401,449	5
6	L. 17 avril 1822.....	——— de rentes pour déchéance encourue.....	29,914 00	"	"	"	"	"	"	"	29,914	598,280	6
7	L. 17 août 1828 et 29 janv. 1831, art. 13.....	——— de deux rentes appartenant à la Caisse du sceau des titres.....	120,690 00	"	"	"	"	"	"	"	120,690	2,413,800	7
8	L. 28 mai 1829.....	——— de rentes inscrites au nom de la Chambre des pairs.....	1,330,818 00	"	"	"	"	"	"	"	1,330,818	26,616,360	8
9	L. 11 avril 1832, art. 50.....	——— de rentes provenant de la dotation des invalides de la guerre.....	45,116 00	"	"	"	"	"	"	"	45,116	902,320	9
10	*Idem*.....	——— de rentes provenant de successions non réclamées des invalides de la guerre.	14,876 00	"	"	"	"	"	"	"	14,876	297,520	10
11	L. 29 juin 1835 et d^ns du 17 juil. 1835	——— de rentes appartenant à la Caisse de vétérance de l'ancienne liste civile...	135,196 00	"	"	"	"	"	"	"	135,196	2,703,920	11
12	D^nts des 26 nov. 1833 et 7 nov. 1840.	——— de rentes appartenant à divers régiments.....	2,318 00	"	"	"	"	"	"	"	2,318	46,360	12
13	Diverses décisions.....	Extinction de majorats reversibles à l'État.....	116,002 00	"	"	194,023 00	"	"	"	"	310,025	6,631,662	13
14	D^nts des 20 nov. 1839 et 25 avr. 1840.	Rentes annulées comme indûment liquidées au profit des communes.....	1,312 00	"	"	"	"	"	"	"	1,312	26,240	14
15	D^nt du 23 mai 1840.....	Annulation de rentes ayant fait partie de l'ancien domaine privé de l'emp^r Napoléon.	750 00	"	"	"	"	"	"	"	750	15,000	15
16	L. 24 mars 1841, art. 2.....	——— de rentes formant la dotation de l'Université de France.....	584,151 00	"	"	"	"	"	"	"	584,151	11,683,020	16
17	D^nt du 8 mai 1841.....	——— d'une rente inscrite au nom du conseil d'adm^on du pénit^er m^le de S^t-Germain.	1,550 00	"	"	"	"	"	"	"	1,550	31,000	17
18	L. du 24 juillet 1843.....	——— de rentes inscrites au nom des commissions sanitaires de Caen et Hyères..	75 00	"	"	"	"	"	186	"	261	7,700	18
19	Année 1844.....	——— de rentes appartenant à une caisse particulière du roi Charles X.....	927 00	"	"	"	"	"	"	"	927	18,540	19
20	L. 19 juillet 1845, art. 10.....	——— de rentes inscrites au nom des maisons de force et de correction.....	285,992 00	"	"	"	"	"	"	"	285,992	5,719,840	20
21	D. 7 juillet 1848.....	——— de rentes des Caisses d'épargne par suite de la consolidation des livrets.	"	"	"	"	"	8,035,211	"	"	8,035,211	200,880,275	21
22	D. 17 novembre 1849.....	——— d'une rente appartenant à une caisse particulière du Ministère de la Marine.	6,260 00	"	"	"	"	"	"	"	6,260	125,200	22
23	L. 4 décembre 1849.....	——— de rentes provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement..	"	"	"	"	"	15,294,420	31,146,667	"	46,441,087	1,420,582,733	23
24	D. 14 mars 1852.....	——— de rentes remboursées en exécution du décret du 14 mars 1852.....	3,685,592 51	"	"	"	"	"	"	"	3,685,592 510	73,711,850	24
25	*Idem*.....	Remboursement des portions non inscriptibles sur les rentes converties.....	"	"	"	"	"	"	"	"	206,432 180	4,587,381	25
26	D. 28 avril 1852.....	Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 échangées contre des rentes 3 p. 0/0.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4,475,655 900	99,459,020	26
27	L. 9 juin 1853, art. 2.....	Rentes annulées au profit de l'État.....	"	"	"	"	"	"	"	"	189,358	4,452,400	27
28	L. 9 et 19 juin 1857 et 14 juil. 1860.	Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement.....	"	"	"	"	"	"	"	"	11,942,315	398,077,167	28
29	L. 12 juin 1861.....	——— de rentes en exécution de la loi sur la Caisse des retraites pour la vieillesse.	"	5,814,259	"	"	"	"	"	"	12,577,793	314,544,580	29
30	Arrêté du 9 juillet 1862.....	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1825).....	"	"	10,742	1,608,705 00	627,689 00	266,827	4,249,571	"	298,283	6,628,512	30
31	L. 28 juin 1865 et 11 juillet 1866..	——— de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement.....	"	"	298,283	"	"	"	"	"	67,341,481	2,244,716,033	31
32	L. 2 août 1868. — D. 10 déc. 1868.	——— de rentes inscrites au compte spécial des emprunts mexicains.....	"	"	"	"	"	"	67,341,481	"	1,735,305	57,843,500	32
33	D^on 19 octobre 1875.....	——— d'une rente provenant d'un legs fait à l'État.....	"	"	"	"	"	"	1,735,305	"	16,427	365,044	33
34	L. 22 décembre 1880.....	——— d'une rente convertie par double emploi en 1862.....	"	"	"	16,427 00	"	"	"	"	50	1,667	34
35	L. 27 novembre 1883.....	——— de rentes remboursées aux particuliers qui n'ont pas accepté la conversion.	"	4,767	"	"	"	"	50	"	4,767	95,340	35
36	L. 17 juin et 19 août 1887.....	——— de rentes ayant appartenu à la tontine Lafarge.....	"	"	"	"	"	"	"	"	245,555	5,456,778	36
37	D. des 8 mars et 6 mai 1888....	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) remb. en 1888 après leur conv. en rentes 3 p. 0/0	"	"	"	245,555 00	"	"	"	"	194 922	6,498	37
38	D^nts 13 juil., 10 déc. 1888 et 15 janvier 1889.....	——— de rentes appartenant à la tontine Lafarge.....	"	"	"	"	"	"	194 922	"	804,212 452	26,807,082	38
39	L. 24 décembre 1890, art. 4....	——— de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations.....	"	"	"	"	"	"	804,212 452	"	5,560,777	185,359,233	39
40	*Idem*.....	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) remboursées aux propriétaires.....	"	"	"	"	60,692 00	"	5,560,777	"	60,692	1,348,712	40
41	D^on 3 avril 1894.....	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 remb. après leur conversion en rentes 3 1/2 p. 0/0..	"	"	"	"	"	"	"	1,555 555	1,555 555	44,444	41
42	Loi du 30 décembre 1900, art. 6.	——— de rentes 3 p. 0/0 cédées par la Caisse des dépôts et consignations.....	"	"	"	"	"	"	16,500,000	"	16,500,000	550,000,000	42
43	Diverses décisions.....	——— de rentes qui ont fait retour au domaine de l'État.....	"	262	"	828 00	83 50	"	371,581 260	1,074	373,828 760	12,442,246	43
44	"	Extinctions de dotations reversibles.....	"	"	"	"	"	"	188,342 282	"	188,342 282	6,278,077	44
45	"	Annulation de rentes pour divers motifs.....	20,272 00	"	"	1,439 00	"	"	5,401	"	27,112	617,451	45
46	L. 9 juillet 1902.....	——— 3 1/2 p. 0/0 remboursées aux particuliers n'ayant pas accepté la conversion.....	"	"	"	"	"	"	"	60,374	60,374	1,724,971	46
47	L. du 22 avril 1905.....	Rachat de dotations réversibles.....	"	"	"	"	"	"	717,048 081	"	717,048 081	23,901,611	47
48	L. du 31 décembre 1907.....	Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations.....	"	"	"	"	"	"	7,950,000 000	"	7,950,000 000	265,000,000	48
		TOTAUX.....	8,006,095 51	5,819,288	309,025	6,919,433 08	688,464 50	23,596,458	148,535,131 997	63,003 555	193,936,899 642	5,995,321,936	
			13,825,383 51		7,916,922 58								
					193,936,899,642								

II. — RENTES ANNULÉES.

2° *Rentes annulées à la suite de conversions.*

ÉTAT E.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	MOTIFS DES ANNULATIONS.	5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872	FONDS. 4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES ANNULÉES.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			fr. c.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	
1	L. du 1er mai 1825	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o et 4 1/2 p. o/o	31,723,956 00	//	//	//	//	//	//	//	31,723,956 00	634,479,120	1
2	D. du 14 mars 1852	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o	175,664,010 09	//	//	//	//	//	//	//	175,664,010 09	3,513,280,201	2
3	L. du 12 février 1862	Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	586,277	133,033,310	//	1,635,823	//	//	135,255,410 00	3,010,219,730	3
4	L. du 27 avril 1883	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o	//	340,182,317	//	//	//	//	//	//	340,182,317 00	6,803,646,340	4
5	L. du 7 novembre 1887	Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	//	37,186,901	//	446,096	//	//	37,632,997 00	837,527,977	5
6	L. du 17 janvier 1894	Rentes 4 1/2 p. o/o converties en rentes 3 1/2 p. o/o	//	//	//	//	305,479,583 80	//	//	//	305,479,583 80	6,788,435,195	6
7	L. du 9 juillet 1902	Rentes 3 1/2 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	//	//	//	//	//	237,577,852,286	237,577,852 286	6,787,938,638	7
		TOTAUX	207,387,966 09	340,182,317	586 277	170,220,211	305,479,583 80	2,081,919	//	237,577,852,286	1,263,516,126 176	28,375,527,201	
			547,570,283 09		476,286,071 80								
					1,263,516,126 176								

3° *Rentes rachetées à la Bourse.*

ÉTAT F.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	MOTIFS DES RACHATS.	5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL DES RENTES rachetées.	COÛT DES RACHATS.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	
1	L. du 26 juillet 1821, art. 7	Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire	492,196	//	1,096	//	//	4,902	62,343	//	560,537	10,433,088 05	12,068,925	1
2	L. du 1er mai 1825	Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement	44,540 978	//	138,366	1,247,921	//	838,738	41,056,347	//	87,822,350	1,786 799,499 81	2,311,139,286	2
		TOTAUX	45,033,174	//	139,462	1,247,921	//	843,640	41,118,690	//	88,382,887	1,797,232,587 86	2,323,208,211	
			45,033,174		1,387,383									
					88,382,887									

RÉCAPITULATION DES RENTES ANNULÉES.

	5 P. 0/0. ANCIEN.	5 P. 0/0. 1871-1872	4 1/2 P. 0/0. 1825.	4 1/2 P. 0/0. 1852.	4 1/2 P. 0/0. 1883.	4 P. 0/0.	3 P. 0/0.	3 1/2 P. 0/0.	TOTAL.	CAPITAL NOMINAL.
	fr. c.	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	francs.
1° Rentes qui ont fait retour à l'État	8,006,095 51	5,819,288	309,025	6,919,433 08	688,464 50	23,596,458	148,535,131 997	63,003 555	193,936,899 642	5,995,321,936
2° Rentes annulées à la suite de conversions	207,387,966 09	340,182,317	586,277	170,220,211 00	305,479,583 80	2,081,919	//	237,577,852 286	1,263,516,126 176	28,375,527,201
3° Rentes rachetées à la Bourse	45,033,174 00	//	139,462	1,247,921 00	//	843,640	41,118,690	//	88,382,887 00	2,323,208,211
TOTAUX	260,427,235 60	346,001,605	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	26,522,017	189,653,821 997	237,640,855 841	1,545,835,912 818	36,694,057,348
	606,428,840 60		485,590,477 38							
			1,545,835,912 818							

III. RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

FONDS.	RENTES CRÉÉES.		RENTES ANNULÉES.		MONTANT DES RENTES EXISTANT AU 1er JANVIER 1916.		OBSERVATIONS.
	MONTANT des rentes créées.	MONTANT du capital nominal.	MONTANT des rentes annulées.	MONTANT du capital nominal.	Montant des rentes au 1er janvier 1916.	Montant du capital nominal au 1er janvier 1916.	
	fr. c.	francs.	fr. c.	francs.	fr. c.	francs.	
Rentes 5 p. o/o (ancien fonds)	260,427,235f 600	5,208,544,710	260,427,235 600	5,208,544,710	"	"	
—— 5 p. o/o (1871-1872)	346,001,605 000	6,920,032,100	346,001,605 000	6,920,032,100	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1825)	1,034,764 000	22,994,756	1,034,764 000	22,994,756	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1852)	178,387,565 080	3,964,168,112	178,387,565 080	3,964,168,112	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1883)	306,168,048 300	6,803,734,407	306,168,048 300	6,803,734,407	"	"	
—— 4 p. o/o	26,522,017 000	663,050,425	26,522,017 000	663,050,425	"	"	
—— 3 p. o/o	847,318,845 024	28,243,961,534	189,653,821 997	6,321,794,100	657,665,023 027	21,922,167,434	
—— 3 1/2 p. o/o	237,640,855 841	6,789,738,738	237,640,855 841	6,789,738,738	"	"	
TOTAUX	2,203,500,935 845	58,616,224,782	1,545,835,912 818	36,694,057,348	657,665,023 027	21,922,167,434	

IV. — RÉSULTAT DES CONVERSIONS.

DATES des LOIS ET DÉCRETS.	NATURE DES CONVERSIONS.	ANCIENNES RENTES.	NOUVELLES RENTES.	ÉCONOMIE EN RENTES résultant de la conversion.	CAPITAL NOMINAL des anciennes rentes.	CAPITAL NOMINAL des nouvelles rentes.	AUGMENTATION DU CAPITAL nominal.	BÉNÉFICE EN CAPITAL réalisé par le Trésor.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	
Loi du 1er mai 1825	Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 3 p. o/o et 4 1/2 p. o/o	31,723,956 00	25,493,799 000	6,230,157 000	634,479,120	838,295,922	203,816,802	"	
Décret du 14 mars 1852	——— 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o	175,664,010 09	158,097,609 080	17,566,401 010	3,513,280,201	3,513,280,201	"	"	
Loi du 12 février 1862	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 o/o	135,255,410 00	135,255,410 000	"	3,010,219,730	4,508,513,666	1,498,293,936	160,834,721 70	
Loi du 27 avril 1883	——— 5 o/o p. en rentes 4 1/2 p. o/o	340,182,317 00	306,164,085 300	34,018,231 700	6,803,646,340	6,803,646,340	"	"	
Loi du 7 novembre 1887	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	37,632,997 00	37,632,997 000	"	837,527,977	1,254,433,233	416,905,256	174,100,219 00	
Loi du 17 janvier 1894	——— 4 1/2 p. o/o en rentes 3 1/2 p. o/o	305,479,583 80	237,595,231 841	67,884,351 959	6,788,435,195	6,788,435,195	"	"	
Loi du 9 juillet 1902	——— 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o	237,577,852 286	203,638,159 102	33,939,693 184	6,787,938,638	6,787,938,638	"	"	
	TOTAUX	1,263,516,126 176	1,103,877,291 323	159,638,834 853	28,375,527,201	30,494,543,195	2,119,015,994	334,934,940 70	

V. — MOUVEMENT ET SITUATION DES RENTES 3 P. 0/0.

ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À L'ANNÉE 1915.

Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 5 p. o/o. (Loi du 1er mai 1825.)		24,459,035f 00c
Rentes appliquées à l'indemnité des émigrés. (Loi du 27 avril 1825.) (Voir page 449 du compte de 1843.)		25,995,310 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, aux termes de l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, jusqu'au mois de juillet 1848. (Voir page 455 du compte de 1848.)		22,971,814 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, postérieurement au mois de juillet 1848.		91,862,936 00
Emprunt de 150 millions. (Loi du 25 juin 1841.) (Voir, pour le développement, page 427 du compte de 1845.)		5,730,659 00
Emprunt de 200 millions. (Loi du 25 juin 1841 et ordonnance du 9 novembre 1844.) (Voir page 445 du compte de 1847.)		7,079,646 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 8 août 1847 et ordonnance du 9 octobre 1847.) Inscription réduite à		2,569,413 00
Rentes inscrites pour la consolidation des bons du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848.)		13,541,574 00
Rentes inscrites pour compensation aux porteurs de bons du Trésor. (Loi du 21 novembre 1848.)		2,152,786 00
Consolidation de fonds placés au Trésor par les communes et établissements publics. (Décret du 29 juillet 1848.)		11,869 00
Rentes émises en échange de 4,475,655 fr. 90 de rentes 4 1/2 p. o/o, conformément au décret du 27 avril 1852		4,403,436 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 11 mars 1854.)		7,159,590 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 31 décembre 1854.)		15,857,530 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 11 juillet 1855.)		31,699,740 00
Rentes inscrites au nom des héritiers de la reine des Belges et des princesses de la maison d'Orléans. (Loi du 10 juillet 1856.)		600,000 00
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.)		441,176 00
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Lois des 26 avril 1855 et 19 juin 1857.)		7,942,315 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 2 mai 1859.)		25,199,660 00
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857, décret du 28 novembre 1859.)		4,000,000 00
Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. (Loi du 12 février 1862.)(A)		135,255,410 00
Rentes émises en échange de 604,626 obligations converties. (Loi du 12 février 1862.)		12,092,520 00
Emprunt de 300 millions. (Loi du 30 décembre 1863.)		14,249,339 00
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)		19,514,315 00
Conversion des emprunts mexicains... Art. 1er de l'arrêté ministériel du 5 février 1869 (B)		4,000,001 00
Conversion des emprunts mexicains... Art. 2 du même arrêté		1,701,605 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.)		39,830,306 00
Rente destinée à remplacer les inscriptions de même somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.)		350,000 00
Consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		13,157,894 00
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		1,879,699 00
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		18,947,368 00
Rentes provenant de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o (Loi et décret du 7 novembre 1887) :		
Le montant des rentes 4 1/2 p. o/o à convertir était de 33,683,385 francs, ce qui, à raison de 0 fr. 833 de rente 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 1/2 p. o/o, donne, en rentes 3 p. o/o, une somme de	28,058,259f 705(C)	
Le montant des rentes 4 p. o/o à convertir était de 345,817 francs, ce qui, à raison de 0f 937 de rente 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 p. o/o, donne, en rentes 3 p. o/o, une somme de	324,030 529	28,382,290 23
Conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. Souscriptions privilégiées, rentes négociées ou remises à divers. (Loi et décret du 7 novembre 1887.)		9,250,901 68
Émission de rentes autorisée par la loi du 24 décembre 1890 et les décret et arrêté du 2 janvier 1891		28,184,376 00
Conversion des rentes 3 1/2 p. o/o	203,638,159 102	
Réinscription de rentes au nom de la Caisse des dépôts et consignations. Loi du 11 décembre 1902	15,256,172 00	226,844,331 10
Émission 1901	7,950,000 00	
TOTAL des accroissements		847,318,845 02
ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1915 :		
Néant		#
TOTAL des rentes inscrites (à reporter)		847,318,845 02

(A) Rentes 4 1/2 p. o/o (1825) 586,277f 00c
Rentes 4 1/2 p. o/o (1852) 133,033,310 00
Rentes 4 p. o/o 1,635 823 00
TOTAL ÉGAL 135,255,410 00

(B) Voir le Compte général des finances de 1883, page 871.

(C) Ce chiffre excède de 194 fr. 922 le montant des rentes définitivement converties d'office, qui n'est que de 28,382,095 fr. 312. L'explication de la différence dont il s'agit a été donnée au Compte général des finances de 1888, pages 778 et 787. En outre, la somme de 194 fr. 922 figure ci-après parmi les décroissements.

Report		847,318,845f 024
DÉCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1915.		
Rentes annulées au profit de l'État pour erreurs de liquidation et pour divers motifs	2,909f 00c	
Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement, du 22 juin 1825 au 22 juin 1830, et annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 1er mai 1825	16,003,286 00	
Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire. (Loi du 26 juillet 1821.)	62,343 00	
Rentes provenant de la commission sanitaire d'Hyères. (Art. 9 de la loi du 24 juillet 1843.)	186 00	
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Lois des 4 décembre 1849, 28 juin 1865 et 11 juillet 1866.) (A)	123,541,209 00	
Rentes annulées en exécution de la loi du 12 juin 1861 sur la Caisse des retraites pour la vieillesse (B).	4,249,571 00	
Rentes annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	22,000 00	
Rachat du palais de l'Industrie	2,492 00	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) Loi du 9 juin 1857	4,000,000 00	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) Lois des 17 juin 1857 et 14 juillet 1860	7,942,315 00	
Extinctions de dotations réversibles	188,342 282	
Rente annulée en vertu de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 5 février 1869. (Report au compte spécial des emprunts mexicains.)	1,735,304 00	
Rente annulée. (Conversion des emprunts mexicains.)	1 00	
Annulation de rentes au nom du domaine de l'État. (Décisions ministérielles des 14 décembre 1877, 14 mai 1878, 1er juillet 1881, 30 mai, 28 juillet, 20 octobre 1882, 20 juin 1881, 25 novembre 1884, 26 mai, 9 juin 1885, 9 juillet 1886, 17 juin 1887, 6 mars, 27 mai 1888, 5, 12, 23 juillet, 18 octobre 1889 et 6 juin 1890, 29 mai, 8 août et 22 septembre 1891, 13 mai 1892, 10 juin 1892, 19 mai 1893, 18 mai 1894, 9 avril, 17 mai, 13 septembre 1895, 13 août 1896, 29 mai, 11 et 25 octobre 1897, 13 juin 1898, 22 juin 1899, 3 juillet, 19 novembre et 1er décembre 1900, 5 juin et 6 juillet 1901, 29 mars, 30 juin et 26 août 1902, 8 juillet et 11 août 1903, 20 mai 1905, 30 juin 1906, 27 septembre 1907, 24 décembre 1909, 11 janvier, 10 juin et 23 novembre 1910, 26 janvier 1911, 20 juillet 1914, 22 mars 1915)	371,281 26	
Annulation d'une rente qui avait été inscrite deux fois lors de la conversion de 1862. (Voir la contre-partie aux rentes 4 1/2 p. o/o (1852). — Compte général de 1887, page 731.)	50 00	
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. o/o. (Décisions ministérielles des 6 mars et 8 mai 1888.)	194 922	
Annulation de rentes appartenant à la tontine Lafarge. (Décision ministérielle des 13 juillet, 10 décembre 1888, 15 janvier 1889 et 5 juin 1896.)	804,212 452	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4)	5,560,777 00	
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 30 déc. 1900, art. 6.)	16,500,000 00	
Rachat des Majorats et des Dotations reversibles. (Loi du 22 avril 1905.)	717,048 081	
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 décembre 1907, art. 24.)	7,950,000 00	
TOTAL	189,653,521 997	
DÉCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1915	300 00	
TOTAL GÉNÉRAL des décroissements	189,653,821 997	189,653,821 997
RESTE, pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1916		657,665,023 027
Nombre d'inscriptions	4,485,035	

(A) Rentes provenant de 1° De la consolidation des réserves de l'amortissement 114,834,750f 00c
2° De rachats effectués directement par la Caisse d'amortissement 8,706,459 00
TOTAL ÉGAL 123,541,209 00

(B) Pour le développement par année, voir le Compte général des finances de 1883, page 1041.

VI. — *État indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur 3 p. 0/0 inscrites au 1er janvier 1916.*

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES.			MONTANT DES RENTES.			OBSERVATIONS.
	RENTES		TOTAL GÉNÉRAL.	RENTES		TOTAL GÉNÉRAL.	
	mixtes.	au porteur.		mixtes.	au porteur.		
				francs.	francs.	francs.	
2 francs	2,021	66,511	68,532	4,042	133,022	137,064	
3	1,455	113,318	114,773	4,365	339,954	344,319	
4	1,755	69,420	71,175	7,020	277,680	284,700	
5	4,327	257,295	261,622	21,635	1,286,475	1,308,110	
6	3,927	185,644	189,571	23,562	1,113,864	1,137,426	
7	1,699	87,257	88,950	11,851	610,799	622,650	
8	1,690	76,649	78,339	13,520	613,192	626,712	
9	1,607	97,546	99,153	14,463	877,914	892,377	
10	4,220	249,090	253,310	42,200	2,490,900	2,533,100	
20	10,416	407,806	418,222	208,320	8,156,120	8,364,440	
30	17,878	678,132	696,010	536,340	20,343,960	20,880,300	
50	8,646	286,692	295,338	432,300	14,334,600	14,766,900	
100	7,635	270,541	278,176	763,500	27,054,100	27,817,600	
200	3,592	112,837	116,429	718,400	22,567,400	23,285,800	
300	2,373	75,614	77,987	711,900	22,684,200	23,396,100	
500	1,220	33,124	34,344	610,000	16,562,000	17,172,000	
1,000	869	88,126	18,995	869,000	18,126,000	18,995,000	
1,500	222	5,514	5,736	333,000	8,271,000	8,604,000	
3,000	329	7,735	8,064	987,000	23,205,000	24,192,000	
TOTAUX	75,875	3,098,851	3,174,726	6,312,418	189,048,180	195,360,598	

VII — *État indiquant le classement des rentes, par catégorie*

I. — RELEVÉ GÉNÉRAL DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTION

DATES.	NOMBRE DES PARTIES (a).					
	INSCRIPTIONS de rentes nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes. (1)	départementales. (2)		mixtes. (3).	au porteur. (4).	
31 décembre 1870	652,759	190,058	842,817	74,438	352,484	1,269,739
——— 1871	770,555	214,411	984,966	125,396	1,037,676	2,148,038
——— 1872	890,375	217,785	1,108,160	193,640	2,171,675	3,473,475
——— 1873	975,402	205,514	1,180,916	256,821	2,692,303	4,130,040
——— 1874	1,022,220	199,626	1,221,846	288,220	2,869,662	4,379,728
——— 1875	1,042,826	198,209	1,241,035	297,939	2,865,789	4,404,763
——— 1876	1,062,209	198,849	1,261,058	301,479	2,805,229	4,367,766
——— 1877	1,086,650	201,251	1,287,901	303,801	2,693,544	4,285,246
——— 1878	1,052,900	201,361	1,254,270	286,268	2,526,997	4,067,535
——— 1879	1,031,253	177,345	1,208,598	271,381	2,469,942	3,949,921
——— 1880	1,018,191	175,767	1,193,958	259,905	2,448,563	3,902,426
——— 1881	1,004,264	173,881	1,178,145	246,292	2,443,364	3,867,801
——— 1882	994,090	167,298	1,161,388	267,368	2,575,860	3,974,616
——— 1883	1,065,137	130,143	1,195,280	209,583	2,118,329	3,523,192
——— 1884	1,108,947	130,122	1,239,069	218,254	2,265,025	3,722,348
——— 1885	1,092,088	131,967	1,224,055	218,818	2,474,237	3,917,110
——— 1886	1,088,001	133,042	1,221,043	219,544	2,617,305	4,059,892
——— 1887	998,132	132,293	1,130,425	223,313	2,863,485	4,217,223
——— 1888	1,003,993	136,792	1,141,785	223,581	2,852,202	4,217,568
——— 1889	1,005,935	137,139	1,143,074	219,937	2,806,454	4,169,465
——— 1890	992,061	138,483	1,130,544	215,061	2,746,842	4,092,447
——— 1891	996,184	141,146	1,137,330	212,781	2,739,516	4,089,627
——— 1892	1,007,315	143,750	1,151,065	207,150	2,757,382	4,115,597
——— 1893	960,458	146,646	1,107,104	198,327	2,714,819	4,020,250
——— 1894	988,697	147,978	1,136,675	204,582	2,701,809	4,043,066
——— 1895	965,439	150,902	1,116,341	202,203	2,755,166	4,073,710
——— 1896	970,333	153,111	1,123,444	195,290	2,806,853	4,125,587
——— 1897	993,603	137,464	1,131,067	188,455	2,805,691	4,125,213
——— 1898	1,019,169	121,193	1,140,362	181,846	2,850,148	4,172,356
——— 1899	1,050,056	107,909	1,157,965	176,642	2,887,770	4,222,377
——— 1900	1,087,821	95,829	1,183,650	171,507	2,982,979	4,338,136
——— 1901	1,180,634	84,564	1,265,198	164,580	3,007,838	4,437,616
——— 1902	1,104,077	67,401	1,171,478	112,415	2,445,894	3,729,787
——— 1903	1,369,738	47,170	1,416,908	141,007	2,944,273	4,502,188
——— 1904	1,355,136	29,413	1,384,549	136,193	3,039,945	4,560,687
——— 1905	1,352,147	15,866	1,368,013	130,303	3,039,525	4,537,841
——— 1906	1,362,736	2,693	1,365,429	124,428	3,098,500	4,588,357
——— 1907	1,368,156	862	1,368,998	119,426	3,143,433	4,631,857
——— 1908	1,361,431	384	1,361,815	114,414	3,058,462	4,534,691
——— 1909	1,346,618	171	1,346,789	108 848	2,993,215	4,448,852
——— 1910	1,339,244	36	1,339,280	103,102	2,952,867	4,395,249
——— 1911	1,337,319	12	1,337,331	97,255	2,957,716	4 392,302
——— 1912	1,345,376	//	1,345,376	92,181	3,006,347	4,443,904
——— 1913	1,320,609	//	1,320,609	81,258	3,082,944	4,484,811
——— 1914	1,318,617	//	1,318,617	78,165	3,087,754	4,484,536
——— 1915	1,310,309	//	1,310,309	75,875	3,098,851	4,485,035

(a) Pour les rentes 3 p. 0/0 amortissables, voir le tableau de la page 73.
(1) Loi du 24 août 1793.
(2) Loi du 14 avril 1819.

d'inscriptions, du 31 décembre 1870 au 31 décembre 1915.

DE RENTES DU 31 DÉCEMBRE 1870 AU 31 DÉCEMBRE 1915.

DATES.	MONTANT DES RENTES (a).					
	INSCRIPTIONS de rentes nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes. (1)	départementales. (2)		mixtes. (3)	au porteur. (4)	
31 décembre 1870	292,185,295	53,157,781	345,343,076	8,087,702	32,791,565	386,222,343
——— 1871	321,054,753	70,796,023	391,850,776	12,671,845	97,603,635	502,126,256
——— 1872	366,309,106	57,967,378	424,276,484	21,346,488	180,497,234	626,120,206
——— 1873	399,714,228	55,792,256	455,506,484	28,696,954	205,810,055	690,013,493
——— 1874	424,700,564	56,557,075	481,257,639	33,489,747	233,657,585	748,404,971
——— 1875	420,626,525	56,822,873	477,449,398	35,506,317	235,302,344	748,258,059
——— 1876	420,267,562	57,017,437	477,284,999	35,653,111	234,902,656	747,840,766
——— 1877	426,731,892	57,017,414	483,749,306	35,085,158	228,543,227	747,377,691
——— 1878	426,791,817	56,625,565	483,417,382	34,073,972	229,311,598	746,802,952
——— 1879	425,154,661	56,476,045	481,630,706	32,636,347	231,658,162	745,925,155
——— 1880	427,559,731	56,815,313	484,375,047	32,076,179	228,369,498	744,820,724
——— 1881	422,216,456	56,832,838	479,049,294	31,050,249	233,216,218	743,315,761
——— 1882	415,713,088	56,684,057	472,397,145	30,301,815	230,074,162	741,773,122
——— 1883	408,591,127	44,579,693	453,170,820	27,327,228	225,968,819	706,466,867
——— 1884	406,430,993	44,895,339	451,326,332	27,001,510	228,137,937	706,465,779
——— 1885	404,945,083	45,228,543	450,173,626	26,840,983	229,443,429	706,458,038
——— 1886	422,786,825	45,774,876	468,561,701	26,625,146	239,922,431	735,109,278
——— 1887	416,365,306	46,362,776	462,728,082	26,576,230	241,634,807	730,939,119
——— 1888	426,142,312	46,884,347	473,026,659	26,585,319	239,820,575	739,432,554
——— 1889	429,910,641	47,564,079	477,504,720	25,821,357	236,070,928	739,397,005
——— 1890	437,078,091	47,824,583	484,902,674	25,221,017	229,271,717	739,395,408
——— 1891	435,618,968	48,077,261	483,696,229	25,620,570	225,513,517	733,830,316
——— 1892	458,521,868	48,610,624	507,132,492	24,118,978	230,717,877	761,960,347
——— 1893	461,057,354	49,107,869	510,165,223	23,080,193	228,762,562	762,007,978
——— 1894	425,163,482	49,843,083	475,006,565	20,121,599	198,978,231	694,106,395
——— 1895	420,783,223	50,316,392	471,099,615	19,643,270	203,359,895	694,102,780
——— 1896	418,182,869	50,911,108	469,093,077	18,733,985	206,202,350	694,030,312
——— 1897	432,154,031	39,383,496	471,537,527	18,201,741	204,290,080	694,029,348
——— 1898	437,885,207	33,435,682	471,320,889	17,647,331	205,060,631	694,028,851
——— 1899	443,028,075	28,886,658	471,914,733	17,071,496	205,019,546	694,005,775
——— 1900	445,967,905	25,262,631	471,230,536	16,048,148	206,713,009	693,991,693
——— 1901	434,141,807	21,954,604	456,396,411	15,083,372	206,007,622	677,487,405
——— 1902	459,254,132	16,925,003	476,179,135	11,104,720	179,393,096	666,676,951
——— 1903	438,400,084	11,650,547	450,050,631	12,247,016	204,371,985	666,669,632
——— 1904	443,488,266	6,643,137	450,131,403	11,684,909	204,836,508	666,652,820
——— 1905	449,333,475	3,385,329	452,718,804	11,081,331	202,116,192	665,916,327
——— 1906	452,962,392	280,752	453,243,144	10,470,322	201,937,407	665,650,873
——— 1907	455,382,433	78,238	455,460,671	9,802,616	200,387,571	665,650,858
——— 1908	453 909,183	38,670	453,047,853	9,311,300	195,341,705	657,700,858
——— 1909	458,197,411	18,991	458,216,402	8,786,472	190,697,984	657,700,858
——— 1910	462,288,411	1,556	462,289 967	8,378,860	186,997,873	657,666,700
——— 1911	463,362 781	490	463,363,271	7,880,378	186,422,874	657,666,523
——— 1912	461,913,675	//	461,913,675	7,446,329	188,306,519	657,666,523
——— 1913	462,073,853	//	462,073,853	6,834,375	188,758,295	657,666,523
——— 1914	464,092,694	//	464,092,694	6,554,677	187,017,952	657,665 323
——— 1915	462,304,425	//	462,304,425	6,312,448	189,018,180	657,665,023

(a) Voir la note de la page ci-contre.
(3) Décret du 18 juin 1864.
(4) Ordonnances royales du 29 avril et 10 mai 1831

VIII. — *État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1915.*

RENTES INSCRITES.	RENTES						
	5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
							francs.
§ 1er. — Rentes remises à divers.							
1re période (1er avril 1814 ou 31 juillet 1830)...	39,693,976 00	1,034,764	"	"	"	"	47,505,695 000
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848)....	63,323,383 00	"	"	"	"	"	2,948,650 000
3e période (1er mars 1848 au 31 décembre 1851)..	29,934,964 60	"	"	"	"	"	34,314,584 000
4e période (1er janvier 1852 au 31 décemore 1870).	1,341,123 00	"	160,818,541 08	"	"	"	240,322,650 000
Total.....	34,293,446 60	1,034,764	160,818,541 08	"	"	"	325,091,579 000
§ 2. — Rentes négociées.							
1re période (1er avril 1814 au 31 juillet 1830)...	95,938,669 00	"	"	"	"	3,134,950	"
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848).....	15,779,016 00	"	"	"	"	23,387,067	35,615,585 000
3e période (1er mars 1848 au 31 décembre 1851).	14,416,104 00	"	"	"	"	"	60 000
4e période (1er janvier 1852 au 31 décembre 1870).	"	"	17,566,230 00	"	"	"	142,462,332 360
Total.....	126,133,789 00	"	17,566,230 00	"	"	26,522,017	178,077,977 360
Total des rentes inscrites.....	260,427,235 60	1,034,764	178,384,771 08	"	"	26,522,017	503,169,556 360
5e période (du 1er janv. 1871 au 31 déc. 1915)...							
§ 1er. — Rentes remises à divers.							
Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale....	"	"	2,744f 00	"	"	"	"
Rentes inscrites au nom des héritiers des princesses de la maison d'Orléans.....	"	"	"	"	"	"	400,000 000
Rentes inscrites pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.).....	"	"	"	"	"	"	2,675 000
Conversion des emprunts mexicains. (Loi du 2 août 1868.).....	"	"	"	"	"	"	12,890 640
Rente destinée à remplacer les inscriptions disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.).....	"	"	"	"	"	"	350,000 000
Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862.....	"	"	50 00	"	"	"	"
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o (Loi du 27 avril 1883.).....	"	"	"	306,164,085f30	"	"	"
Rentes 4 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion...	"	"	"	3,963 00	"	"	"
Consolidation des fonds des caisses d'épargne....	"	"	"	"	"	"	13,157,894 000
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse.....	"	"	"	"	"	"	1,879,699 000
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.) ..	"	"	"	"	"	"	28,382,290 234
Emploi des fonds des caisses d'épargne. Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 7 novembre 1887.).....	"	"	"	"	"	"	6,000,000 000
Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.).....	"	"	"	"	237,595,231f841	"	"
Rentes 3 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 4 1/2 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.	"	"	"	"	45,624 000	"	"
Réinscription de rentes au nom de la caisse des dépôts et consignations.....	"	"	"	"	"	"	15,256,172 000
Conversion des rentes 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o (Loi du 9 juillet 1902).....	"	"	"	"	"	"	203,638,159 102
Total.....	"	"	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	269,079,779 976
§ 2. — Rentes négociées.							
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)	"	"	"	"	"	"	18,237 000
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.).	"	"	"	"	"	"	16,718,626 000
Emprunt de 2 milliards. (Loi du 20 juin 1871.)	138,975,295f00	"	"	"	"	"	"
Emprunt de 3 milliards. (Loi du 20 juillet 1872.)	207,026,310 00	"	"	"	"	"	"
Emprunt de 500 millions. (Loi du 1er mai 1886.)	"	"	"	"	"	"	18,947,368 000
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852. en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.)	"	"	"	"	"	"	3,250,901 688
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890.)...	"	"	"	"	"	"	28,184,376 000
Emission de 1901. (Loi du 6 décembre 1901)...	"	"	"	"	"	"	7,950,000 000
Total.....	346,001,605 00	"	"	"	"	"	75,069,508 688
Total des rentes inscrites.....	346,001,605 00	"	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	344,149,288 664
Total des rentes inscrites au 31 déc. 1915.	606,428,840 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	847,318,845 024

RENTES ANNULÉES.	RENTES						
	5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
1re période (1er avril 1814 au 30 juillet 1830)..	35,177,914f 00c	7,068	"	"	"	9,740	16,003,761
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848)...	32,807,539 00	1,096	"	"	"	4,902	62,529
3e période (1er mars 1848 au 31 déc. 1851)...	8,782,465 00	131,298	"	"	"	24,135,461	50,599,161
4e période (1er janvier 1852 au 31 déc. 1870).	183,659,317 60	895,302	140,837,039f08	"	"	1,925,815	88,175,587
Total.....	260,427,235 60	1,034,764	140,837,039 08	"	"	26,075,921	154,841,041.
5e période (du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1915).							
Extinction de majorats réversibles à l'État....	"	"	8,397f00	"	"	"	868,908f 363c
Rentes annulées en exécution de l'article 12 de la loi du 28 mai 1853 sur les rentes viageres pour la vieillesse.....	5,814,259f 00c	"	"	627,689f00	"	"	2,754,565 000
Annulation de rentes appartenant au domaine de l'État.....	262 00	"	9,673 00	83 50	1,074f000	"	371,581 260
Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o.	340,182,317 00	"	"	"	"	"	"
Annulation des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.....	4,767 00	"	"	"	"	"	"
Annulation des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	"	"	3,503,516 00	"	"	100,279	"
Rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) converties en rentes 3 p. o/o.....	"	"	33,683,385 00	"	"	345,817	"
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4).....	"	"	"	"	"	"	5,560,7 000
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883) converties en rentes 3 1/2 p. o/o.....	"	"	"	305,540,275 80	"	"	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) s'élevant à 2,000 francs remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.).....	"	"	"	"	1,555 555	"	"
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations (loi du 30 déc. 1900).	"	"	"	"	"	"	16,500,000 000
Rentes 3 1/2 p. o/o converties en 3 p. o/o..	"	"	"	"	237,577,852 286	"	"
Rentes remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.....	"	"	"	"	60,374 000	"	"
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations (loi du 31 déc. 1907).	"	"	"	"	"	"	7,950,000 000
Total des rentes annulées.....	346,001,605 00	"	37,450,526 00	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	34,812,780 997
Total des rentes annulées au 31 déc. 1915.	606,428,840 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	189,653,821 997

Pour la nomenclature détaillée des rentes inscrites ou annulées antérieurement au 1er janvier 1871, voir le Compte général des finances, année 1856 (pages 456 à 458), année 1882 (pages 890 à 893), année 1883 (pages 892 à 897).

Tableau résumé des rentes inscrites et annulées depuis l'origine du Grand Livre jusqu'au 31 décembre 1915.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	RENTES EXISTANTES.
Rentes 5 p. o/o.....	606,428,840f 60c	606,428,840f 60c	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1825).....	1,034,764 00	1,034,764 00	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1852).....	178,387,565 08	178,387,565 08	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883).....	306,168,048 30	306,168,048 30	"
Rentes 4 p. o/o.....	26,522,017 00	26,522,017 00	"
Rentes 3 p. o/o.....	847,318,845 024	189,653,821 997	657,665,023 027
Rentes 3 1/2.....	237,640,855 841	237,640,855 841	"
Total.....	2,203,500,935 845	1,545,835,912 818	657,665,023 027

Voir ci après les tableaux détaillés par fonds et par périodes, pages 40 à 55.

Suite de l'*État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1915.*

TABLEAU PAR NATURE DE RENTES.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	RÉSULTATS POUR CHAQUE PÉRIODE. Excédent des émissions sur les annulations.	RÉSULTATS POUR CHAQUE PÉRIODE. Excédent des annulations sur les émissions.	OBSERVATIONS.
RENTES 5 P. 0/0.					
1er avril 1814	63,307,637f 00c	//	63,307,637f 00c	//	
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	135,632,645 00	35,177,914f 00c	100,454,731 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	15,794,762 00	32,807,539 00	//	17,012,777f 00c	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	44,351,068 60	8,782,465 00	35,568,603 60	//	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	1,341,123 00	183,659,317 60	//	182,318,194 60	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1883	346,001,605 00	346,001,605 00	//	//	
TOTAUX	606,428,840 60	606,428,840 60	199,330,971 60	199,330,971 60	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).					
Du 1er janvier 1883 au 31 décembre 1894	306,168,048 30	306,168,048 30	//	//	
TOTAUX	306,168,048 30	306,168,048 30	//	//	
RENTES 3 1/2 P. 0/0.					
Du 1er janvier 1894 au 31 décembre 1902	237,640,855 841	237,640,855 841	//	//	
TOTAUX	237,640,855 841	237,640,855 841	//	//	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).					
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	//	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	2,794 00	37,450,526 00	//	37,447,732 00	
TOTAUX	178,387,565 08	178,387,565 08	37,447,732 00	37,447,732 00	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	//	1,096 00	//	1,096 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	//	131,298 00	//	131,298 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	//	895,302 00	//	895,302 00	
TOTAUX	1,034,764 00	1,034,764 00	1,027,696 00	1,027,696 00	
RENTES 4 P. 0/0 (1828).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1831	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	23,387,067 00	4,902 00	23,382,165 00	//	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	//	24,135,464 00	//	24,135,464 00	
Du 1er janvier 1851 au 31 décembre 1870	//	1,925,815 00	//	1,925,815 00	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	//	446,096 00	//	446,096 00	
TOTAUX	26,522,017 00	26,522,017 00	26,507,375 00	26,507,375 00	
RENTES 3 P. 0/0 (1825-1915).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	47,505,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	38,564,235 00	62,529 00	38,501,706 00	//	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	34,314,644 00	50,599,164 00	//	16,284,520 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	382,784,982 36	88,175,587 00	294,609,395 360	//	
Du 1er janvier 1871 au 31 decembre 1915	344,149,288 664	34,812,780 997	309,336,507 667	//	
TOTAUX	847,318,845 024	189,653,821 997	673,949,543 027	16,284,520 00	
Rentes inscrites au 1er janvier 1916			657,665,023 027		

TABLEAU PAR PÉRIODE.

	MONTANT DES RENTES inscrites à l'origine de chaque période.	RENTES INSCRITES.	TOTAL.	RENTES ANNULÉES.	MONTANT DES RENTES inscrites à la fin de chaque période.	OBSERVATIONS.
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.						Pour le montant des rentes restant à inscrire à la fin de chaque période, voir page 54.
Rentes 5 p. 0/0	63,307,637f 00c	135,632,645f 00c	198,940,282f 00c	35,177,914f 00c	163,762,368f 00c	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	//	1,034,764 00	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	
—— 4 p. 0/0	//	3,134,950 00	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	
—— 3 p. 0/0	//	47,505,695 00	47,505,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	
TOTAUX	63,307,637 00	187,308,054 00	250,615,691 00	51,198,483 00	199,417,208 00	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848.						
Rentes 5 p. 0/0	163,762,368 00	15,794,762 00	179,557,130 00	32,807,539 00	146,749,591 00	
—— 4 1/2 p 0/0 (1825)	1,027,696 00	//	1,027,696 00	1,096 00	1,026,600 00	
—— 4 p. 0/0	3,125,210 00	23,387,067 00	26,512,277 00	4,902 00	26,507,375 00	
—— 3 p. 0/0	31,501,934 00	38,564,235 00	70,066,169 00	62,529 00	70,003,640 00	
TOTAUX	199,417,208 00	77,746,064 00	277,163,272 00	32,876,066 00	244,287,206 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.						
Rentes 5 p. 0/0	146,749,591 00	44,351,068 60	191,100,659 60	8,782,465 00	182,318,194 60	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	1,026,600 00	//	1,026,600 00	131,298 00	895,302 00	
—— 4 p. 0/0	26,507,375 00	//	26,507,375 00	24,135,464 00	2,371,911 00	
—— 3 p. 0/0	70,003,640 00	34,314,644 00	104,318,284 00	50,599,164 00	53,719,120 00	
TOTAUX	244,287,206 00	78,665,712 60	322,952,918 60	83,648,391 00	239,304,527 60	
Du 1er janvier 1852 au 31 déc. 1870.						
Rentes 5 p. 0/0	182,318,194 60	1,341,123 00	183,659,317 60	183,659,317 60	//	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	895,302 00	//	895,302 00	895,302 00	//	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	//	178,384,771 08	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	
—— 4 p. 0/0	2,371,911 00	//	2,371,911 00	1,925,815 00	446,096 00	
—— 3 p. 0/0	53,719,120 00	382,784,982 36	436,504,102 36	88,175,587 00	348,328,515 36	
TOTAUX	239,304,527 60	562,510,876 44	801,815,404 04	415,593,060 68	386,222,343 36	
Du 1er janvier 1871 au 31 déc. 1915.						
Rentes 5 p. 0/0	//	346,001,605 00	346,001,605 00	346,001,605 00	//	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1883)	//	306,168,048 30	306,168,048 30	306,168,048 30	//	
—— 3 1/2 p. 0/0	//	237,640,855 841	237,640,855 841	237,640,855 841	//	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	37,447,732 00	2,794 00	37,450,526 00	37,450,526 00	//	
—— 4 p. 0/0	446,096 00	//	446,096 00	446,096 00	//	
—— 3 p. 0/0	348,328,315 36	344,149,288 664	692,477,604 024	34,812,780 997	657,665,023 027	
TOTAUX	386,222,343 36	1,233,962,591 805	1,620,184,935 165	962,519,912 138	657,665,023 027	

IX. *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de celles depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1916, appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.	RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.						OBSERVATIONS.
					5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0.			4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
						1825.	1852.	1883.			
PREMIÈRE PÉRIODE. (Du 24 août 1793 à l'année 1800.)											
Les rentes intégrales, susceptibles d'être inscrites au Grand-Livre créé par la loi du 24 août 1793 devaient s'élever à 174,716,000 francs. (Note annexée au compte de 1832, page 472.) (A)											
La consolidation au tiers, opérée en vertu de la loi du 9 vendémiaire an VI, et les diverses annulations qui ont eu lieu de rentes reçues en payement de domaines nationaux, ou confisquées sur les émigrés et les mainmortables, etc., ont réduit les rentes inscrites à	40,216,000f	"	"	40,216,000f	40,216,000f	"	"	"	"	"	
DEUXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814.)											
Dette des pays réunis à la France	6,086,000f	"	"	6,086,000	6,086,000	"	"	"	"	"	
Créations de rentes pour le payement de l'arriéré. (Lois des 30 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.)											
Arriéré antérieur à l'an V	5,663,000	"	"	5,663,000	5,663,000	"	"	"	"	"	
Arriéré de l'an V à l'an IX	4,591,000	"	"	4,591,000	4,591,000	"	"	"	"	"	
Arriéré de l'an X à l'année 1809	1,000,000	"	"	1,000,000	1,000,000	"	"	"	"	"	
Créations pour le service courant. (Loi du 24 avril 1806, loi du 15 janvier et décret du 3 février 1810.)											
Au profit de la Caisse d'amortissement, en échange de bons	5,000,000	"	"	5,000,000	5,000,000	"	"	"	"	"	
Au profit du domaine extraordinaire, en échange de valeurs	750,000	"	"	750,000	750,000	"	"	"	"	"	
Pour divers motifs et appoints négligés	1,637	"	"	1,637	1,637	"	"	"	"	"	
TOTAL des rentes créées pendant la 2e période.	23,091 637	23,091,637	"	23,091,637	23,091,637	"	"	"	"	"	
TOTAL au 1er avril 1814 (5 p. 0/0)	63,307,637	"	63,307,637f	63,307,637	63,307,637	"	"	"	"	"	
TROISIÈME PÉRIODE. (Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.)											
ACCROISSEMENTS.											
Rentes créées pour le payement des dettes arriérées. (Lois des 23 septembre, 21 décembre 1814, 28 avril 1816, etc. — 5 p. 0/0.)	35,622,768	"	"	35,622,768	35,622,768	"	"	"	"	"	
A reporter	35,622,768	63,307,637	"	35,622,768	35,622,768	"	"	"	"	"	

(A) On a, dans ce travail, rapporté toutes les émissions à la date de la création des rentes ou à celle des actes qui en ont autorisé l'inscription, sans avoir égard aux époques de leur délivrance, qui, dans plusieurs cas, a pu s'étendre d'une période à l'autre.

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1916, et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 1825.	4 1/2 p. 0/0 1852.	4 1/2 p. 0/0 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report	35,622,768	63,307,637f	"	"	35,622,768f	35,622,768f	"	"	"	"	"	
Rentes créées pour l'acquit des contributions et charges de guerre. (Lois des 23 décembre 1815, 6 mai 1818, etc. — 5 p. o/o.)	43,185,199	"	"	"	43,185,199	43,185,199	"	"	"	"	"	
Rentes créées pour couvrir l'insuffisance des budgets. (Lois des 28 avril 1816, 6 mai et 15 mai 1818, etc. — 5 et 4 p. o/o.)	59,974,950	"	"	"	59,974,950	56,840,000	"	"	"	3,134,950f	"	
Conversion facultative autorisée par la loi du 1er mai 1825. (4 1/2 et 3 p. o/o.)	25,493,799	"	"	"	25,493,799	"	1,034,764f	"	"	"	24,459,035f	
Rentes créées pour l'indemnité accordée aux émigrés et anciens propriétaires dépossédés. (Loi du 27 avril 1825. — 3 p. o/o.)	25,995,310	"	"	"	25,995,310	"	"	"	"	"	25,995,310	
Savoir : Pour emprunts ..... 99,073,619f Rentes remises à divers..... 91,198,107												
TOTAL	190,272,026	"	"	"	190,272,026	135,647,967	1,034,764	"	"	3,134,950	50,454,345	
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de cette caisse (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	53,833,174	"	53,833,174f	"								
RESTE	136,438,852											
TOTAL des rentes créées pendant la 3e période		"	"	"								
ANNULATIONS.												
Rentes converties. (Loi du 1er mai 1825. — 5 p. o/o.) 31,723,956f Annulations de diverses rentes ayant fait retour à l'État (5 et 3 p. o/o) 3,454,433	35,178,389f	"	"	"	31,723,956 3,454,433	31,723,956 3,453,958	" "	" "	" "	" "	" 475	
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissemt. (Loi du 1er mai 1825. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)	"	"	16,020,094	"	16,020,094	"	7,068	"	"	9,740	16,003,286	
RESTE en rentes actives	101,260,463	101,260,463	"	"	51,198,483	35,177,914	7,068	"	"	9,740	16,003,761	
TOTAL des rentes annulées pendant la 3e période		"	"	"								
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er août 1830		164,568,100	37,813,080	202,381,180f	(A) 202,381,180	163,777,690	1,027,696	"	"	5,210	34,450,584	(A) Rentes inscrites (Voir p. 41). 199,417,208f Rentes restant à inscrire. 2,963,972 TOTAL ÉGAL 202,381,180
QUATRIÈME PÉRIODE. (Du 1er août 1830 au 29 février 1848.)							QUATRIÈME PÉRIODE.					
ACCROISSEMENTS.												
Rentes créées pour le service de divers emprunts. (De 1830 à 1847. — 5 et 3 p. o/o.)	31,158,734	"	"	"	31,158,734	15,779,016	"	"	"	"	15,379,718	
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (1837 et 1845. — 4 p. o/o.)	8,092,647	"	"	"	8,092,647	"	"	"	"	8,092,647	"	
Rentes délivrées aux communes pour biens vendus (5 p. o/o)	315	"	"	"	315	315	"	"	"	"	"	
Rétablissements (5 p. o/o)	109	"	"	"	109	109	"	"	"	"	"	
TOTAL	39,251,805											
Consolidation des réserves de l'amortissement. (Loi du 10 juin 1833. — 4 et 3 p. o/o.)		"	35,530,347	"	35,530,347	"	"	"	"	15,294,420	20,235,927	
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 1er mars 1848, à déduire des rentes actives, à ajouter à celles de l'amortissement (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	26,098,472	"	26,098,472	"	"	"	"	"	"	"	"	
RESTE	13,153,333	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
TOTAL des rentes créées pendant la 4e période		"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
À reporter	13,153,333	164,568,100	99,441,899	"	74,782,152	15,779,440	"	"	"	23,387,067	35,615,645	
					"	"	"	"	"	"	"	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives*

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1916, et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
Report	13,153 333f 00	164,568,100f 00	99,441,899f	//
Annulations diverses : 5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o	876,066 00	//	//	//
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissemt. (Lois des 27 et 28 juin 1833. — 5 p. o/o.)	//	//	32,000,000	//
Reste en rentes actives	12,277,267 00	12,277,267 00	//	//
Total des rentes annulées pendant la 4e période		//	//	//
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er mars 1848		176,845,367 00	67,441,899	244,287,266f 00
CINQUIÈME PÉRIODE. (Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.)				
ACCROISSEMENTS.				
Emprunts. (Décrets des 9 mars 1848, 7 et 24 juillet 1848. — 5 p. o/o.)	14,935,387f 00	//	//	//
Consolidation des livrets des caisses d'épargne et de la dette flottante du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848. — 5 et 3 p. o/o.)	35,774,513 00	//	//	//
Rachat du chemin de fer de Paris à Lyon. (Décret du 17 août 1848. — 5 p. o/o.)	6,817,348 60	//	//	//
Indemnité coloniale. (Lois des 30 avril 1849 et 30 juillet 1850. — 5 p. o/o.)	6,000,000 00	//	//	//
Total	63,527,248 60			
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. o/o)		//	18,608,355	//
Rachats faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 14 juillet 1848, à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 et 3 p. o/o)	1,019,054 00	//	1,019,054	//
Reste	62,508,194 60			
Total		//	87,069,308	//
Total des rentes créées pendant la 5e période		//	//	//
ANNULATIONS.				
Rentes des caisses d'épargne annulées par suite de la consolidation des livrets. (Décret du 7 juillet 1848. — 4 p. o/o.) 8,035,211f Annulations diverses (5 p. o/o) 549,487	8,584,698f 00	//	//	//
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement (Loi du 4 décembre 1849), savoir :				
Rentes provenant de rachats (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o) 28,622,606f Rentes provenant de la consolidation des réserves (4 et 3 p. o/o) 46,441,087	//	//	75,063,693	//
Reste en rentes actives	53,923,496 60	53,923,496 60	//	//
Total des rentes annulées pendant la 5e période		//	//	//
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1852		230,768,863 60	12,005,615	242,774,478f 60

TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
//	//	//	//	//	//	//	
876,066f 00	807,539f 00	1,096f	//	//	4,902f	62,529f	
32,000,000 00	32,000,000 00	//	//	//	//	//	
32,876,066 00	32,807,539 00	1,096	//	//	4,902	62,529	
(a) 244,287,266 00	146,749,591 00	1,026,600	//	//	26,507,375	70,003,700	

(a) Rentes inscrites (Voir p. 41) 244,287,206f
Rentes restant à inscrire 60
Total égal 244,287,266

CINQUIÈME PÉRIODE.

	14,935,387f 00	//	//	//	//	//	
35,774,513 00	20,068,284 00	//	//	//	//	15,706,229f	
6,817,348 60	6,817,348 60	//	//	//	//	//	
6,000,000 00	6,000,000 00	//	//	//	//	//	
18,608,355 00	//	//	//	//	//	18,608,355	
//	//	//	//	//	//	//	
82,135,603 60	47,821,019 60	//	//	//	//	34,314,584	
8,035,211 00	//	//	//	//	8,035,211f	//	
549,487 00	549,487 00	//	//	//	//	//	
28,622,606 00	8,232,978 00	131,298f	//	//	805,833	19,452,497	
46,441,087 00	//	//	//	//	15,294,420	31,146,667	
83,648,391 00	8,782,465 00	131,298	//	//	24,135,464	50,599,164	
(b) 242,774,478 60	185,788,145 60	895,302	//	//	2,371,911	53,719,120	

(b) Rentes inscrites (Voir p. 41) 239,304,528
Rentes restant à inscrire 3,469,950
Total égal 242,774,478

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1916, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
SIXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870.)	Report.....		230,768,863f 60c	12,005,615f	"	SIXIÈME PÉRIODE.							
ACCROISSEMENTS.													
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o. (Decret du 14 mars 1852).....		158,097,609f 08	"	"	"	158,097,609f 08	"	"	158,097,609f 08	"	"	"	
Rentes provenant de l'indemnité coloniale :													
Montant des rentes 5 p. o/o restant à inscrire.....	2,128,828f												
Diminution d'un dixième.....	212,883												
Reste à inscrire en rentes 4 1/2 p. o/o.....	1,915,945	1,915,945 00	"	"	"	1,915,945 00	"	"	1,915,945 00	"	"	"	
Rentes échangées pour faciliter la conversion. (Decret du 27 avril 1852. — 3 p. o/o.)..		4,403,436 00	"	"	"	4,403,436 00	"	"	"	"	"	4,403,436f	
Rentes créées au profit de la Légion d'honneur. (Decret du 27 mars 1852.—4 1/2 p. o/o.)		500,000 00	"	"	"	500,000 00	"	"	500,000 00	"	"	"	
Emprunts occasionnés par la guerre d'Orient. (1854 et 1855. — 4 1/2 et 3 p. o/o.)....		71,709,380 00	"	"	"	71,709,380 00	"	"	16,992,520 00	"	"	54,716,860	
Rentes créées au nom des héritiers de la reine des Belges. (Loi du 10 juillet 1856.—3 p. o/o)		200,000 00	"	"	"	200,000 00	"	"	"	"	"	200,000	
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.—3 p. o/o.).		441,176 00	"	"	"	441,176 00	"	"	"	"	"	441,176	
Rétablissement de rentes indûment annulées lors de la conversion. (4 1/2 p. o/o.).....		1,051 00	"	"	"	1,051 00	"	"	1,051 00	"	"	"	
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Loi du 19 juin 1857. — 3 p. o/o.)..		7,942,315 00	"	"	"	7,942,315 00	"	"	"	"	"	7,942,315	
Rétablisst d'une partie du majorat du duc d'Istrie. Décret du 19 mars 1858.—4 1/2 p. o/o)		8,397 00	"	"	"	8,397 00	"	"	8,397 00	"	"	"	
Emprunt occasionné par la guerre d'Italie. (Loi du 2 mai 1859.— 4 1/2 et 3 p. o/o.)..		25,773,370 00	"	"	"	25,773,370 00	"	"	573,710 00	"	"	25,199,660	
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857. — 3 p. o/o.).....		4,000,000 00	"	"	"	4,000,000 00	"	"	"	"	"	4,000,000	
Conversion des obligations trentenaires. (Loi du 12 février 1862. — 3 p. o/o.).....		12,092,520 00	"	"	"	12,092,520 00	"	"	"	"	"	12,092,520	
Conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o (Loi du 12 février 1862), savoir :													
4 1/2 p. o/o.....	133,619,587f	135,255,410 00	"	"	"	135,255,410 00	"	"	"	"	"	135,255,410	
4 p. o/o.....	1,635,823												
Report au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852) des rentes 4 1/2 p. o/o (1825).....		298,283 00	"	"	"	298,283 00	"	"	298,283 00	"	"	"	
Emprunt occasionné par la guerre du Mexique. (Loi du 30 déc. 1863. — 3 p. o/o.)...		14,249,339 00	"	"	"	14,249,339 00	"	"	"	"	"	14,249,339	
Emprunt de 1868. (Loi du 1er août 1868. — 3 p. o/o.).....		19,514,315 00	"	"	"	19,514,315 00	"	"	"	"	"	19,514,315	
Conversion des emprunts mexicains (Loi du 2 août 1868. — 3 p. o/o), savoir :													
Article 1er de l'arrêté du 5 février 1869.....	4,000,000f												
Article 2 du même arrêté.....	1,701,605	5,701,606 00	"	"	"	5,701,606 00	"	"	"	"	"	5,701,606	
Opération d'ordre. (Compte général de 1882, pages 869 et 874.)	1												
Emprunt de 1870. (Loi du 12 août 1870. — 3 p. o/o.).....		39,830,306 00	"	"	"	39,830,306 00	"	"	"	"	"	39,830,306	
Total.....		501,934,458 08											
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. o/o).....		.....	"	75,990,468	"	75,990,468 00	"	"	"	"	"	75,990,468	
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la Caisse des retraites pour la vieillesse (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. o/o).....	3,381,280f	9,869,446f 00	"	9,869,446	"								
Rachats faits par la Caisse d'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. o/o).....	6,488,166												
Reste		492,065,012 08											
Total des rentes créées pendant la 6e période.....			"	"	"	577,924,926 08	"	"	178,387,515 08	"	"	399,537,411	
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.													
Résultat de la conversion ordonnée par le décret du 14 mars 1852 :													
Rentes 5 p. o/o à convertir.....	175,664,010f 09		"	"	"	175,664,010 09	175,664,010f 09	"	"	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o remises en remplacement.	158,097,609 08												
ction.....	17,566,401 01												
Annulation des rentes 5 p. o/o de l'indemnité coloniale restant à inscrire à l'époque de la conversion.....	2,128,828 00		"	"	"	2,128,828 00	2,128,828 00	"	"	"	"	"	
Remboursements effectués en vertu du décret du 14 mars 1852 (5 p. o/o).	3,685,592 51		"	"	"	3,685,592 51	3,685,592 51	"	"	"	"	"	
Remboursements de portions de rentes non inscriptibles, en exécution du même décret (4 1/2 p. o/o).....	206,432 18		"	"	"	206,432 18	"	"	206,432 18	"	"	"	
Rentes annulées par suite d'échange. (Décr. du 27 avril 1852.—4 1/2 p. o/o)	4,475,655 90		"	"	"	4,475,655 90	"	"	4,475,655 90	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o. (Loi du 11 février 1862.).....	135,255,410 00		"	"	"	135,255,410 00	"	586,277f	133,033,310 00	"	1,635,823f	"	
A reporter.....	321,415,928 68	492,065,012 08	230,768,863 60	97,865,529		321,415,928 68	181,478,430 60	586,277	137,715,398 08	"	1,635,823	"	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1916, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report.....	321,415,928f 68	492,065,012f 08	230,768,863f 60c	97,865,529f	//	321,415,928f 68	181,478,430f 60	586,277f	137,715,398f 08	//	//	1,635,823f	//	
Report des rentes 4 1/2 p. o/o (1825) au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852)	298,283 00		//	//	//	298,283 00	//	298,283	//	//	//	//	//	
Annulations diverses (4 1/2 et 3 p. o/o).....	427,646 00		//	//	//	427,646 00	1,715 00	//	365,015 00	//	//	//	60,916f 00c	
Annulation des rentes afférentes aux obligations et titres mexicains qui n'ont pas été déposées au Trésor avant le 31 décembre 1860. (Arrêté ministériel du 25 mars 1870, art. 2.) (3 p. o/o) (a) 33,699f / 1,701,605 1	1,735,305 00		//	//	//	1,735,305 00	//	//	//	//	//	//	1,735,305 00	
Opération d'ordre. (Compte général de 1882, p. 875.)														
TOTAL.....	323,877,162 68	323,877,162 68												
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, savoir:														
Rentes rachetées antérieurt à 1848. (Déc. du 17 mars 1852. 5 p. o/o.)	4,308,000 00		//	//	4,308,000 00	4,308,000 00	//	//	//	//	//	//	//	
Rentes rachetées en 1859 et 1860. (Loi du 28 juin 1865. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.).....	2,467,363 00		//	//	2,467,363 00	//	//	1,247,921 00	//	//	23,165	1,196,277 00		
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.).	3,381,280 00		//	//	3,381,280 00	//	10,742	1,608,705 00	//	//	266,827	1,495,006 00		
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles émises pour la dotation de l'armée. (Lois des 19 juin 1857 et 14 juillet 1860. — 3 p. o/o.).....	7,942,315 00	//	//	93,844,726	//	7,942,315 00	//	//	//	//	//	//	7,942,315 00	
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles transférées à la Banque de France. (L. du 8 juin 1857. 3 p. o/o.)	4,000,000 00		//	//	//	4,000,000 00	//	//	//	//	//	//	4,000,000 00	
Rentes provenant de la consolidation des réserves. (Lois des 28 juin 1865 et 11 juillet 1866. — 3 p. o/o.).....	71,745,768 00		//	//	//	71,745,768 00	//	//	//	//	//	//	71,745,768 00	(a) Rentes inscrites..... 386,222,343f
RESTE en rentes actives.....	168,187,849 40		168,187,849 40	//	//									Rentes restant à inscrire.... 16,755,173
TOTAL des rentes annulées pendant la 6e période.....						417,721,888 68	185,788,145 60	895,302	140,937,039 08	//	//	1,925,815	88,175,587 00	TOTAL ÉGAL. 402,977,516
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1871.....			398,956,713 00	4,020,803	402,977,516f	(a) 402,977,516 00	//	//	37,450,476 00	//	//	446,096	365,080,944 00	
SEPTIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1915.)						SEPTIÈME PÉRIODE.								
ACCROISSEMENTS.														
Emprunt de 1871. (Loi du 21 juin 1871. — 5 p. o/o.).....	138,975,295f 00		//	//	//	138,975,295f 00c	138,975,295f 00	//	//	//	//	//	//	
Emprunt de 1872. (Loi du 15 juillet 1872. — 5 p. o/o.).....	207,026,310 00		//	//	//	207,026,310 00	207,026,310 00	//	//	//	//	//	//	
Rentes créées en faveur des princes de la maison d'Orléans. (L. du 10 juil. 1856. 3 p. o/o.)	400,000 00		//	//	//	400,000 00	//	//	//	//	//	//	400,000f 00c	
Rentes destinées à remplacer les inscriptions de pareille somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873. — 3 p. o/o.).....	350,000 00		//	//	//	350,000 00	//	//	//	//	//	//	350,000 00	
Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1860. (L. du 22 déc. 1880. 4 1/2 o/o.)	50 00		//	//	//	50 00	//	//	50f 00	//	//	//	//	
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2. (Loi du 27 avril 1883.).....	306,164,085 30		//	//	//	306,164,085 30	//	//	//	306,164,085f 30c	//	//	//	
Rentes émises en échange des rentes 5 p. o/o remboursées aux particuliers. (Loi du 27 avril 1883, art. 9; décret du 12 mai 1883. — 4 1/2 p. o/o.).....	3,963 00		//	//	//	3,963 00	//	//	//	3,963 00	//	//	//	
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.).....	13,157,894 00		//	//	//	13,157,894 00	//	//	//	//	//	//	13,157,894 00	
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.)	1,879,699 00		//	//	//	1,879,699 00	//	//	//	//	//	//	1,879,699 00	
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.).....	18,947,368 00		//	//	//	18,947,368 00	//	//	//	//	//	//	18,947,368 00	
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o.....	37,632,997 00		//	//	//	37,632,997 00	//	//	//	//	//	//	37,632,997 00	
Rentes 3 p. o/o. — Ces rentes, provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. o/o 1852, ont été remboursées au Sénégal et à la Réunion et figurent ci-après aux annulations.....	194 922		//	//	//	194 922	//	//	//	//	//	//	194,922	
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890. Décret et arrêté du 2 janvier 1891.)	28,184,376 00		//	//	//	28,184,376 00	//	//	//	//	//	//	28,184,376 00	
Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.).....	237,595,231 841		//	//	//	237,595,231 f841c	//	//	//	//	237,595,231f 841c	//	//	
Rentes émises en échange des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux particuliers. (Loi du 17 janvier 1894, art. 9. — 3 1/2 p. o/o.).....	45,624 000		//	//	//	45,624 000	//	//	//	//	45,624 00	//	//	
Émission de 1901. (Loi du 6 décembre 1901.).....	7,950,000 000		//	//	//	7,950,000 000	//	//	//	//	//	//	7,950,000 000	
Réinscription de rentes au nom de la Caisse des dépôts et consignations.....	15,256,172 000		//	//	//	15,256,172 000	//	//	//	//	//	//	15,256,172 000	
Conversion des rentes 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o.....	203,638,159 102		//	//	//	203,638,159 102	//	//	//	//	//	//	203,638,159 102	
TOTAL.....	1,217,207,419 165												//	
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la caisse des retraites pour la vieillesse. (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (3, 4, 4 1/2 et 5 p. o/o)..... 9,196,513f / Rachats faits par la Caisse d'amortissement en 1871 (3 p. o/o)..... 383,484	9,579,997 000	//	9,579,997	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
RESTE à reporter.....	1,207,627,422 165	398,956,713 00	13,600,800	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
TOTAL des rentes créées pendant la 7e période à reporter.....						1,217,207,419 165	346,001,605 00	//	50 00	306,168,048 30	237,640,855 841	//	327,396,860 024	

(a) Voir le Compte général des finances de 1869, page 638.

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1916, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report		1,207,627,422f165	398,956,713f00c	13,600,800	#	1,217,207,419f165	346,001,605f	#	50f	306,168,048f30c	237,640,855f841	#	327396,860f024	
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.														
Annulation de la somme restée disponible sur le crédit d'inscriptions afférent au rachat du palais de l'Industrie. (Décision ministérielle du 31 mai 1872.)	2,492f000c		#	#	#	2,492 000	#	#	#	#	#	#	2,492 000	
Dotations réversibles ayant fait retour à l'État (3 et 4 1/2 p. 0/0)	877,305 363		#	#	#	877,305 363	#	#	8,397	#	#	#	868,908 363	
Annulations de rentes au nom du domaine de l'État (5, 4 1/2, 3 1/2 et 3 p. 0/0)	382,673 760		#	#	#	382,673 760	262	#	9,673	83 50	1,074	#	371,581 260	
Annulation d'une rente convertie par double emploi en 1862. (Loi du 22 décembre 1880. — 3 p. 0/0.)	50 000		#	#	#	50 000	#	#	#	#	#	#	50 000	
Annulation de rentes 5 p. 0/0 remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	4,767 000		#	#	#	4,767 000	4,767	#	#	#	#	#	#	
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 27 avril 1883 :														
Rentes 5 p. 0/0 à convertir	340,182,317f00c	340,182,317 000	#	#	#	340,182,317 000	340,182,317	#	#	#	#	#	#	
Rentes 4 1/2 p. 0/0 remises en remplacement	306,164,085 30													
RÉDUCTION	34,018,231 70													
Annulation de rentes ayant appartenu à la caisse d'épargne dite « Tontine Lafarge » (4 1/2 p. 0/0 (1852) et 3 p. 0/0)	1,049,767f452		#	#	#	1,049,767 452	#	#	245,555	#	#	#	804,212 452	
Annulation de rentes 4 et 4 1/2 p. 0/0 (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	3,603,795 000		#	#	#	3,603,795 000	#	#	3,503,516	#	#	100,279f	#	
Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. 0/0. (Déc. minist. des 6 mars et 8 mai 1888.)	194 922		#	#	#	194 922	#	#	#	#	#	#	194 922	
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. 0/0 (1852) en rentes 3 p. 0/0	34,029,202 000		#	#	#	34,029,202 000	#	#	33,683,385	#	#	345,817	#	
Annulation de rentes 3 p. 0/0 appartenant à la Caisse des dépôts et consignations, annulées en vertu de la loi du 24 décembre 1890	5,560,777 000		#	#	#	5,560,777 000	#	#	#	#	#	#	5,560,777 000	
Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	60,692 000		#	#	#	60,692 000	#	#	#	60,692 00	#	#	#	
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 17 janvier 1894 :														
Rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) à convertir	305,479,583 800	305,479,583 800	#	#	#	305,479,583 800	#	#	#	305,479,583 80	#	#	#	
Rentes 3 1/2 p. 0/0 remises en remplacement	237,595,231 841													
Réduction	67,884,351 959													
Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) s'élevant à 2,000 fr. remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. 0/0. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.)	1,555 555		#	#	#	1,555,555	#	#	#	#	1,555 555	#	#	
Annulation des rentes 3 p. 0/0, cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 30 décembre 1900, art. 6.)	16,500,000 000		#	#	#	16,500,000 000	#	#	#	#	#	#	16,500,000 000	
Annulation de rente 3 1/2 p. 0/0 aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	60,374 000		#	#	#	60,374 000	#	#	#	#	60,374	#	#	
Conversion de rentes 3 1/2 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0	237,577,852 286		#	#	#	237,577,852 286	#	#	#	#	237,577,852 286	#	#	
Annulation de recettes 3 p. 0/0 cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 décembre 1907, art. 24.)	7,950,000 000		#	#	#	7,950,000 000	#	#	#	#	#	#	7,950,000 000	
		953,323,399 138												
		254,304,023 027	254,304,023 027											
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement :														
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 3, 5 et 4 1/2 p. 0/0.)	9,196,513f00c	#	#	13,600,800	#	9,196,513 000	5,814,259	#	#	627,689 00	#	#	2,754,565 000	
Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, 3 p. 0/0. (Loi du 4 août 1874.)	4,404,287 00		4,404,287 00											
TOTAL des rentes annulées pendant la 7e période						962,519,912 138	346,001,605	#	37,450,526	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	34,812,780 997	
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1916			657,665,023 027	#	657,665,023 027	657,665,023 027	#	#	#	#	#	#	657,665,023 027	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1916, celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

RÉCAPITULATION.

	CONSOLIDATION des réserves de l'amortissement. (B)	OPÉRATIONS diverses.
RENTES CRÉÉES.		
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	"	40,216,000f00c
2e ——— Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	"	23,091,637 00
3e ——— Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	"	190,272,026 00
4e ——— Du 1er août 1830 au 29 février 1848	35,530,347f	39,251,805 60
5e ——— Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	18,608,355	63,527,248 60
6e ——— Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	75,990,468	501,934,458 65
7e ——— Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1915	"	1,217,207,419 15
TOTAL	130,129,170	2,075,500,593 25
RENTES ANNULÉES.	RENTES RACHETÉES par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement. (B)	ANNULATIONS diverses.
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	"	"
2e ——— Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	"	"
3e ——— Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	16,020,094f	35,178,389f00c
4e ——— Du 1er août 1830 au 29 février 1848	32,000,000	876,066 00
5e ——— Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	75,063,693	8,584,698 00
6e ——— Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	93,844,726	323,877,162 63
7e ——— Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1915	9,196,513	953,323,399 15
TOTAL	226,125,026	1,321,839,714 83

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
40,216,000f00c	40,216,000f00	"	"	"	"	"	"
23,091,637 00	23,091,637 00	"	"	"	"	"	"
190,272,026 00	135,647,967 00	1,034,764f	"	"	"	3,134,950f	50,454,345f00c
74,782,152 00	15,779,440 00	"	"	"	"	23,387,067	35,615,645 00
82,135,603 60	47,821,019 60	"	"	"	"	"	34,314,584 00
577,924,926 08	"	"	178,387,515f08c	"	"	"	399,537,411 00
1,317,207,419 165	346,001,605 00	"	50	306,168,048f30c	237,640,855f841	"	327,396,860 024
2,205,629,763 845	(a) 608,557,668f60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	847,318,845 024
"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"
51,198,483f00c	35,177,914f00	7,068f	"	"	"	9,740f	16,003,761f00c
32,876,066 00	32,807,539 00	1,096	"	"	"	4,902	62,529 00
83,648,391 00	8,782,465 00	131,298	"	"	"	24,135,464	50,599,164 00
417,721,888 68	185,788,145 60	895,302	140,937,039 08	"	"	1,925,815	88,175,587 00
962,519,912 138	346,001,605 00	"	37,450,526 00	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	34,812,780 997
1,547,964,740 818	608,557,668f60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	189,653,821 997

(B) Voir le compte général des finances de 1884, pages 950 et 951.

(C) Note concernant les rentes 5 p. 0/0.

TABLEAUX.	RENTES 5 P. 0/0. CRÉÉES.	ANNULÉES.
N° X...	608,557,668f	608,557,668f
N° IX, page 40	606,428,840	606,428,840
DIFFÉRENCE ÉGALE : 2,128,828f (A)		

NATURE DES OPÉRATIONS.

SITUATION DES RENTES AUX DIVERSES ÉPOQUES.

ÉPOQUES.	RENTES CRÉÉES.	RENTES ANNULÉES.	RESTE pour LE MONTANT des rentes.	RENTES INSCRITES.	RENTES RESTANT à inscrire.
1er avril 1814	63,307,637f	"	63,307,637f	63,307,637f	"
1er août 1830	253,579,663	51,198,483f	202,381,180	199,417,208	(A) 2,963,972
1er mars 1848	328,361,815	84,074,549	244,287,266	244,287,206	(B) 60
1er janvier 1852	410,497,418	167,722,940	242,774,478	239,304,528	(C) 3,469,950
1er janvier 1871	988,422,344	585,444,828	402,977,516	386,222,343	(D) 16,755,173
1er janvier 1916	2,205,629,763	1,547,964,740	657,665,023	657,665,023	

	RENTES CRÉÉES.	RENTES ANNULÉES.
Le montant des rentes inscrites (page 39) est de	2,203,500,935f	"
Le montant des rentes annulées (page 39) est de	"	1,545,835,912f
TOTAUX au 31 décembre 1915	2,203,500,935	1,545,835,912
Mais ces mêmes opérations figurent au tableau de la récapitulation ci-dessus	2,205,629,763	1,547,964,740
D'où résulte, au tableau par période, tant aux accroissements qu'aux décroissements, une différence en plus de	2,128,828f (A)	

TOTAL DES RENTES existantes.	DÉVELOPPEMENT DES RENTES PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
63,307,637f	63,307,637f	"	"	"	"	"	"
202,381,180	163,777,690	1,027,696f	"	"	"	3,125,210f	34,450,584f
244,287,266	146,749,591	1,026,600	"	"	"	26,507,375	70,003,700
242,774,478	185,788,145	895,302	"	"	"	2,371,911	53,719,120
402,977,516	"	"	37,450,476f	"	"	446,096	365,080,944
657,665,023	"	"	"	"	"	"	657,665,023

OBSERVATIONS.

(A) Rentes 5 p. 0/0	15,322f
——— 3 p. 0/0	948,650
TOTAL	2,963,972
(B) Rentes 3 p. 0/0.	
(C) ——— 5 p. 0/0.	
(D) Rentes 4 1/2 p. 0/0	2,744f
——— 3 p. 0/0	16,752,429
TOTAL	16,755,173

(A) Cette différence s'explique comme il suit :

En conformité de la loi du 30 avril 1849, il avait été ouvert, pour l'indemnité coloniale, un crédit d'inscription en rentes 5 p. 0/0 (voir le Compte général des finances de 1849, pages 434 et 435) de 6,000,000f00c

Cette somme figure parmi les accroissements de la 5e période.

A l'époque de la conversion de 1852, les rentes inscrites sur ce crédit ne montaient qu'à (voir le Compte général des finances de 1852, page 439) 3,871,172 00

Il restait donc de ce chef, au 2 avril 1852, en rentes 5 p. 0/0, un crédit disponible de 2,128,828 00

qui est mentionné parmi les annulations de la 6e période.

Les rentes représentées par cette dernière somme, n'ayant jamais été inscrites, n'ont pu figurer au nombre des rentes créées et annulées du tableau n° IX; il en résulte que les chiffres de ce tableau, comparés à ceux du tableau n° X, présentent, pour les rentes 5 p. 0/0, une différence en moins de 2,128,828 francs.

X. — *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1916. — Rentes inscrites* (A).

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. 0/0 (1828).		RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
		francs.				francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		
1er janvier 1849	669,164	175,189,829	"	"	"	"	1,522	1,026,600	3,935	18,472,16	73,123	86,153,920	747,744	280,842,513	1er janvier 1849	Compte général de l'Administration des finances pour 1848, page 445.
1850	742,387	180,320,040	"	"	"	"	1,677	895,302	3,862	2,371,91	98,404	46,021,505	846,330	229,608,758	1850	pour 1849, page 432.
1851	723,428	180,451,122	"	"	"	"	1,661	895,302	3,934	2,371,91	94,767	49,722,646	823,790	233,440,981	1851	pour 1850, page 424.
1852	711,751	182,318,194	"	"	"	"	1,621	895,302	3,858	2,371,91	93,671	53,719,120	810,901	239,304,527	1852	pour 1851, page 426.
1853	"	"	"	"	625,698	155,138,808	1,994	895,302	3,803	2,371,91	93,695	61,523,464	725,190	219,929,485	1853	pour 1852, page 436.
1854	"	"	"	"	651,785	155,131,086	1,907	886,196	2,617	2,363,32	128,934	64,305,634	785,243	222,686,242	1854	pour 1853, page 439.
1855	"	"	"	"	651,852	159,219,079	1,881	884,560	2,650	2,354,22	178,774	73,984,906	835,157	236,442,772	1855	pour 1854, page 453.
1856	"	"	"	"	780,215	171,132,165	1,979	884,560	2,653	2,353,56	235,491	110,298,232	1,020,338	284,668,525	1856	pour 1855, page 448.
1857	"	"	"	"	778,235	171,768,668	1,810	884,560	2,441	2,353,56	245,798	124,092,446	1,028,284	299,099,242	1857	pour 1856, page 446.
1858	"	"	"	"	747,917	172,004,413	1,805	884,560	2,382	2,353,56	256,578	135,638,412	1,008,682	310,880,953	1858	pour 1857, page 450.
1859	"	"	"	"	714,334	171,935,268	1,831	884,560	2,350	2,353,56	219,187	140,820,250	937,711	315,993,646	1859	pour 1858, page 434.
1860	"	"	"	"	728,929	172,397,811	1,838	884,560	2,312	2,301,73	340,722	162,772,464	1,073,801	338,356,589	1860	pour 1859, page 440.
1861	"	"	"	"	630,221	172,498,884	1,744	884,560	2,237	2,177,56	354,263	174,326,213	988,465	349,887,166	1861	pour 1860, page 456.
1862	"	"	"	"	709,220	172,425,877	1,519	884,560	2,145	2,112,01	395,792	180,621,924	1,108,676	356,044,376	1862	pour 1861, page 474.
1863	"	"	"	"	197,866	39,726,987	"	"	938	472,38	769,698	335,568,108	968,502	375,767,481	1863	pour 1862, page 462.
1864	"	"	"	"	191,988	39,319,394	"	"	976	472,38	775,034	342,911,185	967,998	382,702,965	1864	pour 1863, page 502.
1865	"	"	"	"	186,401	39,148,204	"	"	885	469,26	978,245	364,344,570	1,165,531	403,962,035	1865	pour 1864, page 536.
1866	"	"	"	"	185,327	37,708,982	"	"	895	446,09	898,973	305,396,397	1,085,195	343,551,475	1866	pour 1865, page 534.
1867	"	"	"	"	179,858	37,495,296	"	"	789	446,09	915,036	302,634,936	1,095,683	340,576,328	1867	pour 1866, page 538.
1868	"	"	"	"	174,982	37,448,159	"	"	775	446,09	910,394	302,458,992	1,086,151	340,353,248	1868	pour 1867, page 566.
1869	"	"	"	"	172,353	37,477,706	"	"	755	446,09	936,556	310,040,967	1,109,664	347,934,769	1869	pour 1868, page 572.
1870	"	"	"	"	169,173	37,445,729	"	"	769	446,09	1,084,098	320,195,685	1,254,040	358,087,510	1870	pour 1869, page 582.
1871	"	"	"	"	168,672	37,447,732	"	"	778	446,09	1,100,289	348,328,515	1,269,739	386,222,343	1871	pour 1870, page 588.
1872	633,858	101,061,885	"	"	171,358	37,447,732	"	"	772	446,09	1,342,050	363,170,543	2,148,038	502,126,256	1872	pour 1871, page 630.
1873	1,338,383	224,055,390	"	"	172,063	37,450,476	"	"	774	446,09	1,462,255	364,168,244	3,473,475	626,120,206	1873	pour 1872, page 616.
1874	2,457,854	287,169,770	"	"	171,385	37,450,476	"	"	795	446,09	1,500,006	364,947,151	4,130,040	690,013,493	1874	pour 1873, page 600.
1875	2,769,552	345,756,055	"	"	167,907	37,450,476	"	"	765	446,09	1,441,504	364,752,344	4,379,728	748,404,971	1875	pour 1874, page 606.
1876	2,790,143	345,975,800	"	"	163,837	37,443,636	"	"	763	446,09	1,450,020	364,392,526	4,404,763	748,258,058	1876	pour 1875, page 622.
1877	2,774,235	346,001,605	"	"	161,641	37,443,636	"	"	761	446,09	1,461,129	363,949,429	4,367,766	747,840,766	1877	pour 1876, page 686.
1878	2,635,056	346,001,605	"	"	160,747	37,443,646	"	"	768	446,09	1,488,675	363,486,354	4,285,246	747,377,691	1878	pour 1877, page 696.
1879	2,431,179	345,873,512	"	"	159,459	37,442,779	"	"	786	446,09	1,476,114	363,040,565	4,285,246	747,377,691	1879	pour 1878, page 750.

(A) La période du 1er vendémiaire an IX au 1er janvier 1829 a figuré pour la dernière fois au Compte des finances de 1838, pages 916 et 917. — La période du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1848 a figuré pour la dernière fois au Compte de finances de 1904, page 60.

Suite du *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1916. — Rentes inscrites.*

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 3 1/2 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. 0/0 (1828).	
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.
		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.
1er janvier 1880	2,318,603	344,996,919	//	//	//	//	162,405	37,442,436	//	//	850	446,096
1881	2,278,436	343,893,162	//	//	//	//	166,174	37,442,210	//	//	857	446,096
1882	2,221,383	342,388,441	//	//	//	//	170,005	37,442,235	//	//	887	446,096
1883	2,295,830	340,845,836	//	//	//	//	175,086	37,433,505	//	//	962	446,096
1884	//	//	1,800,714	305,540,359	//	//	186,375	37,433,284	//	//	1,134	446,096
1885	//	//	1,970,592	305,540,359	//	//	186,632	37,433,278	//	//	1,180	446,096
1886	//	//	2,148,826	305,540,359	//	//	193,285	37,433,232	//	//	1,241	446,096
1887	//	//	2,208,708	305,540,359	//	//	198,506	37,432,534	//	//	1,313	446,096
1888	//	//	2,272,999	305,540,359	//	//	//	//	//	//	//	//
1889	//	//	2,188,245	305,540,303	//	//	//	//	//	//	//	//
1890	//	//	2,177,460	305,540,285	//	//	//	//	//	//	//	//
1891	//	//	2,139,946	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//
1892	//	//	2,090,662	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//
1893	//	//	1,960,667	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//
1894	//	//	1,800,064	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//
1895	//	//	//	//	1,785,191	237,639,182	//	//	//	//	//	//
1896	//	//	//	//	1,823,488	237,638,405	//	//	//	//	//	//
1897	//	//	//	//	1,868,086	237,638,398	//	//	//	//	//	//
1898	//	//	//	//	1,896,775	237,638,395	//	//	//	//	//	//
1899	//	//	//	//	1,910,217	237,638,395	//	//	//	//	//	//
1900	//	//	//	//	1,879,753	237,638,374	//	//	//	//	//	//
1901	//	//	//	//	1,900,581	237,638,267	//	//	//	//	//	//
1902	//	//	//	//	1,880,787	237,638 246	//	//	//	//	//	//
1903	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1904	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1905	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1906	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1907	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1908	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1909	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1910	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1911	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1912	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1913	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1914	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1915	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1916	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//

RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
	francs.		francs.		
1,468,063	363,039,704	4,067,535	746,802,952	1er janvier 1880	Compte général de l'Administration des finances pour 1879, page 814.
1,456,659	363,039,256	3,949,921	745,925,155	1881	pour 1880, page 818.
1,475,526	363,038,988	3,902,426	744,820,724	1882	pour 1881, page 856.
1,502,738	363,047,685	3,867,801	743,315,760	1883	pour 1882, page 864.
1,534,969	363,047,128	3,974,616	741,773,122	1884	pour 1883, page 866.
1,563,944	363,046,046	3,523,192	706,466,867	1885	pour 1884, page 918.
1,573,758	363,038,351	3,722,348	706,465,779	1886	pour 1885, page 948.
1,649,365	391,690,289	3,917,110	706,458,038	1887	pour 1886, page 714.
1,944,224	425,398,760	4,057,892	735,109,278	1888	pour 1887, page 727.
2,029,323	433,892,251	4,217,223	730,939,119	1889	pour 1888, page 776.
1,992,005	433,856,720	4,217,568	739,432,554	1890	pour 1889, page 775.
1,952,501	433,855,132	4,169,465	739,397,005	1891	pour 1890, page 783.
1,998,965	428,200,040	4,092,447	739,395,408	1892	pour 1891, page 793.
2,154,930	456,429,070	4,089,627	733,830,316	1893	pour 1892, page 813.
2,220,186	456,467,702	4,115,597	761,969,346	1894	pour 1893, page 853.
2,242,646	456,467,213	4,020,250	762,007,978	1895	pour 1894, page 820.
2,250,222	456,464,375	4,027,837	694,106,395	1896	pour 1895, page 791.
2,257,501	456,391,914	4,073,710	694,102,780	1897	pour 1896, page 797.
2,228,438	456,390,953	4,125,587	694,030,312	1898	pour 1897, page 803.
2,262,139	456,390,456	4,125,213	694,029,348	1899	pour 1898, 2e vol., page 14.
2,342,624	456,367,401	4,172,356	694,028,851	1900	pour 1899, 2e vol., page 14.
2,437,555	456,353,426	4,222,377	694,005,775	1901	pour 1900, 2e vol., page 14.
2,556,829	439,849,158	4,338,136	693,991,693	1902	pour 1901, 2e vol., page 14.
3,729,787	666,676,950	4,437,616	677,487,404	1903	pour 1902, 2e vol., page 14.
4,502,188	666,669,631	3,729,787	666,676,950	1904	pour 1903, 2e vol., page 14.
4,560,687	666,652,819	4,502,188	666,669,631	1905	pour 1904, 2e vol., page 14.
4,537,841	665,916,327	4,560,687	666,652,819	1906	pour 1905, 2e vol., page 14.
4,588,357	665,650,873	4,537,841	665,916,327	1907	pour 1906, 2e vol., page 14.
4,631,857	665,650,858	4,588,357	665,650,873	1908	pour 1907, 2e vol., page 14.
4,534,691	657,700,858	4,534,691	657,700,858	1909	pour 1908, 2e vol., page 14.
4,448,852	657,700,858	4,448,852	657,700,858	1910	pour 1909, 2e vol., page 14.
4,395,249	657,666,700	4,395,249	657,666,700	1911	pour 1910, 2e vol., page 14.
4,392,302	657,666,523	4,392,902	657,666,523	1912	pour 1911, 2e vol., page 14.
4,443,904	657,666,523	4,443,904	657,666,523	1913	pour 1912, 2e vol., page 14.
4,484,811	657,666,523	4,484,811	657,666,523	1914	pour 1913, 2e vol., page 14.
4,484,536	657,665,323	4,484,536	657,665,323	1915	pour 1914, 2e vol., page 14.
4,485,035	657,665,023	4,485,035	657,665,023	1916	pour 1915, 2e vol., page 14.

XI. — *Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des* Portions non réclamées.

	MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1915.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1915.		SITUATION DES RENTES au 1er janvier 1916.
		Accroissement (rejets).	Décroissement (rétablissements).	
Rentes 3 p. o/o.....	1,855,852f 219	369,746f 371	282,945f 898	1,942,652f 692

DETTE

REMBOURSABLE A TERME OU PAR ANNUITÉS.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

RÉSUMÉ

DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

ÉMISSIONS DE 1878 À 1915.

En exécution de la loi du 11 juin 1878 et du décret du 16 juillet suivant, il a été institué au Grand-Livre de la Dette publique une section spécialement consacrée à la Dette amortissable par annuités.

Le capital au pair des rentes 3 p. o/o amortissables a été divisé en 175 séries remboursables annuellement par la voie du tirage au sort en 75 ans, conformément au tableau d'amortissement ci-après.

Le minimum de rente 3 p. o/o amortissable inscriptible est fixé à 15 francs (quinze francs).

Les inscriptions nominatives sont délivrées pour toute somme de 15 francs et les multiples de 15 francs.

Les rentes au porteur seront émises dans les coupures suivantes :

Coupure de	15 fr.	Coupure de	300 fr.
Coupure de	30	Coupure de	600
Coupure de	60	Coupure de	1,500
Coupure de	150	Coupure de	3,000

TABLEAU D'AMORTISSEMENT.

	ANS.		SÉRIES.
De 1879 à 1907	29	1 série par an	29
De 1908 à 1925	18	2 séries par an	36
De 1926 à 1938	13	3 séries par an	39
De 1939 à 1945	7	4 séries par an	28
De 1946 à 1950	5	5 séries par an	25
De 1951 à 1953	3	6 séries par an	18
	75		175

Les émissions de rentes 3 p. o/o amortissables ont été autorisées par la loi et le décret précités des 11 juin et 16 juillet 1878, le décret du 7 mars 1881, la loi du 30 décembre 1882, le décret du 14 mars 1883 et l'arrêté ministériel du même jour, la loi du 30 janvier 1884, le décret du 2 février 1884 et les arrêtés des 2 et 8 février et 24 mai 1884, la loi du 24 décembre 1890, le décret du 14 janvier 1891 et l'arrêté du 3 février 1891. (Voir le Compte général des finances de 1883, pages 926 et suivantes, de 1884, pages 963 et suivantes, et le Compte de l'année 1891, pages 844 et suivantes.)

Les diverses opérations effectuées en conformité des dispositions dont le résumé précède sont consignées dans les deux comptes des *Annuités* et des *Rentes* dressés ci-après :

SITUATION AU 1er JANVIER 1916.

I. COMPTE DES ANNUITÉS.

1° *Relevé du résultat des émissions.*

NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 1	LOIS ET DÉCRETS qui ont autorisé les émissions. 2	JOUISSANCES des RENTES ÉMISES. 3	MONTANT des RENTES. 4	MONTANT du CAPITAL nominal. 5	MONTANT du CAPITAL effectif. 6	TAUX de l'ÉMISSION pour 15 francs de rente. 7	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE des rentes. 8	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE du capital nominal. 9
1	Loi du 11 juin 1878. Décret du 16 juillet 1878.	16 octobre 1878.....	16,495,500f	549,850,000f	439,878,547f 00c	400f environ.	94,260f	3,142,000f
2	Lois des 22 décembre 1878, 21 décembre 1879 et 22 décembre 1880. Décret du 7 mars et arrêté du 21 mars 1881.	16 octobre 1881..... 3,728,745f 16 janvier 1882..... 32,306,115f	36,034,860	1,201,162,000	999,967,365 00	416f 25c	209,505	6,983,500
3	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 avril 1883.....	37,265,700	1,242,190,000	1,000,010,277 44	402 51905	220,515	7,350,500
	Idem.....	16 avril 1883.....	221,850	7,395,000	5,953,256 75	403 51905		
4	*Idem*.....	16 juillet 1883.....	2,975,850	99,195,000	80,029,107 50	403 39285	17,505	583,500
5	Loi du 30 janvier 1884. Décret du 2 février 1884.	16 janvier 1884 (avec rappel d'arrérages à compter du 1er janvier)	11,032,125	367,737,500	294,769,204 95	400 787525	64,905	2,163,500
	Idem.....	16 janvier 1884 (B).....	(A) 1,725	57,500	45,166 61	392 75315		
6	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 janvier 1884.....	2,289,900	76,330,000	59,957,695 88	392 75315	13,470	449,000
7	Loi du 30 janvier 1884. Décret du 2 février 1884.	16 avril 1884.....	13,706,745	456,891,500	349,978,889 00	383 00	81,105	2,703,500
8	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 30 décembre 1882.	16 avril 1884.....	2,096,445	69,881,500	53,991,376 32	386 30665	12,405	413,500
9	Loi du 24 décembre 1890. Décret du 14 janvier 1891. Arrêté du 3 février 1891.	16 janvier 1891.....	5,503,695	183,456,500	174,778,659 00	476 349050	33,765	1,125,500
		TOTAUX.....	127,624,395 (C)	4,254,146,500 (C)	3,459,359,545 45	406 586791 (C)	747,435	24,914,500

(A) Pour les 1,725 francs de rente se rapportant à la consolidation des capitaux de la dette flottante, le nombre des unités de 15 francs de rente n'est que de..... 115
qu'on ne peut répartir en 170 séries; aussi convient-il de réunir cette émission à la précédente, dont le nombre des unités de 15 francs de rente est de..... 735,475
On a ainsi un groupe homogène composé de..... 735,590

unités. Ce nombre est, en effet, divisible par 170 et donne, pour chaque série $\frac{735,590}{170} = 4,327$ unités. Le taux moyen de ces deux émissions sera donc de $\frac{294,814,371^f 56}{735,590} = 400^f 788,268,9$.

(B) Voir, ci-après, l'amortissement des capitaux et des rentes.

(C) Le montant du capital étant de 3,459,359,545f 45c et le nombre des unités de 15 francs de rente 8,508,293 (voir le tableau ci-contre), il en résulte que le cours moyen est de :
$\frac{3,459,359,545^f 45^c}{8,508,293} = 406^f 586,790,728$.

2° *Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente* (B).

NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 1	NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir à l'époque de l'émission. 10	MODE DE LA NÉGOCIATION. 11	NOMBRE DES SÉRIES amorties. 12	NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir. 13	NOMBRE DES UNITÉS À AMORTIR à l'origine. 14	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES antérieurement au 1er janvier 1915. 15	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES pendant l'année 1915. (C) 16	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES au 1er janvier 1916. 17	NOMBRE DES UNITÉS RESTANT à amortir. 18	NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 19
1	175	Souscription publique..	45	130	1,099,700	270,212	12,568	282,780	816,920	1
2	172	*Idem*.....	42	130	2,402,324	558,680	27,934	586,614	1,815,710	2
3	170	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).....	40	130	2,499,170	558,638	29,402	588,040	1,911,130	3
4	170	*Idem*.....	40	130	198,390	44,346	2,334	46,680	151,710	4
5	170	Dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	40	130	735,590	164,426	8,654	173,080	562,510	5
6	170	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	40	130	152,660	34,124	1,796	35,920	116,740	6
7	169	Souscription publique..	39	130	913,783	200,059	10,814	210,873	702,910	7
8	169	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	39	130	139,763	30,599	1,654	32,253	107,510	8
9	163	Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations, en échange de 5,560,777 francs de rente 3 p. 0/0 perpétuelle.	33	130	366,913	69,781	4,502	74,283	292,630	9
		TOTAUX.....			8,508,293	1,930,865	(C) 99,658	2,030,523	6,477,770	

(A) Voir le relevé de ces émissions au Compte général de 1884, page 992.

(B) Les chiffres de ce tableau permettent de connaître la situation de chaque émission pour les rentes, le capital nominal et le capital effectif, à l'aide d'une multiplication. Il suffit, en effet, de multiplier par les nombres du tableau : 1° 15 francs, s'il s'agit des rentes; 2° 500 francs, s'il s'agit du capital nominal; et 3° le taux de l'émission (colonne 7 du tableau n° 1) pour le capital effectif.
Soit à déterminer, pour toutes les émissions, la situation des rentes et du capital nominal au 1er janvier 1915, on aura :
$15 \times 6,577,428 = 98,661,420^f$
$500 \times 6,577,428 = 3,288,714,000^f$ (Voir note page 69).

(C) Les chiffres de cette colonne indiquent le nombre d'unités contenues dans deux séries.

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

3° *État des dépenses.*

DÉSIGNATION DES ÉMISSIONS.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES								
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1915.			PENDANT L'ANNÉE 1915.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1916.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1916.		
	SOMMES À AMORTIR	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.
Émission de 1878	549,850,000	821,334,510 00	1,371184,510 00	135,106,000	530,448,150 00	665,554,150 00	6,484,000	12,348,060 00	18,632,060 00	141,590,000	542,796,210 00	684,186,210 00	408,460,000	278,538,300 00	686,998,300 00
Émission de 1881	1,201,162,000	1,714,859,160 00	2,916,021,160 00	279,340,000	1,068,326,730 00	1,347,666,730 00	13,967,000	27,445,155 00	41,412,155 00	293,307,000	1,095,771,885 00	1,389,078,885 00	907,855,000	619,087,275 00	1,526,942,275 00
Émission de 1883	1,348,780,000	1,888,182,757 50	3,236,962,757 50	301,492,000	1,153,653,037 50	1,455,145,037 50	15,868,000	31,180,620 00	47,048,620 00	317,360,000	1,184,833,657 50	1,502,193,657 50	1,031,420,000	703,349,100 00	1,734,769,100 00
Émission de 1884	970,898,000	1,338,649,519 37	2,309,547,519 37	214,604,000	808,212,409 37	1,022,816,409 37	11,459,000	22,516,935 00	33,975,935 00	226,063,000	830,729,344 37	1,056,792,344 37	744,835,000	507,920,175 00	1,252,755,175 00
Émission de 1891	183,456,500	224,359,983 75	407,816,483 75	34,890,500	120,161,193 75	155,051,693 75	2,251,000	4,423,215 00	6,674,215 00	37,141,500	124,584,408 75	161,725,908 75	146,315,000	99,775,575 00	246,090,575 00
TOTAL	4,254,146,500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62	965,432,500	3,680,801,520 62	4,646,234,020 62	49,829,000	97,913,985 00	147,742,985 00	1,015,261,500	3,778,715,505 62	4,793,977,005 62	(a) 3,238,885,000	2,208,670,425 00	5,447,555,425 00

(a) Voir note page 69.

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

4° *Tableau récapitulatif des annuités des émissions de 1878 à 1891.*

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE de SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI et à amortir.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
		francs.		francs.	fr. c.	fr. c.	
SÉRIES AMORTIES.							
1879	175	549,850.000	1	3,142,000	16,448,370 00	19,590,370 00	N° de la série sortie : 116.
1880	174	546,708,000	1	3,142,000	16,354,110 00	19,496,110 00	N° de la série sortie : 8.
1881	173	543,566,000	1	3,142,000	16,259,850 00	19,401,850 00	N° de la série sortie : 174.
1882	172	1,741,586,000	1	10,125,500	50,480,392 50	60,605,892 50	N° de la série sortie : 163.
1883	171	3,080,240,500	1	10,125,500	71,279,670 00	81,405,170 00	N° de la série sortie : 156.
1884	170	4,041 013,000	1	20,672,000	110,147,449 37	130,819,449 37	N° de la série sortie : 3.
1885	169	4,020,341,000	1	23,789,000	120,253,395 00	144,042,395 00	N° de la série sortie : 127.
1886	168	3,996,552,000	1	23,789,000	119,539,725 00	143,328,725 00	N° de la série sortie : 86.
1887	167	3,972,763,000	1	23,789,000	118,826,055 00	142,615,055 00	N° de la série sortie : 178.
1888	166	3,948,974,000	1	23,789,000	118,112,385 00	141,901,385 00	N° de la série sortie : 161.
1889	165	3,925,185,000	1	23,789,000	117,398,715 00	141,187,715 00	N° de la série sortie : 138.
1890	164	3,901,396,000	1	23,789,000	116,685,045 00	140,474,045 00	N° de la série sortie : 13.
1891	163	4,061,063,500	1	24,914,500	120,082,263 75	144,996,763 75	N° de la série sortie : 93.
1892	162	4,036,149,000	1	24,914,500	120,710 752 50	145,625,252 50	N° de la série sortie : 52.
1893	161	4,011,234,500	1	24,914,500	119,963,317 50	144,877,817 50	N° de la série sortie : 101.
1894	160	3,986,320,000	1	24,914,500	119,215,882 50	144,130,382 50	N° de la série sortie : 35.
1895	159	3,961,405,500	1	24,914,500	118,468,447 50	143,382,947 50	N° de la série sortie : 148.
1896	158	3,936,491,000	1	24,914,500	117,721,012 50	142,635,512 50	N° de la série sortie : 58.
1897	157	3,911,576,500	1	24,914,500	116,973,577 50	141,888,077 50	N° de la série sortie : 47.
1898	156	3,886,662,000	1	24,914,500	116,226,142 50	141,140,642 50	N° de la série sortie : 74.
1899	155	3,861,747,500	1	24,914,500	115,478,707 50	140,393,207 50	N° de la série sortie : 61.
1900	154	3,836,833,000	1	24,914,500	114,731,272 50	139,645,772 50	N° de la série sortie : 171.
1901	153	3,811,918,500	1	24,914,500	113,983,837 50	138,898,337 50	N° de la série sortie : 113.
1902	152	3,787,004,000	1	24,914,500	113,236,402 50	138,150,902 50	N° de la série sortie : 44.
1903	151	3,762,089,500	1	24,914,500	112,488,967 50	137,403,467 50	N° de la série sortie : 121.
1904	150	3,737,175 000	1	24,914,500	111,741,532 50	136,656,032 50	N° de la série sortie : 68.
1905	149	3,712,260,500	1	24,914,500	110,994,097 50	135,908,597 50	N° de la série sortie : 139.
1906	148	3,687,346,000	1	24,914,500	110,246,662 50	135,161,162 50	N° de la série sortie : 131.
1907	147	3,662,431,500	1	24,914,500	109,499,227 50	134,413,727 50	N° de la série sortie : 130.
1908	146	3,637,517,000	2	49,829,000	108,378,075 00	158,207,075 00	N°s des séries sorties : 99-104.
1909	144	3,587,688,000	2	49,829,000	106,883,205 00	156,712,205 00	N°s des séries sorties : 96-111.
1910	142	3,537,859,000	2	49,829,000	105,388,335 00	155,217,335 00	N°s des séries sorties : 6-88.
1911	140	3,488,030,000	2	49,829,000	103,893,465 00	153,722,465 00	N°s des séries sorties : 40-147.
1912	138	3,438,201,000	2	49,829 000	102,398,595 00	152,227,595 00	N°s des séries sorties : 10-129.
1913	136	3,388,372,000	2	49,829,000	100,903,725 00	150,732,725 00	N°s des séries sorties : 53-63.
1914	134	3,338,543,000	2	49,829,000	99,408,855 00	149,237,855 00	N°s des séries sorties : 83-173.
1915	132	3,288,714,000	2	49,829,000	97,913,985 00	147,742,985 00	N°s des séries sorties : 108-110.
TOTAL			45	1,015,261,500	3,778,715,505 62	4,793,977,005 62	
SÉRIES RESTANT À AMORTIR.							
1916	130	3,288,714,000	2	49,829,000	96,419,115 00	146,248,115 00	
1917	128	3,238,885,000	2	49,829,000	94,924,245 00	144,753,245 00	
1918	126	3,189.056,000	2	49,829,000	93,429,375 00	143,258,375 00	
1919	124	3,139,227,000	2	49,829 000	91,934,505 00	141,763,505 00	
A reporter			8	199,316,000	376,707,240 00	576,023,240 00	

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE des SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI et à amortir.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
		francs.		francs.	fr. c.	fr. c.	
Report			8	199,316,000	376,707,240 00	576,023,240 00	
1920	122	3,039,569,000	2	49,829,000	90,439,635 00	140,268,635 00	
1921	120	2,989,740,000	2	49,829,000	88,944,765 00	138,773,765 00	
1922	118	2,939,911,000	2	49,829,000	87,449,895 00	137,278,895 00	
1923	116	2,890,082,000	2	49,829,000	85,955,025 00	135,784,025 00	
1924	114	2,840,253,000	2	49,829,000	84,460,155 00	134,289,155 00	
1925	112	2,790,424,000	2	49,829,000	82,965,285 00	132,794,285 00	
1926	110	2,740,595,000	3	74,743,500	81,096,697 50	155,840,197 50	
1927	107	2,665,851,500	3	74,743,500	78,854,392 50	153,597,892 50	
1928	104	2,591,108,000	3	74,743,500	76,612,087 50	151,355,587 50	
1929	101	2,516,364,500	3	74,743,500	74,369,782 50	149,113,282 50	
1930	98	2,441,621,000	3	74,743,500	72,127,477 50	146,870,977 50	
1931	95	2,366,877,500	3	74,743,500	69,885,172 50	144,628,672 50	
1932	92	2,292,134,000	3	74,743,500	67,642,867 50	142,386,367 50	
1933	89	2,217,390,500	3	74,743,500	65,400,562 30	140,144,062 50	
1934	86	2,142,647,000	3	74,743,500	63,158,257 50	137,901,757 50	
1935	83	2,067,903,500	3	74,743,500	60,915,952 50	135,659,452 50	
1936	80	1,993,160,000	3	74,743,500	58,673,647 50	133,417,147 50	
1937	77	1,918,416,500	3	74,743,500	56,431,342 40	131,174,842 50	
1938	74	1,843,673,000	3	74,743,500	54,189,037 50	128,932,537 50	
1939	71	1,768,929,500	4	99,658,000	51,573,015 00	151,231,015 00	
1940	67	1,669,271,500	4	99,658,000	48,583,275 00	148,241,275 00	
1941	63	1,569,613,500	4	99,658,000	45,593,535 00	145,251,535 00	
1942	59	1,469,955,500	4	99,658,000	42,603,795 90	142,261,795 00	
1943	55	1,370,297,500	4	99,658,000	39,614,055 00	139,272,055 00	
1944	51	1,270,639,500	4	99,658,000	36,624,315 00	136,282,315 00	
1945	47	1,170,981,500	4	99,658,000	33,634,575 00	133,292,575 00	
1946	43	1,071,323,500	5	124,572,500	30,271,117 50	154,843,617 50	
1947	38	946,751,000	5	124,572,500	26,533,942 50	151,106,442 50	
1948	33	822,178,500	5	124,572,500	22,796,767 50	147,369,267 50	
1949	28	697,606,000	5	124.572,500	19,059,592 50	143,632,092 50	
1950	23	573,033,500	5	124,572,500	15,322,417 50	139,894,917 50	
1951	18	448,461,000	6	149,487,000	11,211,525 00	160,698,525 00	
1952	12	298,974,000	6	149,487,000	6,726,915 00	156,213,915 00	
1953	6	149,487,000	6	149,487,000	2,242 305 00	151,729,305 00	
TOTAL	130		(A) 3,238,885000	2,208,670,425 00	5,447,555,425 00		

(A) Dans cette somme se trouve compris le capital de 27,000 francs correspondant à 810 francs de rentes ayant fait retour à l'État et annulées. Les séries entrant dans la composition de ces rentes n'ayant pas encore été désignées par le sort pour être remboursées, il n'a pas été possible de réduire de ces 27,000 francs le capital à amortir.

RÉCAPITULATION.

Séries amorties	45	1,015,261,500	3,778,715,505 62	4,793,977,005 62
Séries restant à amortir	130	(A) 3,238,885,000	2,208,670,425 00	5,447,555,425 00
TOTAL GÉNÉRAL	175	4,254,146 500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62

5° *Observations sur le tableau des annuités.*

1re PÉRIODE, DE 1879 À 1890. (Amortissement d'une série.)

Années 1879 à 1882. — (Voir le *Compte général des finances de 1882*, p. 920.)

Année 1883. — (Voir le *Compte général des finances de 1883*, p. 938.)

Année 1884. — (Voir le *Compte général des finances de 1884*, p. 974.)

Années 1885 à 1890. — (Voir le *Compte général des finances de 1895*, p. 840.)

2e PÉRIODE DE 1891 À 1907. (Amortissement d'une série.)

Pendant cette période, les intérêts diminuent chaque année de 747,435 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, à la série amortie pendant l'année courante, et pour deux autres trimestres, à la série amortie pendant l'année précédente.

En comparant les années 1906 et 1907, on constate les faits suivants :

1° La série, au capital nominal de 24,914,500 francs, mise en remboursement le 16 avril 1906 a eu droit aux arrérages des trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril 1906, soit 373,717 fr. 50. Le payement de ces deux trimestres ne devant plus avoir lieu en 1907, il en résulte pour cette année, comparée à 1906, une diminution de dépenses provenant de l'amortissement de 1905 et montant à..... 373,717f 50c

2° La série mise en remboursement le 16 avril 1907 a eu droit à quatre trimestres d'arrérages en 1906, soit..... 747,435f 00c

alors que, pour ladite série, il n'a été payé en 1907 que les trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril, ci..... 373,717 50

Il ressort donc de cette opération, au profit de l'année 1907, une seconde diminution provenant de l'amortissement afférent à ladite année et montant à..... 373,717 50 373,717 50

Le total de la diminution pour 1907 est donc de..... 747,435 00

Cette somme, quoique représentant les arrérages annuels d'une série, se rapporte, dans l'espèce, à deux séries. Il en résulte que le montant des intérêts relaté au tableau d'amortissement ne représente pas l'intégralité des intérêts annuels du capital restant à amortir au 1er janvier de l'année que l'on considère.

DES ANNUITÉS.

Pour l'année 1907, le décompte de ces intérêts s'établit comme il suit :

Le capital nominal restant à amortir au 1er janvier 1907 montait à 3,662,431,500 francs. L'intérêt de ce capital à 3 p. o/o l'an est de	109,872,945f 00c
Mais la série mise en remboursement le 16 avril 1907 a cessé d'être productive d'intérêts pour les trimestres des 16 juillet et 16 octobre. Il convient donc de retrancher de ce chef	373,717 50
Le montant des intérêts à payer en 1907 est ainsi ramené à	109,499,227 50

3e PÉRIODE, DE 1908 À 1925. (Amortissement de deux séries.)

Année 1908. — Les intérêts de 1907 monteront à		109,499,227 50
A déduire :		
1° Quatre trimestres d'arrérages se rapportant à une série amortie pendant l'année 1907 et à une série amortie pendant l'année 1908, ci.	747,435f 00c	
2° Les arrérages de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) de la deuxième série qui sera amortie en 1908 pour la première fois, ci	373,717 50	1,121,152 50
MONTANT des intérêts pour 1908		108,378,075 00

Années 1909 à 1925. — Les intérêts diminuent chaque année de 1,494,870 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, aux séries amorties pendant l'année courante et, pour deux autres trimestres, aux séries amorties pendant l'année précédente.

Les mêmes observations s'appliquent aux périodes pendant lesquelles on amortit trois, quatre, cinq et six séries.

Pour toute année durant laquelle il n'a pas été effectué d'émission, les intérêts représentent toujours les arrérages afférents au capital à amortir au 1er janvier, déduction faite de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) se rapportant au capital de la série ou des séries amorties pendant ladite année.

EXEMPLE : — Année 1909.

Montant du capital restant à amortir le 1er janvier		3,587,688,000f
INTÉRÊTS à 3 p. o/o	107,630,640f	
A déduire deux trimestres d'arrérages se rapportant à 47,578,000 francs, montant des deux séries remboursables le 16 avril 1909	747,435	
INTÉRÊTS à payer en 1909	106,883,205	

II. — COMPTE DES RENTES.

1° État au 1er janvier 1916, des crédits d'inscription.

Le montant des crédits d'inscription accordés antérieurement au 1er janvier 1916 par diverses lois était de..... 127,624,395f

(Voir l'énumération de ces crédits au compte général des finances de 1886, p. 752, et de 1891, p. 852.)

Ces crédits ont été complètement employés.

2° Mouvement et situation des rentes.

Accroissements antérieurs à 1915 :		
Émission de 1878. (Loi du 11 juin 1878 et décret du 16 juillet 1878.)..		16,495,500
Émission de 1881. (Loi du 22 décembre 1880 et décret du 7 mars 1881, et arrêté du 29 mars 1881.).....		36,034,860
Émission de 1883. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883.).....		40,463,400
Émission de 1884. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883. — Loi du 29 décembre 1883. — Loi du 30 janvier 1884. — Décret et arrêté du 2 février 1884.).....		29,126,940
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890, décret du 14 janvier 1891 et arrêté du 3 février 1891.).....		5,503,695
TOTAL.....		127,624,395
Accroissements pendant l'année 1915 : Néant.		
Décroissements antérieurs à 1915 :		
Rentes afférentes aux séries sorties :		
1° Pendant les années 1879 à 1881, soit trois fois 94,260 francs, ci	282,780f	
2° Pendant les années 1882 et 1883, soit deux fois 303,765 francs, ci.....	607,530	
3° Pendant l'année 1884.....	620,160	
4° Pendant les années 1885 à 1890, soit six fois 713,670 francs, ci.....	4,282,020	
5° Pendant les années 1891 à 1907, soit dix-sept fois 747,435 francs, ci.....	12,706,395	
6° Pendant les années 1908, 1909, 1910, 1911 et 1912, 1913 et 1914.....	10,463,790	
Annulation de rentes au nom du Domaine de l'État (Décisions ministérielles des 30 juin 1906 et 27 mai 1907).....	(A) 1,110	
TOTAL.....	28,963,785	
Décroissement pendant l'année 1915 :		
Rentes afférentes aux séries sorties le 1er mars 1915....	1,494,870	
TOTAL.....	30,458,655	30,458,655
Reste pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1916.....		97,165,740

(A) Les rentes portées au compte de réduction appartiennent aux séries suivantes :

Série 50, pour 330 francs Série 99, pour 270 francs	600 francs.	Série 4, pour 120 francs Série 101, pour 15 francs Série 111, pour 30 francs Série 126, pour 300 francs Série 169, pour 45 francs	510 francs.

Sur les 1,110 francs de rentes portés au compte de réduction, 810 francs seulement appartiennent à des séries restant à amortir. les 300 francs de surplus font partie des séries remboursées en 1909 et antérieurement.

Suite du COMPTE DES RENTES.

3° Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées.

MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1915.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1915.		SITUATION DES RENTES au 1er janvier 1916.
	ACCROISSEMENT. (Rejets.)	DÉCROISSEMENT. (Rétablissements.)	
23,490f	3,615f	1,455f	25,650f

4° État indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur.

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES.	MONTANT DES RENTES.
15	160,307	2,404,605f
30	106,363	3,190,890
60	71,251	4,275,060
150	18,600	2,790,000
300	7,635	2,290,500
600	2,353	1,411,800
1,000	654	981,000
3,000	929	2,787,000
TOTAUX	368,092	20,130,855

Suite du COMPTE DES RENTES.

5° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1915.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.			MONTANT DES RENTES.		
	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.
31 décembre 1878	5,415	104,616	110,031	5,891,505f	8,921,235f	14,812,740f
31 décembre 1879	8,905	135,302	144 207	8,104,830	8,296,410	16,401,240
31 décembre 1880	10,912	139,781	150,693	8,000,850	8,306,130	16,306,980
31 décembre 1881	13,441	173,487	186,928	8,574,720	9,804,360	18,379,080
31 décembre 1882	24,569	422,295	446,864	23,047,215	28,896,600	51,943,815
31 décembre 1883	20,508	446,011	466,519	62,738,445	29,365,005	92,103,450
31 décembre 1884	19,667	604,333	624,000	83,505,165	37,104,540	120,609,705
31 décembre 1885	37,765	600,968	638,733	84,924,105	34,972,455	119,896,560
31 décembre 1886	39,715	579,910	619,625	85,393,665	33,789,225	119,182,890
31 décembre 1887	41,207	562,480	603,687	85,123,215	33,346,005	118,469,220
31 décembre 1888	41,462	554,187	595,649	84,786,345	32,969,205	117,755,550
31 décembre 1889	40,916	497,967	538,883	88,322,445	28,719,435	117,041,880
31 décembre 1890	39,378	467,378	506,756	89,317,635	27,010,575	116,328,210
31 décembre 1891	39,299	459,364	498,663	94,633,830	26,450,640	121,084,470
31 décembre 1892	36,583	431,402	467,985	95,589,075	24,747,960	120,337,035
31 décembre 1893	40,546	430.035	470,581	94,934,895	24,654,705	119,589,600
31 décembre 1894	38,692	415 053	453,745	95,067,855	23,774.310	118,842,165
31 décembre 1895	37,640	411,099	448 739	94,410,585	23,684,145	118,094,730
31 décembre 1896	37,036	408,720	445,756	93,824,715	23,522,580	117,347,295
31 décembre 1897	36,294	400,297	436,591	93,546,420	23,053,440	116,599,860
31 décembre 1898	39,174	398,043	437,217	93,079,785	22,772,640	115,852,425
31 décembre 1899	38,941	396,744	435,685	92,617,590	22,487,400	115,104,990
31 décembre 1900	39,314	400,133	439,447	91,833,240	22,524,315	114,357,555
31 décembre 1901	43,567	408,292	451,859	90,853,005	22,757,115	113,610,120
31 décembre 1902	44,363	411,313	455.676	90,135,900	22,726,785	112,862,685
31 décembre 1903	44,928	409,624	454,552	89,459,790	22,655,460	112,115,250
31 décembre 1904	45,529	409,155	454,684	88,858,380	22,509,435	111,367,815
31 décembre 1905	45,848	410,381	456,219	88,108,890	22,511,490	110,620,380
31 décembre 1906	46,667	411,067	457,734	87,332,820	22,539,525	109,872,345
31 décembre 1907	48,406	413,512	461,918	86,614,590	22,509,810	109,124,400
31 décembre 1908	49,454	406,322	455,776	85,423,635	22,206,165	107,629,800
31 décembre 1909	49,687	398,708	448,395	84,344,760	21,790,200	106,134,960
31 décembre 1910	50,209	389,667	439,876	83,150,220	21,489,870	104,640,090
31 décembre 1911	51,045	386,685	437,730	81,899,835	21,245,385	103,145,220
31 décembre 1912	52,095	382,106	434,101	80,435,505	21,214,845	101,650,350
31 décembre 1913	52,529	375,692	428,221	79,443,870	20,711,610	100,155,480
31 décembre 1914	52,748	372,711	425,459	78,221,145	20,439,465	98,660,610
31 décembre 1915	52,490	368,092	420,582	77,034,885	20,130,855	97,165,740

RENTES 3 1/2 P. 0/0 AMORTISSABLES.

RÉSUMÉ

DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

ÉMISSION DE 1914.

En exécution de la loi du 20 juin et du décret du 24 juin 1914, il a été créé au Grand-Livre de la Dette publique une section de rentes 3 1/2 p. 0/0 amortissables.

Le capital au pair desdites rentes a été divisé en 73 séries remboursables annuellement par voie de tirage au sort en 25 ans, conformément au tableau d'amortissement ci-après :

TABLEAU D'AMORTISSEMENT.

	ANS.		SÉRIES.
De 1915 à 1923	9	2 séries par an	18
De 1924 à 1932	9	3 séries par an	27
De 1933 à 1939	7	4 séries par an	28
	25		73

Le minimum de la rente 3 1/2 p. 0/0 amortissable inscriptible est fixé à 7 francs.

Les inscriptions de rentes sont, au choix des parties, nominatives ou au porteur.

Les inscriptions nominatives sont délivrées pour toute somme de 7 francs et les multiples de 7 francs.

Les rentes au porteur sont émises dans les coupures ci-après :

Coupure de	7 francs de rentes.	Coupure de	350 francs de rentes.
Coupure de	14 —	Coupure de	700 —
Coupure de	35 —	Coupure de	1,400 —
Coupure de	70 —	Coupure de	1,750 —
Coupure de	140 —		

Les rentes 3 1/2 p. 0/0 amortissables jouissent des privilèges et immunités attachés présentement aux rentes 3 p. 0/0 amortissables, toutefois leurs arrérages sont soumis à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

La négociation de l'emprunt en rentes 3 1/2 0/0 amortissables autorisé par la loi du 20 juin et le décret du 24 juin 1914 a été réglée par l'arrêté ministériel du 25 juin 1914.

Les diverses opérations effectuées en conformité des dispositions dont le résumé précède, sont consignées dans les deux tableaux ci-après.

SITUATION AU 1ER JANVIER 1916.

I. COMPTE DES ANNUITÉS.

1° *Relevé du résultat des émissions.*

N° D'ORDRE DES ÉMISSIONS. 1	LOIS ET DÉCRETS qui ont autorisé les émissions. 2	JOUISSANCE des RENTES ÉMISES. 3	MONTANT des RENTES. 4	MONTANT DU CAPITAL nominal. 5	MONTANT DU CAPITAL effectif. 6	TAUX de L'ÉMISSION pour 7 francs de rente. 7	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE, des rentes. 8	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE, du capital nominal. 9
1	Loi du 20 juin 1914. Décret du 24 juin 1914.	16 novembre 1914.	30,961,490f	884,614,000f	804,998,740f	182f	424,130f	12,118,000f
	TOTAUX.....		30,961,490f	884,614,000f	804,998,740f	182f	424,130f	12,118,000f

2° *Tableau de l'amortissement des annuités de 7 francs.*

NOMBRE DE SÉRIES restant à amortir à l'époque de l'émission. 10	MODE DE LA NÉGOCIATION. 11	NOMBRE DES SÉRIES amorties. 12	NOMBRE DES SÉRIES Totaux à amortir. 13	NOMBRE DES UNITÉS À AMORTIR à l'origine. 14	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES antérieurement au 1er janvier 1915. 15	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES pendant l'année 1915. 16	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES au 1er janvier 1916. 17	NOMBRE DES UNITÉS RESTANT à amortir. 18	N° D'ORDRE DES ÉMISSIONS. 19
73	Souscription publique..	2	71	4,423,070f	//	65,637f	65,637f	4,357,433f	1
	TOTAUX.....			4,423,070f	//	65,637f	65,637f	4,357,433f	

3° Compte des annuités (A).

EXERCICES.	AMORTISSEMENT. SÉRIES.	AMORTISSEMENT. CAPITAL.	ARRÉRAGES.	DÉPENSE ANNUELLE.
1915	2	24,236,000f 00c	30,749,425f 00c	54,985,425f 00c
1916	2	24,236,000 00	29,901,165 00	54,137,165 00
1917	2	24,236,000 00	29,052,905 00	53,288,905 00
1918	2	24,236,000 00	28,204,645 00	52,440,645 00
1919	2	24,236,000 00	27,356,385 00	51,592,385 00
1920	2	24,236,000 00	26,508,125 00	50,744,125 00
1921	2	24,236,000 00	25,659,865 00	49,895,865 00
1922	2	24,236,000 00	24,811,605 00	49,047,605 00
1923	2	24,236,000 00	23,963,345 00	48,199,345 00
1924	3	36,354,000 00	23,009,052 50	59,363,052 50
1925	3	36,354,000 00	21,736,662 50	58,090,662 50
1926	3	36,354,000 00	20,464,272 50	56,818,272 50
1927	3	36,354,000 00	19,191,882 50	55,545,882 50
1928	3	36,354,000 00	17,919,492 50	54,273,492 50
1929	3	36,354,000 00	16,647,102 50	53,001,102 50
1920	3	36,354,000 00	15,374,712 50	51,728,712 50
1931	3	36,354,000 00	14,102,322 50	50,456,322 50
1932	3	36,354,000 00	12,829,932 50	49,183,932 50
1933	4	48,472,000 00	11,451,510 00	59,923,510 00
1934	4	48,472,000 00	9,754,990 00	58,226,990 00
1935	4	48,472,000 00	8,058,470 00	56,530,470 00
1936	4	48,472,000 00	6,361,950 00	54,833,950 00
1937	4	48,472,000 00	4,665,430 00	53,137,430 00
1938	4	48,472,000 00	2,968,910 00	51,440,910 00
1939	4	48,472,000 00	1,272,390 00	49,744,390 00
TOTAUX	73	884,614,000 00	452,016,547 50	1,336,630,547 50

II. COMPTE DES RENTES.

1° État au 1er janvier des crédits d'inscription.

Le montant des crédits d'inscription accordés antérieurement au 1er janvier 1916 (loi du 20 juin et décret du 24 juin 1914) était de 30,961,490f

Le montant des rentes inscrites au cours de l'année 1915 s'élève à 2,742,152

Le montant d'inscription des crédits disponibles au 31 décembre 1915 s'élève à . . 28,219,338

(A) En 1915, les rentes 3 1/2 p. 0/0 amortissables ayant été admises sous forme de certificats provisoires ou de titres définitifs, soit en échange d'obligations de la Défense nationale, soit en souscription à l'Emprunt 5 p. 0/0, le fonds 3 1/2 p. 0/0 amortissable s'est trouvé dès sa création considérablement réduit.

En conséquence les prévisions du tableau d'amortissement dressé à l'émission se trouveront supérieures aux charges réelles. Ce tableau n'est donc inséré que pour mémoire.

2° Mouvement et situation des rentes.

Accroissements antérieurs à 1915	Néant.	
Accroissements pendant l'année 1915	2,742,152f	2,742,152f
Décroissements antérieurs à 1915	Néant.	
Décroissements pendant l'année 1915 :		
Rentes afférentes aux séries sorties le 1er juillet 1915	37,989f	
Rentes admises en souscription	421,470	
TOTAL	459,459	459,459
RESTE pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1916		2,282,693

3° État indiquant le classement par coupures de rentes au porteur.

COUPURES.	NOMBRE DE PARTIES.	MONTANT DES RENTES.
7	43,572	305,004f
14	32,291	452,074
35	10,339	361,865
70	383	26,810
140	2,487	348,180
350	1,071	374,850
700	61	42,700
1,400	13	18,200
1,750	164	287,000
TOTAUX	90,381	2,216,683

4° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1915 au 31 décembre 1939.

DATES.	NOMBRE DE PARTIES.			MONTANT DES RENTES.		
	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.
31 décembre 1915	493	90,381	90,874	66,010f	2,216,683f	2,282,693f

OBLIGATIONS DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

RÉSUMÉ

DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

En exécution de l'article 44 de la loi du 13 juillet 1911, il a été institué au Grand-Livre de la Dette publique une section spécialement consacrée aux obligations émises pour le service des Chemins de fer de l'État.

Ces obligations sont émises pour faire face aux dépenses ci-après :

1° Travaux complémentaires de premier établissement proprement dits;

2° Dépenses complémentaires de premier établissement du matériel naval et du matériel roulant ;

3° Dépenses complémentaires de premier établissement du matériel inventorié ;

4° Études et travaux de construction des lignes nouvelles, y compris les parachèvements;

5° Dépenses exceptionnelles de mise en état d'entretien du matériel roulant et des voies et bâtiments afférentes à l'arriéré légué par la Compagnie de l'Ouest. L'ensemble de ces charges est fixé au maximum de soixante-quinze millions de francs (75,000,000 fr.) ;

6° Reconstitution des fonds de réserve du réseau racheté de l'Ouest en ce qui concerne l'assurance contre l'incendie, ainsi que la réserve du réseau à voie étroite (réseau breton), et constitution d'un fonds de réserve d'assurance maritime pour le réseau racheté de l'Ouest;

7° Constitution de la dotation initiale de la réserve de l'exploitation ;

8° Accroissement du fonds de roulement ;

9° Charges nettes du capital d'établissement des lignes à l'étude ou en construction et insuffisance des produits nets des lignes partiellement exploitées jusqu'au 1er janvier de l'année qui suivra la mise en exploitation de ces lignes dans toute leur étendue.

Le maximum des émissions est fixé chaque année par la loi de finances ; le taux et l'époque des émissions sont déterminés par décret.

Aux termes de l'article 44 de la loi du 13 juillet 1911 et de l'article 2 du décret du 9 mars 1912, les obligations des Chemins de fer de l'État sont émises par séries groupant les émissions autorisées pendant une période de dix années consécutives.

Il est affecté au service des intérêts et de l'amortissement des annuités calculées de telle sorte que la charge correspondant à chaque émission soit constante et que le remboursement soit achevé dans un délai maximum de 50 ans à dater de la souscription de la première émission de chaque série, sous réserve de l'exercice du droit que l'État conserve de rembourser à toute époque ces obligations au pair par anticipation.

Le nombre des obligations à rembourser chaque année est a igmenté ou diminué de façon à constituer un multiple de cent. Les centaines d'obligations à amortir sont désignées par voie de tirage au sort. Le tirage annuel a lieu un mois au moins avant l'époque fixée pour le remboursement qui coïncide avec l'échéance d'un coupon.

La première échéance de remboursement a été fixée au 1er février 1913 par l'article 2 du décret du 9 mars 1912.

FACULTÉ D'ÉMISSION.

LOIS ET DÉCRETS.	MONTANT DES AUTORISATIONS D'ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS AMORTISSABLES. Ancien réseau de l'État.	Réseau racheté de l'Ouest.	Ensemble.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Années 1909 et 1910.				
13 juillet 1911 (Article 158).....	//	103,025,847 03	103,025,847 03	
Exercice 1911.				
13 juillet 1911 (article 69).....	27,910,000 00	123,259,400 00		
		213,000 00		
16 décembre 1911.....	//	713,000 00	152,466,411 15	
28 juin 1912.....	//	387,000 00		
Projet de loi de règlement de l'exercice 1911	//	*— 15,988 85*		
et loi du 15 juillet 1912.....	*— 6,985,866 14*	*— 12,584,766 65*	*— 19,570,632 79*	
TOTAL RELATIF À 1911.....	20,924,133 86	111,971,644 50	132,895,778 36	
Exercice 1912.				
27 février 1912.....	26,270,000 00	117,420,000 00	143,690,000 00	
13 juillet 1912.....	//	8,147,114 13	8,147,114 13	
15 juillet 1912 (Reports de 1911).....	6,985,866 14	12,584,766 65	19,570,632 79	
15 juillet 1912.....	5,076,900 00	24,956,900 00	30,033,800 00	
23 décembre 1912.....	*— 5,977,366 14*	6,508,133 35	530,767 21	
28 mars 1913.....	525,000 00	1,325,000 00	1,850,000 00	
TOTAL RELATIF À 1912.....	32,880,400 00	170,941,914 13	203,822,314 13	
Exercice 1913.				
30 juillet 1913.....	43,041,200 00	184,287,100 00	227,328,300 00	
29 décembre 1913 (Crédits supplémentaires).....	1,278,828 46	*— 1,364,593 59*	*— 85,765 13*	
29 décembre 1913 (Exercices clos).....	//	14,289 48	14,289 48	
30 juin 1914 (Crédits supplémentaires)..	115,000 00	125,000 00	24,684,603 77	
	34,684 37	24,409,919 40		
TOTAL RELATIF À 1913.....	44,469,712 83	207,471,715 29	251,941,428 12	
Exercice 1914.				
15 juillet 1914.....	43,844,200 00	185,296,900 00	229,141,100 00	
29 mars 1915.....	*— 19,060,400 00*	*— 83,040,800 00*	*— 102,101,200 00*	
TOTAL RELATIF À 1914.....	24,783,800 00	102,256,100 00	127,039,900 00	
Exercice 1915.				
26 décembre 1914.....	10,308,700 00	44,918,300 00	55,227,000 00	
29 mars 1915.....	6,220,900 00	1,057 21	1,057 21	
29 juin 1915.....	//	25,416,200 00	31,637,100 00	
28 septembre 1915.....	//	3,518,800 00	4,291,200 00	
29 juin 1916.....	772,400 00	*— 125,000 00*	*— 125,000 00*	
TOTAL RELATIF À 1915.....	17,302,000 00	73,729,357 21	91,031,357 21	
TOTAL GÉNÉRAL AU 31 DÉCEMBRE 1915..	140,360,046 69	769,396,578 16	909,756,624 85	

ÉMISSIONS ET AMORTISSEMENTS.

I. — ÉMISSIONS.

Émissions antérieures au 1er janvier 1915.

Il a été émis :

Le 23 mars 1912 (décret du 9 mars 1912) avec jouissance du 1er février 1912 :
600,000 obligations pour un capital nominal de 300,000,000f

Le 11 avril 1913 (décret du 27 mars 1913) avec jouissance de ce jour :
200,000 obligations pour un capital nominal de 100,000,000

Le 29 janvier 1914 (décret du 17 janvier 1914), avec jouissance du 1er février 1914 :
400,000 obligations pour un capital nominal de 200,000,000

TOTAL des émissions au 31 décembre 1915 : 1,200,000 obligations pour un capital nominal de 600,000,000

II. — AMORTISSEMENT.

Par application de l'article 44 de la loi du 13 juillet 1911 et de l'article 2 du décret du 9 mars 1912, il a été amorti :

Au 1er février 1913, 3,900 obligations représentant un capital nominal de	1,950,000f	
Au 1er février 1914, 5,500 obligations représentant un capital nominal de	2,750,000	
Au 1er février 1915, 8,600 obligations représentant un capital nominal de	4,300,000	
TOTAL. 18,000 obligations représentant un capital nominal de	9,000,000	ci.. 9,000,000

Le nombre des obligations existant au 31 décembre 1915 est ainsi ramené à 1,182,000 obligations pour un capital nominal de 591,000,000

Au 31 décembre 1915, la situation des obligations émises s'établissait comme suit :

572,244 obligations au porteur en circulation pour un capital nominal de	286,122,000
609,300 obligations déposées en échange de certificats nominatifs pour un capital nominal de	304,650,000
456 obligations en dépôt à divers titres dans les Caisses de l'Agent-comptable, Chef du Service, pour un capital nominal de	228,000
TOTAL. 1,182,000 obligations pour un capital nominal de	591,000,000

TABLEAU DES ANNUITÉS

PRÉVUES POUR L'AMORTISSEMENT DES OBLIGATIONS 4 0/0

DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

ÉMISES EN 1912, 1913 ET 1914.

ANNÉES.	NOMBRE D'OBLIGATIONS à amortir.	ANNUITÉ D'INTÉRÊT et amortissement.	ANNÉES.	NOMBRE D'OBLIGATIONS à amortir.	ANNUITÉ D'INTÉRÊT et amortissement.
1916	8,900	28,090,000 f	1940	22,900	28,142,000 f
1917	9,200	28,062,000	1941	23,600	28,034,000
1918	9,600	28,078,000	1942	24,600	28,062,000
1919	10,000	28,086,000	1943	25,700	28,120,000
1920	10,400	28,086,000	1944	26,700	28,106,000
1921	10,800	28,078,000	1945	27,700	28,072,000
1922	11,300	28,112,000	1946	28,800	28,068,000
1923	11,700	28,086,000	1947	30,100	28,142,000
1924	12,200	28,102,000	1948	31,100	28,040,000
1925	12,500	28,008,000	1949	32,400	28,068,000
1926	13,300	28,158,000	1950	33,800	28,120,000
1927	13,700	28,092,000	1951	35,100	28,094,000
1928	14,200	28,068,000	1952	36,500	28,092,000
1929	14,700	28,034,000	1953	37,900	28,062,000
1930	15,500	28,140,000	1954	39,500	28,104,000
1931	16,100	28,130,000	1955	41,100	28,114,000
1932	16,500	28,008,000	1956	42,700	28,092,000
1933	17,300	28,078,000	1957	44,400	28,088,000
1934	18,000	28,082,000	1958	46,100	28,050,000
1935	18,800	28,122,000	1959	48,000	28,078,000
1936	19,500	28,096,000	1960	49,900	28,068,000
1937	20,300	28,106,000	1961	52,000	28,120,000
1938	21,100	28,100,000	1962	54,000	28,080,000
1939	21,800	28,028,000			
				1,182,000	1,320,046,000

Capital emprunté	600,000,000 francs.
Capital amorti	9,000,000
Capital restant à amortir	591,000,000

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

ANNUITÉ

A LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

(Loi du 17 juin 1873.)

Pour tenir compte à la Compagnie des chemins de fer de l'Est des dommages et dépenses pouvant résulter pour elle de l'application du traité de Francfort et de la convention du 17 juin 1873, il lui a été remis, avec jouissance du 1er novembre 1873, un titre d'annuité de vingt millions cinq cent mille francs (20,500,000f) représentant, au taux de l'emprunt du 2 juillet 1871, un capital de trois cent vingt-cinq millions (325,000,000f). Les intérêts de cette somme ont couru à compter du 18 mai 1871.

L'annuité de 20,500,000 francs est payable par semestre, les 1er mai et 1er novembre, pendant quatre-vingt-un ans, de 1874 à 1954 inclusivement.

Le titre dont il s'agit a été délivré en exécution de la loi du 17 juin 1873, de la convention du même jour et de la décision ministérielle du 8 octobre 1873. Des extraits de ces documents ont été insérés au Compte général des finances de 1884, pages 1005 et 1006.

L'état des dépenses afférentes à l'annuité de 20,500,000 francs ressort du tableau suivant :

SITUATION AU 1er JANVIER 1916.

Montant des dépenses à effectuer :

Capital nominal	325,000,000f 00c	1,710,776,484f 01c
Intérêts	1,385,776,484 01	
A reporter		1,710,776,484 01

Report		1,710,776,484f 01c
Période du 19 mai 1871 au 31 octobre 1873 :		
Année 1871, du 19 mai au 31 décembre	12,693.150f 68c	
Année 1872, du 1er janvier au 31 décembre	20,500,000 00	
Année 1873, du 1er janvier au 30 juin. 10,250,000f 00c Année 1873, du 1er juillet au 31 octobre 6,833.333 33	17,083,333 33	
	50,276,484 01	
Période de 1874 à 1954 inclusivement :		
81 annuités de 20,500,000 francs	1,660,500,000 00	
Somme égale	1,710,776,484 01	
DÉCROISSEMENTS.		
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1915 :		
De 1871 à 1873 inclusivement (A)	50,276,484f 01c	
De 1874 à 1914 inclusivement, 41 annuités à 20,500,000f.	840,500,000 00	
Total	890,776,484 01	
Dépenses effectuées pendant l'année 1915 :		
Annuité de (intérêts et amortissement)	20,500,000 00	
Total général des décroissements	911,276,484 01	911,276,484 01
Dépenses restant à effectuer de 1916 à 1954, soit 39 annuités à 20,500,000 francs, ci		799,500,000 00
AMORTISSEMENT (B).		
Montant du capital à amortir		325,000,000f 00c
Capital amorti : de 1874 à 1914 inclusivement	25,532,696f 44c	
Capital amorti : pendant l'année 1915	1,765,428 60	
Total de l'amortissement au 1er janvier 1916	27,298,125 04	27,298,125 04
Capital restant à amortir de 1916 à 1954		297,701,874 96

(A) Pour la répartition de cette somme parmi les dépenses résultant des services faits, voir le Compte général des finances de 1884, page 1007.

(B) Le taux de l'intérêt semestriel est de 3 fr. 1325282328 p. 0/0.

ANNUITÉ

À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER

DE PARIS À LYON ET À LA MÉDITERRANÉE.

Aux termes d'une convention passée le 14 juin 1897 entre les Ministres des travaux publics et des finances et la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et approuvée par la loi du 18 février 1898, la ligne du Rhône au Mont-Cenis a été incorporée à l'ancien réseau de la Compagnie et le compte de garantie spécial à cette ligne a été supprimé à partir du 1er janvier 1897.

En compensation de la suppression de ce compte de garantie, l'État s'est engagé à payer à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée pendant 62 ans, de 1897 à 1958 inclusivement, une annuité de 2,546,000 francs.

La valeur de cette annuité calculée au taux de 3 fr. 25 p. o/o représente un capital de 67,554,177 fr. 90.

L'état des dépenses afférentes à cette annuité ressort au tableau suivant :

SITUATION AU 1ER JANVIER 1916.

Montant des dépenses à effectuer		157,852,000f 00c
Décroissements.		
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1915	45,828,000f	
Dépenses effectuées pendant l'année 1915	2,546,000	
TOTAL	48,374,000	48,374,000 00
Dépenses restant à effectuer de 1916 à 1958, soit 43 annuités à 2,546,000 francs, ci		109,478,000 00
Amortissement.		
Montant du capital à amortir		67,554,177f 90c
Capital amorti : antérieurement à l'année 1915	8,394,117f 00c	
Capital amorti : pendant l'année 1915	623,298 00	
Total de l'amortissement au 1er janvier 1916	9,017,415 00	9,017,415 00
Capital restant à amortir de 1916 à 1958		58,536,762 90

ANNUITÉ À LA COMPAGNIE D'ORLÉANS

POUR LES LIGNES ÉCHANGÉES ENTRE ELLE ET L'ÉTAT.

(Convention du 18 juin 1883.)
(Loi du 20 novembre 1883. — Arrêté ministériel du 18 janvier 1900.)

Une convention passée le 18 juin 1883, entre le Ministre des travaux publics et la Compagnie des chemins de fer d'Orléans et approuvée par la loi du 20 novembre suivant, a réglé l'échange entre cette Compagnie et l'État de diverses lignes de chemins de fer. La soulte résultant de cette opération devait être versée annuellement à la compagnie.

Le montant de cette soulte n'a été déterminé que par un arrêté pris le 18 janvier 1900 par le Ministre des travaux publics, sur le rapport de la Commission de vérification des comptes des compagnies de chemins de fer et après avis conforme du Ministre des finances. Il a été fixé pour les années courues de 1884 à 1891 inclusivement ainsi qu'il suit :

1884	2,962,200f 43c
1885	2,579,032 40
1886	2,779,607 53
1887	2,344,076 08
1888	2,569,038 43
1889	2,695,233 92
1890	2,588,085 22
1891	2,350,700 02

Quant aux années ultérieures, l'article 2 dudit arrêté a transformé ces annuités variables en une annuité fixe de 2,348,000 francs que l'État s'est engagé à payer à la Compagnie d'Orléans jusqu'en 1957 inclusivement (A).

Le montant du capital correspondant aux annuités dues à la Compagnie dès 1884, calculé au taux de 3 fr. 75 p. o/o, s'élevait à 60,191,675 fr. 03, valeur au 1er janvier 1884.

SITUATION DES DÉPENSES AU 1ER JANVIER 1916.

Montant des dépenses à effectuer		173,487,974f 03c
Décroissements.		
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1915	72,523,974f 03c	74,871,974 03
Dépenses effectuées pendant l'année 1915	2,348,000 00	
Dépenses restant à effectuer au 1er janvier 1916 (42 annuités de 2,348,000 francs)		98,616,000 00
Amortissement.		
Montant du capital à amortir		60,191,675 03
Capital amorti : antérieurement au 1er janvier 1915	10,436,485f 94c	
Capital amorti : pendant l'année 1915	482,180 40	
Total de l'amortissement au 1er janvier 1916	10,918,666 34	10,918,666 34
Capital restant à amortir de 1916 à 1957		49,273,008 69

(A) Comme il n'a été fait aucun payement à la Compagnie d'Orléans pendant l'année 1900, le point terminal de l'annuité se trouve reporté au 1er janvier 1957.

ANNUITÉS

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

POUR LES LIGNES

DONT LES TRAVAUX SONT TERMINÉS ET REÇUS.

C'est seulement à partir du 1er janvier 1875 que ces annuités ont commencé à être inscrites parmi les dépenses de la Dette publique, conformément aux prescriptions de la loi du 5 août 1874.

Le compte de ces annuités se divise en deux articles, savoir :

L'article 1er, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des subventions accordées par l'État aux compagnies de chemins de fer;

L'article 2, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des avances faites par les compagnies.

La situation de ce compte, au 1er janvier 1916, ressort du relevé ci-après :

SITUATION AU 1er JANVIER 1916.

	MONTANT des ANNUITÉS.	MONTANT DES DÉPENSES		
		À EFFECTUER.	EFFECTUÉES.	RESTANT à effectuer.
Situation au 1er janvier 1915 (page 106).....	38,317,777f 66c	3,271,712,943f 30c	1,633,643,747f 27c	1,638,069,196f 03c
Montant des opérations de l'année 1915, à ajouter aux dépenses effectuées et à retrancher des dépenses restant à effectuer.....	"	"	38,317,777 66	38,317,777 66
Situation au 1er janvier 1916 (pages 106 et 107).....	38,317,777 66	3,271,712,943 30	1,671,961,524 93	1,599,751,418 37

Les cinq tableaux suivants offrent, au sujet du présent compte, des renseignements complets et détaillés, savoir :

Le tableau n° I fait connaître le montant des annuités à payer à chaque compagnie;

Le tableau n° II indique pour chaque ligne : 1° le montant des sommes à amortir, et 2° les conditions de l'amortissement;

Le tableau n° III présente, pour chaque ligne et pour chaque compagnie, l'état développé des dépenses en capital et intérêts;

Le tableau n° IV est un résumé de la situation des dépenses afférentes à chacune des compagnies;

Enfin le tableau n° V donne le développement par année des dépenses restant à effectuer.

I. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1916.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE PAYEMENT des subventions.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE REMBOURSEMENT des avances.	TOTAL DES ANNUITÉS inscrites.	
ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1915.				
Compagnie du Nord	360,042 f 46 c	957,808 f 13 c	1.317,850 f 59 c	
Compagnie de l'Est	4,069,955 41	48,877 88	4,118,833 29	
Compagnie de l'Ouest	3,473,958 86	228,991 12	3,702,949 98	Réseau racheté. (Loi du 13 juillet 1908.)
Compagnie d'Orléans	4,334,068 36	261,030 60	4,595,098 96	
Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée	13,818,734 58	3,214,330 31	17,033,064 89	
Compagnie du Midi	2,074,061 58	6,388,917 28	8,462,978 86	
Compagnie d'Orléans à Châlons	1,117,224 38	"	1,117,224 38	
Compagnie de Lille à Valenciennes	387,748 34	"	387,748 34	
Compagnie des chemins de fer départementaux	"	1,262,500 00	1,262,500 00	
Syndicat de Grande-Ceinture	"	22,478 35	22,478 35	
Compagnie de Fives-Lille	"	85,491 92	85,491 92	Capital amorti en 1913.
TOTAL des accroissements antérieurs à 1915 à reporter	29,635,793 97	12,470,425 59	42,106,219 56	

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE PAYEMENT des subventions.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE REMBOURSEMENT des avances.	TOTAL DES ANNUITÉS inscrites.	
Report	29,635,793 f 97 c	12,470,425 f 59 c	42,106,219 f 56 c	
ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1915	"	"	"	
TOTAL général des accroissements au 1er janvier 1916	29,635,793 97	12,470,425 59	42,106,219 56	
Décroissements antérieurs à l'année 1915	3,473,958 86	314,483 04	3,788,441 90	Rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.) 3,702,949 fr. 98. Extinction de l'annuité à la compagnie de Fives-Lille. 85,491 fr. 92.
Décroissements pendant l'année 1915	"	"	"	
TOTAL général des décroissements au 1er janvier 1916	3,473 958 86	314,483 04	3,788,441 90	
Annuités inscrites au 1er janvier 1916	26,161,835 11	12,155,942 55	38,317,777 66	

II. — *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1916.*

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir.	MONTANT des annuités.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	OBSERVATIONS. (dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schlestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville.....	40,183,805f 00c	1,841,833f 65c	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1954 (90 ans).
Bar-sur-Seine à Châtillon.....	3,000,000 00	137,622 00	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 15 janvier 1866 au 15 juillet 1954 (89 ans).
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Caen à Flers. — Mayenne à Laval. — Louviers à la ligne de Paris à Rouen. — Pontivy à Saint-Brieuc.....	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Réseau central et ligne de Bretagne (sud).....	26,416,667 00	1,334,342 54	5.	Convention du 11 juin 1883, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1863 au 1er avril 1956 (93 ans).
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat.....	45,400,000 00	2,077,635 32	4 1/2.	Convention du 11 juillet 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1864 au 1er avril 1956 (92 ans).
Pithiviers à Malesherbes.....	1,500,000 00	68,752 86	4 1/2.	Convention du 11 juin 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863, décret du 8 août 1865, concession définitive. — Amortissement du 1er octobre 1866 au 1er août 1956 (90 ans).
Embranchement de Romorantin.....	1,100,000 00	50,552 76	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Réseau central.....	1,333,333 00	67,348 50	5.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1864 au 1er novembre 1956 (93 ans).
Grenoble à Montmelian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang.....	33,000,000 00	1,510,175 42	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas.....	21,300,000 00	974,749 60	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1875 à reporter.....	173,233,805 00	8,063,012 65		

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir.	MONTANT des annuités.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	OBSERVATIONS. (date des lois, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.				
Report.....	173,233,805f 00c	8,063,012f 65c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1876. (Loi du 3 août 1875.) Antérieurement au 1er janvier 1876, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Ligne de Flers à Mayenne.....	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE DU MIDI.				
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac.....	21,000,000 00	961,020 74	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement de Saint-Affrique.....	3,000,000 00	138,291 24	4 1/2.	Convention, décret et loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1957 (84 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1876..	24,000,000 00	1,099,311 98		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant ces annuités étaient effectués : 1° pour les lignes de l'Algérie, par le Ministère de l'intérieur, et 2° pour les autres lignes, par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon..	13,000,000 00	594,917 58	4 1/2.	Loi, décret et convention du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1867 au 1er novembre 1958 (92 ans).
Chemins de fer de l'Algérie.....	80,000,000 00	3,661,031 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, art. 3. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIES DIVERSES.				
Orléans à Châlons.....	24,374,800 00	1,117,224 38	4 1/2.	Lois des 18 juillet 1868 et 16 février 1870, décret du 29 mai 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Dombes et Sud-Est. (Lyon à Montbrison.) (A).....	12,000,000 00	550,022 66	4 1/2.	Loi du 8 mai 1869, décret du 16 novembre 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Lille à Valenciennes. (Lérouville à Sedan.).....	8,445,000 00	387,748 34	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868, décrets des 7 avril et 29 août 1869. — Amortissement du 1er janvier 1873 au 15 juillet 1960 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1877.	137,819,800 00	6,310,944 32		
A reporter.....	335,053,605 00	15,473,268 95		

(A) Cette ligne a été rattachée à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée à compter de l'année 1884.

Suite du *Tableau détaillé des annuités*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1878. (Loi du 30 mars 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1878, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
Report.....	335,053,605f 00c	15,473,268f 95c		
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Sablé à Châteaubriant.....	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Châteaubriant à Nantes.....	8,700,000 00	399,826 34	4 1/2.	Loi du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1873 au 1er octobre 1959 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour, Clermont à Montbrison, Dijon à Langres.....	43,200,000 00	1,976,956 94	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne.....	7,300,000 00	334,879 96	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Antérieurement à l'inscription de ces deux lignes au budget du Ministère des finances, il avait été payé par le Ministère des travaux publics cinq annuités afférentes aux années ci-après désignées : 1868, 1869, 1870, 1876 et 1877. — Amortissement du 1er mai 1868 au 1er novembre 1956 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1878...	59,200,000 00	2,711,663 24		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. (Loi du 22 décembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				Interruption de payements : de 1871 à 1875 inclus. — L'échéance terminale se trouve reportée au 1er novembre 1961.
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Laval à Angers. — Saint-Lô à Lamballe.....	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Grenoble à Gap.....	50,000,000 00	2 295,727 40	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863 et décret du 2 janvier 1869. — Amortissement du 1er mai 1869 au 1er novembre 1956 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879...	50,000,000 00	2,295,727 40		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Ligne de Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen.....	8,700,000 00	402,958 54	4 1/2.	Loi du 26 juillet. 1868. — Amortissement du 1er avril 1877 au 1er octobre 1956 (80 ans).
A reporter.....	452,953,605 00	20,883,618 13		

inscrites au 1er janvier 1916.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report.....	452,953,605f 00c	20,883,618f 13c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Ligne de Thonon à Collonges.....	13,000,000 00	594,917 60	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Aix à Carnoules.....	19,000,000 00	873,183 96	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane.....	3,600,000 00	165,445 38	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Gap à Briançon.....	20,000,000 00	927,576 92	4 1/2.	Loi du 3 juillet 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1956 (79 ans).
TOTAL des annuités inscrites en 1886.....	42,600,000 00	1,966,206 26		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1888. (Loi du 30 mars 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1888, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thonon à Saint-Gingolph.....	5,800,000 00	266,550 90	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DU NORD.				
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	7,171,875 00	337,145 06	4,52824	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1885 au 1er novembre 1950 (66 ans).
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	478,125 00	22,897 40	"	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 21 mai 1886 au 21 novembre 1950 (65 ans).
TOTAL des annuités inscrites en 1888.....	13,450,000 00	626,593 36		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Révigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne.....	37,500,000 00	1,821,042 74	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1888 au 1er novembre 1954 (67 ans).
TOTAL des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1889.....	559,503,605 00	25,892,378 09		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Is-sur-Tille à Gray.....	5,500,000 00	269,457 02	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1889 au 1er novembre 1954 (66 ans).
TOTAL des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1913.....	565,003,605 00	26,161,835 11		

Suite du *Tableau détaillé des annuités*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Chemin de Ceinture	»	»	»	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Libourne à Bergerac Embranchement de Saint-Éloi	4,656,170f 00c	213,983f 83c	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1845	4,656,170 00	213,983 83		
ANNUITÉ INSCRITE PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant cette annuité étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Rodez à Millau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000 00	1,587,972 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, loi, décret et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. (Loi du 22 décembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise	4,500,000 00	208,996 22	4 1/2.	Loi du 22 mai 1869. — Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1960 (78 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom	4,000,000 00	183,828 20	4 1/2.	Loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1960 (87 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879	8,500,000 00	392,824 42		
A reporter	47,856,170 00	2,194,780 61		

inscrites au 1er janvier 1916.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS (Suite).				
Report	47,856,170f 00c	2,194,780f 61c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	10,875,000 00	505,074 20	4 1/2.	Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1960 (78 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville (1)	4,000,000 00	195,790 38	4,72866648	Lois des 11 juin 1863, 14 et 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1960 (74 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom (2)	3,000,000 00	154,354 68	4,9308,934	Loi des 8 août 1868 et 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er mai 1907 (30 ans 1/2).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1882	7,0000,00 00	350,145 06		(1) Voir le Compte général de 1882, page 967, observation A.
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				(2) Voir même compte et même page, observation B.
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Vichy à Thiers	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	648,439 04	4 1/2.	*Idem.*
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1886	22,000,000 00	1,018,975 64		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1887. (Loi du 27 février 1887.) Antérieurement au 1er janvier 1887, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thiers à Ambert	10,000,000 00	463,170 74	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. Convention du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Foix à Tarascon et Mende à Séverac avec embranchement sur Marvejols	20,000,000 00	920,964 22	4 1/2.	Lois et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1872 au 1er novembre 1856 (85 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1887	30,000,000 00	1,384,134 96		
A reporter	117,731,170 00	5,453,110 47		

Suite du *Tableau détaillé des annuités*

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir.	MONTANT des annuités.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	OBSERVATIONS. (date des lois, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	117,731,170f 00c	5,453,110f 47c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Montauban à Saint-Sulpice. — Saint-Sulpice à Castres. — Puyôo à Saint-Palais	11,700,000 00	557,050 56	4,477970	Loi et convention du 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	1,398,926 22	5,1768069	Lois des 27 septembre 1867 et 18 juillet 1868.— Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959 (73 ans).
Total des annuités inscrites pendant l'année 1889.	37,831,547 24	1,955,976 78		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Tarascon à Aix	4,900,000 00	233,294 98	4,477 96	Loi et convention du 14 décembre 1875.— Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Casamozza au Fium'Orbo	9,980,000 00	499,000 00	4,934,487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 17 septembre 1978 (92 ans).
Total des annuités inscrites pendant l'année 1890.	14,880,000 00	732,294 98		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1891. (Loi du 26 décembre 1890.) Antérieurement au 1er janvier 1891, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	1,482,146 38	4 1/2.	Loi et convention du 10 août 1868 — Loi du 4 mars 1874. Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1893. (Loi du 28 avril 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1893, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Ponte-Leccia à Calvi	15,270,000 00	763,500 00	4,934487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er octobre 1981 (95 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1894. (Loi du 26 juillet 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1894, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Condom à Risle et Marmande à Casteljaloux	15,800,000 00	753,966 00	4,5803	Loi et convention du 14 décembre 1875.— Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
Casteljaloux à Roquefort	3,000,000 00	133,465 86	4,1538	Loi et convention du 14 décembre 1875.— Amortissement du 1er novembre 1891 au 1er mai 1957 (66 ans).
Total des annuités inscrites pendant l'année 1894.	18,800,000 00	887,431 86		
A reporter	236,512,717 24	11,274,460 47		

inscrites au 1er janvier 1916.

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir.	MONTANT des annuités.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	OBSERVATIONS. (dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	236,512,717f 24c	11,274,460f 47c		Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er mai 1879 au 1er mai 1957 (78 ans 1/2).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1899. (Loi du 30 mai 1899.) Antérieurement au 1er janvier 1899, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Travaux complémentaires sur diverses lignes	4,000,000 00	196,605 74	4,85358	Convention du 20 novembre 1884. — Loi du 1er juillet 1885. Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1958 (72 ans).
SYNDICAT DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.				
Travaux de parachèvement de la ligne de Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges	493,486 00	22,478 35	4,573	
Total des annuités inscrites pendant l'année 1899	4,493,486 00	219,084 09		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1901. (Loi du 25 février 1901.) Antérieurement au 1er janvier 1901, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Crest à Aspres-les-Veynes	4,594,542f 68c 5,189,108 27 1,442,099 08	11,225,750 03	471,647 21	3,99596 16 3,89581154 3,6498546 — Convention du 5 août 1887. — Loi du 13 avril 1888. — Amortissement du 1er janvier 1889 au 1er janvier 1958 (70 ans). — Amortissement du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1958 (69 ans). — Amortissement du 1er janvier 1891 au 1er janvier 1958 (68 ans).
Total des annuités inscrites pendant l'année 1901	11,225,750 03	471,647 21		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1903. (Loi du 31 mars 1903.) Antérieurement au 1er janvier 1903, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE FIVES-LILLE.				
Saint-Georges-de-Commiers à La Mure (matériel roulant, outillage, mobilier, etc.)	//	//	4,865	Capital amorti en 1913. (Dernier payement : le 1er août 1913).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1913. (Loi du 30 juillet 1913.) Antérieurement au 1er janvier 1913, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Suppression des passages à niveau	1,116,327 48	47,947 33	2,87094	Convention du 8 mai 1886. — Amortissement du 1er janvier 1912 au 1er janvier 1950 (39 ans). — Amortissement du 1er janvier 1912 au 1er janvier 1954 (43 ans).
COMPAGNIE DE L'EST.				
Suppression des passages à niveau	1,117,394 64	48,877 88	3,28423	
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Suppression des passages à niveau	1,116,133 90	47,046 77	3,18858	Loi du 16 août 1886. — Amortissement du 1er janvier 1912 au 1er janvier 1956 (45 ans). — Amortissement du 1er janvier 1912 au 1er janvier 1958 (47 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Suppression des passages à niveau	1,116,413 39	46,878 80	3,27618	
Total des annuités inscrites pendant l'année 1913	4,466,269 41	190,750 78		
Total des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1913	256,698,222 68	12,155,942 55		
RÉCAPITULATION.				
Subventions	565,003,605 00	26,161,835 11		
Avances	256,698,222 68	12,155,942 55		
Total général	821,701,827 68	38,317,777 66		

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — SUBVENTIONS.

III. — *État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1916.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1915.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1915.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1916.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1916.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schlestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville	40,183,805f 00c	125,581,222f 60c	165,765,027f 60c	6,156,130f 09c	85,935,551f 92c	92,091,682f 01c	314 082f 42c	1,527,751f 23c	1,841,833f 65c	6,470,212f 51c	87,463,303f 15c	93,933,515f 66c	33,713,592f 49c	38,117,919f 45c	71,831,511f 94c
Bar-sur-Seine à Châtillon	3,000,000 00	9,248,358 00	12,248,358 00	457,450 12	6,286,027 88	6,743,478 00	23,469 10	114,152 90	137,622 00	480,919 22	6,400,180 78	6,881,100 00	2,519,080 78	2,848,177 22	5,367,258 00
Revigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ource à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne	37,500,000 00	84,808,095 58	122,308,095 58	4,674,259 00	44,792,126 98	49,466,385 98	290,296 00	1,530,746 74	1,821,042 74	4,964,555 00	46,322,873 72	51,287,428 72	32,535,445 00	38,485,221 86	71,020,666 86
Is-sur-Tille à Gray	5,500,000 00	12,291,812 32	17,791,812 32	642,826 00	6,370,705 52	7,013,531 52	42,954 00	226,503 02	269,457 02	685,780 00	6,597,208 54	7,282,988 54	4,814,220 00	5,694,603 78	10,508,823 78
TOTAL	86,183,805 00	231,929,488 50	318,113,293 50	11,930,665 21	143 384,412 30	155,315,077 51	670,801 52	3,399,153 89	4,069,955 41	12,601,466 73	146,783,566 19	159,385,032 92	73,582,338 27	85,145,922 31	158,728,260 58
COMPAGNIES DIVERSES.															
COMPAGNIE D'ORLÉANS À CHÂLONS.															
Orléans à Châlons-sur-Marne	24,374,800 00	76,175,394 20	100,550,194 20	2,753,142 01	46,404,730 71	49,157,872 72	145,872 67	971,351 71	1,117,224 38	2,899,014 68	47,376,082 42	50,275,097 10	21,475,785 32	28,799,311 78	50,275,097 10
COMPAGNIE DE LILLE À VALENCIENNES.															
Lérouville à Sedan	8,445,000 00	25,676,853 92	34,121,853 92	940,907 32	15,344,522 96	16,285,430 28	50,627 21	337,121 13	387,748 34	991,534 53	15,681,644 09	16,673,178 62	7,453,465 47	9,995,209 83	17,448,675 30
TOTAL	32,819,800 00	101,852,248 12	134,672,048 12	3,694,049 33	61,749,253 67	65,443,303 00	196,499 88	1,308,472 84	1,504,972 72	3,890,549 21	63,057,726 51	66,948,275 72	28,929,250 79	38,794,521 61	67,723,772 40
à reporter	119,003,605 50	333,781,736 62	452,785,341 62	15,624,714 54	205,133,665 97	220,758,380 51	867,301 40	4,707,626 73	5,574,928 13	16,492,015 94	209,841,292 70	226,333,308 64	102,511,589 06	123,940,443 92	226,452,032 98

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1916.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1916.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1915.			PENDANT L'ANNÉE 1915.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1916.					
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)															
Report	119,003 605f00c	333,781,736f62c	452,785,341f62c	15,624,714f54c	205,133,665f97c	220,758,380f51c	867,301f40c	4,707,626f73c	5,574,928f13c	16,492,015f94c	209,841,292f70c	226,333,308f64c	102,511,589f06c	123,940,443f92c	226,452,032f98c
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Réseau central et ligne de Bretagne (sud)	26,416,667 00	97,677,189 22	124,093,856 22	3,167,075 87	65,551,564 94	68,718,640 81	174,012 62	1,160,329 92	1,334,342 54	3,341,088 49	66,711,894 86	70,052,983 35	23,075,578 51	30,965,294 36	54,040,872 87
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Lauderneau. — Commentry à Gannat	45,400,000 00	145,742,449 44	191,142,449 44	6,513,178 77	98,407,404 89	104,920,583 66	331,415 32	1,746,220 00	2,077,635 32	6,844,594 09	100,153,624 89	106,998,218 98	38,555,405 91	45,588,824 55	84,144,230 46
Pithiviers à Malesherbes	1,500,000 00	4,687,757 40	6,187,757 40	213,152 66	3,121,361 05	3,334,513 71	10,967 06	57,785 80	68,752 86	224,119 72	3,179,146 85	3,403,266 57	1,275,880 28	1,508,610 55	2,784,490 83
Embranchement de Romorantin	1,100,000 00	3,298,090 12	4,398,090 12	149,914 30	2,124,959 90	2,274,874 20	7,886 56	42,666 20	50,552 76	157,800 86	2,167,626 10	2,325,426 96	942,199 14	1,130,464 02	2,072,663 16
Châteaubriant à Nantes	8,700,000 00	26,084,891 58	34,784,891 58	1,014,359 84	15,778,346 44	16,792,706 28	54,579 72	345,246 62	399,826 34	1,068,939 56	16,123,593 06	17,192,532 62	7,631,060 44	9,961,298 52	17,592,358 96
Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen	8,700,000 00	23,536,683 20	32,236,683 20	1,126,795 77	14,185,628 75	15,312,424 52	62,863 70	340,094 84	402,958 54	1,189,659 47	14,525,723 59	15,715,383 06	7,510,340 53	9,010,959 61	16,521,300 14
TOTAL	91,816,667 00	301,027,060 96	392,843,727 96	12,184,477 21	199,169,265 97	211,353,743 18	641,724 98	3,692,343 38	4,334,068 36	12,826,202 19	202,861,609 35	215,687,811 54	78,990,464 81	98,165,451 61	177,155,916 42
COMPAGNIE DU MIDI.															
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas	21,300,000 00	68,376,963 20	89,676,963 20	2,980,556 37	45,756,923 63	48,737,480 00	152,066 37	822,683 23	974,749 60	3,132,622 74	46,579,606 86	49,712,229 60	18,167,377 26	21,797,356 34	39,964,733 60
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac	21,000,000 00	67,413,908 08	88,413,908 08	2,938,576 26	45,112,460 74	48,051,037 00	149,924 56	811,096 18	961,020 74	3,088,500 82	45,923,556 92	49,012,057 74	17,911,499 18	21,490,351 16	39,401,850 34
Embranchement de Saint-Affrique	3,000,000 00	8,616,464 16	11,616,464 16	380,308 15	5,289,632 69	5,669,940 84	20,635 01	117,656 23	138,291 24	400,943 16	5,407,288 92	5,808,232 08	2,599,056 84	3,209,175 24	5,808,232 08
TOTAL	45,300,000 00	144,407,335 44	189,707,335 44	6,299,440 78	96,159,017 06	102,458,457 84	322,625 94	1,751 435 64	2,074,061 58	6,622,066 72	97,910,452 70	104,532,519 42	38,677,933 28	46,496,882 74	85,174,816 02
A reporter	256,120,272 00	779,216,133 02	1,035,336,405 02	34,108,632 53	500,461,949 00	534,570,581 53	1,831,652 32	10,151,405 75	11,983,058 07	35,940,284 85	510 613,354 75	546.553.639 60	220,179,987 15	268,602,778 27	488,782,765 42

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1916.*

DESIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1915.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1915.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1916.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1916.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)															
Report.	256,120,272f 00c	779,216,133f 02c	1,035,336,405f 02c	34,108,632f 53c	500,461,949f 00c	534,570,581f 53c	1,831,652f 32c	10,151,405f 75c	11,983,058f 07c	35,940,284f 85c	510,613,354f 75c	546,553,639f 60c	220,179,987f 15c	268,602,778f 27c	488,782,765f 42c
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Réseau central	1,333,333 00	4,930,077 50	6,263,410 50	155,626 69	3,279,146 81	3,434,773 50	8,568 94	58,779 56	67,348 50	164,195 63	3,337,926 37	3,502,122 00	1,169,137 37	1,592,151 13	2,761,288 50
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang	33,000,000 00	105,936,138 64	138,936,138 64	4,617,766 92	70,891,004 08	75,508,771 00	235,595 94	1,274,579 48	1,510,175 42	4,853,362 86	72,165,583 56	77,018,946 42	28,146,637 14	33,770,555 08	61,917,192 22
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon	13,000,000 00	41,732,417 36	54,732,417 36	1,645,437 44	26,910,606 40	28,556,043 84	84,906 84	510,010 74	594,917 58	1,730,344 28	27,420,617 14	29,150,961 42	11,269,655 72	14,311,800 22	25,581,455 94
Chemins de fer de l'Algérie	80,000,000 00	256,814,885 12	336,814,885 12	11,194,572 94	171,856,995 06	183,051,568 00	571,140 99	3,089,890 37	3,661,031 36	11,765,713 93	174,946,885 43	186,712,599 36	68,234,286 07	81,867,999 69	150,102,285 76
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour. — Clermont à Monthrison. — Dijon à Langres	43,200,000 00	138,680,038 48	181,880,038 48	6,045,069 38	92,802,777 62	98,847,847 00	308,416 14	1,668,540 80	1,976,956 94	6,353,485 52	94,471,318 42	100,824,803 94	36,846,514 48	44,208,720 06	81,055,234 54
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne	7,300,000 00	22,504,316 44	29,804,316 44	1,006,265 54	13,058,692 78	14,064,958 32	52,243 11	282,636 85	334,879 96	1,058,508 65	13,341,329 63	14,399,838 28	6,241,491 35	9,162,986 81	15,404,478 16
Grenoble à Gap	50,000,000 00	152,024,011 20	202,024,011 20	6,854,083 26	98,749,377 14	105,603,460 40	358,155 46	1,937,571 94	2,295,727 40	7,212,238 72	100,686,949 08	107,899,187 80	42,787,761 28	51,337,062 12	94,124,823 40
Thonon à Collonges	13,000,000 00	41,732,419 20	54,732,419 20	1,819,118 29	27,926,761 71	29,745,880 00	92,810 49	502,107 11	594,917 60	1,911,928 78	28,428,868 82	30,340,797 60	11,088,071 22	13,303,550 38	24,391,621 60
Lyon à Montbrison	12,000,000 00	37,502,039 40	49,502,039 40	1,355,402 80	22,845,594 24	24,200,997 04	71,814 96	478,207 70	550,022 66	1,427,217 76	23,323,801 94	24,751,019 70	10,572,782 24	14,178,237 46	24,751,019 70
Aix à Carnoules	19,000,000 00	56,967,004 52	75,967,004 52	2,589,379 80	36,703,898 40	39,293,278 20	136,221 51	736,962 45	873,183 96	2,725,601 31	37,440,860 85	40,166,462 16	16,274,398 69	19,526,143 67	35,800,542 36
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane	3,600,000 00	10,793,743 06	14,393,748 06	490,619 31	6,954,422 79	7,445,042 10	25,810 39	139,634 99	165,445 38	516,429 70	7,094,057 78	7,610,487 48	3,083,570 30	3,699,690 28	6,783,260 58
Gap à Briançon	20,000,000 00	53,278,576 68	73,278,576 68	2,567,118 71	31,753,227 33	34,320,346 04	144,707 12	782,869 80	927,576 92	2,711,825 83	32,536,097 13	35,247,922 96	17,288 174 17	20,742,479 55	38,030,653 72
Thonon à Saint Gingolph	5,800,000 00	17,389,928 30	23,189,928 30	790,443 13	11,204,347 37	11,994,790 50	41,583 41	224,967 49	266,550 90	832,026 54	11,429,314 86	12,261,341 40	4,967,973 46	5,960,613 44	10,928,586 90
TOTAL	301,233,333 00	940,285,600 90	1,241,518,933 90	41,130,904 21	614,936,851 73	656,067,755 94	2,131,975 30	11,686,759 28	13,818,734 58	43,262,879 51	626,623,611 01	669,886,490 52	257,970 453 49	313,661,989 89	571,632,443 38
COMPAGNIE DU NORD.															
Amiens à la vallée de l'Ourcq	7,171,875 00	15,079,698 96	22,251,573 96	1,142,917 33	8,971,434 47	10,114,351 80	70,095 70	267,049 36	337,145 06	1,213,013 03	9,238,483 83	10,451,496 86	5,958,861 97	5,841,215 13	11,800,077 10
Amiens à la vallée de l'Ourcq	478,125 00	1,010,206 00	1,488,331 00	73,342 18	590,682 42	664,024 60	4,619 51	18,277 89	22,897 40	77,961 69	608,960 31	686,922 00	400,163 31	401,245 69	801,409 00
TOTAL	7,650,000 00	16,089,904 96	23,739,904 96	1,216,259 51	9,562,116 89	10,778,376 40	74,715 21	285,327 25	360,042 46	1,290,974 72	9,847,444 14	11,138,418 86	6,359,025 28	6,242,460 82	12,601,486 10
TOTAL GÉNÉRAL pour les subventions	565,003,605 00	1,735,591,638 88	2,300,595,243 88	76,455,796 25	1,124,960,917 62	1,201,416,713 87	4,038,342 83	22,123,492 28	26,161,835 11	80,494,139 08	1,147,084,409 90	1,227,578,548 98	484,509,465 92	588,507,228 98	1,073,016,694 90

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — AVANCES.

État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1916.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1916.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1915.			PENDANT L'ANNÉE 1915.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1916.					
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
AVANCES.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Suppression des passages à niveau	1,117,394f 64c	984,354f 20c	2,101,748f 84c	37,753f 41c	108,880f 23c	146,633f 64c	13,419f 98c	35,457f 90c	48,877f 88c	51,173f 39c	144,338f 13c	195,511f 52c	1,066,221f 25c	840,016f 07c	1,906,237f 32c
COMPAGNIE DU MIDI.															
Rodez à Milhau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000 00	111,393,457 12	146,093,457 12	4,855,647 23	74,542,970 77	79,398,618 00	247,732 41	1,340,239 95	1,587,972 36	5,103,379 64	75,883,210 72	80,986,590 36	29,596,620 36	35,510,246 40	65,106,866 76
Embranchement de Condom	4,000,000 00	11,993,053 40	15,993,053 40	442,370 18	7,094,586 02	7,536,956 20	24,001 88	159,826 32	183,828 20	466,372 06	7,254,412 34	7,720,784 40	3,533,627 94	4,738,641 06	8,272,269 00
Embranchement de Condom	3,000,000 00	9,405,172 56	12,405,172 56	325,076 24	5,520,022 42	5,845,098 66	19,277 18	135,077 50	154,354 68	344,353 42	5,655,099 92	5,999,453 34	2,655,646 58	3,750,072 64	6,405,719 22
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	518,067 77	6,522,127 63	7,040,195 40	28,902 89	156,365 41	185,268 30	546,970 66	6,678,493 04	7,225,463 70	3,453,029 34	4,142,970 96	7,596,000 30
Foix à Tarascon et Mende à Séverac, avec embranchement sur Marvéjols	20,000,000 00	58,281,958 70	78,281,958 70	2,691,396 60	36,910,064 86	39,601,461 46	143,675 25	777,288 97	920,964 22	2,835,071 85	37,687,353 83	40,522,425 68	17,164,928 15	20,594,604 87	37,759,533 02
Montauban à Saint-Sulpice, Saint-Sulpice à Castres, Puyôo à Saint-Palais	11,700,000 00	27,894,021 76	39,594,021 76	1,373,240 51	14,546,132 45	15,919,372 96	83,987 42	473,063 14	557,050 56	1,457,227 93	15,019,195 59	16,476,423 52	10,242,772 07	12,874,826 17	23,117,598 24
Tarascon à Ax	4,900,000 00	11,682,126 58	16,582,126 58	575,112 00	6,091,977 93	6,667,089 93	35,174 00	198,120 98	233,294 98	610,286 00	6,290,098 91	6,900,384 91	4,289,714 00	5,392,027 67	9,681,741 67
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	86,571,710 40	118,571,710 40	4,144,540 00	52,177,022 44	56,321,562 44	231,223 00	1,250,923 38	1,482,146 38	4,375,763 00	53,427,945 82	57,803,708 82	27,624,237 00	33,143,764 58	60,768,001 58
Marmande à Casteljaloux, Condom à Riscle	15,800,000 00	37,731,586 00	53,531,586 00	1,741,198 00	19,746,833 00	21,488,031 00	111,277 29	642,688 71	753,966 00	1,852,475 29	20,389,521 71	22,241,997 00	13,947,524 71	17,342,064 29	31,289,589 00
Casteljaloux à Roquefort	3,000,000 00	5,808,746 76	8,808,746 76	346,802 95	2,789,644 76	3,136,447 71	23,496 90	109,968 96	133,465 86	370,299 85	2,899,613 72	3,269,913 57	2,629,700 15	2,909,133 04	5,538,833 19
Travaux complémentaires sur diverses lignes	4,000,000 00	11,433,550 59	15,433,550 59	447,619 30	6,630,187 34	7,077,806 64	26,544 90	170,060 84	196,605 74	474,164 20	6,800,248 18	7,274,412 38	3,525,835 80	4,633,302 41	8,159,138 21
TOTAL	137,100,000 00	383,016,847 87	520,116,847 87	17,461,070 78	232,571,569 62	250,032,640 40	975,293 12	5,413,624 16	6,388,917 28	18,436,363 90	237,985,193 78	256,421,557 68	118,663,636 10	145,031,654 09	263,695,290 19
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Vichy à Thiers	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	518,067 78	6,522,127 62	7,040,195 40	28,902 89	156,365 41	185,268 30	546,970 67	6,678,493 03	7,225,463 70	3,453,029 33	4,142,970 97	7,596,000 30
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	37,875,123 20	51,875,123 20	1,813,236 78	22,827,446 74	24,640,683 52	101,160 07	547,278 97	648,439 04	1,914,396 85	23,374,725 71	25,289,122 56	12,085,603 15	14,500,397 49	26,586,000 64
Thiers à Ambert	10,000,000 00	27,053,659 20	37,053,659 20	1,295,169 41	16,305,318 71	17,600,488 12	72,257 21	390,913 53	463,170 74	1,367,426 62	16,696,232 24	18,063,658 86	8,632,573 38	10,357,426 96	18,990,000 34
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	76,294,514 06	102,426,061 30	2,372,742 24	37,101,639 16	39,474,381 40	141,509 00	1,257,417 22	1,398,926 22	2,514,251 24	38,359,056 38	40,873,307 62	23,617,296 00	37,935,457 68	61,552,753 68
Crest à Aspres-les-Veynes	11,225,750 03	21,456,466 82	32,682,216 85	1,387,885 97	10,541,853 64	11,929,739 61	87,425 37	384,221 84	471,647 21	1,475,311 34	10,926,075 48	12,401,386 82	9,750,438 69	10,530,391 34	20,280,830 03
Suppression des passages à niveau	1,116,413 39	1,086,890 21	2,203,303 60	31,932 97	108,703 43	140,636 40	11,349 27	35,529 53	46,878 80	43,282 24	144,232 96	187,515 20	1,073,131 15	942,657 25	2,015,788 40
TOTAL	66,473,710 66	174,588,117 49	241,061,828 15	7,419,035 15	93,407,089 30	100,826,124 45	442,603 81	2,771,726 50	3,214,330 31	7,861,638 96	96,178,815 80	104,040,454 76	58,612,071 70	78,409,301 69	137,021,373 39
A reporter	204,691,105 30	558,589,319 56	763,280,424 86	24,917,859 34	326,087,539 15	351,005,398 49	1,431,316 91	8,220,808 56	9,652,125 47	26,349,176 25	334,308,347 71	360,657,523 96	178,341,929 05	224,280,971 85	402,622,900 90

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1916.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1915.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1915.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1916.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1916.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
AVANCES. (Suite.)															
Report.....	204,691,105f 30c	558,589,319f 56c	763,280,424f 86c	24,917,859f 34c	326,087,539f 15c	351,005,398f 49c	1,431,316f 91c	8,220,808f 56c	9,652,125f 47c	26,349,176f 25c	334,308,347f 71c	360,657,523f 96c	178,341,929f 05c	224,280,971f 85c	402,622,900f 90c
COMPAGNIE DU NORD.															
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise.....	4,500,000 00	11,801,705 16	16,301,705 16	812,459 48	8,069,879 87	8,882,339 35	43,541 35	165,454 87	208,996 22	856,000 83	8,235,334 74	9,091,335 57	3,643,999 17	3,566,370 42	7,210,369 59
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville.....	10,875,000 00	28,520,787 60	39,395,787 60	1,963,443 62	19,502,209 88	21,465,653 50	105,224 75	399,849 45	505,074 20	2,068,668 37	19,902,059 33	21,970,727 70	8,806,331 63	8,618,728 27	17,425,059 90
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville.....	4,000,000 00	10,292,697 74	14,292,697 74	643,299 81	6,600,944 25	7,244,244 06	37,130 35	158,660 03	195,790 38	680,430 16	6,759,604 28	7,440,034 44	3,319,569 84	3,533,093 46	6,852,663 30
Suppression des passages à niveau.....	1,116,327 48	753,618 39	1,869,945 87	49,077 11	94,764 88	143,841 99	17,307 21	30,640 12	47,947 33	66,384 32	125,405 00	191,789 32	1,049,943 16	628,213 39	1,678,156 55
TOTAL.....	20,491,327 48	51,368,808 89	71,860,136 37	3,468,280 02	34,267,798 88	37,736,078 90	203,203 66	754,604 47	957,808 13	3,671,483 68	35,022,403,35	38,693,887 03	16,819,843 80	16,346,405 54	33,166,249 34
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Libourne à Bergerac.....	4,656,170 00	13,960,422 34	18,616,592 34	634,557 55	8,994,714 35	9,629,271 90	33,382 66	180,601 17	213,983 83	667,940 21	9,175,315 52	9,843,255 73	3,988,229 79	4,785,106 82	8,773,336 61
Embranchement de Saint-Éloi.....							12,589 30	34,457 47	47,046 77	48,070 83	140,116 25	188,187 08	1,068,063 07	860,854 50	1,928,917 57
Suppression des passages à niveau.....	1,116,133 90	1,000,970 75	2,117,104 65	35,481 53	105,658 78	141,140 31									
TOTAL.....	5,772,303 90	14,961,393 09	20,733,696 99	670,039 08	9,100,373 13	9,770,412 21	45,971 96	215,058 64	261,030 60	716,011 04	9,315,431 77	10,031,442 81	5,056,292 86	5,645,961 32	10,702,254 18
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.															
Casamozza au Fium'Orbo.....	9,980,000 00	34,930,000 00	44,910,000 00	365,211 00	13,340,139 00	13,705,350 00	24,560 00	474,440 90	499,000 00	389,771 00	13,814,579 00	14,204,350 00	9,590,229 00	21,115,421 00	30,705,650 00
Ponte-Leccia à Calvi.....	15,270,000 00	53,445,000 00	68,715,000 00	488,511 00	18,891,889 00	19,380,400 00	34,113 00	729,387 00	763,500 00	522,624 00	19,621,276 00	20,143,900 00	14,747,376 00	33,823,724 00	48,571,100 00
TOTAL.....	25,250,000 00	88,375,000 00	113,625,000 00	853,722 00	32,232,028 00	33,085,750 00	58,673 00	1,203,827 00	1,262,500 00	912,395 00	33,435,855 00	34,348,250 00	24,337,605 00	54,939,145 00	79,276,750 00
SYNDICAT DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.															
Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges.....	493,486 00	1,124,955 20	1,618,441 20	70,664 10	558,729 70	629,393 80	3,142 70	19,335 65	22,478 35	73,806 80	578,065 35	651,872 15	419,679 20	546,889 85	966,569 05
TOTAL GÉNÉRAL pour les avances.....	256,698,222 68	714,419,476 74	971,117,699 42	29,980,564 54	402,246,468 86	432,227,033 40	1,742,308 23	10,413,634 32	12,155,942 55	31,722,872 77	412,660,103 18	444,382,975 95	224,975,349 91	301,759,373 56	526,734,723 47
RÉCAPITULATION.															
Subventions.....	565,003,605 00	1,735,591,638 88	2,300,595,243 88	76,455,796 25	1,124,960,917 62	1,201,416,713 87	4,038,342 83	22,123,492 28	26,161,835 11	80,494,139 08	1,147,084,409 90	1,227,578,548 98	484,509,465 92	588,507,228 98	1,073,016,694 90
Avances.....	256,698,222 68	714,419,476 74	971,117,699 42	29,980,564 54	402,246,468 86	432,227,033 40	1,742,308 23	10,413,634 32	12,155,942 55	31,722,872 77	412,660,103 18	444,382,975 95	224,975,349 91	301,759,373 56	526,734,723 47
TOTAL GÉNÉRAL.....	821,701,827 68	2,450,011,115 62	3,271,712,943 30	106,436,360 79	1,527,207,386 48	1,633,643,747 27	5,780,651 06	32,537,126 60	38,317,777 66	112,217,011 85	1,559,744,513 08	1,671,961,524 93	709,484,815 83	890,266,602 54	1,599,751,418 37

IV. — *Résumé de la situation des dépenses au 1er janvier 1916.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES AU 1er JANVIER 1916.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1916.			OBSERVATIONS.
	Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	
Compagnie du Nord	23,739,904f 96c	71,860,136f 37c	95,600,041f 33c	11,138,418f 86c	38,693,887f 03c	49,832,305f 89c	12,601,486f 10c	33,166,249f 34c	45,767,735f 44c	
Compagnie de l'Est	318,113,293 50	2,101,748 84	320,215,042 34	159,385,032 92	195,511 52	159,580,544 44	158,728,260 58	1,906,237 32	160,634,497 90	
Compagnie de l'Ouest	"	"	"	"	"	"	"	"	"	Annuités supprimées des Comptes de la Dette publique (loi du 13 juillet 1908).
Compagnie d'Orléans	392,843,727 96	20,733,696 99	413,577,424 95	215,687,811 54	10,031,442 81	225,719,254 35	177,155,916 42	10,702,254 18	187,858,170 60	
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	1,241,518,933 90	41,061,828 15	1,482,580,762 05	669,886,490 52	104,040,454 76	773,926,945 28	571,632,443 38	137,021,373 39	708,653,816 77	
Compagnie du Midi	189,707,335 44	520,116,847 87	709,824,183 31	104,532,519 42	256,421,557 68	360,954,077 10	85,174,816 02	263,695,290 19	348,870,106 21	
Compagnies diverses	134,672,048 12	"	134,672,048 12	66,948,275 72	"	66,948,275 72	67,723,772 40	"	67,723,772 40	
Compagnie des chemins de fer départementaux	"	113,625,000 00	113,625,000 00	"	34,348,250 00	34,348,250 00	"	79,276,750 00	79,276,750 00	
Syndicat de grande ceinture de Paris	"	1,618,441 20	1,618,441 20	"	651,872 15	651,872 15	"	966,569 05	966,569 05	
Compagnie de Fives-Lille	"	"	"	"	"	"	"	"	"	Capital amorti en 1913.
TOTAL	2,300,595,243 88	971,117,699 42	3,271,712,943 30	1,227,578,548 98	444,382,975 95	1,671,961,524 93	1,073,016,694 90	526,734,723 47	1,599,751,418 37	

V. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1916.*

DÉSIGNATION DES ANNÉES auxquelles se rapportent les dépenses.	MONTANT DES DÉPENSES ANNUELLES.			DURÉE des engagements.	MONTANT de la dépense pour chaque période.
	SUBVENTIONS.	AVANCES.	TOTAL.		
1916 à 1949	26,161,835f 11c	12,155,942f 54c	38,317,777f 65c	34	1,302,804,440f 09c
1950	26,161,835 12	11,798,907 35	37,960,742 47	1	37,960,742 47
1951 à 1954	25,801,792 66	11,198,134 43	36,999,927 09	4	147,999,708 36
1955	21,731,837 24	11,149,256 55	32,881,093 79	1	32,881,093 79
1956	19,991,471 88	11,149,256 55	31,140,728 43	1	31,140,728 43
1957	3,522,910 50	4,400,627 69	7,923,538 19	1	7,923,538 19
1958	3,384,619 26	3,386,258 78	6,770,878 04	1	6,770,878 04
1959	2,789,701 68	2,845,254 42	5,634,956 10	1	5,634,956 10
1960	2,389,875 34	1,446,328 20	3,836,203 54	1	3,836,203 54
1961	334,879 96	1,262,500 00	1,597,379 96	1	1,597,379 96
1962 à 1976	»	1,262,500 00	1,262,500 00	15	18,937,500 00
1977	»	850,950 00	850,950 00	1	850,950 00
1978	»	536,100 00	536,100 00	1	536,100 00
1979	»	378,500 00	378,500 00	1	378,500 00
1980	»	300,200 00	300,200 00	1	300,200 00
1981	»	198,499 40	198,499 40	1	198,499 40
			TOTAL	66	1,599,751,418 37

DÉVELOPPEMENT

concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Casamozza à Fium' Orbo (Corse).

La somme de 9,980,000 francs à rembourser par l'État à la Compagnie dont il s'agit a fait l'objet de onze règlements de comptes au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux à rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. o/o. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants :

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATES DES ÉCHÉANCES.	MONTANT	
		DES CAPITAUX à rembourser.	DES ANNUITÉS.
I à III.	1er janvier	2,209,000f	110,450f
IV à VI.	1er avril	2,286,000	114,300
VII et VIII.	1er juillet	1,196,000	59,800
IX.	17 septembre	2,952,000	147,600
X et XI.	1er octobre	1,337,000	66,850
	TOTAUX	9,980,000	499,000

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. o/o, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
TOTAL	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	791,000f	39,550f	1er janvier 1887	1er janvier 1976.
II.	27 juin 1887	877,000	43,850	1er janvier 1888	1er janvier 1977.
III.	5 avril 1888	541,000	27,050	1er janvier 1889	1er janvier 1978.
	TOTAUX pour l'échéance de janvier	2,209.000	110,450		
IV.	5 août 1886	643,000	32,150	1er avril 1887	1er avril 1976.
V.	6 août 1887	1,074,000	53,700	1er avril 1888	1er avril 1977.
VI.	30 juin 1888	569,000	28,450	1er avril 1889	1er avril 1978.
	TOTAUX pour l'échéance d'avril	2,286,000	114,300		
VII.	23 décembre 1886	350,000	17,500	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
VIII.	25 octobre 1887	846.000	42,300	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
	TOTAUX pour l'échéance de juillet	1,196,000	59,800		
IX.	6 octobre 1888	2,952,000	147,600	17 septembre 1889	17 septembre 1976
X.	1er mai 1887	1,021,000	51,050	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XI.	4 février 1888	316,000	15,800	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
	TOTAUX pour l'échéance d'octobre	1,337,000	66,850		
	TOTAL GÉNÉRAL	9,980,000	499,000		

DÉVELOPPEMENT

concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse).

La somme de 15,270,000 francs à rembourser par l'État à la Compagnie dont il s'agit a fait l'objet de vingt et un règlements de comptes au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux à rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. o/o. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants.

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATE DES ÉCHÉANCES	MONTANT	
		DES CAPITAUX à rembourser.	DES ANNUITÉS.
I à V.	1er janvier.....	3,310,000f	165,500f
VI.	15 février,.....	3,970,000	198,500
VII à XI.	1er avril.....	3,205,000	160,250
XII à XVI.	1er juillet.....	2,525,000	126,250
XVII à XXI.	1er octobre.....	2,260,000	113,000
	TOTAUX.....	15,270,000	763,500

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. o/o, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
TOTAL	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	740,000f	37,000f	1er janv. 1887	1er janv. 1976.
II.	27 juin 1887	805.000	40,250	1er janv. 1888	1er janv. 1977.
III.	5 avril 1888	866,000	43,300	1er janv. 1889	1er janv. 1978.
IV.	13 mai 1889	363,000	18,150	1er janv. 1890	1er janv. 1979.
V.	28 avril 1890	536,000	26,800	1er janv. 1891	1er janv. 1980.
	TOTAUX pour l'échéance de janvier	3,310,000	165,500		
VI.	20 mars 1891. — Échéance de février	3,970,000	198,500	15 février 1892	15 février 1981.
VII.	5 août 1886	537.000	26,850	1er avril 1887	1er avril 1976.
VIII.	6 août 1887	955,000	47,750	1er avril 1888	1er avril 1977.
IX.	30 juin 1888	671,000	33,550	1er avril 1889	1er avril 1978.
X.	16 juillet 1889	413,000	20,650	1er avril 1890	1er avril 1979.
XI.	10 juin 1890	629,000	31,450	1er avril 1891	1er avril 1980
	TOTAUX pour l'échéance d'avril	3,205,000	160,250		
XII.	23 décembre 1886	800,000	40,000	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
XIII.	25 octobre 1887	863,000	43,150	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
XIV.	8 novembre 1888	130,000	6,500	1er juillet 1889	1er juillet 1978.
XV.	30 septembre 1889	380,000	19,000	1er juillet 1890	1er juillet 1979.
XVI.	9 octobre 1890	352,000	17,600	1er juillet 1891	1er juillet 1980.
	TOTAUX pour l'échéance de juillet	2,525 000	126,250		
XVII.	1er mars 1887	397,000	19,850	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XVIII.	4 février 1888	561,000	28,050	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
XIX.	15 février 1889	375,000	18,750	1er octobre 1889	1er octobre 1978.
XX.	9 janvier 1890	410,000	20,500	1er octobre 1890	1er octobre 1979.
XXI.	11 mars 1891	517,000	25,850	1er octobre 1891	1er octobre 1980.
	TOTAUX pour l'échéance d'octobre	2,260,000	113,000		
	TOTAL GÉNÉRAL	15,270,000	763,500		

ANNUITÉS DUES AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER
POUR PAYEMENT DES GARANTIES D'INTÉRÊTS
AFFÉRENTES AUX ANNÉES D'EXPLOITATION 1871 ET 1872.

Les garanties afférentes aux années d'exploitation 1871 et 1872 ont été, moyennant un accord intervenu entre le Gouvernement et les Compagnies énumérées ci-dessous, converties en annuités représentant les charges des obligations émises pour réaliser les sommes dues par l'État.

Ces annuités comprennent : 1° une partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations; 2° une somme annuelle constante destinée à tenir compte aux compagnies des droits de timbre et des frais d'administration des titres émis par elles pour la réalisation du capital de la garantie.

Le compte des annuités dont il s'agit est développé ci-après pour chaque Compagnie intéressée.

Le service des dépenses afférentes à ces annuités a été transporté du budget du Ministère des travaux publics à celui des finances par la loi du 29 décembre 1888.

I. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

Capital de la garantie de 1871	10,239,425f 01c
Capital de la garantie de 1872	1,784,846 85
TOTAL	12,024,271 86

Les 67 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 134 termes semestriels égaux, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 134e terme le 1er juillet 1954.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations	607,559f 10c	110,008f 58c	717 567f 68c
2° Somme annuelle constante représentant les droits de timbre et les frais d'administration	14.628 45	2,654 40	17.282 85
	622,187 55	112,662 98	734,850 53

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe	358,783f 84c
2° Frais de timbre et d'administration	8,641 425
TOTAL	367,425 265

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 029,587,305 pour 1 franc.

Le capital à amortir primitivement était de	12,024,271f 86c
Le capital amorti au 31 juillet 1887 étant de	141,696 86
Il ne restait plus à amortir après l'échéance du 31 juillet 1887, c'est-à-dire du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954, que	11,882,575 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 134 termes semestriels de 358,783 fr. 84.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer de l'Est se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine de l'opération au 31 décembre 1887	141,696f 86c	10,672,629f 19c	10,814,326f 05c
2° Du 1er janv. 1888 au 1er juillet 1954, 67 annuités de 734,850 fr. 53. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888.)	11,882,575 00	37,352,410 51	49,234,985 51
TOTAUX	12,024,271 86	48,025,039 70	60,049,311 56

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1916 figure ci-après, page 122.

II. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER D'ORLÉANS.

Capital de la garantie de 1871	7,710,144f 07c
Capital de la garantie de 1872	9,973,645 36
TOTAL	17,683,789 43

Les 64 annuités restant dues après l'échéance du 1er janvier 1887 seront payées en 128 termes semestriels égaux, le premier échéant le 1er juillet 1887 et le 128e le 1er janvier 1951

Les annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement.....	460,841f 30c	605,941f 69c	1,066,782f 99c
2° Somme annuelle constante représentant les frais de timbre et d'administration.....	10,331 44	13,730 37	24,061 81
TOTAL.....	471,172 74	619,672 06	1,090,844 80

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe.....	533,391f 495
2° Frais de timbre et d'administration.....	12,030 905
TOTAL.....	545,422 400

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 02986513 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de.....	17,683,789f 43c
Le capital amorti au 1er janvier 1887 étant de.....	236,824 43
Il ne reste plus à amortir après l'échéance du 1er janvier 1887, c'est-à-dire du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, que.....	17,446,965 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 128 termes semestriels de 533,391 fr. 495.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie du chemin de fer d'Orléans se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL
1° De l'origine au 1er janvier 1887.....	236,824f 43c	14,803,634f 67c	15,040,459f 10c
2° Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, 128 termes semestriels de 545,422 fr. 40 chacun. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887.).....	17,446,965 00	52,367,102 20	69,814,067 20
TOTAUX.....	17,683,789 43	67,170,736 87	84,854,526 30

La situation des dépenses au 1er janvier 1916 figure ci-après, page 122.

III. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Capital de garantie de 1871	2,533,215f 55c
Capital de garantie de 1872	2,499,723 51
TOTAL	5,032,939 06

Les 73 annuités restant dues après le 31 décembre 1885 seront payées en un seul terme annuel le 1er janvier, le premier terme échéant le 1er janvier 1887 pour l'année 1886 et le 73e terme le 1er janvier 1959 pour l'année 1958.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement	147,994f 31c	153,538f 92c	301,533f 23c
2° Somme annuelle représentant les droits de timbre et les frais d'administration	3,322 45	3,419 02	6,741 47
TOTAUX	151,316 76	156,957 94	308,274 70

Le taux de l'intérêt annuel est de 0 fr. 059504755 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de	5,032,939f 06c
Le capital amorti au 31 décembre 1886 étant de	40,078 06
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959 qu'une somme de	4,992,861 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux désigné ci-dessus que s'appliquent les 73 termes annuels de 301,533 fr. 23.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 1er janvier 1886	40,078f 06c	3,962,968f 14c	4,003,046f 20c
2° Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959, 73 termes annuels de 308 274 fr. 90. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888.)	4,992,861 00	17,511,192 10	22,504,053 10
TOTAUX	5,032,939 06	21,474,160 24	26,507 099 30

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1916 figure ci-après, page 122.

IV. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MIDI.

Capital de garantie de 1872 ..... 5,602,359f 28c

Les 70 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 140 termes semestriels égaux les 1er janvier et 1er juillet, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 140e terme le 1er juillet 1957.

Garantie de 1872 :

1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement.....	340,915f 54c
2° Somme annuelle représentant les frais de timbre et d'administration.....	7,417 16
TOTAL.....	348,332 70

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe.....	170,457 77
2° Frais de timbre et d'administration.....	3,708 58
TOTAL.....	174,166 35

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 03022147 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de.....	5,602,359 28
Le capital amorti au 1er juillet 1887 étant de.....	49,371 28
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957 qu'une somme de.....	5,552,988 00

C'est à cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 140 termes semestriels de 170,457 fr. 77.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer du Midi se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 31 décembre 1887.....	49,371f 28c	4,729,828f 32c	4,779,199f 60c
2° Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957, 70 annuités de 348,332f 70 chacune. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887.).....	5,552,988 00	18,830,301 00	24,383,289 00
TOTAUX.....	5,602,359 28	23,560,129 32	29,162,488 60

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1916 figure ci-après, page 122.

V. RELEVÉ ET COMPOSITION DES ANNUITÉS.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	SERVICE DES INTÉRÊTS et de l'amortissement.	DROITS DE TIMBRE et frais de négociation des obligations.	MONTANT des ANNUITÉS.	DURÉE DES ENGAGEMENTS.
Compagnie de l'Est.....	717,567f 68c	17,282f 85c	734,850f 53c	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954. — 67 ans (A).
Compagnie d'Orléans.....	1,066,782 99	24,061 81	1,090,844 80	Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951. — 64 ans (B).
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.....	301,533 23	6,741 47	308,274 70	Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959. — 73 ans (C).
Compagnie du Midi.....	340,915 54	7,417 16	348,332 70	Du 1er janvier 11888 au 1er juillet 1957. — 70 ans (D).
TOTAUX.....	2,426,799 44	55,503 29	2,482,302 73	

(A) Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888. Convention du 11 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(B) Arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887. Convention du 28 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(C) Arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888. Conventions des 9 juin 1866 et 17 juin 1867. Loi et décret du 22 septembre 1887.
(D) Arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887. Conventions des 28 juillet 1872 et 9 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.

VI. ÉTAT DES ANNUITÉS RESTANT À PAYER AU 1er JANVIER 1916.

DÉSIGNATION des années auxquelles se rapportent les dépenses.	MONTANT des dépenses annuelles.	DURÉE des engagements.	MONTANT des dépenses pour chaque période.	OBSERVATIONS.
De 1916 à 1950	2,482,302f 73c	35 ans.	86,880595,f 55c	Les quatre annuités.
Année 1951.....	1,936,880 33	1 an.	1,936 880 33	Pendant cette année, il ne sera payé qu'un seul semestre de l'annuité afférente à la Compagnie d'Orléans.
De 1952 à 1954.....	1,391,457 93	3 ans.	4,174,373 79	Trois annuités : Est.–Paris-Lyon-Méditerranée. – Midi.
De 1955 à 1957.....	656,607 40	3 ans.	1,969,822 20	Deux annuités : Paris-Lyon-Méditerranée. – Midi.
Années 1958 et 1959.....	308,274 70	2 ans.	616,549 40	Une seule annuité : Paris-Lyon-Méditerranée.
Totaux.....		44 ans.	95,578,221 27	

VII. — SITUATION DES DÉPENSES AU 1er JANVIER 1916.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES à effectuer.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES			MONTANT DES DÉPENSES restant à effectuer à compter du 1er janvier 1916.
		ANTÉRIEUREMENT à l'année 1915.	PENDANT l'année 1915.	ANTÉRIEUREMENT à l'année 1916.	
1° Capital.					
Compagnie de l'Est	12,024,271f86c	1,074,719f86c	70,662f00c	1,145,381f86c	10,878,890f00c
Compagnie d'Orléans	17,683,789 43	1,907,868 43	126,341 00	2,034,209 43	15,649,580 00
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	5,032,939 06	341,531 06	26,738 00	368,269 06	4,664,670 00
Compagnie du Midi	5,602,359 28	397,854 28	22,372 00	420.226 28	5,182,133 00
TOTAUX	40,343,359 63	3,721,973 63	246,113 00	3,968,086 63	36,375,273 00
2° Intérêts, droits de timbre et frais d'émission des obligations.					
Compagnie de l'Est	48,025,039 70	29,580,570 50	664,188 53	30,244,759 03	17,780,280 67
Compagnie d'Orléans	67,170,736 87	43,130,822 67	964,503 80	44,095,326 47	23,075,410 40
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	21,474,160 24	12,293,206 74	321,594 70	12,614,801 44	8,859,358 80
Compagnie du Midi	23,560,129 32	13,786,328 22	285,902 70	14,072,230 92	9,487,898 40
TOTAUX	160,230,066 13	98,790,928 13	2,236,189 73	101,027,117 86	59,202,948 27
3° Total des dépenses.					
Compagnie de l'Est	60,049,311 56	30,655,290 36	734,850 53	31,390,140 89	(A) 28,659,170 67
Compagnie d'Orléans	84,854,526 30	45,038,691 10	1,090,844 80	46,129,535 90	(B) 38,724,990 40
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	26,507,099 30	12,634,737 80	308,274 70	12,943,012 50	(C) 13,564,086 80
Compagnie du Midi	29,162,488 60	14,184,182 50	348,332 70	14,532,515 20	(D) 14,629,973 40
TOTAUX	200,573,425 76	102,512,901 76	2,482,302 73	104,995,204 49	95,578,221 27

(A) 39 annuités de 734,850 fr. 53 du 1er janvier 1916 au 1er juillet 1954.
(B) 35 annuités 1/2 de 1,090,844 fr. 80 du 1er janvier 1916 au 1er janvier 1951.
(C) 44 annuités de 308,274 fr. 70 du 1er janvier 1916 au 1er janvier 1959.
(D) 42 annuités de 348,332 fr. 70 du 1er janvier 1916 au 1er juillet 1957.

REMBOURSEMENT DE LA DETTE DU TRÉSOR
VIS-À-VIS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
AU 1er JANVIER 1902.

(CHAPITRE 10 DU BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES.)

EXERCICE 1915.

LOI DU 30 MARS 1902, ART. 41.

. . . . . .

« A dater du 1er janvier 1902, il sera fait masse des capitaux encore dus par le Trésor aux diverses caisses gérées par la Caisse des Dépôts et Consignations, en raison des avances consenties par elles aux titres ci-après :

« 1° Conversion de l'Emprunt Morgan (loi du 31 mai 1875, décret du 5 juin 1875, lois des 26 décembre 1892 et 26 décembre 1895);

« 2° Suppléments de pensions militaires (loi du 18 août 1881);

« 3° Liquidation des Caisses vicinale et scolaire (lois des 26 juillet 1893 et 28 décembre 1895);

« 4° Expéditions de Madagascar et du Siam (lois des 7 décembre 1894, 28 décembre 1895, 25 avril 1896 et 8 janvier 1897);

« 5° Indemnités de rachat à la Compagnie du canal du Midi (loi du 27 novembre 1897);

« La Caisse des Dépôts et Consignations recevra en payement des obligations amortissables productives d'un intérêt de trois pour cent (3 p. o/o) et remboursables au moyen de quarante-quatre demi-annuités, dont la première sera à l'échéance du 16 mai 1902 et la dernière à celle du 16 novembre 1923.

« Est abrogé l'article 2 de la loi du 27 novembre 1897. »

En exécution de ces dispositions, les sommes dues par le Trésor à la Caisse des Dépôts et Consignations, à la date du 1er janvier 1902, ont été arrêtées au chiffre de 785,565,019 fr. 84 c. suivant détail ci-après :

Caisses vicinale et scolaire	415,670,721f 79c
Expéditions de Madagascar et du Siam	83,493,000 00
Suppléments de pensions militaires	89,357,660 60
Emprunt Morgan	168,967,937 45
Rachat du canal du Midi (principal et intérêts)	28,075,700 00
TOTAL ÉGAL	785,565,019 84

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	AMORTISSEMENT ANTÉRIEUR À 1915.	AMORTISSEMENT PENDANT l'année 1915.	TOTAL DES AMORTISSEMENTS.	SOMMES RESTANT À AMORTIR au 1er janvier 1916.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
CHAPITRE 10. Remboursement de la Dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902	785,565,019 84	401,065,019 84	37,800,000 00	438,865,019 84	346,700,000 00

Ci-après le tableau d'amortissement de la créance de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette annuité est calculée au taux de 3 p o/o

REMBOURSEMENT DE LA DETTE DU TRÉSOR

VIS-À-VIS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS AU 1ER JANVIER 1902.

(Loi de finances du 30 mars 1902. — Article 41.)

TERMES SEMESTRIELS.	ANNÉES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT.	INTÉRÊTS.	MONTANT DES ANNUITÉS.	NOMBRE de SÉRIES AMORTIES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
1	1902	785,565,019 84	12,665,019 84	12,839,524 89	25,504,544 73	253 1/2	(A) Les reversements effectués par la Caisse des dépôts sur le montant de l'annuité ordonnancée, ci 25,504,544f 73c ont été de..... 1,746,073 14
2		772,900,000	12,900,000	11,593,500	24,493,500	258	
3	1903	760,000,000	13,100,000	11,400,000	24,500,000	262	ce qui ramène à.... 23,758,471 59 le chiffre des payements.
4		746,900,000	13,300,000	11,203,500	24,503,500	266	
5	1904	733,600,000	13,500,000	11,004,000	24,504,000	270	
6		720,100,000	13,700,000	10,801,500	24,501,500	274	
7	1905	706,400,000	13,900,000	10,596,000	24,496,000	278	Ces reversements ont été motivés par la différence de jouissance des diverses annuités.
8		692,500,000	14,150,000	10,387,500	24,537,500	283	
9	1906	678,350,000	14,350,000	10,175,250	24,525,250	287	
10		664,000,000	14,550,000	9,960,000	24,510,000	291	
11	1907	649,450,000	14,800,000	9,741,750	24,541,750	296	
12		634,650,000	15,000,000	9,519,750	24,519,750	300	
13	1908	619,650,000	15,200,000	9,294,750	24,494,750	304	
14		604,450,000	15,450,000	9,066,750	24,516,750	309	
15	1909	589,000,000	15,700,000	8,835,000	24,535,000	314	
16		573,300,000	15,900,000	8,599,500	24,499,500	318	
17	1910	557,400,000	16,150,000	8,361,000	24,511,000	323	
18		541,250,000	16,400,000	8,118,750	24,518,750	328	
19	1911	524,850,000	16,650,000	7,872,750	24,522,750	333	
20		508,200,000	16,900,000	7,623,000	24,523,000	338	
21	1912	491,300,000	17,150,000	7,369,500	24,519,500	343	
22		474,150,000	17,400,000	7,112,250	24,512,250	348	
23	1913	456,750,000	17,650,000	6,851,250	24,501,250	353	
24		439,100,000	17,950,000	6,586,500	24,536,500	359	
25	1914	421,150,000	18,200,000	6,317,250	24,517,250	364	
26		402,950,000	18,450,000	6,044,250	24,494,250	369	
27	1915	384,500,000	18,750,000	5,767,500	24,517,500	375	
28		365,750,000	19,050,000	5,486,250	24,536,250	381	
29	1916	346,700,000	19,300,000	5,200,500	24,500,500	386	
30		327,400,000	19,600,000	4,911,000	24,511,000	392	
31	1917	307,800,000	19,900,000	4,617,000	24,517,000	398	
32		287,900,000	20,200,000	4,318,500	24,518,500	404	
33	1918	267,700,000	20,550,000	4,015,500	24,565,500	411	
34		247,150,000	20,850,000	3,707,250	24,557,250	417	
35	1919	226,300,000	21,150,000	3,394,500	24,544,500	423	
36		205,150,000	21,450,000	3,077,250	24,527,250	429	
37	1920	183,700,000	21,800,000	2,755,500	24,555,500	436	
38		161,900,000	22,100,000	2,428,500	24,528,500	442	
39	1921	139,800,000	22,450,000	2,097,000	24,547,000	449	
40		117,350,000	22,800,000	1,760 250	24,560,250	456	
41	1922	94,550,000	23,100,000	1,418,250	24,518,250	462	
42		71,450,000	23,450,000	1,071,750	24,521,750	469	
43	1923	48,000,000	23,800,000	720,000	24,520,000	476	
44		24,200,000	24,200,000	363,000	24,563,000	484	

ANNUITÉ À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

AMORTISSEMENT DE LA RENTE 3 P. 0/0 ÉMISE EN 1901.

(CHAPITRE 3 DU BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES.)

La loi de finances du 31 décembre 1907 (art. 24 et 25) a autorisé l'annulation au Grand-Livre de la dette publique d'un titre de rente 3 p. o/o de 7,950,000 francs, portant jouissance du 1er octobre 1907 et représentant un capital nominal de 265,000,000 francs.

Cette inscription, cédée par la Caisse des Dépôts et Consignations par prélèvement sur le portefeuille de la Caisse d'épargne postale, doit lui être remboursée au moyen de cinquante-sept demi-annuités semestrielles, la première venant à échéance le 1er avril 1908 et la dernière, le 1er avril 1936.

Le montant de ces demi-annuités, représentées par des obligations du Trésor, est fixé ainsi qu'il suit :

De 1908 à 1910	5,500,000 francs.
De 1911 à 1914	5,800,000 —
En 1915	6,800,000 —
De 1916 à 1931	7,150,000 —
De 1932 à 1935	10,350,000 —
En 1936 (un semestre)	6,726,312 fr. 85.

SITUATION AU 1er JANVIER 1916.

Les dépenses à effectuer s'élèvent à		411,326,312f 85c
se décomposant ainsi :		
Capital	265,000,000f 00c	
Intérêts	146,326,312 85	
Remboursements effectués antérieurement à 1915	79,400,000 00	
Remboursements effectués en 1915	13,600,000 00	93,000,000f 00c
Dépenses restant à effectuer au 1er janvier 1916		318,326,312 85

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Capital à amortir		265,000,000f 00c
Capital amorti antérieurement à 1915	26,091,684f 43c	
Capital amorti pendant l'année 1915	6,480,996 17	32,572,680 60
Reste à amortir au 1er janvier 1916		232,427,319f 40c

Ci-après le tableau d'amortissement de la créance de la Caisse des Dépôts et Consignations. L'annuité est calculée au taux de 3 p. o/o.

ANNUITÉ À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

AMORTISSEMENT DE LA RENTE 3 P. 0/0 ÉMISE EN 1901.

ÉCHÉANCES des SEMESTRIALITÉS.	MONTANT DES SEMESTRIALITÉS. TOTAL.	INTÉRÊTS.	CAPITAL.	CAPITAL RESTANT À REMBOURSER.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
				265,000,000 00
1908. Avril	5,500,000 00	3,975,000 00	1,525,000 00	263,475,000 00
1908. Octobre	5,500,000 00	3,952,125 00	1,547,875 00	261,927,125 00
1909. Avril	5,500,000 00	3,928,906 87	1,571,093 13	260,356,031 87
1909. Octobre	5,500,000 00	3,905,340 47	1,594,659 53	258,761,372 34
1910. Avril	5,500,000 00	3,881,420 58	1,618.579 42	257,142,792 92
1910. Octobre	5,500,000 00	3,857,141 89	1,642,858 11	255,499,934 81
1911. Avril	5,800,000 00	3,832,499 02	1,967,500 98	253,532,433 83
1911. Octobre	5,800,000 00	3,802,986 50	1,997,013 50	251,535,420 33
1912. Avril	5,800,000 00	3,773,031 30	2,026 968 70	249.508,451 63
1912. Octobre	5,800,000 00	3,742,626 77	2,057,373 23	247,451,078 40
1913. Avril	5,800,000 00	3,711,766 17	2,088,233 83	245,362,844 57
1913. Octobre	5,800,000 00	3,680,442 66	2,119,557 34	243,243,287 23
1914. Avril	5,800,000 00	3,648,649 30	2,151,350 70	241,091,936 53
1914. Octobre	5,800,000 00	3,616,379 04	2,183,620 96	238,908,315 57
1915. Avril	6,800,000 00	3,583,624 73	3,216,375 27	235,691,940 30
1915. Octobre	6,800,000 00	3,535,379 10	3,264,620 90	232,427,319 40
1916. Avril	7,150,000 00	3,486,409 79	3,663,590 21	228,763,729 19
1916. Octobre	7,150,000 00	3,431,455 93	3,718,544 07	225,045,185 12
1917. Avril	7,150,000 00	3,375,677 77	3,774,322 23	221,270,862 89
1917. Octobre	7,150,000 00	3,319,062 94	3,830,937 06	217,439,925 83
1918. Avril	7,150,000 00	3,261,598 88	3,888,401 12	213,551,524 71
1918. Octobre	7,150,000 00	3,203,272 87	3,946,727 13	209,604,797 58
1919. Avril	7,150,000 00	3,144,071 96	4,005,928 04	205,598,869 54
1919. Octobre	7,150,000 00	3,083,983 04	4,066,016 96	201,532,852 58
1920. Avril	7,150,000 00	3,022,992 78	4,127,007 22	197,405,845 36
1920. Octobre	7,150,000 00	2,961,087 68	4,188,912 32	193,216,933 04
1921. Avril	7,150,000 00	2,898,253 99	4,251,746 01	188,965,187 03
1921. Octobre	7,150,000 00	2,834,477 80	4,315,522 20	184,649,664 83
1922. Avril	7,150,000 00	2,769,744 97	4,380,255 03	180,269,409 80
1922. Octobre	7,150,000 00	2,704,041 14	4,445,958 86	175,823,450 94
A reporter	193,100,000 00	103,923,450 94	89,176,549 06	

ANNUITÉ À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

AMORTISSEMENT DE LA RENTE 3 P. 0/0 ÉMISE EN 1901. (*Suite.*)

ÉCHÉANCES des SEMESTRIALITÉS.	MONTANT DES SEMESTRIALITÉS.			CAPITAL RESTANT À REMBOURSER
	TOTAL.	INTÉRÊTS.	CAPITAL.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report.....	193,100,000 00	103,923,450 94	89,176,549 06	
1923. Avril.....	7,150,000 00	2,637,351 76	4,512,648 24	171,310,802 70
1923. Octobre.....	7,150,000 00	2,569,662 04	4,580,337 96	166,730,464 74
1924. Avril.....	7,150,000 00	2,500,956 97	4,649,043 03	162,081,421 71
1924. Octobre.....	7,150,000 00	2,431,221 32	4,718,778 68	157,362,643 03
1925. Avril.....	7,150,000 00	2,360,439 64	4,789,560 36	152,573,082 67
1925. Octobre.....	7,150,000 00	2,288,596 24	4,861,403 76	147,711,678 91
1926. Avril.....	7,150,000 00	2,215,675 18	4,934,324 82	142,777,354 09
1926. Octobre.....	7,150,000 00	2,141,660 31	5,008,339 69	137,769,014 40
1927. Avril.....	7,150,000 00	2,066,535 21	5,083,464 79	132,685,549 61
1927. Octobre.....	7,150,000 00	1,990,283 24	5,159,716 76	127,525,832 85
1928. Avril.....	7,150,000 00	1,912,887 49	5,237,112 51	122,288,720 34
1928. Octobre.....	7,150,000 00	1,834,330 80	5,315,669 20	116,973,051 14
1929. Avril.....	7,150,000 00	1,754,595 76	5,395,404 24	111,577,646 90
1929. Octobre.....	7,150,000 00	1,673,664 70	5,476,335 30	106,101,311 60
1930. Avril.....	7,150,000 00	1,591,519 67	5,558,480 33	100,542,831 27
1930. Octobre.....	7,150,000 00	1,508,142 46	5,641,857 54	94,900,973 73
1931. Avril.....	7,150,000 00	1,423,514 60	5,726,485 40	89,174,488 33
1931. Octobre.....	7,150,000 00	1,337,617 32	5,812,382 68	83,362,105 65
1932. Avril.....	10,350,000 00	1,250,431 58	9,099,568 42	74,262,537 23
1932. Octobre.....	10,350,000 00	1,113,938 05	9,236,061 95	65,026,475 28
1933. Avril.....	10,350,000 00	975,397 12	9,374,602 88	55,651,872 40
1933. Octobre.....	10,350,000 00	834,778 08	9,515,221 92	46,136,650 48
1934. Avril.....	10,350,000 00	692,049 75	9,657,950 25	36,478,700 23
1934. Octobre.....	10,350,000 00	547,180 50	9,802,819 50	26,675,880 73
1935. Avril.....	10,350,000 00	400,138 21	9,949,861 79	16,726,018 94
1935. Octobre.....	10,350,000 00	250,890 28	10,099,109 72	6,626,909 22
1936. Avril.....	6,726,312 85	99,403 63	6,626,909 22	
TOTAUX.....	411,326,312 85	146,326,312 85	265,000,000 00	

ANNUITÉS AU CRÉDIT FONCIER,

POUR LE SERVICE DES EMPRUNTS

CONTRACTÉS EN EXÉCUTION DE LA CONVENTION ANNEXÉE À LA LOI DU 23 JUILLET 1909.

(TREMBLEMENTS DE TERRE DU 11 JUIN 1909.)

En vertu d'une convention approuvée par la loi du 23 juillet 1909, l'État s'est engagé à rembourser au Crédit Foncier de France, jusqu'à concurrence des 3/5es, le montant des prêts que cet établissement a été autorisé à faire dans certaines conditions spéciales, pour la reconstruction ou la réparation des bâtiments appartenant à des particuliers et des édifices publics départementaux et communaux détruits ou endommagés par le tremblement de terre survenu le 11 juin 1909 dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse.

Le montant de ces prêts a été limité à 9 millions pour les particuliers et à 1 million pour les départements et les communes des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse.

En exécution de l'article 2 de la convention précitée, l'État doit prendre intégralement à sa charge pendant les cinq premières années, du 1er septembre 1909 au 1er septembre 1914, l'intérêt à 3.85 p. 100 de la somme de 9 millions qui pourra être empruntée par les particuliers. A partir du 1er septembre 1914, commencera l'amortissement du capital qui s'effectuera en 40 annuités égales de 442,835 francs chacune calculée au taux de 3.85 p. 100.

Toutefois, l'article 2 de la convention stipule que l'État, en dehors des 3/5es de l'annuité qu'il a pris à sa charge, s'est porté garant des payements des 2/5es dus par les emprunteurs. Il devra donc rembourser l'intégralité de ces prêts en cas de non-payement par les particuliers de la fraction qui leur incombe.

En ce qui concerne les emprunts, pouvant s'élever à 1 million, à contracter par les départements et les communes des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse, leur amortissement a commencé, par suite du retard apporté à la réalisation de ces prêts, le 31 décembre 1911, ainsi qu'il résulte d'un avenant au traité passé avec le Crédit Foncier, approuvé par la loi du 26 décembre 1911.

Ces emprunts seront réalisés au taux de 3.80 p. 100. L'amortissement du capital s'effectuera en 40 annuités de 48,834 francs.

A la date du 31 décembre 1915, les prêts consentis par le Crédit Foncier dans les conditions de la loi et de la convention précitées s'élevaient, pour les particuliers, à 2,094 d'un montant de 8,784,570 fr., et pour les départements et communes, à 40 d'un montant de 997,220 francs.

Le relevé des prêts, ainsi que les sommes dont l'amortissement est à la charge de l'État, se trouvent indiqués dans les tableaux ci-après :

PRÊTS AUX PARTICULIERS.

DÉSIGNATION.	BOUCHES-DU-RHÔNE.		VAUCLUSE.		ENSEMBLE.		3/5es DES PRÊTS À LA CHARGE de l'État.
	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.	
Prêts consentis au 31 décembre 1914.....	1,934	8,647,039f 00c	160	143,631f 00c	2,094	8,790,670f 00c	5,274,402f 00c
Prêts annulés partiellement en 1915.....	//	5,300 00	//	//	//	6,100 00	3,660 00
Prêts consentis au 31 décembre 1915.....	1,934	8,641,739 00	160	142,831 00	2,094	8,784,570 00	5,270,742 00
Capital amorti par des versements semestriels de l'État pendant l'année 1915.....							56,960 50
SOLDE au 31 décembre 1915.....							5,213,781 50

PRÊTS AUX DÉPARTEMENTS ET COMMUNES.

DÉSIGNATION.	BOUCHES-DU-RHÔNE.		VAUCLUSE.		ENSEMBLE.		3/5es DES PRÊTS À LA CHARGE de l'Etat.
	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.	
Prêts consentis au 31 décembre 1914.....	34	969,670f 00c	6	27,550f 00	40	997,220f 00c	598,332f 00c
Prêts consentis en 1915.	//	//	//	//	//	//	//
Prêts consentis au 31 décembre 1915.....	34	969,670 00	6	27,550 00	40	997,220 00	598,332 00
Capital amorti par les versements semestriels de l'État au 31 décembre 1914..... 20,394 16							27,720 32
— — pendant l'année 1915..... 7,326 16							
SOLDE au 31 décembre 1915.....							570,611 68

SITUATION DE LA DETTE AU 31 DÉCEMBRE 1915.

Prêts aux particuliers, 3/5es à la charge de l'État.....	5,213,781f 50c
Prêts aux départements et communes, 3/5es à la charge de l'État.....	570,611 68
La dette du Trésor s'élève, en conséquence, à.....	5,784,393 18

Elle est susceptible de s'accroître ultérieurement du fait de la caution de l'État sur les 2/5es restant, en cas de non-remboursement par les emprunteurs.

REMBOURSEMENT À LA DETTE FLOTTANTE

DES AVANCES FAITES POUR LA LIQUIDATION DES CAISSES DES CHEMINS VICINAUX ET DES LYCÉES, COLLÈGES ET ÉCOLES PRIMAIRES.

Ce chapitre comprend exclusivement la portion des avances de l'espèce encore à la charge de la dette flottante.

Les annuités de remboursement ont cessé de figurer au budget depuis 1903; mais, par application de la loi de finances du 8 avril 1910 (art. 79), on a affecté à l'atténuation de cette dette le reliquat disponible de l'excédent de recette de l'exercice 1907, s'élevant à 53,672,575 fr. 10. Cette opération a été effectuée pendant l'année 1910.

La somme à amortir, au 1er janvier 1916, est indiquée dans le tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	AMORTISSEMENT		TOTAL des AMORTISSEMENTS.	SOMMES RESTANT À AMORTIR au 1er janvier 1916.
		ANTÉRIEUR à 1915.	PENDANT l'année 1915.		
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
CHAPITRE . — Remboursement à la dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires . .	97,193,000 00	72,573,965 39	"	72,573,965 39	24,619,034 61

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

EXTRAIT DE LA LOI DU 20 MAI 1863.

ART. 1er. Une somme de 16 millions de francs est affectée au rachat des droits attribués à la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing par le décret du 16 mars 1810, droits représentés par les actions, dont le prix a été fixé par la Commission spéciale instituée par décret impérial du 23 avril 1861.

ART. 2. Chaque action a droit à un quatorze-centième de la somme de 16 millions de francs ci-dessus fixée. Une somme de 660 fr. 91 cent., valeur au 1er septembre 1860, est acquise, pendant trente ans à chacune des actions possédées à titre privé à cette époque. Pareille annuité est acquise et à partir de l'extinction des dotations auxquelles elles étaient affectées, aux actions qui ont fait ou qui feront retour postérieurement au 1er septembre 1860.

ART. 3. Les actions possédées à titre privé par le domaine de l'État au 1er septembre 1860 et celles qui lui ont été ou lui seront ultérieurement attribuées sont ou seront annulées de plein droit et ne donneront lieu à aucun remboursement.

ART. 4. Une somme de 571 fr. 42 cent., représentant les intérêts au taux de 5 p. o/o de celle de 11,428 fr. 57 c., revenant à chacune des 1,400 actions, est acquise à partir du 1er septembre 1860, et jusqu'au jour où elle fera retour, à chacune des actions dont la jouissance est affectée à une dotation.

ART. 6. Les payements à titre d'indemnité provisoire, autorisés par la loi du 1er août 1860, continueront à être effectués en 1863 d'après les mêmes bases; il sera fait compensation de ces payements, jusqu'à due concurrence, avec les annuités acquises aux actions.

Le payement intégral des annuités fixées par les articles 2 et 4 de la présente loi ne commencera qu'à partir du 1er septembre 1864.

ART. 8. Sont abrogées toutes les dispositions contraires, et notamment le titre Ier du décret du 16 mars 1810.

EXTRAIT DU DÉCRET DU 12 MARS 1864.

ART. 1er. La Société des canaux d'Orléans et du Loing est dissoute.....

ART. 2. Les actionnaires à titre privé ayant la propriété entière de leurs actions recevront du Trésor un titre nominatif représentant l'annuité à laquelle ils ont droit en vertu de l'article 2 de la loi du 20 mai 1863.

Les actions affectées à des dotations et qui feront retour aux propriétaires privés donneront lieu à la délivrance de pareils titres d'annuités.

ART. 3. Ces annuités seront inscrites au Grand-Livre de la Dette publique. Elles seront transférables de la même manière et suivant les mêmes règles que les rentes sur l'État.

ART. 4. En remplacement de l'intérêt annuel de 571 fr. 42 cent. attribué pour chaque action au titulaire des dotations, en vertu des articles 4 et 6 de la loi du 20 mai 1863, il sera inscrit au Trésor public des dotations dont le montant sera de 571 fr. 42 cent. par action, et qui seront payables par trimestre, avec jouissance à partir du 1er janvier 1864.

Lesdites inscriptions, ainsi que les extraits qui en seront délivrés, porteront la mention des numéros des actions auxquelles elles sont substituées.

Ces dotations sont incessibles et insaisissables. Elles seront transmissibles dans les conditions déterminées par les actes constitutifs.....

ART. 6. Les actions en échange desquelles des titres d'annuité seront délivrés sont annulées. Celles qui étaient affectées à des dotations sont provisoirement conservées au Trésor, jusqu'à ce qu'il en soit disposé conformément à l'article 7 ci-après.

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Dispositions législatives et réglementaires.

ART. 7. Il pourra être procédé, avec le consentement des parties intéressées, à un partage définitif, entre l'État et les propriétaires à titre privé, des actions qui doivent faire retour après l'extinction des dotations.

Ce partage aura lieu par voie du sort, suivant le mode qui sera déterminé par notre Ministre des finances.

Celles qui seront dévolues à l'État seront annulées.

Celles qui écherront aux propriétaires à titre privé leur seront remises, avec une annotation signée par l'agent comptable du Grand-Livre et visée au contrôle, portant que le propriétaire a droit pour chaque action à une annuité de 660 fr. 91 cent. payable pendant trente ans à partir de l'extinction de la dotation à laquelle ladite action était affectée.

Elles seront représentées au Trésor et annulées lorsqu'il y aura lieu de les échanger contre des annuités définitives, sur la demande des propriétaires intéressés.

Détail des 1,400 actions à liquider à l'époque de la prise de possession par l'État :

443 actions libres appartenant à divers propriétaires;
20 actions libres dont le droit de retour est en instance au profit de l'État et des anciens propriétaires par suite du décès des usufruitiers;
401 actions libres appartenant au domaine de l'État et qui ont été annulées en exécution de l'article 3 de la loi du 20 mai 1863 et de l'arrêté du 4 juillet 1864 :
362 actions attribuées à l'État, en exécution des décrets du 22 janvier 1852;
39 actions appartenant à la compagnie lors de la prise de possession par l'État;
401
436 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires;
100 actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur.
1,400

En exécution d'un arrêté en date du 4 janvier 1868, il a été procédé, le 23 du même mois, au partage par moitié des 436 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires. En raison de ce partage, il a été remis au mandataire des héritiers d'Orléans 228 actions, dont 207 encore affectées, 9 dites *de jouissance* (pour la remise de ces 216 titres, on s'est conformé aux prescriptions du paragraphe 4 de l'article 7 du décret du 12 mars 1864), 5 actions ayant fait retour, mais dont la remise n'est pas encore ordonnée, et 7 ayant définitivement fait retour. Les 228 actions échues à l'État ont été annulées.

Les dispositions qui précèdent ont été modifiées par la loi du 21 décembre 1872, dont l'extrait suit :

EXTRAIT DE LA LOI DU 21 DÉCEMBRE 1872. (Promulguée au *Journal officiel* du 29 décembre 1872.)

ART. 1er. Les décrets du 22 janvier 1852 concernant les biens de la famille d'Orléans sont et demeurent abrogés.

ART. 2.....

.....

Les prix non payés des biens et coupes de bois vendus et les annuités non échues représentatives des actions des canaux d'Orléans, du Loing et de Briare, seront également restitués, avec jouissance des intérêts qu'ils peuvent produire à partir du 1er janvier 1872.

Le nombre des actions appartenant au domaine de l'État à restituer, conformément aux prescriptions de la loi du 21 décembre 1872 précitée, s'élève à 590, savoir :

Actions libres	362
Actions affectées à des dotations	228
TOTAL ÉGAL	590

Dans ce nombre ne sont pas comprises les actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur, qui ont été converties en annuités trentenaires en 1877, à la suite d'un arrêt du Conseil d'État du 1er décembre 1876.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Les opérations en cours de réalisation se rapportent exclusivement au rachat des droits attribués à la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing, effectué en conformité de la loi du 20 mai 1863, modifiée par celle du 21 décembre 1872.

Le montant d'une annuité pour les payements à faire au titre de l'exercice 1915 est de 54,855 fr. 53 (A). (Voir page 135.)

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Montant du capital à rembourser.	1° Pour les annuités à inscrire lorsque les actions affectées à des dotations auront fait retour par application des art. 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812.....	3,188,571f 03c	(B)	14,532,079f 97c
	2° et pour les annuités inscrites.....	11,343,508 94		
Amortissement effectué :				
Antérieurement au 1er janvier 1915.....		10,741,853 58		
Pendant l'année 1915.....		30,789 80	(D)	
TOTAL.....		10,772,643 38		10,772,643 38
Montant du capital à rembourser au 1er janvier 1916.	Pour les annuités à inscrire.....	3,188,571 03		3,759,436 59
	Pour les annuités inscrites.....	570,865 56		

Le taux d'intérêt de cette annuité a été fixé à 4 p. o/o l'an.

SITUATION DES DEPENSES AU 1er JANVIER 1916.

Montant des sommes à payer (intérêts et amortissement).	Pour les annuités à inscrire.....	5,531,816f 70c		24,276,546f 12c
	Pour les annuités inscrites.....	18,744,729 42		
Montant des annuités remboursées :				
Antérieurement au 1er janvier 1915.....		17,883,563f 69c		
Pendant l'année 1915.....		54.855 53	(C)	
TOTAL.....		17,938,419 22		17,938,419 22
Montant des annuités restant à rembourser au 1er janvier 1916.	Annuités à inscrire.....	5,531,816f 70c		6,338,126f 90c
	Annuités inscrites.....	806,310 20		

OBSERVATIONS.

(A) La somme de 54 855 fr. 53 cent. ne représente pas un chiffre définitif. En effet, il y aura lieu de l'accroître chaque fois qu'une action affectée à une dotation aura fait retour : 1° lorsqu'un dotataire sera décédé sans postérité habile à lui succéder; 2° lorsqu'une héritière aura encouru la déchéance par application des articles 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812; 3° lorsqu'un dotataire aura cédé ses droits à la Société civile de La Forêt de Dreux. (Loi du 22 avril 1905, art. 33.)

(B) Montant des sommes à amortir :

279 actions affectées à des dotations devant faire retour	3,188,571f 03c
701 actions de 11,428f 57c payables en 30 ans	8,011,427 57
1 action de 11,224 80 payable en 29 ans	11,224 80
1 action de 11,012 88 payable en 28 ans	11,012 88
8 actions de 10,792 49 payables en 27 ans	86,339 92
2 actions de 9,819 11 payables en 23 ans	19,638 22
2 actions de 8,982 12 payables en 20 ans	17,964 24
367 actions de 8,680 93 payables en 19 ans	3,185,901 31
1,361 actions formant un capital à rembourser de	14,532,079 97

(C) Les payements d'annuités effectuées pendant l'année 1915 s'élèvent à 54,855f 53

(D) Amortissement propre à 1915 30,789f 80c

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX. (Suite.)

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

Situation, au 1er janvier 1916, des annuités et dotations créées pour le rachat desdits canaux, en exécution de la loi du 20 mai 1863 et du décret du 12 mars 1864.

ÉTAT DES ACTIONS.

A l'époque de la prise de possession par l'État, les se répartissaient comme suit :		1,400 actions
1° Actions possédées par la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing et qui ont été immédiatement annulées		39
Reste		1,361 actions
représentées par :		
2° Actions libres		805
3° Actions affectées à des dotations		556
Total		1,361

Au 1er janvier 1916, ces 1,361 actions se décomposent de la façon suivante :

1° Actions entièrement remboursées			1,001
2° Actions à rembourser.	*a*) Annuités de 660 fr. 91 en cours de remboursement	81	360
	b) Actions affectées à des dotations de 571 fr. 42	260	
	c) Actions susceptibles d'être inscrites sous forme d'annuités ou affectées à des dotations dont le payement est suspendu	19	
Total			1,361

MOUVEMENT ET SITUATION DES ACTIONS AU 1er JANVIER 1916.

		ACTIONS LIBRES.	ACTIONS affectées à des dotations.
Les 1,361 actions formaient, à l'origine, les deux premiers groupes ci-dessus		805	556
Il convient d'ajouter au premier groupe et de retrancher du second les actions qui sont devenues libres, par suite de l'extinction successive des usufruits et de la suppression de la dotation de la Légion d'honneur, savoir :			
1° De la prise de possession au 31 décembre 1914	277		
2° Pendant l'année 1915	"		
Total	277	277	277
Résultat		1,082	279
A déduire les actions remboursées par le Trésor		1,001	"
Reste		81	279
Total			360

I. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1916.*

	NOMBRE des ACTIONS. (A)	NOMBRE des ANNUITÉS de 660f 91c.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
Accroissements antérieurs à 1915	1,082	28,362	18,744,729f42c	(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités.
Accroissements pendant l'année 1915	"	"	"	(B) Voir, pour le développement, le tableau II.
Total des accroissements en 1915	"	"	"	(C) Voir, pour le développement, les tableaux II et III.
Total général des accroissements au 1er janvier 1916.	1,082	28,362	(B) 18,744,729 42	
Décroissements antérieurs à l'année 1915	999	27,059	(B) 17,883,563 69	
Décroissements pendant l'année 1915	2	83	54,855 53	
Total des décroissements au 1er janvier 1916	1,001	27,142	(B) 17,938,419 22	
Annuités restant à amortir au 1er janvier 1916	81	1,220	(C) 806,310 20	

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

II. — *Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1916.*

DURÉE des engagements contractés par l'État.	DATES des échéances de payement de la 1re annuité, 1er sept.	DATES des échéances de payement de la dernière annuité, 1er sept.	NOMBRE des actions libres. (A)	PAYEMENT ANNUEL à raison de 66f 91c par annuité. Nombre des annuités.	PAYEMENT ANNUEL à raison de 66f 91c par annuité. Sommes.	MONTANT DES ANNUITÉS à amortir. Nombre des annuités.	MONTANT DES ANNUITÉS à amortir. Sommes.	ANNUITÉS AMORTIES. Nombre des annuités.	ANNUITÉS AMORTIES. Sommes.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR. Nombre des annuités.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR. Sommes.
1° Opérations terminées.											
30 ans.....	1861.	1890.	450	450	297,409f 50c	13,500	8,922,285f 00c	13,500	(B) 8,922,285f 00c	//	//
19 ans.....	1872.	1890.	367	367	242,553 97	6,973	4,608,525 43	6,973	(C) 4,608,525 43	//	//
30 ans.....	1862.	1891.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(D) 39,654 60	//	//
20 ans.....	1872.	1891.	2	2	1,321 82	40	26,436 40	40	(E) 26,436 40	//	//
30 ans.....	1863.	1892.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(F) 39,654 60	//	//
30 ans.....	1865.	1894.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(G) 19,827 30	//	//
27 ans.....	1868.	1894.	1	1	660 91	27	17,844 57	27	(H) 17,844 57	//	//
23 ans.....	1872.	1894.	2	2	1,321 82	46	30,401 86	46	(I) 30,401 86	//	//
28 ans.....	1868.	1895.	1	1	660 91	28	18,505 48	28	(J) 18,505 48	//	//
30 ans.....	1869	1898.	7	7	4,626 37	210	138,791 10	210	(K) 138,791 10	//	//
27 ans.....	1872.	1898.	7	7	4,626 37	189	124,911 99	189	(L) 124,911 99	//	//
29 ans.....	1872.	1900.	1	1	660 91	29	19,166 39	29	(M) 19,166 39	//	//
30 ans.....	1872	1901.	22	22	14,540 02	660	436,200 60	660	(N) 436,200 60	//	//
30 ans.....	1874.	1903.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(O) 19,827 30	//	//
30 ans.....	1875.	1904.	113	113	74,682 83	3,390	2,240,484 90	3,390	(P) 2,240,484 90	//	//
30 ans.....	1876.	1905.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(R) 39,654 60	//	//
30 ans.....	1877.	1906.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(S) 19,827 30	//	//
30 ans.....	1879.	1908.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	90	(T) 59,481 90	//	//
30 ans.....	1880.	1909.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(U) 19,827 30	//	//
30 ans.....	1881.	1910.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(V) 39,654 60	//	//
30 ans.....	1882.	1911.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	90	(X) 59,481 90	//	//
30 ans.....	1883.	1912.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(Y) 19,827 30	//	//
30 ans.....	1884.	1913.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(Z) 39,654 60	//	//
30 ans.....	1885.	1914.	5	5	3,304 55	150	99,136 50	150	(A') 99,136 50	//	//
30 ans.....	1886.	1915.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(B') 39,654 60	//	//
Totaux.....			1,001	1,001	661,570 91	25,932	17,138,718 12	25,932	17,138,718 12	//	//
2° Opérations en cours de réalisation.											
30 ans.....	1888.	1917.	2	2	1,321f 82c	60	39,654f 60c	56	(C') 37,010f 96c	4	2,643f 64
30 ans.....	1889.	1918.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	54	(H') 35,689 14	6	3,965 46
30 ans.....	1890.	1919.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	52	(I') 34,367 32	8	5,287 28
30 ans.....	1891.	1920.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	75	(J') 49,568 25	15	9,913 65
30 ans.....	1892.	1921.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	72	(K') 47,585 52	18	11,896 38
30 ans.....	1894.	1923.	6	6	3,965 46	180	118,963 80	132	(L') 87,240 12	48	31,723 68
30 ans.....	1895.	1924.	1	1	660 91	30	19,827 30	21	(M') 13,879 11	9	5,948 19
30 ans.....	1896.	1925.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	40	(N') 26,436 40	20	13,218 20
30 ans.....	1897.	1926.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	76	(O') 50,229 16	44	29,080 04
30 ans.....	1898.	1927.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	36	(P') 23,792 76	24	15,861 84
30 ans.....	1899.	1928.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	68	(Q') 44,941 88	52	34,367 32
30 ans.....	1900.	1929.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	64	(R') 12,298 24	56	37,010 96
30 ans.....	1901.	1930.	12	12	7,930 92	360	237,927 60	180	(S') 118,963 80	180	118,963 80
30 ans.....	1902.	1931.	1	1	660 91	30	19,827 30	14	(T') 9,252 74	16	10,574 56
30 ans.....	1903.	1932.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	26	(U') 17,183 66	34	22,470 94
30 ans.....	1904.	1933.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	36	(V') 23,792 76	54	35,689 14
30 ans.....	1906.	1935.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	40	(X') 26,436 40	80	52,872 80
30 ans.....	1907.	1936.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	36	(Y') 23,792 76	84	55,516 44
30 ans.....	1908.	1937.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	24	(Z') 15,861 84	66	43,620 06
30 ans.....	1909.	1938.	9	9	5,948 19	270	178,445 70	63	(A'') 41,637 33	207	136,808 37
30 ans.....	1910.	1939.	5	5	3,304 55	150	99,136 50	30	(B'') 19,827 30	120	79,309 20
30 ans.....	1911.	1940.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	15	(C'') 9,913 65	75	49,568 25
Totaux.....			81	81	53,533 71	2,430	1,606,011 30	1,210	799,701 10	1,220	806,310 20

Récapitulation.

Opérations terminées.....	1,001	1,001	661,570f 91c	25,932	17,138,718f 12c	25,932	17,138,718f 12c	//	//
Opérations en cours de réalisation..	81	81	53,533 71	2,430	1,606,011 30	1,210	799,701 10	1,220	806,310f 20c
	1,082	1,082	715,104 62	28,362	18,744,729 42	27,142	17,938,419 22	1,220	806,310 20

(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités.
(B) Amortissement afférent à 30 années (1861 à 1890 inclusivement).
(C) Amortissement afférent à 19 années (1872 à 1890 inclusivement).
(D) Amortissement afférent à 30 années (1862 à 1891 inclusivement).
(E) Amortissement afférent à 20 années (1872 à 1891 inclusivement).
(F) Amortissement afférent à 30 années (1863 à 1892 inclusivement).
(G) Amortissement afférent à 30 années (1865 à 1894 inclusivement).
(H) Amortissement afférent à 27 années (1868 à 1894 inclusivement).
(I) Amortissement afférent à 23 années (1872 à 1894 inclusivement).
(J) Amortissement afférent à 28 années (1868 à 1895 inclusivement).
(K) Amortissement afférent à 30 années (1869 à 1898 inclusivement).
(L) Amortissement afférent à 27 années (1872 à 1898 inclusivement).
(M) Amortissement afférent à 29 années (1872 à 1900 inclusivement).
(N) Amortissement afférent à 30 années (1872 à 1901 inclusivement).
(O) Amortissement afférent à 30 années (1874 à 1903 inclusivement).
(P) Amortissement afférent à 30 années (1875 à 1904 inclusivement).
(R) Amortissement afférent à 30 années (1876 à 1905 inclusivement).
(S) Amortissement afférent à 30 années (1877 à 1906 inclusivement).
(T) Amortissement afférent à 30 années (1879 à 1908 inclusivement).
(U) Amortissement afférent à 30 années (1880 à 1909 inclusivement).
(V) Amortissement afférent à 30 années (1881 à 1910 inclusivement).
(X) Amortissement afférent à 30 années (1882 à 1911 inclusivement).
(Y) Amortissement afférent à 30 années (1883 à 1912 inclusivement).
(Z) Amortissement afférent à 30 années (1884 à 1913 inclusivement).
(A') Amortissement afférent à 30 années (1885 à 1914 inclusivement).
(B') Amortissement afférent à 30 années (1886 à 1915 inclusivement).

(C') Amortissement afférent à 28 années (1888 à 1915 inclusivement).
(H') Amortissement afférent à 27 années (1889 à 1915 inclusivement).
(I') Amortissement afférent à 26 années (1890 à 1915 inclusivement).
(J') Amortissement afférent à 25 années (1891 à 1915 inclusivement).
(K') Amortissement afférent à 24 années (1892 à 1915 inclusivement).
(L') Amortissement afférent à 22 années (1894 à 1915 inclusivement).
(M') Amortissement afférent à 21 années (1895 à 1915 inclusivement).
(N') Amortissement afférent à 20 années (1896 à 1915 inclusivement).
(O') Amortissement afférent à 19 années (1897 à 1915 inclusivement).
(P') Amortissement afférent à 18 années (1898 à 1915 inclusivement).
(Q') Amortissement afférent à 17 années (1899 à 1915 inclusivement).
(R') Amortissement afférent à 16 années (1900 à 1915 inclusivement).
(S') Amortissement afférent à 15 années (1901 à 1915 inclusivement).
(T') Amortissement afférent à 14 années (1902 à 1915 inclusivement).
(U') Amortissement afférent à 13 années (1903 à 1915 inclusivement).
(V') Amortissement afférent à 12 années (1904 à 1915 inclusivement).
(X') Amortissement afférent à 10 années (1906 à 1915 inclusivement).
(Y') Amortissement afférent à 9 années (1907 à 1915 inclusivement).
(Z') Amortissement afférent à 8 années (1908 à 1915 inclusivement).
(A'') Amortissement afférent à 7 années (1909 à 1915 inclusivement).
(B'') Amortissement afférent à 6 années (1910 à 1915 inclusivement).
(C'') Amortissement afférent à 5 années (1911 à 1915 inclusivement).

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX. (Suite.)

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

III. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1916.*

ANNÉES.	NOMBRE DES ANNUITÉS de 660f 91c.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			OBSERVATIONS.
		CAPITAL.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	
1916.....	81	30,699f 43c	22,834f 28c	53,533f 71c	
1917.....	81	31,927 37	21,606 34	53,533 71	
1918.....	79	31,882 76	20,329 13	52,211 89	
1919.....	77	31,836 22	19,053 85	50,890 07	
1920.....	75	31,787 85	17,780 40	49,568 25	
1921.....	72	31,076 72	16,508 80	47,585 52	
1922.....	69	30,336 91	15,265 88	45,602 79	
1923.....	69	31,550 38	14,052 41	45,602 79	
1924.....	63	28,846 88	12,790 45	41,637 33	
1925.....	62	29,339 83	11,636 59	40,976 42	
1926.....	60	29,191 59	10,463 01	39,654 60	
1927.....	56	27,715 64	9,295 32	37,010 96	
1928.....	54	27,502 45	8,186 69	35,689 14	
1929.....	50	25,958 84	7,086 66	33,045 50	
1930.....	46	24,353 60	6,048 26	30,401 86	
1931.....	34	17,396 67	5,074 27	22,470 94	
1932.....	33	17,431 63	4,378 40	21,810 03	
1933.....	31	16,807 09	3,681 12	20,488 21	
1934.....	28	15,496 60	3,008 88	18,505 48	
1935.....	28	16,116 49	2,388 99	18,505 48	
1936.....	24	14,117 51	1,744 33	15,861 84	
1937.....	20	12,038 55	1,179 65	13,218 20	
1938.....	17	10,537 40	698 07	11,235 47	
1839.....	8	5,010 65	276 63	5,287 28	
1940.....	3	1,906 50	76 23	1,982 73	
TOTAUX...	1,220	570,865 56	235,444 64	806 310 20	

OBLIGATIONS DU TRÉSOR À COURT TERME.

(Lois des 17 février 1898, 26 décembre 1908, 30 juillet 1913 et 4 avril 1914).

OBLIGATIONS DE LA DÉFENSE NATIONALE.

(Loi du 10 février 1915).

Voir le 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, pages 674, 679, 681 et 683.

ANNUITÉS DUES
AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES
POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

La loi du 20 juin 1885 a permis aux communes de se procurer les sommes dont elles auraient besoin pour leurs constructions scolaires, par des emprunts régulièrement autorisés et remboursables au moyen d'annuités égales, comprenant l'intérêt et l'amortissement, dans un délai qui ne pourrait être moindre de 30 ans ni dépasser 40 ans.

Ladite loi autorise l'État à rembourser à titre de subvention aux départements, villes ou communes, une partie des annuités nécessaires au service de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements d'enseignement public. L'article 65 de la loi de finances du 26 juillet 1889 a remplacé ce système de subvention par des subventions en capital.

Les tableaux ci-après font ressortir, en ce qui concerne les emprunts contractés pour les constructions scolaires (enseignement supérieur, enseignement secondaire et enseignement primaire) le total des dépenses qui étaient à la charge de l'État, le capital amorti, les annuités payées, le capital et le montant des annuités qui restent dus par l'État.

TABLEAU DE LA DETTE PUBLIQUE CONCERNANT LES CONSTRUCTIONS

Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1915 et restant dues

SCOLAIRES DÉPENDANT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

par l'État aux départements, villes ou communes pour constructions.

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.		DATES DES CONVENTIONS. Décrets ou décisions ministérielles.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. Total des sommes à amortir.	Taux de l'intérêt nominal.	Nombre d'années de l'amortissement.	Montant total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. Antérieurement au 1er janvier 1915. Capital amorti.	Annuités payées.	Pendant l'année 1915. Capital amorti.	Annuités payées.	Totaux au 31 décembre 1915. Capital amorti.	Annuités payées.	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 31 DÉCEMBRE 1915. Capital restant à amortir.	Annuités restant à payer.	OBSERVATIONS.
1	2		3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Bordeaux	Faculté de médecine et de pharmacie	Décision ministérielle du 26 avril 1892 (1893)	250,000 00	4 00	40	505,234 80	84,106 88	265,248 27	5,995 15	12,630 87	90,102 03	277,879 14	159,897 97	227,355 66	Sur ressources de la ville.
Chambéry	École préparatoire des sciences et des lettres	Décision ministérielle du 5 décembre 1892 (1893)	72,500 00	4 00	40	146,518 00	26,129 58	80,584 90	1,808 14	3,662 95	27,937 72	84,247 85	44,562 28	62,270 15	Emprunt communal.
Lyon	Facultés de droit et des lettres	Décision ministérielle du 11 septembre 1888 (1891)	992,013 00	4 00	40	2,004,798 00	407,999 76	1,202,878 80	26,759 42	50,119 95	434,759 18	1,252,998 75	557,253 82	751,799 25	Sur ressources de la ville.
	Jardin botanique commun à la Faculté de médecine et à l'École de pharmacie	Décision ministérielle du 13 avril 1886 (1891) [par semestre]	30,724 96	3 82	35	55,983 90	16,495 98	38,388 96	1,066 08	1,599 54	17,562 06	39,988 50	13,162 90	15,995 40	Crédit algérien.
Montpellier	École supérieure de pharmacie	Convention du 6 mars 1889 (1891) [par semestre]	129,963 43	3 82	35	236,805 80	69,775 61	162,381 12	4,514 47	6,765 88	74,290 08	169,147 00	55,673 35	67,658 80	*Idem.*
	Facultés de droit, des sciences et des lettres	Décision ministérielle du 6 octobre 1890 (1891) [par semestre]	78,321 89	3 82	35	142,710 40	42,050 43	97,858 56	2,717 59	4,077 44	44,768 02	101,936 00	33,553 87	40,774 40	*Idem.*
Poitiers	Facultés	Décision ministérielle du 10 avril 1888 (1892) [par semestre]	430,000 00	4 10	40	878,451 20	163,068 21	505,109 44	11,130 01	21,961 28	174,198 22	527,070 72	255,801 78	351,380 48	Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.
Rennes	*Idem.*	Convention du 10 novembre 1887 (1896)	100,000 00	3 65	40	190,928 00	30,038 54	90,690 80	2,219 61	4,773 20	32,258 15	95,464 00	67,741 85	95,464 00	*Idem.*
		Totaux	2,083,523 28	.....	.....	4,161,430 10	839 664 99	2,443,140 85	56,210 47	105,591 11	895,875 46	2,548,731 96	1,187,647 82	1,612,698 14	

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.

DÉSIGNATION des DÉPARTEMENTS, villes ou communes.	DATES des LOIS, DÉCRETS et décisions ministérielles ou conventions.	DATE DE DÉPART de la première annuité.	DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT.							MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1915.	
			CAPITAL TOTAL à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	MONTANT de l'annuité.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	DATE de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	NOUVEAU taux d'intérêt.	MONTANT de la nouvelle annuité.	ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1915.		PENDANT L'ANNÉE 1915.		TOTAUX au 31 décembre 1915.		Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
										NOUVELLE durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	MONTANT total des annuités.	Capital amorti.	Annuités payées.	Capital amorti.	Annuités payées.	Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.				fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1e LYCÉES DE GARÇONS.																			
Angoulême	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 août 1891	53,950 00	4 10	3,141 75	30	"	"	"	"	92,272 00	33,839 62	68,708 58	2,340 85	3,141 75	36,180 47	71,850 33	17,769 53	20,421 67
Bar-le-Duc	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1895	10,943 00	3 50	595 30	30	"	"	"	"	17,859 00	5,587 46	11,310 70	406 83	595 30	5,994 29	11,906 00	4,948 71	5,953 00
Beauvais	Loi de finances du 28 avril 1893.	30 juin 1895	200,000 00	3 50	9,477 50	39	"	"	"	"	369,622 50	67,660 54	184,811 25	4,844 60	9,477 50	72,505 14	194,288 75	127,494 86	175,333 75
Besançon	Loi de finances du 20 juin 1885.	16 juillet 1888	400,000 00	4 30	Annuités variables.	40	"	"	"	"	763,135 00	255,000 00	571,802 50	10,000 00	16,127 50	265,000 00	587,930 00	135,000 00	175,205 00
Bourg	Loi de finances du 8 août 1885.	25 février 1892	50,000 00	4 10	2,911 73	30	"	"	"	"	85,705 87	30,310 39	62,412 03	2,125 97	2,911 73	32,436 36	65,323 76	17,563 64	20,382 11
Brest	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er octobre 1890	194,500 00	4 30	11,600 83	30	"	"	"	"	337,753 50	133,719 50	268,148 52	9,083 77	11,600 83	142,803 27	279,749 35	51,696 73	58,004 15
Chambéry	Loi de finances du 30 mars 1888.	26 août 1888	100,000 00	4 40	Annuités variables.	40	26 août 1895. — Départ de la nouvelle annuité à la même date.		Annuités variables.	33	205,968 29	44,703 52	133,142 39	2,915 55	5,098 15	47,619 07	138,240 54	52,380 93	67,727 75
Idem	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er juin 1893	32,320 00	4 00	*Idem.*	40	"	"	"	"	63,924 55	11,450 45	34,030 13	831 08	1,665 86	12,281 53	35,695 99	20,038 47	28,228 56
Chartres	Loi de finances du 26 décembre 1890.	1er octobre 1891	111,600 00	4 00	*Idem.*	33	"	"	"	"	191,708 57	74,150 29	148,614 53	4,868 46	6,317 79	79,018 75	154,932 32	32,581 25	36,776 25
Dijon	Loi de finances du 29 décembre 1888.	25 février 1892	383,000 00	4 10	19,560 87	40	"	"	"	"	777,556 21	145,216 02	445,021 42	9,912 23	19,560 87	155,128 25	464,582 29	227,871 75	312,973 92
Laon	Loi de finances du 26 décembre 1890.	1er janvier 1891	70,150 00	4 00	3,544 22	40	"	"	"	"	141,768 80	27,081 57	81,517 06	1,836 13	3,544 22	28,917 70	85,061 28	41,232 30	56,707 52
Laval	Loi de finances du 8 août 1885.	1er janvier 1887	21,000 00	4 00	1,060 99	40	"	"	"	"	42,439 60	10,405 36	28,646 73	637 20	1,060 99	11,042 56	29,707 72	9,957 44	12,731 88
Idem	*Idem*	1er janvier 1889	4,066 35	4 00	205 45	40	"	"	"	"	8,218 00	1,782 06	5,136 25	114 06	205 45	1,896 12	5,341 70	2,170 23	2,876 30
Lyon	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1888	22,600 00	4 00	1,141 83	40	"	"	"	"	45,673 20	10,538 47	29,687 58	659 34	1,141 83	11,197 81	30,829 41	11,402 19	14,843 79
Marseille	Loi de finances du 30 mars 1888.	31 janvier 1889	25,150 00	4 00	1,270 67	40	"	"	"	"	50,826 80	11,028 07	31,766 75	705 52	1,270 67	11,733 59	33,037 42	13,416 41	17,789 38
Montluçon	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1893	10,000 00	4 10	582 34	30	"	"	"	"	17,299 37	5,654 90	12,058 31	408 48	582 34	6,063 38	12,640 65	3,936 62	4,658 72
Montpellier	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er octobre 1890	20,665 21	3 75	1,075 82	35	"	"	"	"	37,653 70	11,095 30	25,819 68	717 41	1,075 82	11,812 71	26,895 50	8,852 50	10,758 20
Idem	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1891	975 00	4 00	49 26	40	"	"	"	"	1,970 40	375 42	1,132 98	25 24	49 26	400 66	1,182 24	574 34	788 16
Nantes	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er janvier 1894	38,473 39	3 85	2,173 74	30	"	"	"	"	65,212 20	20,574 28	43,474 80	1,498 89	2,173 74	22,073 17	45,648 54	16,400 22	19,563 66
Nîmes	Loi de finances du 30 mars 1888.	31 juillet 1893	340,000 00	4 00	18,134 00	35	"	"	"	"	632,691 25	141,936 22	369,748 25	10,313 49	18,134 00	152,249 71	387,882 25	187,750 29	244,809 00
A reporter			2,089,392 95								3,949,258 81	1,042,109 44	2,556,990 44	64,245 10	105,735 60	1,106,354 54	2,662,726 04	983,038 41	1,286,532 77

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire. (Suite.)

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — Capital total à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Montant de l'annuité.	Nombre d'années de l'amortissement.	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	Nouveau taux d'intérêt.	Montant de la nouvelle annuité.	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — Montant total des annuités.	Antérieurement au 1er janvier 1915. — Capital amorti.	Antérieurement au 1er janvier 1915. — Annuités payées.	Pendant l'année 1915. — Capital amorti.	Pendant l'année 1915. — Annuités payées.	Totaux au 31 décembre 1915. — Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Totaux au 31 décembre 1915. — Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1915. — Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1915. — Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report.....	.....	.....	2,089,392 95	"	"	"	.....	"	"	"	3,949,258 81	1,042,109 44	2,556,990 44	64,245 10	105,735 60	1,106,354 54	2,662,726 04	983,038 41	1,286,532 77
Périgueux.....	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er sept. 1894...	29,788 64	3 775	1,449 69	40	.....	"	"	"	57,987 60	9,580 36	28,993 80	691 42	1,449 69	10,271 78	30,443 49	19,516 86	27,544 11
Reims.....	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1887..	7,000 00	4 00	353 66	40	.....	"	"	"	14,146 40	3,468 33	9,548 82	212 37	353 66	3,680 70	9,902 48	3,319 30	4,243 92
Idem.....	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er avril 1889....	245,000 00	3 90	Annuités variables.	30	.....	"	"	"	393,102 50	212,333 16	357,250 83	8,166 66	9,440 67	220,499 82	366,691 50	24,500 18	26,411 00
Idem.....	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1890.	1,410 00	4 00	71 23	40	.....	"	"	"	2,849 20	579 81	1,709 52	38 02	71 23	617 83	1,780 75	792 17	1,068 45
Rochefort.....	Loi de finances du 8 août 1885.	1er janvier 1887..	50,750 00	4 00	Annuités variables.	40	.....	"	"	"	108,336 05	35,500 00	76,064 30	3,000 00	2,834 05	38,500 00	78,898 35	12,250 00	29,437 70
Idem.....	Loi de finances du 17 juillet 1889.	16 août 1888.....	105,250 00	4 00	*Idem.*	40	.....	"	"	"	225,327 70	37,500 00	146,075 60	1,750 00	5,551 35	39,250 00	151,626 95	66,000 00	73,700 75
La Roche-sur-Yon.....	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 février 1892..	16,000 00	4 10	931 75	30	.....		"	"	27,952 50	9,698 83	20,498 53	680 22	931 75	10,379 05	21,430 28	5,620 95	6,522 22
Rouen.....	Loi de finances du 30 mars 1888.	1er janvier 1888..	275,000 00	4 00	13,893 96	40	.....	"	"	"	555,758 40	128,236 03	361,242 96	8,023 37	13,893 96	136,259 40	375,136 92	138,740 60	180,621 48
Saint-Étienne.....	Loi de finances du 8 août 1885.	1er juillet 1887..	1,373,437 05	4 50	73,815 56	40	1er janvier 1893. — Même date.	3 75	65,863 76	34 ans et 6 m	2,612,286 90	623,041 09	1,723,126 14	38,077 48	65,863 76	661,118 57	1,788,989 90	712,318 48	823,297 00
Saint-Omer.....	Loi de finances du 26 déc. 1890.	25 février 1893...	100,000 00	4 10	5,107 28	40	.....	"	"	"	202,263 01	33,087 09	105,224 69	2,399 81	5,107 28	35,486 90	110,331 97	64,513 10	91,931 04
Saint-Quentin.....	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1893..	3,940 37	4 00	228 24	30	.....	"	"	"	6,847 20	2,231 18	4,793 04	158 51	228 24	2,389 89	5,021 28	1,550 68	1,825 92
Toulon.....	*Idem*.....	1er janvier 1891..	3,467 33	4 00	175 18	40	.....	"	"	"	7,007 20	1,336 22	4,029 14	89 94	175 18	1,426 16	4,204 32	2,041 17	2,802 88
Troyes.....	Loi de finances du 8 août 1885	1er janvier 1888..	10,313 00	4 00	521 05	40	.....	"	"	"	20,842 00	4,809 12	13,547 30	300 89	521 05	5,110 01	14,068 35	5,202 99	6,773 65
TOTAUX.....	.....	.....	4,310,749 34	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	8,183,965 47	2,143,510 66	5,409,095 11	127,833 79	212,157 47	2,271,344 45	5,621,252 58	2,039,404 89	2,562,712 89

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire. (Suite.)

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — Capital total à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Montant de l'annuité.	Nombre d'années de l'amortissement.	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	Nouveau taux d'intérêt.	Montant de la nouvelle annuité.	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	Montant total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — Antérieurement au 1er janvier 1915. Capital amorti.	Annuités payées.	Pendant l'année 1915. Capital amorti.	Annuités payées.	Totaux au 31 décembre 1915. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1915. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.		fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
LYCÉES ET COLLÈGES DE JEUNES FILLES.																			
Alais	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1892	7,100 00	4 10	362 62	40	"	"	"	"	14,504 80	2,691 76	8,340 26	183 70	362 62	2,875 46	8,702 88	4,224 54	5,801 92
Albi (1)	Lois de finances des 8 août 1885 et 26 janvier 1892. (Dme ml, 12 mars 1909.)	1er janvier 1895.	96,600 00	3 70	Annuités variables.	30	"	"	"	"	159,498 40	48,514 66	100,487 95	3,649 33	5,396 75	52,163 99	105,884 70	44,436 01	53,613 70
Auxerre	Loi de finances du 26 janvier 1892.	1er janvier 1895.	20,000 00	4 00	1,010 47	40	"	"	"	"	40,418 80	6,728 40	21,219 87	479 60	1,010 47	7,208 00	22,230 34	12,792 00	18,188 46
Brest	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er octobre 1890.	19,000 00	4 30	1,133 24	30	"	"	"	"	33,253 26	13,039 68	26,453 82	878 13	1,133 24	13,917 81	27,587 06	5,082 19	5,666 20
Castres	Loi de finances du 26 déc. 1890.	1er janvier 1893	77,500 00	4 04	3,914 00	40	"	"	"	"	155,818 95	25,509 53	81,452 95	1,832 00	3,914 00	27,341 53	85,366 95	50,158 47	70,452 00
Chambéry	Loi de finances du 20 juin 1885.	10 juin 1890	253,300 00	4 40	Annuités variables.	40	26 août 1895. Départ des nouvelles annuités à la même date.	"	Annuités variables.	35	513,164 71	102,268 85	307,546 33	7,116 65	13,084 09	109,385 50	320,630 42	143,914 50	192,534 29
Grenoble	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1892	98,881 00	4 10	5,050 13	40	"	"	"	"	202,005 20	37,531 02	116,152 99	2,580 86	5,050 13	40,111 88	121,203 12	58,769 12	80,802 08
Guéret	Loi de finances du 26 déc. 1890.	*Idem*	10,000 00	4 10	582 35	30	"	"	"	"	17,345 23	6,066 06	12,686 39	427 15	582 35	6,493 21	13,268 74	3,506 79	4,076 49
Le Havre	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	16,900 00	4 00	853 85	40	"	"	"	"	34,154 00	6,950 96	20,492 40	455 90	853 85	7,406 86	21,346 25	9,493 14	12,807 75
Idem	Décision ministérielle du 29 novembre 1890.	1er janvier 1892	1,675 00	4 00	84 62	40	"	"	"	"	3,384 80	603 32	1,861 64	41 72	84 62	645 04	1,946 26	1,029 96	1,438 54
Montauban	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	36,100 00	4 00	1,823 88	40	"	"	"	"	72,955 20	14,847 19	43,773 12	973 76	1,823 88	15,820 95	45,597 00	20,279 05	27,358 20
Moulins	Loi de finances du 30 mars 1888.	19 octobre 1888.	445,509 00	4 45048	23,943 94	40	"	"	"	"	909,155 40	198,005 46	573,940 24	13,072 53	23,943 94	211,077 99	597,884 18	234,431 01	311,271 22
Nice	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1893	13,150 00	4 10	765 78	30	"	"	"	"	22,808 66	7,971 51	16,682 42	559 07	765 78	8,530 58	17,448 20	4,619 42	5,360 46
Reims	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	15,498 10	4 00	783 01	40	"	"	"	"	31,320 40	6,374 14	18,792 24	418 06	783 01	6,792 20	19,575 25	8,705 90	11,745 15
Saint-Quentin	Loi de finances du 30 mars 1888.	*Idem*	19,362 39	4 00	978 23	40	"	"	"	"	39,129 20	7,961 22	23,477 52	521 18	978 23	8,482 40	24,455 75	10,879 99	14,673 45
Tarbes	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1889	117,150 00	4 00	5,918 83	40	"	"	"	"	236,753 20	51,342 30	147,970 75	3,286 51	5,918 83	54,628 81	153,889 58	62,521 19	82,863 62
Tournon	Loi de finances du 29 déc. 1888.	21 janvier 1889	43,300 00	4 35	Annuités variables.	40	"	"	"	"	84,158 77	18,231 55	51,947 52	1,271 92	2,096 63	19,503 47	53,934 15	23,796 53	30,224 62
Valenciennes	Loi de finances du 27 février 1887.	27 septembre 1887	75,000 00	4 50	*Idem*.	30	"	"	"	"	138,180 00	62,750 00	124,723 75	4,000 00	4,551 25	66,750 00	129,275 00	8,250 00	8,905 00
		Totaux	1,366,025 49								2,708,008 98	617,387 61	1,697,892 16	41,748 07	72,333 67	659,135 68	1,770,225 83	706,889 81	937,783 15

(1) Après entente avec la ville, et à la suite de la liquidation définitive des travaux d'appropriation du lycée de jeunes filles d'Albi, le capital a été ramené au chiffre de 96,600 francs, par la décision du 12 mars 1909.

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire. (Suite.)

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. Capital total à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Montant de l'annuité.	Nombre d'années de l'amortissement.	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	Nouveau taux d'intérêt.	Montant de la nouvelle annuité.	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	Montant total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — Antérieurement au 1er janvier 1915. Capital amorti.	Annuités payées.	Pendant l'année 1915. Capital amorti.	Annuités payées.	Totaux au 31 décembre 1915. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES restant à effectuer au 31 décembre 1915. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
COLLÈGES DE GARÇONS.																			
Aubusson	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	10,875 00	4 10	633 30	30	"	"	"	"	18,999 00	7,053 95	14,565 90	481 28	633 30	7,535 23	15,199 20	3,339 77	3,799 80
Besune	Loi de finances du 29 décembre 1888.	25 mai 1891	100,000 00	4 10	5,107 28	40	"	"	"	"	203,284 82	37,915 02	116,460 86	2,587 98	5,107 28	40,503 00	121,568 14	59,497 00	81,716 68
Brive	Loi de finances du 26 décembre 1890.	25 août 1896	150,000 00	3 65	8,268 63	30	"	"	"	"	246,538 07	70,231 05	147,314 51	5,406 04	8,268 63	75,637 09	155,583 14	74,362 91	90,954 93
Châlons-sur-Marne	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1888	85,450 00	4 00	4,317 23	40	"	"	"	"	172,689 20	39,846 29	112,247 98	2,493 06	4,317 23	42,339 35	116,565 21	43,110 65	56,123 99
Confolens	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	20,275 00	4 10	1,180 71	30	"	"	"	"	35,106 55	12,290 62	25,660 87	862 03	1,180 71	13,152 65	26,841 58	7,122 35	8,264 97
Falaise	Loi du 20 juin 1885	25 août 1890	20,000 00	4 40	1,207 07	30	"	"	"	"	36,212 10	13,240 43	28,366 14	919 87	1,207 07	14,160 30	29,573 21	5,839 70	6,638 89
Fontainebleau	Lois des 20 juin 1885 et 8 août 1885.	*Idem*	33,328 73	4 40	2,011 57	30	"	"	"	"	59,553 93	22,821 41	47,484 51	1,566 20	2,011 57	24,387 61	49,496 08	8,941 12	10,057 85
Fontenay-le-Comte	Loi du 20 juin 1885	31 janvier 1887	80,000 00	4 60	4,943 19	30	25 février 1893, 25 novembre 1892.	4 00	4,707 42	24	141,819 20	71,037 79	132,404 36	4,392 43	4,707 42	75,430 22	137,111 78	4,569 78	4,707 42
Gray	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er janvier 1893	4,000 00	4 00	202 09	40	"	"	"	"	8,083 60	1,345 54	4,243 89	95 90	202 09	1,441 44	4,445 98	2,558 56	3,637 62
Issoire	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	6,000 00	4 10	349 41	30	"	"	"	"	10,482 30	3,890 08	8,036 43	264 91	349 41	4,154 99	8,385 84	1,845 01	2,096 46
Joigny	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 août 1893	30,000 00	4 10	1,532 18	40	"	"	"	"	61,287 20	9,565 42	31,409 69	701 44	1,532 18	10,266 86	32,941 87	19,733 14	28,345 33
La Châtre	Lois de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	4,395 40	4 10	255 96	30	"	"	"	"	7,678 80	2,664 96	5,631 12	188 79	255 96	2,853 75	5,887 08	1,541 65	1,791 72
Le Blanc	Loi du 20 juin 1885	25 février 1893	3,100 00	4 10	174 80	32	"	"	"	"	5,551 24	1,676 98	3,803 24	117 53	174 80	1,794 51	3,978 04	1,305 49	1,573 20
Meaux	*Idem*	31 janvier 1888	163,700 00	4 60	10,115 00	30	31 janvier 1897, 1er mai 1897.	3 50	Annuités variables.	21	283,231 23	130,028 62	246,731 81	7,922 67	9,101 12	137,951 29	255,832 93	25,748 71	27,398 30
Idem	*Idem*	25 août 1892	29,700 00	4 10	1,729 57	30	13 mai 1897, 25 mai 1897.	3 50	*Idem*	26	49,181 25	18,151 54	35,577 60	1,174 40	1,578 60	19,325 94	37,156 20	10,374 06	12,025 05
Mortain	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	15,000 00	4 10	873 52	30	"	"	"	"	25,829 76	9,731 48	19,715 12	664 20	873 52	10,395 68	20,588 64	4,604 32	5,241 12
Nyons	Loi du 20 juin 1885	30 novembre 1889	10,100 00	4 00	532 27	40	"	"	"	"	21,290 80	4,298 18	13,307 07	283 53	532 27	4,581 71	13,839 34	5,518 29	7,451 46
Pézenas	Lois de finances des 29 déc. 1888 et 26 janvier 1892.	25 février 1892	31,106 30	4 10	1,681 63	35	"	"	"	"	58,369 36	14,291 17	36,508 17	1,002 35	1,681 63	15,293 52	38,189 80	15,812 78	20,179 56
Remiremont	Loi du 20 juin 1885	*Idem*	9,500 00	4 10	553 23	30	"	"	"	"	16,166 99	6,162 50	12,294 38	420 59	553 23	6,583 09	12,847 61	2,916 91	3,319 38
Riom	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1888	30,300 00	4 00	1,530 86	40	"	"	"	"	61,234 40	14,129 17	39,802 36	884 01	1,530 86	15,013 18	41,333 22	15,286 82	19,901 18
Saint-Nazaire	*Idem*	1er janvier 1893	10,842 07	4 00	547 78	40	"	"	"	"	21,911 20	3,647 79	11,503 38	260 02	547 78	3,907 81	12,051 16	6,934 26	9,860 04
Saint-Servan	Loi de finances du 17 juillet 1889.	25 août 1892	49,850 00	4 10	2,902 99	30	"	"	"	"	86,294 86	29,190 88	61,619 45	2,076 49	2,902 99	31,267 37	64,522 44	18,582 63	21,772 42
Saumur	Loi du 20 juin 1885	14 février 1888	10,100 00	4 00	584 08	30	"	"	"	"	17,522 40	7,979 53	15,186 08	499 23	584 08	8,478 76	15,770 16	1,621 24	1,752 24
Tonnerre	*Idem*	1er janvier 1891	17,200 00	4 18	1,032 00	30	"	"	"	"	30,960 00	11,076 68	23,736 00	768 31	1,032 00	11,844 99	24,768 00	5,355 01	6,192 00
Toul	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 novembre 1894	50,000 00	3 85	2,460 20	40	"	"	"	"	97,445 50	15,903 51	48,241 50	1,158 72	2,460 20	17,062 23	50,701 70	32,937 77	46,743 80
TOTAUX			974,822 50								1,776,723 76	558,170 59	1,241,852 42	37,191 98	53,325 93	595,362 57	1,295,178 35	379,459 93	481,545 41

RÉCAPITULATION.

Lycées de garçons	4,310,749 34	"	"	"	"	"	"	8,183,965 47	2,143,510 66	5,409,095 11	127,833 79	212,157 47	2,271,344 45	5,621,252 58	2,039,404 89	2,562,712 89
Lycées et collèges de jeunes filles	1,366,025 49	"	"	"	"	"	"	2,708,008 98	617,387 61	1,697,892 16	41,748 07	72,333 67	659,135 68	1,770,225 83	706,889 81	937,783 15
Collèges de garçons	974,822 50	"	"	"	"	"	"	1,776,723 76	558,170 59	1,241,852 42	37,191 98	53,325 93	595,362 57	1,295,178 35	379,459 93	481,545 41
ENSEMBLE	6,651,597 33							12,668,698 21	3,319,068 86	8,348,839 69	206,773 84	337,817 07	3,525,842 70	8,686,656 76	3,125,754 63	3,982,041 45

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement primaire.

TAUX DE L'INTÉRÊT. 1	PART DE L'ÉTAT dans le capital emprunté. 2	ANNUITÉS PAYÉES du 1er janvier au 31 décembre 1915. 3	CAPITAL AMORTI antérieurement au 1er janvier 1915. 4	CAPITAL AMORTI du 1er janvier au 31 décembre 1915. 5	CAPITAL RESTANT à amortir au 31 décembre 1915. 6	ANNUITÉS RESTANT DUES au 31 décembre 1915. 7	OBSERVATIONS. 8
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Emprunts à 4 60 p. 100 payables par semestre	32,140 98	1,923 64	25,215 83	1,689 99	5,235 16	5,955 62	
— 4 50 —	71,365 75	4,358 36	55,449 93	3,683 15	12,232 67	13,231 79	
— 4 45 —	28,727 00	1,744 18	22,252 35	1,474 17	5.000 48	5,430 04	
— 4 40 —	2,864,974 25	172,735 48	2,017,191 68	136,943 55	710,839 02	796,189 36	
— 4 375 —	7,123 72	430 92	5,279 27	353 73	1,490 72	1,712 86	
— 4 30 —	26,583 70	1,585 46	20,493 60	1,337 67	4,752 43	5,229 27	
— 4 26 —	56,466 50	3,352 52	44,792 21	2,885 85	8,782 44	9,496 95	
— 4 25 —	6,804 00	403 40	5,045 55	332 13	1,426 32	1,562 38	
— 4 20 —	446,323 43	25,921 50	289,937 62	19,556 69	136,829 12	163,051 89	
— 4 16 —	13,720 00	805 00	8,539 95	591 33	4,588 72	5,232 50	
— 4 11 —	8,890 88	518 22	6,996 47	444 80	1,449 61	1,554 66	
— 4 10 —	11,500.978 74	669,062 08	6,978.653 66	488,826 46	4,033.498 62	4,697,118 98	
— 4 05 —	21,645 00	1,253 54	11,509 09	851 62	9,284 29	11,281 86	
— 4 00 —	1,017,936 41	58,507 10	761,734 98	48,741 54	207,459 89	234,819 50	
— 3 932 —	225,000 00	13,000 48	206,245 93	12,383 61	6,370 46	6,500 24	
— 3 93 —	17,868 80	1,019 84	13,675 52	861 36	3,331 92	3,569 44	
— 3 91 —	8,700 00	495 28	7,094 07	436 69	1,169 24	1,238 20	
— 3 90 —	11,745 00	667 46	9,871 75	600 33	1,272 92	1,334 92	
— 3 85 —	799,554 37	45,177 90	460,114 35	32,418 86	307,021 16	363,820 75	
— 3 80 —	376,247 39	21,240 32	285,753 42	17.970 35	72,521 62	82,380 95	
— 3 75 —	123,411 17	6,961 00	92,315 73	5,849 29	25,246 15	28,256 18	
— 3 70 —	45,789 00	2,547 44	29,367 43	1,957 66	14,463 91	16,395 80	
— 3 65 —	16,970 00	939 78	10,534 22	711 21	5,724 57	6,600 84	
— 3 60 —	133,798 46	7,948 72	93,160 91	6,530 85	34,106 70	38,977 00	
— 3 5725 —	11,340 00	618 42	8,026 14	504 55	2,809 31	3,092 10	
— 3 52 —	17,615 40	955 50	10,648 41	716 51	6,250 48	7,166 25	
— 3 50 —	142,192 78	7,784 96	103,663 99	6,492 68	32,036 11	35,679 15	
— 3 417 —	43,950 00	2,429 64	40,425 65	2,328 91	1,195 44	1,214 82	
— 3 40 —	7,840 00	430 06	5,350 15	348 32	2,141 53	2,365 33	
— 3 38 —	10,582 00	582 84	9,735 93	558 88	287 19	291 41	
— 3 35 —	47,486 72	2,568 96	33,477 57	2,117 28	11,891 87	13,441 92	
— 3 30 —	16,800 00	919 26	12,209 46	774 01	3,816 53	4,136 67	
— 3 25 —	40,202 60	2,242 10	27,512 05	1,844 36	10,846 19	11,925 79	
— 3 15 —	9,610 00	495 98	6,309 25	396 60	2,904 15	3,223 87	
— 3 00 —	45,395 10	2,337 34	29,639 49	1,878 26	13,877 35	15,781 37	
TOTAUX	18,255,779 15	1,063,964 68	11,748,231 61	805,393 25	5,702,154 29	6,599,260 66	
				18,255,779f 15c			

ANNUITÉS

REMISES À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

EN REPRÉSENTATION DES PRÊTS CONSENTIS PAR L'ÉTAT

AUX SOCIÉTÉS RÉGIONALES DE CRÉDIT IMMOBILIER.

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

Extrait de la loi du 10 avril 1908.

. . . . . .

Art. 2. — Des prêts au taux de 2 p. o/o peuvent être consentis par l'État aux sociétés régionales de crédit immobilier qui ont pour objet :

1° De consentir aux emprunteurs remplissant les conditions prévues par la présente loi des prêts hypothécaires individuels destinés, soit à l'acquisition de champs ou jardins dans les termes indiqués à l'article 1er, soit à l'acquisition ou à la construction de maisons individuelles à bon marché;

2° De faire des avances aux sociétés d'habitations à bon marché, constituées selon la loi du 12 avril 1906, pour celles de leurs opérations effectuées en conformité du paragraphe précédent.

. . . . . .

Art. 6. — Le total des avances que pourra faire l'État aux sociétés de crédit immobilier, dans les conditions de la présente loi, est fixé à deux cents millions de francs (200,000,000 fr.).

Le Ministre des Finances est autorisé à se procurer les fonds nécessaires, dans les limites d'un crédit ouvert chaque année par la loi de finances, au moyen d'avances qui pourront être faites au Trésor par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Ces avances seront représentées par des titres d'annuités dont les intérêts seront réglés trimestriellement au taux fixé pour le tarif de la dite caisse conformément à l'article 12 de la loi du 20 juillet 1886 et en vigueur au moment de la réalisation de chaque prêt.

Les prêts aux sociétés sont effectués, pour le compte de l'État, par la Caisse nationale des retraites sur la désignation d'une Commission spéciale instituée auprès du Ministre du Travail par l'article 8 de la présente loi. Les frais d'administration afférents à ce service sont remboursés chaque année à la Caisse nationale.

Une décision ministérielle en date du 10 juillet 1909 a déterminé les conditions d'application des articles 2 et 6 de la loi du 10 avril 1908. L'analyse de cette décision est donnée au 1er volume du Compte général, page 677, dans les développements du compte de services spéciaux : *Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations (loi du 10 avril 1908)*.

Aux opérations retracées au compte de services spéciaux, et dont le solde représente la dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, correspondent des opérations budgétaires de dépenses et de recettes.

Le budget du Ministère du Travail supporte l'amortissement des obligations émises par le Trésor et le payement des intérêts en cours.

D'autre part, les sommes remboursées par les sociétés à la Caisse des dépôts et consignations et versées au Trésor par cette caisse figurent en recette au compte de produits divers du budget : *Annuités à verser par les sociétés de crédit immobilier pour l'amortissement des prêts à elles consentis pour le compte de l'État par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.*

La dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts a donc pour contre-partie la dette des sociétés de crédit immobilier vis-à-vis du Trésor.

SITUATION DE LA DETTE EN CAPITAL AU 1er JANVIER 1916.

Situation au 1er janvier 1915			19,162,000f 00c
Augmentations	Opérations du 1er trimestre 1915	313,400 00	899,600 00
	Opérations du 2e trimestre 1915	216,800 00	
	Opérations du 3e trimestre 1915	252,000 00	
	Opérations du 4e trimestre 1915	117,400 00	
Total			20,061,600 00
Diminutions	Remboursements au 31 mars 1915	336,400f 00c	747,800 00
	Remboursements au 30 septembre 1915	411,400 00	
Situation au 1er janvier 1916 (A)			19,313,800 00

Le montant des versements effectués au Trésor, pour le compte des sociétés de crédit immobilier, par la Caisse des dépôts, pendant l'année 1915, s'est élevé à 912,387 fr. 35. (Voir 1er volume du Compte général, page 121.)

(A) La situation ressortant des écritures du Trésor (voir 1er volume, page 677)	18,944,400f 00c
ne comprend pas les opérations des 3e et 4e trimestres 1915, ci	369,400 00
pour lesquelles les titres d'annuités n'ont été remis à la Caisse des dépôts que postérieurement au 1er janvier 1916.	
Le Trésor n'en est pas moins débiteur, à cette date, de la somme susindiquée de	19,313,800 00

TABLEAU D'ÉCHÉANCE

DES OBLIGATIONS EN COURS AU 31 DÉCEMBRE 1915 (1).

ÉCHÉANCES.	CAPITAUX.	ÉCHÉANCES.	CAPITAUX.
	francs.		francs.
31 mars 1916	367,000	Report	11,500,400
30 septembre 1916	437,200	30 septembre 1928	505,800
31 mars 1917	378,400	31 mars 1929	445,400
30 septembre 1917	452,000	30 septembre 1929	467,000
31 mars 1918	391,400	31 mars 1930	421,000
30 septembre 1918	464,600	30 septembre 1930	458,400
31 mars 1919	402,400	31 mars 1931	426,600
30 septembre 1919	479,200	30 septembre 1931	455,400
31 mars 1920	414,400	31 mars 1932	423,400
30 septembre 1920	490,400	30 septembre 1932	438,200
31 mars 1921	426,400	31 mars 1933	418,000
30 septembre 1921	504,000	30 septembre 1933	401,600
31 mars 1922	437,200	31 mars 1934	371,600
30 septembre 1922	516,000	30 septembre 1934	291,400
31 mars 1923	448,800	31 mars 1935	269,800
30 septembre 1923	523,000	30 septembre 1935	260,000
31 mars 1924	458,200	31 mars 1936	262,400
30 septembre 1924	514,400	30 septembre 1936	258,000
31 mars 1925	453,800	31 mars 1937	261,200
30 septembre 1925	520,400	30 septembre 1937	254,800
31 mars 1926	457,400	31 mars 1938	248,000
30 septembre 1926	519,600	30 septembre 1938	202,800
31 mars 1927	459,800	31 mars 1939	183,400
30 septembre 1927	522,400	30 septembre 1939	65,600
31 mars 1928	462,000	31 mars 1940	12,600
		30 septembre 1940	11,000
A reporter	11,500,400	TOTAL	19,313,800

(1) Ces échéances sont établies par la Caisse des dépôts d'après celles de l'ensemble des emprunts correspondants consentis aux sociétés de crédit immobilier.

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Avance en travaux pour travaux supplémentaires sur la ligne du Rhône au Mont-Cenis.

Cette avance, limitée à 22,500,000 francs par la convention du 14 juin 1897 (loi du 18 février 1898), est remboursable par annuités.

B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

Avances en argent et en travaux faites par les Compagnies de l'Est, d'Orléans, de Paris-Lyon-Méditerranée et du Midi pour la construction des lignes qui leur ont été concédées en vertu desdites conventions.

Les annuités échues en 1914 correspondent aux avances en travaux et en argent faites de 1884 à 1912 par les Compagnies de l'Est et de Paris-Lyon-Méditerranée, aux avances en travaux faites pendant la même période par la Compagnie du Midi, aux avances en travaux et en argent faites de 1889 à 1914 par la Compagnie d'Orléans, enfin aux avances en argent faites de 1884 à 1912 par la Compagnie du Midi. Ces avances s'élèvent à 1,211,023,000 francs, déduction faite de 150,857,000 francs considérés comme remboursés à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée en vertu de la convention du 17 mai 1897 par compensation avec sa dette de garantie (loi du 24 janvier 1898). Les annuités ne sont pas réglées définitivement.

Les Compagnies continueront à faire des avances, remboursables par annuités, jusqu'à une époque qui ne peut être précisée. Pour chaque exercice, la loi de finances détermine le maximum de l'avance à faire.

Le développement des opérations relatives à l'amortissement des sommes à la charge du Trésor est consigné dans les deux tableaux ci-après :

I. — TABLEAU DES ANNUITÉS AU 1ER JANVIER 1916.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir. (Chiffres arrondis.)	MONTANT des ANNUITÉS. (Chiffres arrondis.)	MONTANT DES DÉPENSES effectuées pendant l'année 1915.	TAUX de L'INTÉRÊT.	OBSERVATIONS. (Dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.					
Avances remboursables en annuités.					
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.					
Rhône au Mont-Cenis. (Travaux complémentaire	22,500,000f	900,000f	900,000f	Divers.	Convention du 14 juin 1897 approuvée par la loi du 18 février 1898. — Amortissement du 1er janvier 1899 au 1er janvier 1958.
TOTAL pour les conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883, à reporter	22,500,000	900,000	900,000		
Report pour les conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883	22,500,000f	900,000f	900,000f		
B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.					
Avances remboursables en annuités.					
COMPAGNIE DE L'EST.					
Lignes diverses	214,532,000	9,194,000	9,194,000	(*b*) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1954.
COMPAGNIE D'ORLÉANS.					
Lignes diverses	278,710,000	11,280,000	11,280,000	(*b*) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1956.
COMPAGNIE P.-L.-M.					
Compagnie P.-L.-M. — Lignes diverses	630,032,000	27,435,000	27,435,000	(*b*) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1958.
Compagnie P.-L.-M. — A DÉDUIRE	(*a*) *150,857,000*	*6,000,000*	*6,000,000*	3f 69c	
Compagnie P.-L.-M. — RESTE	479,175,000	21,435,000	21,435,000		
COMPAGNIE DU MIDI.					
Lignes diverses	238,606,000	9,141,000	9,141,000	(*b*) Divers.	Amortissement du 1er juillet 1884 au 31 décembre 1957.
TOTAL	1,211,023,000	51,050,000	51,050,000		
TOTAL GÉNÉRAL au 1er janvier 1915	1,233,523,000	51,950,000	51,950,000		

(*a*) Par la convention du 17 mai 1897, approuvée par la loi du 24 janvier 1898, la dette de garantie d'intérêt de la Compagnie P.-L.-M. (150,857,478 fr. 14) a été convertie en une réduction annuelle de 6 millions de francs sur les annuités qui lui sont dues du 1er janvier 1897 au 1er janvier 1958.

(*b*) Pour chaque compagnie, il y a autant de taux d'intérêt différents qu'il y a d'avances annuelles.

NOTA. — Les renseignements contenus dans le présent tableau et le suivant ne sont qu'approximatifs, soit parce que les comptes n'ont pas encore été vérifiés, soit parce que les litiges pendants entre l'État et les Compagnies ne sont pas encore tranchés.

II. — ÉTAT DÉVELOPPÉ DES DÉPENSES EN CAPITAL ET INTÉRÊTS AU 1ER JANVIER 1916.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DF FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1915.			DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1915.			DES DÉPENSES EFFECTUÉES TOTAUX AU 1er JANVIER 1916.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1916.		
	Sommes à amortir. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes restant à amortir. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.															
Avances remboursables en annuités.															
COMPAGNIE DE P.-L.-M.															
Rhône au Mont-Cenis. (Travaux complémentaires.)	22,500,000f	40,469,000f	62,969,000f	2,205,000f	8,643,000f	10,848,000f	172,000f	728,000f	900,000f	2,377,000f	9,371,000f	11,748,000f	20,123,000f	31,098,000f	51,221,000f
B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Lignes diverses	214,532,000	352,670,000	567,202,000	30,752,000	169,309,000	200,061,000	2,091,000	7,103,000	9,194,000	32,843,000	176,412,000	209,255,000	181,689,000	176,258,000	357,947,000
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Lignes diverses	278,710,000	381,399,000	660,109,000	30,404,000	154,915,000	185,319,000	2,566,000	8,714,000	11,280,000	32,970,000	163,629,000	196,599,000	245,740,000	217,770,000	463,510,000
COMPAGNIE P.-L.-M. Lignes diverses	630,032,000	913,644,000	1,543,676,000	54,198,000	301,857,000	356,055,000	5,705,000	21,730,000	27,435,000	59,903,000	323,587,000	383,490,000	570,129,000	590,057,000	1,160,186,000
COMPAGNIE P.-L.-M. *A déduire*	*150,857,000*	*221,143,000*	*372,000,000*	*10,809,000*	*97,191,000*	*108,000,000*	*830,000*	*5,170,000*	*6,000,000*	*11,639,000*	*102,361,000*	*114,000,000*	*139,218,000*	*118,782,000*	*258,000,000*
COMPAGNIE P.-L.-M. Reste	479,175,000	692,501,000	1,171,676,000	43,389,000	204,666,000	248,055,000	4,875,000	16,560,000	21,435,000	48,264,000	221,226,000	269,490,000	430,911,000	471,275,000	902,186,000
COMPAGNIE DU MIDI.															
Lignes diverses	238,606,000	360,143,000	598,749,000	19,224,000	95,210,000	114,434,000	2,079,000	7,062,000	9,141,000	21,303,000	102,272,000	123,575,000	217,303,000	257,871,000	475,174,000
TOTAUX pour les conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883	1,211,023,000	1,786,713,000	2,997,736,000	123,769,000	624,100,000	747,869,000	11,611,000	39,439,000	51,050,000	135,380,000	663,539,000	798,919,000	1,075,643,000	1,123,174,000	2,198,817,000
TOTAL GÉNÉRAL des dépenses en capital et en intérêts au 1er janvier 1916	1,233,523,000	1,827,181,000	3,060,705,000	125,974,000	632,743,000	758,717,000	11,783,000	40,167,000	51,950,000	137,757,000	672,910,000	810,667,000	1,095,766,000	1,154,272,000	2,250,038,000

ANNUITÉ DE RACHAT

DU RÉSEAU DE LA COMPAGNIE DE L'OUEST.

(LOIS DES 13 JUILLET 1908 ET 21 DÉCEMBRE 1909.)

Une loi du 13 juillet 1908 a autorisé le Ministre des Travaux publics à procéder au rachat à l'égard de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. Le prix de ce rachat a été déterminé par une convention du 28 octobre 1909, approuvée par la loi du 21 décembre suivant, et qui stipule notamment :

« ART. 4. — L'État payera à la Compagnie, pour chacune des années à courir depuis le 1er janvier 1909 jusqu'au 31 décembre 1956 :

« 1° Une somme de 11,550,000 francs, laquelle sera toutefois réduite à 6,300,000 francs pour les cinq dernières années ;

« 2° Une somme égale aux charges effectives, tant principales qu'accessoires, y compris l'abonnement au timbre et les frais de service, fixée à dix centimes (0 fr. 10) par titre, de tous les emprunts réalisés par la Compagnie au 31 décembre 1907.

« Le tableau annexé à la présente convention détermine pour chaque année le montant réel des sommes à payer à la Compagnie, ainsi que la date des payements.

« Il sera délivré à la Compagnie, en représentation de ces sommes, un titre spécial, exempt de timbre et inaliénable, dont les coupons auront la valeur et les dates d'échéance des payements indiqués audit tableau. Ces coupons seront payés à la Compagnie, à première présentation, par le Trésor public.

« Sur les sommes ainsi payées, la Compagnie ne pourra être assujettie personnellement à aucun impôt ultérieurement établi ; il est en outre précisé que le droit de timbre qu'elle acquitte ne sera désormais exigible que sur ses obligations et dans les conditions prévues à l'article 6 ci-après.

« L'État versera, en outre, chaque année, à la Compagnie, et dans les mêmes conditions, une somme égale aux charges effectives tant principales qu'accessoires, calculées ainsi qu'il vient d'être dit, de tous les emprunts réalisés par elle postérieurement au 1er janvier 1908, tant pour couvrir les dépenses de l'année 1908 que pour assurer le règlement définitif de tous comptes entre la Compagnie et l'État. Le tableau des payements complémentaires à effectuer de ce chef sera arrêté, après avis de la Commission supérieure de vérification des comptes des Compagnies de chemin de fer, la Compagnie entendue, par une décision concertée du Ministre des Travaux publics et du Ministre des Finances ; la Compagnie déclare accepter par avance ladite décision.

« Un titre spécial, constitué comme il est dit ci-dessus, sera remis à la Compagnie en représentation des sommes complémentaires inscrites à ce tableau.

« Il est entendu que toutes les annuités précédemment servies par l'État à la Compagnie étant comprises dans le tableau des payements prévus par le présent article cesseront, à partir de l'année 1909, d'être versées distinctement à la Compagnie ».

« Art. 6. — Au cas où la Compagnie procéderait à la conversion de ses emprunts, ou si le droit de timbre venait à être modifié, le tableau des payements à effectuer annuellement par l'État à la Compagnie serait revisé en conséquence, de telle façon que les versements de l'État à la Compagnie, en ce qui concerne les obligations, continuent à être exactement égaux, pour chaque année, aux charges (principales et accessoires) incombant effectivement à la Compagnie pour la même année.

« Les titres spéciaux délivrés à la Compagnie, en exécution de l'article 4 de la présente convention, seront par suite annulés et remplacés par un nouveau titre dont les coupons correspondront aux payements revisés, ainsi qu'il est dit au paragraphe précédent. »

Les sommes dues en vertu des paragraphes 3 et 4 de l'article 4 ci-dessus ont fait l'objet d'un tableau annexé à la convention.

A l'origine, la dette de l'État envers l'ancienne Compagnie de l'Ouest ne comprenait pas les emprunts réalisés après le 1er janvier 1908, lesquels devaient donner lieu à payements complémentaires. Conformément au paragraphe 7 de l'article 4 de la convention, une décision interministérielle du 31 juillet 1912 a prescrit de délivrer à la Compagnie un nouveau titre, dont un tableau annexe fixe la valeur des coupons, payables dans les mêmes conditions et aux mêmes échéances que celles de l'annuité principale. A partir de l'année 1912, l'annuité complémentaire se superpose donc à la première.

Postérieurement, l'article 40 de la loi du 29 mars 1914, concernant la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières françaises et étrangères, a porté de 0 fr. 06 à 0 fr. 09 par cent francs, décimes compris, à partir du 1er juillet 1914, le droit annuel d'abonnement établi par les articles 22 et 31 de la loi du 5 juin 1850. Il a été dressé en conséquence sur ces nouvelles bases un tableau des sommes à verser trimestriellement par l'État à la Compagnie, afin de lui tenir compte, en exécution de l'article 6 de la convention de rachat, du supplément d'impôt qu'elle devra payer désormais pour ses obligations.

Suivant décision ministérielle du 26 août 1914, un nouveau titre, muni de coupons d'annuités correspondant, à partir de l'échéance du 29 septembre 1914, aux sommes inscrites sur ledit tableau, a été remis à la Compagnie en échange des titres précédents dûment annulés.

Considérée dans son ensemble, la dette n'est définie que par la valeur et le nombre des annuités et ce sont celles-ci qui font l'objet d'un compte de services spéciaux du Trésor. Pour évaluer la dette en capital, on a dû déterminer les valeurs actuelles au 1er janvier de chaque année, à un taux nécessairement arbitraire et que l'on a supposé égal à 3 p. 100.

Les valeurs ont été d'abord calculées au 29 mars pour les premières trimestrialités de chaque année, au 28 juin pour les deuxièmes, au 28 septembre et 29 décembre pour les deux autres; puis on les a escomptées pour les ramener à la date du 1er janvier.

Les tableaux ci-après indiquent les calculs opérés et leurs résultats.

ANNUITÉ DE RACHAT À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST. (LOIS DES 13 JUILLET 1908 ET 21 DÉCEMBRE 1909).

ANNUITÉ PRINCIPALE (A).

ANNÉES.	VALEURS ESCOMPTÉES de 1 franc payable après 0, 1, 2, 3, etc., 48 ans.	PREMIÈRE ÉCHÉANCE 29 MARS. Montants.	PREMIÈRE ÉCHÉANCE 29 MARS. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 29 mars 1909.)	DEUXIÈME ÉCHÉANCE 28 JUIN. Montants.	DEUXIÈME ÉCHÉANCE 28 JUIN. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 28 juin 1909.)	TROISIÈME ÉCHÉANCE 28 SEPTEMBRE. Montants.	TROISIÈME ÉCHÉANCE 28 SEPTEMBRE. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 28 septembre 1909.)	QUATRIÈME ÉCHÉANCE 29 DÉCEMBRE. Montants.	QUATRIÈME ÉCHÉANCE 29 DÉCEMBRE. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 29 décembre 1909.)	ANNÉES.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1909	1 0000.0000	13,633,874 06	13,633,874 06	41,445,263 09	41,445,263 09	26,572,633 36	26,572,633 36	24,498,927 01	24,498,927 01	1909.
1910	0 9708.7379	19,792,872 86	19,216,381 49	41,699,445 88	40,484,899 06	26,648,649 78	25,872,475 61	24,387,377 68	23,579,978 42	1910.
1911	0 9425.9591	19,670,425 14	18,541,262 28	41,963,564 16	39,554,683 95	26,726,636 80	25,192,418 54	24,050,328 28	22,669,741 07	1911.
1912	0 9151.4166	19,532,375 86	17,874,890 87	42,240,433 54	38,655,980 47	26,803,132 94	24,528,663 57	23,803,444 50	21,783,523 71	1912.
1913	0 8884.8705	19,390,132 91	17,227,881 99	42,518,144 27	37,776,820 57	26,884,538 62	23,886,564 41	23,548,505 85	20,922,542 49	1913.
1914	0 8626.0878	19,244,784 90	16,600,720 42	42,811,774 87	36,929,812 89	27,137,614 82	23,409,144 81	23,455,113 42	20,232,586 77	1914.
1915	0 8374.8426	19,263,684 05	16,133,032 18	43,275,670 22	36,242,692 65	27,219,296 04	22,795,732 00	23,185,167 68	19,417,213 00	1915.
1916	0 8130.9151	19,108,080 86	15,536,618 32	43,582,243 12	35,436,351 87	27,304,411 36	22,200,985 06	22,906,110 89	18,624,764 29	1916.
1917	0 7894.0923	18,946,369 45	14,956,438 92	43,898,955 40	34,654,240 58	27,390,798 03	21,622,548 78	22,618,625 80	17,855,351 98	1917.
1918	0 7664.1673	18,780,950 85	14,394,034 94	44,221,989 16	33,892,472 33	27,478,987 83	21,060,356 00	22,326,209 68	17,111,180 62	1918.
1919	0 7440.9391	18,610,414 75	13,847,896 38	44,554,261 69	33,152,554 79	27,494,526 12	20,458,509 44	22,022,223 10	16,386,602 12	1919.
1920	0 7224.2128	18,435,818 29	13,318,427 45	44,896,518 88	32,434,200 64	27,585,146 82	19,928,097 07	21,710,649 59	15,684,235 27	1920.
1921	0 7013.7988	18,257,109 77	12,805,169 46	45,252,908 87	31,739,479 79	27,679,185 89	19,413,624 08	21,387,563 73	15,000,806 88	1921.
1922	0 6809.5134	18,071,595 37	12,305,877 08	45,614,567 06	31,061,300 56	27,776,949 58	18,914,751 04	21,058,735 57	14,339,974 20	1922.
1923	0 6611.1781	17,881,623 17	11,821,859 55	45,990,652 09	30,405,239 19	27,874,645 45	18,428,424 55	20,720,424 86	13,698,641 91	1923.
1924	0 6418.6195	17,687,042 30	11,352,639 46	46,377,304 85	29,767,955 70	27,977,018 92	17,957,383 92	20,370,766 93	13,075,220 18	1924.
1925	0 6231.6694	17,296,379 18	10,778,531 69	46,774,764 11	29,148,486 62	28,084,121 15	17,501,095 84	19,935,414 39	12,423,091 18	1925.
1926	0 6050.1645	16,983,289 50	10,275,169 52	47,185,828 25	28,548,202 30	28,197,116 34	17,059,719 23	19,464,724 06	11,776,478 25	1926.
1927	0 5873.9461	16,764,727 82	9,847,510 76	47,609,827 83	27,965,756 25	28,311,228 93	16,629,863 28	19,081,341 38	11,208,277 08	1927.
1928	0 5702.8603	16,539,809 98	9,432,422 57	48,050,458 73	27,402,505 35	28,429,194 42	16,212,772 42	18,685,618 03	10,656,146 92	1928.
1929	0 5536.7575	16,308,335 11	9,029,529 67	48,499,998 87	26,853,273 25	28,549,244 07	15,807,024 12	18,278,691 95	10,120,468 47	1929.
1930	0 5375.4928	16,070,125 07	8,638,484 16	48,961,586 31	26,320,878 12	28,675,075 36	15,414,266 11	17,859,108 23	9,600,150 77	1930.
1931	0 5218.9250	15,824,939 86	8,258,917 43	49,444,516 12	25,804,722 13	28,800,860 54	15,030,953 11	17,431,145 38	9,097,184 04	1931.
1932	0 5066.9175	15,572,623 88	7,890,520 05	49,935,236 37	25,301,772 30	28,929,822 83	14,658,502 56	16,988,319 85	8,607,841 51	1932.
1933	0 4919.3374	15,312,967 85	7,532,965 54	50,445,369 10	24,815,779 09	29,064,662 38	14,297,888 07	16,531,607 07	8,132,455 29	1933.
1934	0 4776.0557	15,045,713 43	7,185,916 54	50,963,644 68	24,340,520 57	29,200,984 68	13,946,552 93	16,063,899 67	7,672,207 96	1934.
1935	0 4636.9473	14,770,671 61	6,849,082 58	51,507,120 36	23,883,580 27	29,340,972 81	13,605,254 46	15,580,996 55	7,224,825 99	1935.
1936	0 4501.8906	14,487,605 33	6,522,161 43	52,058,400 33	23,436,122 31	29,485,307 00	13,273,962 64	14,999,506 21	6,752,613 60	1936.
1937	0 4370.7675	14,196,269 58	6,204,859 37	52,632,889 58	23,004,612 32	29,631,080 85	12,951,056 52	14,487,363 05	6,333,089 56	1937.
1938	0 4243.4636	13,896,451 87	5,896,908 77	53,221,494 38	22,584,347 41	29,781,461 31	12,637,654 70	13,960,086 86	5,923,912 04	1938.
1939	0 4119.8676	13,587,889 89	5,598,030 73	53,828,966 15	22,176,821 36	29,937,544 48	12,333,871 93	13,070,120 40	5,384,716 56	1939.
1940	0 3999.8715	13,270,381 90	5,307,982 24	54,464,304 40	21,785,161 89	30,092,970 52	12,036,801 51	12,504,808 48	5,001,762 71	1940.
1941	0 3883.3703	12,943,646 23	5,026,497 13	55,114,192 48	21,402,881 82	30,258,354 42	11,750,439 49	11,924,375 54	4,630,676 58	1941.
1942	0 3770.2625	12,607,327 04	4,753,293 24	55,786,759 55	21,033,072 75	30,422,645 25	11,470,135 85	11,326,150 88	4,270,256 19	1942.
1943	0 3660.4490	12,261,216 12	4,488,155 63	56,477,284 86	20,673,222 09	30,593,513 73	11,198,599 67	10,711,523 14	3,920,898 42	1943.
1944	0 3553.8340	11,904,989 64	4,230,835 70	57,189,657 14	20,324,254 80	30,768,941 94	10,934,771 20	10,078,824 72	3,581,847 00	1944.
1945	0 3450.3243	11,538,344 97	3,981,103 20	57,924,958 72	19,985,989 26	30,944,969 55	10,677,018 04	9,427,353 83	3,252,742 80	1945.
1946	0 3349.8294	11,161,030 34	3,738,754 76	58,681,237 83	19,657,213 57	31,130,187 54	10,428,081 74	8,757,921 50	2,933,754 29	1946.
1947	0 3252.2615	10,772,661 73	3,503,551 30	59,460,305 50	19,338,046 24	31,316,501 20	10,184,945 12	8,068,314 94	2,624,027 00	1947.
1948	0 3157.5355	10,372,963 94	3,275,300 19	60,259,948 94	19,027,292 80	31,507,978 19	9,948,755 97	7,359,830 67	2,323,892 66	1948.
1949	0 3065.5684	9,961,597 17	3,053,795 75	61,088,964 67	18,727,239 97	31,704,048 65	9,719,092 97	6,629,630 14	2,032,358 47	1949.
1950	0 2976.2800	9,538,217 89	2,838,840 71	61,938,264 14	18,434,561 68	31,905,713 81	9,496,033 79	5,878,996 53	1,749,753 98	1950.
1951	0 2889.5922	9,102,460 52	2,630,239 89	62,816,380 53	18,151,372 32	32,112,378 07	9,279,167 71	5,107,065 57	1,475,733 68	1951.
1952	0 2805.4294	8,653,962 07	2,427,807 96	43,699 57	12,259 61	32,340,462 08	9,072,888 31	35,453 30	9,946 17	1952.
1953	0 2723.7178	8,209,873 30	2,236,137 80	35,453 30	9,656 48	32,767,373 30	8,924,907 79	26,967 45	7,345 17	1953.
1954	0 2644.3862	7,752,827 45	2,050,146 99	26,967 45	7,131 24	33,208,327 45	8,781,564 28	18,234 72	4,821 96	1954.
1955	0 2567.3653	7,282,424 72	1,869,664 45	18,234 72	4,681 52	33,661,924 72	8,642,245 75	9,247 82	2,374 25	1955.
1956	0 2492.5876	6,798,272 82	1,694,529 05	9,247 82	2,305 10	34,126,772 82	8,506,397 08	//	//	1956.
1957	0 2419.9880	6,300,000 00	1,524,592 44	//	//	//	//	//	//	1957.
			418,139,243 99		1,183,797,610 92		744,654,596 45		463,615,940 47	
			Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 415,095,226 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 1,166,590,402 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 728,446,658 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 450,185,424 fr.	

Valeur actuelle totale au 1er janvier 1909 : 2,760,317,710 fr.

(A) Compte tenu, à partir du 1er juillet 1914, du relèvement du droit de timbre. (Loi du 29 mars 1914, art. 40.)

ANNUITÉ DE RACHAT À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST. (LOIS DES 13 JUILLET 1908 ET 21 DÉCEMBRE 1909.)

ANNUITÉ COMPLÉMENTAIRE (Décision ministérielle du 31 juillet 1912) [A].

ANNÉES.	VALEURS ESCOMPTÉES de 1 franc payable après 0, 1, 2, 3, etc., 47 ans.	PREMIÈRE ÉCHÉANCE 29 MARS. Montants.	PREMIÈRE ÉCHÉANCE 29 MARS. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 29 mars 1909.)	DEUXIÈME ÉCHÉANCE 28 JUIN. Montants.	DEUXIÈME ÉCHÉANCE 28 JUIN. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 28 juin 1909.)	TROISIÈME ÉCHÉANCE 28 SEPTEMBRE. Montants.	TROISIÈME ÉCHÉANCE 28 SEPTEMBRE. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 28 septembre 1909.)	QUATRIÈME ÉCHÉANCE 29 DÉCEMBRE. Montants.	QUATRIÈME ÉCHÉANCE 29 DÉCEMBRE. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 29 décembre 1909.)	ANNÉES.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1909	1 0000.0000	906,144 05	906,144 05	13,786 50	13,786 50	1,634,686 50	1,634,686 50	13,667 10	13,667 10	1909.
1910	0 9708.7379	1,110,299 30	1,077,960 48	15,888 99	15,426 20	1,994.035 24	1,935,956 55	15,728 90	15,270 77	1910.
1911	0 9425.9591	1,181,527 66	1,113,703 13	15,728 91	14,826 00	1,999,527 66	1,884,746 59	15,620 15	14,723 49	1911.
1912	0 9151.4166	1,191,111 66	1,090,035 90	15,946 20	14,593 03	2,081,394 42	1,904,770 74	15,772 61	14,434 17	1912.
1913	0 8884.8705	1,185,181 35	1,053,018 28	15,772 60	14,013 75	2,078,681 35	1,846,881 46	15,593 90	13,854 98	1913.
1914	0 8626.0878	1,171,772 66	1,010,781 38	15,593 91	13,451 44	2,098,120 37	1,809,857 05	21,188 47	18,277 36	1914.
1915	0 8374.8426	1,163,735 97	974,610 56	21,188 47	17,745 01	2,111,235 97	1,768,126 89	20,927 91	17,526 80	1915.
1916	0 8130.9151	1,149.444 15	934,663 28	20,927 90	17,016 30	2,124,944 15	1,727,774 05	20,659 65	16,798 19	1916.
1917	0 7894.0923	1,134.729 65	895,766 06	20,659 65	16,308 92	2,139,229 65	1,688,727 63	20,383 41	16,090 85	1917.
1918	0 7664.1673	1,119.575 90	858,061 70	20,383 40	15,622 18	2,153,575 91	1,650,536 61	20,099 07	15,404 26	1918.
1919	0 7440.9391	1,103,976 58	821,462 25	20,099 06	14,955 59	2,168,476 57	1,613,550 21	19,806 32	14,737 76	1919.
1920	0 7224.2128	1,087,916 32	785,933 90	19,806 32	14,308 51	2,184,416 32	1,578,068 83	19,504 79	14,090 68	1920.
1921	0 7013.7988	1,071,372 28	751,438 96	19,504 78	13,680 26	2,200,372 29	1,543,296 85	19,194 32	13,462 51	1921.
1922	0 6809.5134	1,054.336 83	717,952 08	19,194 31	13,070 39	2,215.836 82	1,508,877 05	18,874 90	12,852 89	1922.
1923	0 6611.1781	1,036,809 90	685,453 49	18,874 90	12,478 53	2,234,309 90	1,477,142 07	18,545 59	12,260 82	1923.
1924	0 6418.6195	1,018,739 34	653,890 01	18,545 59	11,903 71	2,250,739 34	1,444,663 94	18,206 79	11,686 25	1924.
1925	0 6231.6694	1,000,146 80	623,258 42	18,206 80	11,345 88	2,268,646 79	1,413,745 68	17,857 95	11,128 48	1925.
1926	0 6050.1645	981.001 68	593,522 15	17,857 94	10,804 35	2,287,501 68	1,383,976 15	17,498 66	10,586 98	1926.
1927	0 5873.9461	961,282 43	564,652 12	17,498 67	10,278 62	2,306,282 42	1,354,697 86	17,128 80	10,061 36	1927.
1928	0 5702.8603	940,981 27	536,628 47	17,128 79	9,768 31	2,325,981 28	1,326,474 63	16,747 92	9,551 10	1928.
1929	0 5536.7575	920,075 41	509,423 44	16,747 91	9,272 91	2,346,075 42	1,298,965 07	16,355 76	9,055 79	1929.
1930	0 5375.4928	898,549 50	483,014 64	16,355 75	8,792 02	2,366,549 50	1,272,136 98	15,952 06	8,575 02	1930.
1931	0 5218.9250	876,388 32	457,380 49	15,952 07	8,325 27	2,388,388 32	1,246,481 95	15,536 25	8,108 25	1931.
1932	0 5066.9175	853,561 27	432,492 45	15,536 25	7,872 09	2,409,561 26	1,220,904 81	15,108 36	7,655 28	1932.
1933	0 4919.3374	830,068 35	408,338 63	15,108 37	7,432 32	2,433,068 35	1.196,908 41	14,667 54	7,215 46	1933.
1934	0 4776.0557	805,865 02	384,885 62	14,667 54	7,005 30	2,456,365 03	1,173,173 62	14,213 65	6,788 52	1934.
1935	0 4636.9473	780,943 65	362,119 45	14,213 65	6,590 80	2,480,443 65	1,150,168 65	13,746 29	6,374 08	1935.
1936	0 4501.8906	755,280 05	340,018 82	13,746 30	6,188 43	2,504,780 05	1,127,624 58	13,265 18	5,971 84	1936.
1937	0 4370.7675	728,860 18	318,567 84	13,265 18	5,797 90	2,530,360 18	1,105,961 60	12,769 76	5,581 37	1937.
1938	0 4243.4636	701,653 50	297,744 11	12,769 75	5,418 80	2,556,653 50	1,084,906 61	12,259 64	5,202 33	1938.
1939	0 4119.8676	673,638 37	277,530 09	12,259 62	5,050 80	2,583,138 38	1,064,218 81	11,734 54	4,834 48	1939..
1940	0 3999.8715	644,798 30	257,911 03	11,734 54	4,693 67	2,611,298 29	1,044,485 76	11,193 73	4,477 35	1940.
1941	0 3883.3703	615,096 25	238,864 65	11,193 75	4,346 95	2,639,596 24	1,025,052 96	10,637 00	4,130 74	1941.
1942	0 3770.2625	584,515 72	220,377 77	10,636 99	4,010 42	2,669,015 74	1,006,289 00	10,063 77	3,794 31	1942.
1943	0 3660.4490	553,027 53	202,432 91	10,063 78	3,683 80	2,699,527 53	988,148 28	9,473 47	3,467 72	1943.
1944	0 3553.8340	520,600 97	185,012 94	9,473 47	3,366 71	2,730,600 97	970,410 26	8,865 73	3,150 73	1944.
1945	0 3450.3243	487,213 23	168,104 36	8,865 73	3,058 96	2,763,713 23	953,570 69	8,239 67	2,842 95	1945.
1946	0 3349.8294	452.819 67	151,686 86	8,239 67	2,760 15	2,795,819 67	936,551 89	7,595 37	2,544 32	1946.
1947	0 3252.2615	417,419 13	135,755 62	7,595 38	2,470 22	2,830,419 13	920,526 32	6,931 78	2,254 40	1947.
1948	0 3157.5355	380,959 30	120,289 25	6,931 80	2,188 74	2,865,459 30	904,778 95	6,248 54	1,973 00	1948.
1949	0 3065.5684	343,417 28	105,276 92	6,248 53	1,915 53	2,901,417 29	889,449 32	5,542 10	1,699 89	1949.
1950	0 2976.2800	304,762 60	90,705 88	5,545 10	1,650 38	2,939,262 60	874,806 85	4,820 61	1,434 75	1950.
1951	0 2889.5922	264,950 62	76,559 92	4,820 62	1,392 96	2,977,450 62	860,361 81	4,074 68	1,177 42	1951.
1952	0 2805.4294	223,957 18	62,829 61	4,074 68	1,143 12	3,015,957 18	846,105 49	3,306 86	927 72	1952.
1953	0 2723.7178	181,760 62	49,506 46	3,306 86	900 70	3,057,260 61	832,711 51	2,516 12	685 32	1953.
1954	0 2644.3862	138,299 88	36,571 83	2,516 13	665 36	3,099,299 88	819,574 58	1,701 84	450 03	1954.
1955	0 2567.3653	93,544 35	24,016 25	1,701 85	436 93	3,142,544 34	806,805 93	863 36	221 66	1955.
1956	0 2492.5876	47,457 11	11,829 10	863 36	215 20	3,186,957 11	794,376 98	//	//	1956.
			23,058,123 61		392,029 92		60,912,015 01		387,061 53	
			Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 22,890,260 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 386,332 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 59,586,204 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 375,849 fr.	

Valeur actuelle totale au 1er janvier 1909 : 83,238,645 fr.

(A) Compte tenu, à partir du 1er juillet 1914, du relèvement du droit de timbre. (Loi du 29 mars 1914, art. 40.)

On a vu dans le Compte général des finances de l'année 1909 (2e vol., p. 158) comment a été dressé le tableau d'amortissement de la dette correspondant à l'annuité principale. Le même procédé a été employé pour l'annuité complémentaire (voir page 168 du Compte général des finances de 1912, 2e volume).

Il a, d'autre part, été tenu compte, pour chaque annuité, des modifications apportées, à partir du 1er juillet 1914, par la loi du 29 mars 1914, article 40. (Voir notes A, pages 166 et 168 du présent Compte.)

Le tableau ci-après présente la dette totale de l'État en capital au 1er janvier de chaque année (valeur actuelle à cette date des trimestrialités non échues), avec le montant de l'amortissement de l'année (diminution de la valeur actuelle), et permet de suivre cette dette depuis son origine jusqu'à son extinction.

ANNÉES.	ANNUITÉ PRINCIPALE.		ANNUITÉ COMPLÉMENTAIRE.		ANNUITÉ TOTALE.	
	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
1909	2,751,141	24,751	82,903	114	2,834,044	24,865
1910	2,726,390	31,915	82,789	692	2,809,179	32,607
1911	2,694,475	32,857	82,097	792	2,776,572	33,649
1912	2,661,618	33,812	81,305	908	2,742,923	34,720
1913	2,627,806	34,790	80,397	926	2,708,203	35,716
1914. 1er semest.	2,593,016	23,951	79,471	423	2,672,487	24,374
1914. 2e semest.	2,580,022	12,194	79,448	542	2,659,470	12,736
1915	2,567,828	37,202	78,906	992	2,646,734	38,194
1916	2,530,626	38,278	77,914	1,021	2,608,540	39,299
1917	2,492,348	39,382	76,893	1,050	2,569,241	40,432
1918	2,452,966	40,518	75,843	1,080	2,528,809	41,598
1919	2,412,448	41,608	74,763	1,111	2,487,211	42,719
1920	2,370,840	42,806	73,652	1,144	2,444,492	43,950
1921	2,328,034	44,039	72,508	1,176	2,400,542	45,215
1922	2,283,995	45,309	71,332	1,209	2,355,327	46,518
1923	2,238,686	46,615	70,123	1,245	2,308,809	47,860
1924	2,192,071	47,960	68,878	1,281	2,260,949	49,241
1925	2,144,111	49,076	67,597	1,317	2,211,708	50,393
1926	2,095,035	50,288	66,280	1,355	2,161,315	51,643
1927	2,044,747	51,735	64,925	1,394	2,109,672	53,129
1928	1,993,012	53,228	63,531	1,433	2,056,543	54,661
1929	1,939,784	54,757	62,098	1,476	2,001,882	56,233
1930	1,885,027	56,336	60,622	1,517	1,945,649	57,853
1931	1,828,691	57,961	59,105	1,561	1,887,796	59,522
1932	1,770,730	59,627	57,544	1,605	1,828,274	61,232
1933	1,711,103	61,348	55,939	1,652	1,767,042	63,000
1934	1,649,755	63,110	54,287	1,700	1,704,042	64,810
1935	1,586,645	64,931	52,587	1,748	1,639,232	66,679
1936	1,521,714	66,714	50,839	1,798	1,572,553	68,512
1937	1,455,000	68,635	49,041	1,850	1,504,041	70,485
1938	1,386,365	70,609	47,191	1,903	1,433,556	72,512
1939	1,315,756	72,296	45,288	1,957	1,361,044	74,253
A reporter		1,518,638		39,972		1,558,610

ANNÉES.	ANNUITÉ PRINCIPALE.		ANNUITÉ COMPLÉMENTAIRE.		ANNUITÉ TOTALE.	
	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle.)	Amortissements de l'année.	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Report.....	.....	1,518,638	.....	39.972	.....	1,558,610
1940.....	1,243,460	74,376	43,331	2,013	1,286,791	76,389
1941.....	1,169,084	76,519	41,318	2,071	1,210,402	78,590
1942.....	1,092,565	78,720	39,247	2,131	1,131,812	80,851
1943.....	1,013,845	80,987	37,116	2,191	1,050,961	83,178
1944.....	932,858	83,319	34,925	2,255	967,783	85,574
1945.....	849,539	85,715	32,670	2,320	882,209	88,035
1946.....	763,824	88,187	30,350	2,385	794,174	90,572
1947.....	675,637	90,723	27,965	2,455	703,602	93,178
1948.....	584,914	93,332	25,510	2,524	610,424	95,856
1949.....	491,582	96,021	22,986	2,597	514,568	98,618
1950.....	395,561	98,782	20,389	2,672	415,950	101,454
1951.....	296,779	101,628	17,717	2,749	314,496	104,377
1952.....	195,151	35,660	14,968	2,826	210,119	38,486
1953.....	159,491	36,689	12,142	2,908	171,633	39,597
1954.....	122,802	37,719	9,234	2,991	132,036	40,740
1955.....	85,053	38,839	6,243	3,077	91,296	41,916
1956.....	46,214	39,960	3,166	3,166	49,380	43,126
1957.....	6,254	6,254	"	"	6,254	6,254
TOTAL.....	.....	2,762,098	.....	83,303	.....	2,845,401

La dette primitive de.....	2,751,141,000f	
correspondant à l'annuité principale, s'est trouvée augmentée, par application de la loi du 29 mars 1914, article 40, de..	10,957,000	
et portée de ce fait à	2,762,098,000	
Pendant les années 1909 à 1915, il a été amorti un capital de.....	231,472,000	
et, au 1er janvier 1916, il reste à amortir.....	2,530,626,000	2,530,626,000f
La dette complémentaire de.....	82,903,000	
a été augmentée, dans les mêmes conditions que ci-dessus, de	400,000	
et s'est trouvée portée à la somme de.....	83,303,000	
sur laquelle il a été amorti, jusqu'au 31 décembre 1915..	5,389,000	
Le capital subsistant à ce titre, au 1er janvier 1916, est donc de.....	77,914,000	77,914,000
Soit, à cette date, comme dette totale.....		2,608,540,000

CAUTIONNEMENTS.

Ce compte présente la situation des cautionnements inscrits au Trésor au commencement et à la fin de l'année, ainsi que leur mouvement, par ministère et par classe, pendant cette période.

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Les capitaux de cautionnements versés en numéraire au Trésor pendant l'année 1915 sont de	358,571f 00c
Les remboursements autorisés montent à	1,534,690 79
Dépenses excédant les recettes	1,176,119 79 (A)
Les capitaux qui restaient inscrits au 1er janvier 1915 s'élevaient à	97,394,562 09 (B)
Par conséquent, les cautionnements, inscrits au Trésor au 1er janvier 1916, s'élèvent à la somme totale de	96,218,442 30 (C)

SAVOIR :

Ministère de la justice	22,474 parties.	62,767,085f 74c
Ministère des finances	2,488 parties.	8,159,165 34
Ministère des affaires étrangères	134 parties.	374,000 00
Ministère de l'agriculture	6 parties	25,500 00
Ministère des colonies	15 parties.	28,623 10
Ministère du commerce	1,484 parties.	2,791,881 91
Ministère de la guerre	119 parties.	153,172 04
Ministère de l'intérieur	11 parties.	8,287 28
Ministère de l'instruction publique	193 parties.	284,800 00
Ministère de la marine	7 parties.	58,660 00
Ministère des travaux publics	11 parties.	33,929 84
Agents de change et courtiers	415 parties.	21,495,585 22
Assujettis non classés	»	37,751 83
	27,357	96,218,442 30

(A) Cet excédent de dépenses résulte jusqu'à concurrence de 3,330 francs, du remboursement des cautionnements convertis en rentes pendant l'année 1915, en exécution de l'article 56 de la loi du 13 avril 1898.

(B) Il y a lieu de remarquer que le chiffre de 97,394,562f 09 représente le total des capitaux de cautionnements inscrits sur les livres de la Dette inscrite au 1er janvier 1915, non comprises les sommes restant à payer après ordonnancement.

(C) Le solde au 31 décembre 1915	96,218,442f 30c
représente les capitaux inscrits à cette date non compris les restes à payer après ordonnancement, soit	176,714 39
Il en résulte que la somme totale dont le Trésor reste débiteur au 1er janvier 1916 est de	96,395,156 69

Le total porté d'autre part comprend, en exécution de l'article 1er de la loi du 30 mars 1918, le résultat des opérations du département du Nord jusqu'au 31 décembre 1914, alors que la Direction de la Comptabilité publique et, par suite, celle du Budget et du Contrôle financier ne peuvent faire figurer dans leurs écritures les opérations de ce département afférentes au deuxième semestre.

Ces opérations s'élèvent en recettes à 21,600 francs, s'appliquant de la façon suivante :

Ministère de la justice (Notaires).....	19,600f 00c	19,600f 00c
Ministère des finances (Douanes).....	500 00	//
Ministère des finances (Octrois).....	1,500 00	2,000 00
TOTAL.....	21,600 00	21,600 00

Les cautionnements inscrits au Trésor au 1er janvier 1915 s'élèvent donc, d'après les écritures de la Direction cu Budget et du contrôle financier, à la somme de 96,196,842f 30
à laquelle il y a lieu d'ajouter le montant des restes à payer (voir page 174).

Cette somme se décompose ainsi :

Ministère de la justice.....	22,473	parties.	62,747,485f 74c
Ministère des finances.....	2,486	parties.	8,157,165 34
Ministère des affaires étrangères....	134	parties.	374,000 00
Ministère de l'agriculture.....	6	parties.	25,500 00
Ministère des colonies	15	parties.	28,623 10
Ministère du commerce.....	1,484	parties.	2,791,881 91
Ministère de la guerre.....	119	parties.	153,172 04
Ministère de l'intérieur.....	11	parties.	8,287 28
Ministère de l'instruction publique.	193	parties.	284,800 00
Ministère de la marine.....	7	parties.	58,660 00
Ministère des travaux publics.....	11	parties.	33,929 84
Agents de change et courtiers.....	415	parties.	21,495,585 22
Assujettis non classés.....	//		37,751 83
	27,354		96,196,842 30

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Situation, au 1er janvier 1916, des capitaux de cautionnements en numéraire.

MINISTÈRES auxquels ressortissent les emplois et classes des titulaires.	CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1915.		RECETTES DE L'ANNÉE 1915. (*Créations d'emplois, augmentations dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			DÉPENSES DE L'ANNÉE 1915. (*Suppressions d'emplois, réductions dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1916.		RÉSULTAT, par classe de titulaires, du mouvement de l'année 1915.				OBSERVATIONS.
											Nombre de parties.		Sommes.		
	Nombre de parties.	Sommes.	Recettes effectives en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Remboursements en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Nombre de parties.	Sommes.	Augmentation.	Diminution.	Excédent de recette.	Excédent de dépense.	
MINISTÈRES DIVERS.															
Agents de change et courtiers	407	21,480,585f 22c	15,000f 00c	"	15,000f 00c	"	"	"	415	21,495,585f 22c	8	"	15,000f 00c	"	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.															
Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, avoués	2,828	9,037,409 54	26,900 00	"	26,900 00	19,400f 00c	"	19,400f 00c	3,010	9,044,909 54	182	"	7,500 00	"	
Greffiers des cours et tribunaux	3,873	8,347,071 05	61,700 00	"	61,700 00	24,800 00	"	24,800 00	3,935	8,383,971 05	62	"	36,900 00	"	
Huissiers, commissaires-priseurs	6,813	10,414,711 56	47,900 00	"	47,900 00	89,543 28	"	89,543 28	6,798	10,373,068 28	"	15	"	41,643f 28c	
Notaires	8,669	34,843,536 87	137,900 00	"	137,900 00	64,500 00	"	64,500 00	8,719	34,916,936 87	50	"	73,400 00	"	
Comptables et préposés divers	15	48,200 00	"	1,000 00	1,000 00	"	1,000f 00c	1,000 00	12	48,200 00	"	3	"	"	
	22,198	62,690,929 02	275,400 00	1,000 00	275,400 00	198,243 28	1,000 00	199,243 28	22,474	62,767,085 74	294	18	117,800 00	41,643 28	
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.															
Comptables et préposés divers	140	383,000 00	"	"	"	9,000 00	"	9,000 00	134	374,000 00	"	6	"	9,000 00	
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.															
Comptables et préposés divers	13	10,287 28	"	"	"	2,000 00	"	2,000 00	11	8,287 28	"	2	"	2,000 00	
MINISTÈRE DES FINANCES.															
Contributions indirectes	402	1,107,367 06	7,800 00	"	7,800 00	94,600 00	"	94,600 00	369	1,020,567 06	"	33	"	86,800 00	
Manufactures de l'État	7	59,530 00	"	"	"	16,000 00	"	16,000 00	6	43,530 00	"	1	"	16,000 00	
Douanes	55	177,308 96	11,100 00	"	11,100 00	5,000 00	"	5,000 00	48	183,408 96	"	7	6,100 00	"	
Enregistrement	303	1,412,703 39	1,500 00	"	1,500 00	176,970 00	"	176,970 00	261	1,237,233 39	"	42	"	175,470 00	
Octrois	1,571	500,511 75	9,870 00	"	9,870 00	33,900 00	"	33,900 00	1,472	476,481 75	"	99	"	24,030 00	
Percepteurs et receveurs municipaux	320	2,836,661 65	13,400 00	45,600 00	59,000 00	304,160 00	45,600 00	349,760 00	277	2,545,901 65	"	43	"	290,760 00	
Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers et trésoriers divers	65	2,884,273 13	"	181,500 00	181,500 00	382,730 60	181,500 00	564,230 60	52	2,501,542 53	"	13	"	382,730 60	
Comptables et préposés divers	3	150,500 00	"	"	"	"	"	"	3	150,500 00	"	"	"	"	
	2,726	9,128,855 94	43,670 00	227,100 00	270,770 00	1,013,360 60	227,100 00	1,240,460 60	2,488	8,159,165 34	"	238	6,100 00	975,790 60	
A reporter	25,484	93,693,657 46	333,070 00	228,100 00	561,170 00	1,222,603 88	228,100 00	1,450,703 88	25,522	92,804,123 58	302	264	138,900 00	1,028,433 88	

Suite du COMPTE DES CAU

Suite de la *Situation, au 1er janvier 1916,*

MINISTÈRES AUXQUELS RESSORTISSENT LES EMPLOIS ET CLASSES des titulaires.	CAPITAUX INSCRITS au 1er janvier 1915. Nombre de parties.	CAPITAUX INSCRITS au 1er janvier 1915. Sommes. (A)	RECETTES DE L'ANNÉE 1915. (*Créations d'emplois, augmentations dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*) Recettes effectives en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.
Report.....	25,484	93,693,657f 46c	333,070f 00c	228,100f 00c	561,170f 00c
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.					
Comptables et préposés divers.....	6	25,500 00	"	"	"
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE.					
Comptables et préposés divers.....	3	3,000 00	"	"	"
Postes et télégraphes.....	1,572	2,998,881 91	22,400 00	"	22,400 00
MINISTÈRE DE LA GUERRE.					
Comptables et préposés divers.....	201	186,168 95	"	"	"
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.					
Comptables et préposés divers.....	225	290,380 00	2,600 00	1,200 00	3,800 00
MINISTÈRE DE LA MARINE.					
Comptables et préposés divers.....	15	90,670 00	"	"	"
MINISTÈRE DES COLONIES.					
Comptables et préposés divers.....	16	32,122 10	501 00	"	501 00
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.					
Chemins de fer.....	13	36,429 84	"	"	"
Assujettis non classés.....	"	37,751 83	"	"	"
	27,535	97,394,562 09	358,571 00	229,300 00	587,871 00

(A) Le montant des capitaux dus s'élève, au 1er janvier 1915 (voir année 1914, page 174), à la somme de..... 97,634,361f 42c

Ce chiffre se décompose comme il suit :

Capitaux inscrits sur les livres de la Dette inscrite.....	97,394,562f 09c
Capitaux restant à payer après ordonnancement.....	239,799 33
TOTAL ÉGAL.....	97,634,361 42

TIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

des capitaux de cautionnements en numéraire.

DÉPENSES DE L'ANNÉE 1915. (*Suppressions d'emplois, réductions dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*) Remboursements en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	CAPITAUX INSCRITS au 1er janvier 1916. Nombre de parties.	Sommes.	RÉSULTAT, PAR CLASSE DE TITULAIRES, des mouvements de l'année 1915. Nombre de parties. Augmentation.	Diminution.	Sommes. Excédent de recette.	Excédent de dépense.	OBSERVATIONS.
1,222,603f 88c	228,100f 00c	1,450,703f 88c	25,522	92,804,123f 58c	302	264	138,900f 00c	1,028,433f 88c	
"	"	"	6	25,500 00	"	"	"	"	
"	"	"	3	3,000 00	"	"	"	"	
232,400 00	"	232,400 00	1,481	2,788,881 91	"	91	"	210,000 00	
32,996 91	"	32,996 91	119	153,172 04	"	82	"	32,996 91	
8,180 00	1,200 00	9,380 00	193	284,800 00	"	32	"	5,580 00	
32,010 00	"	32,010 00	7	58,660 00	"	8	"	32,010 00	
4,000 00	"	4,000 00	15	28,623 10	"	1	"	3,499 00	
2,500 00	"	2,500 00	11	33,929 84	"	2	"	2,500 00	
"	"	"	"	37,751 83	"	"	"	"	
1,534,690 79	229,300 00	1,763,990 79	27,357	96,218,442 30	302	480	138,900 00	1,315,019 79	
					— 178		— 1,176,119f 79c		(A) Voir page 174.

CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

LOI DU 13 AVRIL 1898 (ART. 56).

Le montant de ces cautionnements s'élève, au 31 décembre 1915, à 60,563,386 fr. 96 c., savoir :

	PARTIES.	SOMMES.	RENTES.
Ministère des finances	2,832	55,197,549 f 58 c	1,671,544 f
Ministère de la justice	15	98,700 00	3,133
Ministère des affaires étrangères	100	322,000 00	10,110
Ministère de l'intérieur	6	213,725 00	6,516
Ministère de la guerre	172	605,947 00	29,344
Ministère de la marine	28	249,375 38	6,328
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts	119	825,620 00	28,238
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	793	2,678,970 00	83,472
Ministère des colonies	9	40,500 00	1,293
Ministère de l'agriculture	11	175,000 00	5,947
Ministère des travaux publics	6	156,000 00	3,986
	4,091	60,563,386 96	1,849,911

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

Situation, au 31 décembre 1915, des cautionnements réalisés en rentes sur l'État.

MINISTÈRES AUXQUELS RESSORTISSENT LES EMPLOIS ET CLASSES DES TITULAIRES.	CAUTIONNEMENTS RÉALISÉS en rentes sur l'État au 1er janvier 1916.		RENTES	
	Nombre de parties.	Capitaux.	3 p. o/o.	3 p. o/o amort.
		fr. c.		
MINISTÈRE DES FINANCES.				
Contributions indirectes	566	1,558,260 00	46,761f	5,640f
Manufactures de l'État	63	299,990 00	7,780	1,500
Douanes	61	372,650 00	12,841	1,440
Enregistrement	480	3,226,380 00	63,960	24,510
Octrois	57	134,150 00	4,417	255
Percepteurs et receveurs municipaux	1,150	20,,362498 58	540,716	91,050
Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers et trésoriers divers	442	28,996,121 00	574,427	289,575
Comptables et préposés divers	13	247,500 00	2,862	3,810
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.				
Comptables et préposés divers	15	98,700 00	3,133	»
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.				
Comptables et préposés divers	100	332,000 00	8,730	1,380
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.				
Comptables et préposés divers	6	213,725 00	6,486	30
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.				
Comptables et préposés divers	3	20,000 00	632	»
Postes et télégraphes	790	2,658,970 00	78,355	4,485
MINISTÈRE DE LA GUERRE.				
Comptables et préposés divers	172	605,947 00	18,409	10,935
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.				
Comptables et préposés divers	119	825,620 00	25,568	2,670
MINISTÈRE DE LA MARINE.				
Comptables et préposés divers	28	249,375 38	6,283	45
MINISTÈRE DES COLONIES.				
Comptables et préposés divers	9	40,500 00	1,293	»
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.				
Comptables et préposés divers	11	175,000 00	4,477	1,470
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.				
Comptables et préposés divers	6	156,000 00	3,461	525
TOTAUX	4,091	60,563,386 96	1,410,591	439,320
			1,849,911 fr.	

CAUTIONNEMENT MUTUEL.

Aux termes de la loi de finances du 26 décembre 1908 (art. 41), les comptables de deniers publics et autres fonctionnaires, membres d'associations françaises de cautionnement mutuel agréées par le Ministre des finances, ont été admis à remplacer leur cautionnement par la caution solidaire fournie par leur association.

Le montant de ces cautionnements s'élève, au 31 décembre 1915, à 188,888,090 fr. 48, savoir :

MINISTÈRES.	CAUTIONNEMENTS.	
	NOMBRE DE PARTIES.	CAPITAUX.
Ministère de la Justice	53	152,500f 00c
— des Finances	19,339	159,781,578 08
— de l'Agriculture	19	258,000 00
— du Commerce	6,392	24,048,562 40
— de la Guerre	287	1,358,670 00
— de l'Instruction publique	231	1,769,700 00
— de l'Intérieur	9	174,750 00
— de la Marine	67	1,163,330 00
— des Travaux publics	1	181,000 00
TOTAUX	26,398	188,888,090 48

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS REMPLACÉS PAR UNE GARANTIE MUTUELLE.

Situation au 1er janvier 1916.

MINISTÈRES AUXQUELS RESSORTISSENT LES EMPLOIS ET CLASSES DES TITULAIRES.		CAUTIONNEMENTS CONSTITUÉS.	
		Nombre de parties.	Capitaux.
Ministère de la Justice.	— Comptables et préposés divers	53	152,500f 00c
— des Finances.	Contributions indirectes	5,410	18,213,234 72
	Manufactures de l'État	109	629,000 00
	Douanes	570	3,459,630 00
	Enregistrement	4,247	31,950,005 01
	Octrois	3,349	3,486,314 71
	Percepteurs	3,847	76,778,785 20
	Receveurs municipaux	1,174	18,936,661 44
	Receveurs de syndicats	366	287,207 00
	Payeurs aux armées et Trésoreries d'Algérie	32	397,000 00
	Receveurs des finances	206	5,366,740 00
	Comptables et préposés divers	29	277,000 00
— de l'Agriculture.	— Comptables et préposés divers	19	258,000 00
— du Commerce.	— Comptables et préposés divers	8	96,000 00
— de la Guerre.	— Comptables et préposés divers	287	1,358,670 00
— de l'Instruction publique.	— Comptables et préposés divers	231	1,769,700 00
— de l'Intérieur.	— Comptables et préposés divers	9	174,750 00
— de la Marine.	— Comptables et préposés divers	67	1,163,330 00
— des Travaux publics		1	181,000 00
Préposés des Postes et Télégraphes		6,384	23,952,562 40
TOTAUX		26,398	188,888,090 48

DETTE FLOTTANTE.

Voir le 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, pages 582 et 583.

DETTE VIAGÈRE

RENTES VIAGÈRES POUR L'ANNÉE 1915.

RENTES VIAGÈRES D'ANCIENNE ORIGINE.

Le compte des rentes viagères anciennes présente la situation desdites rentes au commencement et à la fin de l'année.

Les rentes de cette nature qui figurent encore aujourd'hui sur les livres de la Dette inscrite sont les restes d'emprunts qui ont été contractés pendant les dernières années du XVIII^e^ siècle.

Cette partie de la dette viagère du Trésor s'élevait, au 1^er^ janvier 1915 (voir page 182 du Compte de 1914), à une partie, pour 790 francs.

Elle n'a éprouvé aucune modification pendant l'année 1915.

PENSIONS INSCRITES AU GRAND-LIVRE

DE LA DETTE VIAGÈRE.

Au 1er janvier 1915, les différentes natures de pensions inscrites au Grand-Livre de la Dette viagère étaient les suivantes :

1° *Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing*;
2° *Pensions civiles (1790)*;
3° *Pensions de donataires dépossédés*;
4° *Pensions militaires de la Guerre*;
5° *Pensions militaires de la Marine*;
6° *Pensions militaires des Colonies*;
7° *Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe*;
8° *Pensions à titre de récompense nationale*;
9° *Pensions civiles (1853)*;
10° *Pensions des grands fonctionnaires*;
11° *Pensions ecclésiastiques sardes*;
12° *Indemnités viagères aux victimes du Coup d'État du 2 décembre 1851*;
13° *Pensions de réforme de la magistrature*;
14° *Indemnités viagères aux anciens professeurs de théologie catholique et protestante*;
15° *Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves et orphelins*;
16° *Pensions des ministres des cultes*;
17° *Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la Caisse des retraites ecclésiastiques.*

La Dette viagère comprend également les *suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves* (loi du 18 août 1881), les *allocations supplémentaires aux anciens militaires, marins, agents du service actif des douanes et des forêts, et à leurs veuves* (loi du 26 janvier 1892 et lois subséquentes) et les *compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins* (loi du 8 avril 1910). Ces indemnités, attribuées à des bénéficiaires de pensions déjà comprises dans la nomenclature précédente, accroissent les charges de la Dette viagère sans modifier le nombre des parties prenantes.

Le présent compte comprend trois parties :

La première fait connaître l'emploi, pendant l'année 1915, des crédits d'inscription mis à la disposition du Ministre des Finances.

Il est rendu, par les Ministres de la Guerre et de la Marine, un compte spécial de l'emploi des crédits mis à leur disposition par les lois annuelles de finances (Lois des 25 mars 1817, 14 juillet 1819, 17 avril 1833 et 22 juin 1878. Règlement du 3 avril 1869. Loi du 5 août 1879).

La deuxième partie présente, en deux tableaux distincts, la situation des pensions de toutes natures inscrites et en payement au 1er janvier 1916.

La troisième partie indique le montant des crédits affectés à la Dette viagère et des payements effectués pendant l'exercice 1914, dernier exercice réglé.

Le compte est complété par des tableaux statistiques concernant les pensions civiles (1853) et les pensions militaires pour les années 1914 et 1915.

PREMIÈRE PARTIE.

COMPTE D'EMPLOI DES CRÉDITS D'INSCRIPTION

MIS À LA DISPOSITION DU MINISTRE DES FINANCES.

§ 1er. — *Pensions civiles (1853).*

Aux termes de l'article 20 de la loi du 9 juin 1853, il ne peut être concédé annuellement de pension, en vertu de la présente loi, que dans la limite des extinctions réalisées sur les pensions inscrites. Dans le cas, toutefois, où cette limite devrait être dépassée par suite de l'accroissement de liquidation auquel donneront lieu les nouvelles catégories de fonctionnaires soumis à la retenue et appelés à la pension par l'article 3, l'augmentation de crédit nécessaire sera l'objet d'une loi spéciale.

Cette disposition a été complétée par l'article 51 de la loi de finances du 26 janvier 1892, ainsi conçu :

« Les crédits d'inscription ouverts au budget de chaque année, soit en vertu des dispositions de la loi de finances, soit par suite de l'extinction des pensions en cours, seront exclusivement affectés à l'inscription des pensions résultant d'admissions à la retraite ou de décès survenus au cours de cette même année. Un règlement d'administration publique déterminera les mesures à prendre pour assurer l'affectation du crédit d'inscription de chaque année à l'inscription de pensions résultant d'admissions à la retraite ou de décès survenus au cours de cette année, mais qui n'auraient pu être liquidées avant le 31 décembre. »

Le règlement d'administration publique visé à l'article précédent est intervenu le 8 août 1892. Il dispose que les crédits d'inscription alloués pour un exercice déterminé peuvent être employés jusqu'au 31 juillet de l'année suivante. Passé cette date, les portions de crédit non employées sont annulées dans la comptabilité de l'exercice (art. 1er).

Toutefois, les pensions correspondant à des droits nés pendant le cours de chaque année et qui n'auraient pu être inscrites avant le 31 juillet de l'année suivante peuvent l'être par voie de rappel et dans la limite des crédits annulés sur l'année de l'admission à la retraite ou du décès. Cette faculté est seulement limitée aux pensions dont l'inscription serait réclamée avant l'expiration de la cinquième année qui suit celle de l'ouverture du droit (art. 2 et 4).

Au cas où le montant des pensions d'exercices clos à inscrire excéderait le montant des annulations, un crédit supplémentaire d'inscription peut être ouvert, par décret rendu sur le rapport du Ministre des Finances et après avis de la Section des Finances du Conseil d'État, jusqu'à concurrence des extinctions nouvellement révélées sur cet exercice et en vertu d'une loi au delà de cette limite (art. 3).

Les inscriptions qu'il y aurait lieu d'effectuer après l'expiration de la cinquième année qui suit celle de l'ouverture du droit ne peuvent l'être qu'en vertu de crédits législatifs extraordinaires (art. 4).

Enfin l'article 5 du même règlement stipule qu'un décret rendu sur le rapport du Ministre des Finances, après avis de la Section des Finances du Conseil d'État, détermine la portion afférente à chacun des départements ministériels et au fonds commun (pensions de veuves et secours annuels d'orphelins).

Les tableaux A, B et C ci-après présentent l'ensemble des opérations effectuées pendant l'année 1915, conformément aux dispositions ci-dessus rappelées.

COMPTE DES PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

Mouvement, pendant l'année 1915, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions civiles (1853).

Tableau A.

1	EXERCICE 1914. (2e PARTIE.) 2	EXERCICE 1915. SERVICE de l'exercice courant. 3	EXERCICE 1915. SERVICE des exercices clos. 4	EXERCICE 1915. TOTAUX. 5	TOTAUX GÉNÉRAUX. 6	OBSERVATIONS. 7
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
I. — ORIGINE DES CRÉDITS.						
Reliquat disponible au 1er janvier 1915	1,886,946	"	859,374	859,374	2,746,320	
Décret du 4 avril 1915. (Extinctions 1914.)	"	5,828,317	"	5,828,317	5,828,317	
Décret du 25 juillet 1915 (Crédit supplémentaire-Fonds commun.)	"	"	40,000	40,000	40,000	
Report du reliquat disponible à la clôture de l'exercice 1914	"	"	482,388	482,388	482,388	
Décret du 17 octobre 1915 (Crédit supplémentaire-Fonds commun.)	"	"	102,000	102,000	102,000	
Loi du 20 décembre 1915 et décret du 27 suivant (Crédit supplémentaire.)	"	1,800 000	"	1,800,000	1,800,000	
TOTAL	1,886,946	7,628,317	1,483,762	9,112,079	10,999,025	
A DÉDUIRE : Annulations de crédits :						
a) Crédits annulés à la clôture de l'exercice 1914 (art. 13 du projet de loi portant règlement définitif de cet exercice) et reportés à l'exercice courant (art 2 du décret du 8 août 1892)	*482,388*	"	"	"	*599,758*	
b) Crédits définitivement annulés (art. 2 et 4 du décret du 8 août 1892)	"	"	*117,370*	*117,370*		
TOTAUX des crédits accordés	1,404,558	7,628,317	1,366,392	8,994,709	10,399,267	
II. — EMPLOI DES CRÉDITS.						
Pensions concédées	1,433,958	3,895,528	449,259	4,344,787	5,778,745	
A DÉDUIRE :						
Pensions annulées par suite de nouvelles liquidations	*29,400*	*18,691*	*30,703*	*49,394*	*78,794*	
TOTAUX des crédits employés	1,404,558	3,876,837	418,556	4,295,393	5,699,951	
RELIQUAT disponible au 31 décembre 1915	"	3,751,480	947,836	4,699,316	4,699,316	

Apurement des crédits d'exercices clos employés pour l'inscription, en 1915, des pensions civiles (1853).

Tableau B.

1	EXERCICES CLOS. 1914. 2	1913. 3	1912. 4	1911. 5	1910. 6	TOTAUX. 7	OBSERVATIONS. 8
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
I. — ORIGINE DES CRÉDITS.							
Crédits reportés des exercices antérieurs. — Reliquat disponible au 1er janvier 1915.	"	296,935	207,394	236,634	118,411	859,374	
Décret du 25 juillet 1915. (Fonds commun.)	"	40,000	"	"	"	40,000	
Report du reliquat de l'exercice 1914 au 31 juillet 1915	482,388	"	"	"	"	482,388	
Décret du 17 octobre 1915. (Fonds commun.)	102,000	"	"	"	"	102,000	
TOTAL	584,388	336,935	207,394	236,634	118,411	1,483,762	
II. — EMPLOI DES CRÉDITS.							
Pensions d'exercices clos concédées et inscrites en 1915	284,357	142,300	15,866	4,390	2,346	449,259	
A DÉDUIRE :							
Pensions annulées par suite des nouvelles liquidations	*7,666*	*11,130*	*8,321*	*2,281*	*1,305*	*30,703*	
Crédits à reporter à l'exercice 1916	307,697	205,765	199,849	234,525	"	947,836	
Crédits définitivement annulés au 31 décembre 1915	"	"	"	"	117 370 (a)	117,370 (a)	(a) Crédits non utilisés et annulés définitivement (Art. 2 et 4 du décret du 8 août 1892).

Tableau C. *Developpement, par ministères et services, du mouvement pendant l'année 1915 des crédits d'inscription de pensions civiles (1853).*

1	FONDS commun pour les veuves et les orphelins. 2	JUSTICE. Magistrats. 3	JUSTICE. Autres fonctionnaires. 4	JUSTICE. Administration pénitentiaire 5	AFFAIRES ÉTRANGÈRES. 6	FINANCES. 7	INTÉRIEUR. Services métropolitains. 8	INTÉRIEUR. Services de l'Algérie. 9
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
I. — EXERCICE 1914 (2e partie).								
Reliquat disponible au 1er janvier 1915	752,860	90,864	34,036	2,003	13,504	572,992	40,253	17,691
Crédits ouverts en 1915	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulations de crédits	//	//	//	//	//	*9,100*	//	//
Totaux des crédits accordés	752,860	90,864	34,036	2,003	13,504	563,892	40,253	17,691
Pensions concédées	749,833	37,295	28,109	1,599	10,000	255,935	23,368	5,791
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	*3,202*	//	//	*1,168*	//	*15,836*	//	//
Totaux des crédits employés	746,631	37,295	28,109	491	10,000	240,099	23,368	5,791
Reliquat disponible au 31 juillet 1915 (clôture de l'exercice) et reporté aux exercices clos	6,229	53,569	5,927	1,512	3,504	323,793	16,885	11,900
II. — EXERCICE 1915.								
Crédits ouverts en 1915	1,628,317	130,000	65,000	50,000	50,000	1,244,800	162,700	38,550
A déduire : Annulations de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits accordés	1,628,317	130,000	65,000	50,000	50,000	1,244,800	162,700	38,550
Pensions concédées	929,434	6,000	40,110	32,743	21,348	430,277	61,487	//
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	*1,586*	//	*763*	//	//	*4,000*	//	//
Totaux des crédits employés	927,848	6,000	39,347	32,743	21,348	426,277	61,487	//
Reliquat disponible au 31 décembre 1915	700,469	124,000	25,653	17,257	28,652	818,523	101,213	38,550
III. — EXERCICES CLOS.								
a) EXERCICE 1910.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1915	58,476	6,708	7,773	//	668	19,529	3,483	420
Crédits ouverts en 1915	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulations de crédits	*57,435*	*6,708*	*7,773*	//	*668*	*19,529*	*3,483*	*420*
Totaux des crédits accordés	1,041	//	//	//	//	//	//	//
Pensions concédées	2,346	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Pensions annulées par suite de nouvelle liquidation	*1,305*	//	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits employés	1,041	//	//	//	//	//	//	//
Reliquat disponible au 31 décembre 1915	//	//	//	//	//	//	//	//
b) EXERCICE 1911.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1915	41,514	1,287	3,727	480	14,235	33,974	43,833	9,678
Crédits ouverts en 1915	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulations de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits accordés	41,514	1,287	3,727	480	14,235	33,974	43,833	9,678
Pensions concédées	851	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Pensions annulées par suite de nouvelle liquidation	*386*	//	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits employés	465	//	//	//	//	//	//	//
Reliquat disponible au 31 décembre 1915	41,049	1,287	3,727	480	14,235	33,974	43,833	9,678

MINISTÈRES ET SERVICES.

GUERRE. 10	MARINE. 11	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Enseignement primaire. 12	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Autres services. 13	COMMERCE et INDUSTRIE. 14	COLONIES. 15	AGRICULTURE. Forêts. 16	AGRICULTURE. Autres services. 17	TRAVAIL. 18	TRAVAUX PUBLICS, POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Travaux publics. 19	TRAVAUX PUBLICS, POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Postes et télégraphes. 20	TOTAUX. 21
francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
5,655	14,000	158	2,118	9,037	12,171	57,276	24,909	101	117,944	119,374	1,886,946
9,100	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	9,100
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	*9,100*
14,755	14,000	158	2,118	9,037	12,171	57,276	24,909	101	117,944	119,374	1,886,946
14,693	12,000	//	//	8,241	8,026	31,252	17,406	//	111,438	118,972	1,433,958
//	//	//	//	//	//	//	2,567	//	*3,168*	*3,519*	*29,400*
14,693	12,000	//	//	8,241	8,026	31,252	14,839	//	108,270	115,453	1,404,558
62	2,000	158	2,118	796	4,145	26,024	10,070	101	9,674	3,921	482,388
66,000	10,400	2,435,000	600,000	28,000	52,000	77,000	20,000	17,550	195,000	1,175,000	8,045,317
//	//	*417,000*	//	//	//	//	//	//	//	//	*417,000*
66,000	10,400	2,018,000	600,000	28,000	52,000	77,000	20,000	17,550	195,000	1,175,000	7,628,317
33,077	6,000	1,076,044	500,171	13,169	18,524	3,520	9,490	5,363	102,877	605,894	3,895,528
//	//	2,572	2,852	//	//	//	//	//	*6,099*	*819*	*18,691*
33,077	6,000	1,073,472	497,319	13,169	18,524	3,520	9,490	5,363	96,778	605,075	3,876,837
32,923	4,400	944,528	102,681	14,831	33,476	73,480	10,510	12,187	98,222	569,925	3,751,480
88	39	12,195	5,960	//	576	1,134	392	//	311	659	118,411
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
88	*39*	*12,195*	*5,960*	//	*576*	*1,134*	*392*	//	*311*	*659*	*117,370*
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,041
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2,346
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	*1,305*
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,041
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
267	474	2,555	1,654	7,201	67,153	818	1,564	1,724	1,812	2,684	236,634
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
267	474	2,555	1,654	7,201	67,153	818	1,564	1,724	1,812	2,684	236,634
//	//	2,820	//	//	//	//	//	719	//	//	4,390
//	//	1,249	//	//	//	//	//	*646*	//	//	2,281
//	//	1,571	//	//	//	//	//	73	//	//	2,109
267	474	984	1,654	7,201	67,153	818	1,564	1,651	1,812	2,684	234,525

Développements, par ministères et services, du mouvement pendant

l'année 1915 des crédits d'inscription de pensions civiles (1853).

1	FONDS commun pour les veuves et les orphelins. 2	JUSTICE. Magistrats. 3	JUSTICE. Autres fonctionnaires. 4	JUSTICE. Administration pénitentiaire 5	AFFAIRES ÉTRANGÈRES. 6	FINANCES. 7	INTÉRIEUR. Services métropolitains. 8	INTÉRIEUR. Service de l'Algérie. 9
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
c) EXERCICE 1912.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1915....	21,150	17,531	1,940	43	6,959	31,112	28,545	1,979
Crédits ouverts en 1915	"	"	"	"	"	"	"	"
A déduire : Annulation de crédits	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX des crédits accordés	21,150	17,531	1,940	43	6,959	31,112	28,545	1,979
Pensions concédées	6,534	"	"	"	"	3,177	2,891	"
A déduire : Pensions annulées par suite de nouvelle liquidation	*806*	"	"	"	"	*3,090*	*1,586*	"
TOTAUX des crédits employés	5,728	"	"	"	"	87	1,305	"
Reliquat disponible au 31 décembre 1915..	15,422	17,531	1,940	43	6,959	31,025	27,240	1,979
d) EXERCICE 1913.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1915....	14,559	"	3,677	85	1,477	126,125	82,275	21,695
Crédits ouverts en 1915	40,000	"	"	"	"	"	"	"
A déduire : Annulation de crédits	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX des crédits accordés	54,559	"	3,677	85	1,477	126,125	82,275	21,695
Pensions concédées	37,022	"	1,333	"	"	74,011	"	15,620
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	*3,423*	"	"	"	"	*3,811*	"	*2,384*
TOTAUX des crédits employés	33,599	"	1,333	"	"	70,200	"	13,236
Reliquat disponible au 31 décembre 1915...	20,960	"	2,344	85	1,477	55,925	82,275	8,459
e) EXERCICE 1914.								
Reliquat au 1er août 1915	6,229	53,569	5,927	1,512	3,504	323,793	16,885	11,900
Crédits ouverts en 1915	102,000	"	"	"	"	"	"	"
A déduire : Annulation de crédits	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX des crédits accordés	108,229	53,569	5,927	1,512	3,504	323,793	16,885	11,900
Pensions concédées	108,186	33,529	5,695	"	"	109,556	"	10,189
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	"	"	"	"	"	*2,941*	"	"
TOTAUX des crédits employés	108,186	33,529	5,695	"	"	106,615	"	10,189
Reliquat disponible au 31 décembre 1915..	43	20,040	232	1,512	3,504	217,178	16,885	1,711

MINISTÈRES ET SERVICES.

GUERRE. 10	MARINE. 11	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Enseignement primaire. 12	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Autres services. 13	COMMERCE et INDUSTRIE. 14	COLONIES. 15	AGRICULTURE. Forêts. 16	AGRICULTURE. Autres services. 17	TRAVAIL. 18	TRAVAUX PUBLICS, POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Travaux publics. 19	TRAVAUX PUBLICS, POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Postes et télégraphes. 20	TOTAUX. 21
francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
7,425	2,239	1,928	12,801	6,311	51,117	2,051	7,834	327	3,777	2,325	207,394
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
7,425	2,239	1,928	12,801	6,311	51,117	2,051	7,834	327	3,777	2,325	207,394
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,264	15,866
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	*2,839*	*8,321*
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	425	7,545
7,425	2,239	1,928	12,801	6,311	51,117	2,051	7,834	327	3,777	1,900	199,849
2,672	541	1,105	2,898	3,805	19,939	3,846	1,858	18	7,654	2,706	296,935
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	40,000
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2,672	541	1,105	2,898	3,805	19,939	3,846	1,858	18	7,654	2,706	336,935
986	"	"	"	1,853	4,597	3,470	"	"	3,408	"	142,300
846	"	"	"	"	"	"	"	"	*666*	"	*11,130*
140	"	"	"	1,853	4,597	3,470	"	"	2,742	"	131,170
2,532	541	1,105	2,898	1,952	15,342	376	1,858	18	4,912	2,706	205,765
62	2,000	158	2,118	796	4,145	26,024	10,070	101	9,674	3,921	482,388
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	102,000
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
62	2,000	158	2,118	796	4,145	26,024	10,070	101	9,674	3,921	584,388
"	"	"	1,038	"	3,292	2,466	3,088	"	6,020	1,298	284,357
"	"	"	"	"	"	*1,879*	"	"	*2,138*	*708*	*7,666*
"	"	"	1,038	"	3,292	587	3,088	"	3,882	590	276,691
62	2,000	158	1,080	796	853	25,437	6,982	101	5,792	3,331	307,697

Tableau C. (Suite.) *Développements, par ministères et services, du mouvement pendant l'année 1915 des crédits d'inscription de pensions civiles (1853).*

1	Fonds commun pour les veuves et les orphelins. 2	JUSTICE. Magistrats. 3	JUSTICE. Autres fonctionnaires. 4	JUSTICE. Administration pénitentiaire 5	AFFAIRES ÉTRANGÈRES. 6	FINANCES. 7	INTÉRIEUR. Services métropolitains. 8	INTÉRIEUR. Service de l'Algérie. 9
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
RÉCAPITULATION.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1915....	888,559	116,390	51,153	2,611	36,843	783,732	198,389	51,463
Crédits ouverts en 1915.....	1,770,317	130,000	65,000	50,000	50,000	1,244,800	162,700	38,550
A déduire : Annulations de crédits.....	*57,435*	*6,708*	*7,773*	*»*	*668*	*28,629*	*3,483*	*429*
Totaux des crédits accordés.....	2,601,441	239,682	108,380	52,611	86,175	1,999,903	357,606	89,593
Pensions concédées.....	1,834,206	76,824	75,247	34,342	31,348	872,956	87,746	31,606
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation.....	*10,708*	*»*	*763*	*1,108*	*»*	*29,678*	*1,586*	*2,384*
Totaux des crédits employés.....	1,823,498	76,824	74,484	33,234	31,348	843,278	86,160	29,216
Reliquat disponible au 31 décembre 1915..	777,943	162,858	33,896	19,377	54,827	1,156,625	271,446	60,377

MINISTÈRES ET SERVICES.

GUERRE. 10	MARINE. 11	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Enseignement primaire. 12	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Autres services. 13	COMMERCE et INDUSTRIE. 14	COLONIES. 15	AGRICULTURE. Forêts. 16	AGRICULTURE. Autres services. 17	TRAVAIL 18	TRAVAUX PUBLICS, POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Travaux publics. 19	TRAVAUX PUBLICS, POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Postes et télégraphes. 20	TOTAUX. 21
francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
16,107	17,293	17,941	25,431	26,354	150,956	65,125	36,557	2,170	131,498	127,748	2,746,320
75,100	10,400	2,435,000	600,000	28,000	52,000	77,000	20,000	17,550	195,000	1,175,000	8,196,417
88	*39*	*429,195*	*5,960*	*»*	*576*	*1,134*	*392*	*»*	*311*	*659*	*543,470*
91,119	27,654	2,023,746	619,471	54,354	202,380	140,991	56,165	19,720	326,187	1,302,089	10,399,267
48,756	18,000	1,078,864	501,209	23,263	34,439	40,708	29,984	6,082	223,743	729,428	5,778,745
846	*»*	*3,821*	*2,852*	*»*	*»*	*1,879*	*2,567*	*646*	*12,071*	*7,885*	*78,794*
47,910	18,000	1,075,043	498,357	23,263	34,439	38,829	27,417	5,436	211,672	721,543	5,699,951
43,209	9,654	948,703	121,114	31,091	167,941	102,162	28,748	14,284	114,515	580,546	4,699,316

§ II. — *Pensions civiles (1790).*

Le crédit d'inscription des *pensions civiles (1790)* a été fixé par la loi du 25 mars 1817 au chiffre permanent de 3 millions de francs.

La portion de ce crédit annuellement utilisable est déterminée par la différence entre le chiffre des pensions inscrites au 1er janvier de l'année et le chiffre du crédit initial.

Le crédit permanent étant de	3,000,000f 00c
et les pensions inscrites au 1er janvier 1915 s'élevant à	454,653 83
le crédit utilisable en 1915 était de	2,545,346 17
Sur ce crédit, des décrets divers ont concédé, en 1915, des pensions s'élevant à	14,598 00
ramenant ainsi à	2,530,748 17
le crédit sans emploi au 31 décembre 1915.	
Mais ce chiffre doit être accru de	19,238 48
montant des extinctions notifiées en cours d'année, ce qui porte définitivement à	2,549,986 65
le crédit non utilisé au 31 décembre 1915.	

§ III. — *Pensions diverses.*

Le crédit d'inscription initial des *pensions aux grands fonctionnaires de l'Empire, pensions à titre de récompense nationale, indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851, pensions aux survivants des blessés de 1848, pensions de réforme de la magistrature*, a été fixé par les lois créant ces natures de pensions.

Les inscriptions faites, depuis l'origine, en vertu de concessions directes, ont atteint les sommes con-

signées dans le tableau ci-dessous. La différence entre le crédit initial et le montant de ces concessions fait ressortir l'excédent de crédit non utilisé, excédent qu'il y aura lieu d'annuler dans la comptabilité lors de la disparition du dernier bénéficiaire de chacune de ces pensions.

NATURE DES PENSIONS.	LOIS ET DÉCRETS qui ont ouvert les crédits.	CRÉDIT D'INSCRIPTION.	TOTAL DES PENSIONS inscrites depuis l'origine.	EXCÉDENT DE CRÉDIT.
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire..	Diverses lois ...	279,000f	279,000f	»
Pensions à titre de récompense nationale	*Idem*.....	1,510,900	1,503,525	7,375f
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.	Lois des 30 juillet 1881, 7 août et 30 novembre 1882.	8,310,000	8,299,450	10,550
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848.	Loi du 18 avril 1888.	200,000	199,650	350
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	Loi du 18 mars 1884.	1,500,000	1,374,327	125,673

Enfin, il n'a pas été créé de crédit d'inscription par les lois qui ont mis à la charge du Trésor les *pensions ecclésiastiques sardes, pensions de donataires dépossédés, pensions de l'ancienne liste civile du roi Louis-Philippe, indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante, pensions aux ministres des cultes, pensions accordées en vertu de la loi du 25 mars 1885 ou provenant de la Caisse des retraites ecclésiastiques.*

2e PARTIE.

COMPTE DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES AU COURS DE L'ANNÉE 1915.

TABLEAU D. — Situation des pensions de toutes natures inscrites au 1er janvier 1916 (accroissements et décroissements de l'année 1915).

TABLEAU E. — Situation des pensions en payement au 1er janvier 1916 (suspensions prononcées à divers titres : remise en activité, interdiction du cumul, condamnation, perte de la qualité de Français, etc.).

Tableau D. — 2e PARTIE.

I. Situation des pensions de toutes natures inscrites au 1er janvier 1916.

NATURE DES PENSIONS	SITUATION au 1er janvier 1915.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1915. — ACCROISSEMENTS — qui affectent les crédits d'inscription.	ACCROISSEMENTS — qui n'affectent pas les crédits d'inscription.	ACCROISSEMENTS — TOTAL.	DÉCROISSEMENTS	SITUATION au 1er janvier 1916.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	149,140 62	"	1,142 84	1,142 84	1,714 26	148,569 20
Pensions civiles (1790)	454,653 83	14,598 00	"	14,598 00	19,238 48	450,013 35
Pensions de donataires dépossédés	47,298 00	"	"	"	1,750 00	45,548 00
Pensions militaires de la guerre	136,159,066 06	14,124,591 64	18,648 00	14,143,239 64	4,541,457 34	145,760,848 36
Pensions militaires de la marine	46,806,676 00	2,331,245 00	16,873 00	2,348,118 00	2,131,380 00	47,023,414 00
Pensions militaires des colonies	3,481,389 00	253,463 00	4,195 00	257,658 00	148,437 00	3,590,610 00
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe	718 00	"	"	"	"	718 00
Pensions à titre de récompense nationale	3,300 00	"	"	"	1,000 00	2,300 00
Pensions civiles (1853.)	125,609,863 00	5,778,745 00	15,783 00	5,794,528 00	6,122,256 00	125,282,135 00
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire	54,000 00	"	"	"	12,000 00	42,000 00
Pensions ecclésiastiques sardes	1,145 69	"	"	"	"	1,145 69
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	1,543,389 00	"	10,325 00	10,325 00	92,218 00	1,461,496 00
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	264,068 00	"	4,316 00	4,316 00	27,768 00	240,616 00
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante	38,721 00	"	"	"	"	38,721 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins	33,106 00	"	"	"	1,875 00	31,231 00
Pensions des ministres des cultes	7,106,710 00	"	2,636 00	2,636 00	331,811 00	6,777,535 00
Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques	149,600 00	"	"	"	11,800 00	137,800 00
TOTAUX	321,902,844 20	22,502,642 64	73,918 84	22,576,561 48	13,444,705 08	331,034,700 60
Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	1,325,515 00	"	"	"	"	1,325,515 00
Allocations supplémentaires	2,293,692 00	"	753 00	753 00	191,044 00	2,103,401 00
Compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins	440,000 00	"	"	"	"	440,000 00
TOTAUX	325,962,051 20	22,502,642 64	74,671 84	22,577,314 48	13,635,749 08	334,903,616 60

NOMBRE DE PARTIES. — SITUATION au 1er janvier 1915.	MOUVEMENTS pendant l'année 1915. — Accroissements	Décroissements	SITUATION au 1er janvier 1916.	MOTIFS DES ACCROISSEMENTS.		MOTIFS DES DÉCROISSEMENTS.		OBSERVATIONS
				Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing.				
				Réversions	1,142 84 / 1,142 84	Décès notifiés	1,142 84	
						Réversion	571 42 / 1,714 26	
				Pensions civiles (1790).				
				Concessions	14,598 00	Décès notifiés	18,254 48	
				Rétablissements	" / 14,598 00	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	984 00 / 19,238 48	
				Pensions de donataires dépossédés.				
132	2	3	131		"	Décès notifiés	1,750 00	
						Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	" / 1,750 00	
366	10	18	358	*Pensions militaires de la guerre.*				
				Concessions	14,124,591 64	Décès notifiés	4,197,679 34	
120	"	7	113	Rétablissements	10,875 00 / 14,143,239 64	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	209,622 00	
				Divisions	"	Expiration de droit	71,742 00	
				Réunions	7,773 00	Divisions	" / 4,541,457 34	
139,918	19,859	4,240	155,537			Réunions	3,887 00	
						Nouvelles liquidations	55,759 00	
47,439	2,744	2,289	47,894			Motifs divers	2,768 00	
				Pensions militaires de la marine.				
1,615	130	70	1,675	Concessions	2,331,245 00	Décès notifiés	1,936,957 00	
				Rétablissements	1,181 00 / 2,348,118 00	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	65,778 00	
				Divisions	1,133 00	Expiration de droit	82,686 00	
				Réunions	14,559 00	Divisions	1,361 00	
						Réunions	7,893 00 / 2,131,380 00	
2	"	"	2			Nouvelles liquidations	32,657 00	
						Opérations d'ordre (1)	833 00	
7	"	2	5			Motifs divers	4,543 00	
				Pensions militaires des colonies.				
				Concessions	253,463 00	Décès notifiés	133,052 00	
123,629	5,440	5,560	123,509	Opérations d'ordre (1)	833 00 / 257,658 00	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	5,000 00	
				Réunions	3,362 00	Expiration de droit	7,370 00 / 148,437 00	
8	"	1	7			Réunions	3,015 00	
						Nouvelles liquidations	"	
2	"	"	2	*Pensions et indemnités viagères de retraite (liste civile).*				
					"		" / "	
				Pensions à titre de récompense nationale.				
						Décès notifiés	500 00	
10,302	71	395	9,978			Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	500 / 1,000 00	
				Pensions civiles. (1853.)				
240	6	17	229	Concessions	5,778,745 00	Décès notifiés	5,793,688 00	
				Rétablissements	5,023 00 / 5,794,528 00	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	155,623 00	
				Divisions	1,054 00	Expiration de droit	87,978 00	
17	"	"	17	Réunions	9,706 00	Réunions	6,847 00 / 6,122,256 00	
						Divisions	1,119 00	
						Nouvelles liquidations	75,901 00	
105	"	6	99			Motifs divers	1,100 00	
				Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire.				
					"	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	12,000 00 / 12,000 00	
11,558	8	456	11,110	*Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.*				
				Concessions	10,075 00	Décès notifiés	86,423 00	
				Rétablissements	250 00 / 10,325 00	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	5,795 00	
273	"	23	250			Expiration de droit	" / 92,218 00	
						Motifs divers	"	
				Pensions et indemnités de réforme de la magistrature.				
				Concessions	4,316 00 / 4,316 00	Décès notifiés	27,768 00 / 27,768 00	
335,733	28,270	13,087	350,916	*Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante.*				
					"	Décès notifiés	" / —	
"	"	"	"	*Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848.*				
				Concessions		Décès notifiés	550 00	
						Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	1,325 00 / 1,875 00	
"	"	"	"	*Pensions aux ministres des cultes.*				
				Concessions	2,636 00	Décès notifiés	331,561 00	
				Rétablissements	" / 2,636 00	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	"	
						Expiration de droit	250 00 / 331,811 00	
						Nouvelles liquidations	"	
						Motifs divers	"	
"	"	"	"	*Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques.*				
					"	Décès notifiés	10,800 00	
335,733	28,270	13,087	350,916			Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	1,000 00 / 11,800 00	
				TOTAL	22,576,561 48	TOTAL	13,444,705 08	

(1) Création d'un compte spécial pour les pensions militaires des colonies (décision ministérielle du 12 novembre 1909). Les opérations d'ordre n'étaient pas complètement achevées au 1er janvier 1915.

II. *Situation des pensions en payement au 1er janvier 1916.*

Tableau E.

NATURE DES PENSIONS.	PENSIONS INSCRITES au 1er janvier 1916.		PENSIONS dont le payement est suspendu.		PENSIONS dont le payement est exigible.	
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
Dotations des canaux d'Orléans et du Loing	131	148,569f 20c	//	//	131	148,569f 20c
Pensions civiles (1790)	358	450,013 35	10	8,120f 00c	348	441,893 35
Pensions de donataires dépossédés	113	45,548 00	7	1,332 00	106	44,216 00
Pensions militaires de la guerre	155,537	145,760,848 36	1,511	619,821 01	154,026	145,141,027 35
Pensions militaires de la marine	47,894	47,023,414 00	36	48,248 54	47,858	46,975,165 46
Pensions militaires des colonies	1,675	3,590,610 00	//	5,635 50	1,675	3,584,974 50
Pensions et indemnités viagères de retraites aux employés de l'ancienne liste civile et domaine privé du roi Louis-Philippe	2	718 00	//	//	2	718 00
Pensions à titre de récompense nationale	5	2,300 00	//	//	5	2,300 00
Pensions civiles (1853)	123,509	125,282,135 00	47	96,493 00	123,462	125,185,642 00
Pensions des grands fonctionnaires	7	42,000 00	//	//	7	42,000 00
Pensions ecclésiastiques sardes	2	1,145 69	//	//	2	1,145 69
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	9,978	1,461,496 00	5	1,100 00	9,973	1,460,396 00
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	229	240,616 00	//	//	229	240,616 00
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante	17	38,721 00	1	2,500 00	16	36,221 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins	99	31,231 00	//	//	99	31,231 00
Pensions aux ministres des cultes	11,110	6,777,535 00	2	1,750 00	11,108	6,775,785 00
Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques	250	137,800 00	//	//	250	137,800 00
TOTAUX	350,916	331,034,700 60	1,619	785,000 05	349,297	330,249,700 55
Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	//	1,325,515 00	//	114,756 00	//	1,210,759 00
Allocations supplémentaires	//	2,103,401 00	//	//	//	2,103,401 00
Compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins	//	440,000 00	//	//	//	440,000 00
TOTAUX	350,916	334,903,616 60	1,619	899,756 05	349,297	334,003,860 55

3e PARTIE

COMPTE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES PAYEMENTS EFFECTUÉS

AU TITRE DE L'EXERCICE 1914.

Tableau F. *Situation des crédits affectés à la Dette viagère et des payements effectués sur l'exercice 1914.*

N°s des CHAPITRES. 1	DÉSIGNATION DES CHAPITRES. 2	CRÉDITS ALLOUÉS — par LA LOI DE FINANCES. 3	AUGMENTATIONS. 4	DIMINUTIONS. 5	TOTAL. 6	PAYEMENTS EFFECTUÉS — propres A L'EXERCICE 1914. 7	propres AUX EXERCICES antérieurs. 8	TOTAL. 9	EXCÉDENT DES PAYEMENTS sur les crédits. 10	EXCÉDENT DES CRÉDITS sur les payements. 11	OBSERVATIONS. 12
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
17	Pensions civiles (1790)	456,000 00	"	"	456,000 00	414,063 03	6,407 50	420,470 53	"	35,529 47	
19	Pensions de donataires dépossédés	50,000 00	"	"	50,000 00	38,749 32	2,312 50	41,061 82	"	8,938 18	
20	Pensions militaires de la Guerre	137,216,000 00	"	"	137,216,000 00	116,444,755 99	646,714 56	117,091,450 55	"	20,124,549 45	
21	Pensions militaires de la Marine	47,641,000 00	"	"	47,641,000 00	44,046,666 59	371,510 14	44,418,176 73	"	3,222,823 27	
22	Pensions militaires des Colonies	2,832,000 00	"	"	2,832,000 00	3,282,046 19	67,670 74	3,349,716 93	(A) 517,716 93	"	(A) Devant être régularisé par voie de crédit complémentaire à accorder par la loi de règlement du budget de l'exercice 1914.
23	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe	718 00	"	"	718 00	718 00	"	718 00	"	"	
24	Pensions à titre de récompense nationale	3,400 00	"	"	3,400 00	2,650 00	250 00	2,900 00	"	500 00	
26	Pensions civiles (1853)	126,060,000 00	"	"	126,060,000 00	116,723,533 11	947,795 79	117,671,328 90	"	8,388,671 10	
27	Pensions des grands fonctionnaires	54,000 00	"	"	54,000 00	35,000 00	15,000 00	50,000 00	"	4,000 00	
28	Pensions ecclésiastiques sardes	1,146 00	"	"	1,146 00	306 82	"	306 82	"	839 18	
29	Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leur veuves	1,336,000 00	"	"	1,336,000 00	1,186,752 37	5,274 99	1,192,027 36	"	143,972 64	
30	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	1,622,000 00	"	"	1,622,000 00	1,431,768 53	27,614 94	1,459,383 47	"	162,616 53	
31	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	282,000 00	"	"	282,000 00	238,831 80	5,214 21	244,046 01	"	37,953 99	
32	Indemnités aux anciens professeurs de Facultés de théologie catholique et protestante	43,721 00	"	"	43,721 00	30,471 00	"	30,471 00	"	13,250 00	
33	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins	35,000 00	"	"	35,000 00	28,208 29	403 50	28,611 79	"	6,388 21	
34	Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la Préfecture de la Seine et de la Préfecture de police et des services de l'Algérie	27,500 00	"	"	27,500 00	27,037 77	"	27,037 77	"	(B) 462 23	(B) Dépenses restant à ordonnancer.
35	Allocations supplémentaires	2,293,000 00	"	"	2,293,000 00	2,018,046 46	11,378 96	2,029,425 42	"	263,574 58	
36	Compléments de pension aux officiers mariniers, à leurs veuves et orphelins	440,000 00	"	"	440,000 00	415,190 12	385 20	415,575 32	"	24,424 68	
37	Pensions aux ministres des cultes	7,373,000 00	"	"	7,373,000 00	6,683,339 99	55,413 17	6,738,753 16	"	634,246 84	
38	Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques	155,000 00	"	"	155,000 00	128,896 35	345 83	129,242 18	"	25,757 82	
	TOTAUX	327,921,485 00	"	"	327,921,485 00	293,177,011 73	2,163,692 03	295,340,703 76	517,716 93	33,098,498 17	

STATISTIQUE DES PENSIONS.

ANNÉE 1914.

Civiles (1853).

I. Statistique des pensions concédées en 1914.

II. Pensions des fonctionnaires concédées en 1914. — Développement par administration.

III. Répartition, par motif de concession et montant de la pension moyenne.

IV. Pensions d'ancienneté. — Répartition suivant la durée des services accomplis.

V. Pensions d'ancienneté. — Répartition suivant la durée des services et l'âge de l'admission à la retraite.

VI. Pensions exceptionnelles. — Développement par administration et par motif de concession.

VII. Pensions de veuves et d'orphelins. — Développement par administration.

VIII. Pensions de veuves et d'orphelins. — Développement des pensions concédées suivant l'âge du titulaire.

IX et X. Extinctions. — Répartition des pensions éteintes en 1914.

XI. Statistique des pensions civiles (1853) concédées annuellement depuis le 1er janvier 1854.

XII. Développement, par nature de recettes, de retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles.

Militaires de la Guerre.

XIII. Statistique des pensions inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1914.

XIV. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1914.

Militaires de la Marine.

XV. Statistique des pensions inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1914.

XVI. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1914.

Militaires des Colonies.

XVII. Statistiques des pensions inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1914.

XVIII. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1914.

Nota. — Cette statistique n'avait pu être établie pour figurer dans le Compte général des finances de 1914.

CONCESSIONS DE L'ANNÉE 1914.

Tableau I.

DÉSIGNATION des SERVICES.	PENSIONS D'ANCIENNETÉ. AU TITRE normal (1). Parties.	Sommes.	AU TITRE invalidité (2). Parties.	Sommes.	TOTAUX. Parties.	Sommes.	PENSIONS EXCEPTIONNELLES. (3). Parties.	Sommes.	TOTAUX GÉNÉRAUX. Parties.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.
I. — Fonctionnaires.										
Services sédentaires	805	2,341,888	240	566,252	1,045	2,908,140	77	114,019	1,122	3,022,150
Services actifs. Douanes	128	151,728	303	299,459	431	451,187	9	6,235	440	457,422
Forêts	152	149,818	2	1,403	154	151,221	"	"	154	151,221
Enseignement primaire	1,172	1,699,016	398	486,725	1,570	2,185,741	5	3,687	1,575	2,189,428
Autres administrations.	1,217	1,565,815	163	194,937	1,380	1,760,752	77	68,650	1,457	1,829,402
TOTAL	2,669	3,566,377	866	982,524	3,535	4,548,901	91	78,572	3,626	4,627,473
Tous services réunis	3,474	5,908,265	1,106	1,548,776	4,580	7,457,041	168	192,591	4,748	7,649,632
II. — Veuves et orphelins.										
Concessions directes. Services sédentaires. Veuves					296	240,677	21	9,291	317	249,968
Orphelins					14	7,828	"	"	14	7,828
Services actifs. Veuves					349	149,291	103	36,282	452	185,573
Orphelins					42	13,465	8	2,123	50	15,588
Reversions. Veuves					.....	.....	.....	.....	1,833	991,288
Orphelins					.....	.....	.....	.....	88	41,001
TOTAUX. Veuves					645	389,968	124	45,573	2,602	1,426,829
Orphelins					56	21,293	8	2,123	152	64,417
ENSEMBLE					701	411,261	132	47,696	2,754	1,491,246

(1) Loi du 9 juin 1853, art. 5, § 1 et 2.
(2) Loi du 9 juin 1853, art. 5, § 5.
(3) Loi du 9 juin 1853, art. 11.

Tableau II.

PENSIONS DE FONCTIONNAIRES. — *Développement par administration des concessions prononcées en 1914.*

MINISTÈRES et ADMINISTRATIONS.	SERVICES SÉDENTAIRES.									
	PENSIONS D'ANCIENNETÉ.						PENSIONS exceptionnelles.		TOTAL pour les services sédentaires.	
	Normales.		Invalidité.		TOTAL.					
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.
Justice — Magistrats soumis à la limite d'âge	22	89,115	"	"	22	89,115	"	"	22	89,115
Justice — Autres magistrats et fonctionnaires	31	72,599	2	6,350	33	78,949	4	7,588	37	86,537
Justice — Administration pénitentiaire	3	9,572	"	"	3	9,572	"	"	3	9,572
Affaires étrangères	8	41,485	8	53,000	16	94,485	3	9,332	19	103,817
Finances — Douanes (brigades)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Finances — Autres services	293	1,058,876	65	187,373	358	1,246,249	16	39,925	374	1,286,174
Intérieur — Métropole	5	17,137	4	7,254	9	24,391	3	4,242	12	28,633
Intérieur — Algérie	2	2,658	1	2,586	3	5,244	"	"	3	5,244
Guerre	30	91,473	4	8,874	34	100,347	"	"	34	100,347
Marine	1	3,000	1	959	2	3,959	"	"	2	3,959
Colonies	15	23,497	8	15,038	23	38,535	9	9,065	32	47,600
Instruction publique et Beaux-Arts — Enseignement primaire	3	9,710	1	1,750	4	11,460	"	"	4	11,460
Instruction publique et Beaux-Arts — Autres services	97	241,741	21	42,523	118	284,264	9	12,260	117	296,524
Agriculture — Forêts	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Agriculture — Autres services	23	87,435	9	28,000	32	115,435	"	"	32	115,435
Commerce Industrie et P. T. T. — Postes et Télégraphes	214	419,994	102	178,911	316	598,905	30	28,760	346	627,665
Commerce Industrie et P. T. T. — Autres services	4	9,557	1	3,388	5	12,945	1	531	6	13,476
Travail	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Travaux publics	54	164,039	13	30,246	67	194,285	2	2,316	69	196,601
TOTAUX	805	2,341,888	240	566,252	1,045	2,908,140	77	114,019	1,122	3,022,158

SERVICES ACTIFS.										TOTAL GÉNÉRAL par ADMINISTRATION.	
PENSIONS D'ANCIENNETÉ.						PENSIONS exceptionnelles.		TOTAL pour les services actifs.			
Normales.		Invalidité.		TOTAL.							
Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
	francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	22	89,115
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	37	86,537
47	53,468	19	17,990	66	71,638	18	7,650	84	79,288	87	88,860
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	19	103,817
128	151,728	303	299,459	431	451,187	9	6,235	440	457,422	440	457,422
217	478,587	46	86,734	263	565,321	5	7,297	268	572,618	642	1,858,792
46	115,010	2	4,586	48	119,596	11	20,009	59	139,605	71	168,238
62	54,459	21	14,118	33	68,577	3	2,549	86	71,126	89	76,370
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	34	100,347
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	3,959
7	8,941	"	"	7	8,941	"	"	7	8,941	39	56,941
1,172	1,699,016	398	486,725	1,570	2,185,741	5	3,687	1,575	2,189,428	1,579	2,200,888
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	127	296,524
152	149,818	2	1,403	154	151,221	"	"	154	151,221	154	151,221
8	11,234	"	"	8	11,234	"	"	8	11,234	40	126,669
762	771,089	74	71,117	836	842,206	39	29,191	875	871,397	1,221	1,499,062
10	24,105	"	"	10	24,105	"	"	10	24,105	16	37,581
6	15,914	"	"	6	15,914	1	1,954	7	17,868	7	17,868
52	32,828	1	392	53	33,220	"	"	53	33,220	122	229,821
2,669	3,566,377	866	982,524	3,535	4,548,991	91	78,572	3,626	4,627,473	4,748	7,649,632

Répartition, par motif de concession, de 100 pensions concédées en 1914, et montant de la pension moyenne.

Tableau III.

DÉSIGNATION des SERVICES.	NOMBRE DE PENSIONS D'ANCIENNETÉ			PENSIONS EXCEPTIONNELLES.	TOTAL.	PENSION MOYENNE D'ANCIENNETÉ				PENSION MOYENNE par service ou administration.
	à titre normal.	à titre d'invalidité.	TOTAL.			à titre normal.	à titre d'invalidité.	sur l'ensemble.	EXCEPTIONNELLE.	
						fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Services sédentaires.....	72	21	93	7	100	2,909 17	2,359 38	2,782 90	1,480 77	2,693 54
SERVICES ACTIPS.										
Douanes.....	29	69	98	2	100	1,185 37	988 31	1,046 83	692 72	1,039 59
Forêts.....	99	1	100	//	100	985 64	701 00	981 95	//	981 95
Enseignement primaire.....	74	25	99	1	100	1,449 67	1,222 92	1,392 20	737 40	1,390 11
Autres administrations.....	84	11	95	5	100	1,286 61	1,995 93	1,261 41	891 54	1,255 58
Tous services réunis.....	73	23	96	4	100	1.700 60	1,400 41	1,628 17	1,146 38	1,611 13

Tableau IV.

PENSIONS D'ANCIENNETÉ.

Répartition des pensions, suivant la durée des services effectifs accomplis par les titulaires.

DURÉE des services accomplis par les pensionnaires.	PARTIE SÉDENTAIRE.			PARTIE ACTIVE.															ENSEMBLE des pensionnaires.		
				DOUANES.			FORÊTS.			ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.			AUTRES ADMINISTRATIONS.			TOUTES ADMINISTRATIONS réunies.					
	Pensions normales.	Pensions d'invalidité.	Total.	Pensions normales.	Pensions d'invalidité.	Total.	Pensions normales.	Pensions d'invalidité.	Total.	Pensions normales.	Pensions d'invalidité.	Total.	Pensions normales.	Pensions d'invalidité.	Total.	Pensions normales.	Pensions d'invalidité.	Total.	Pensions normales.	Pensions d'invalidité.	Total.
De 25 à 29 ans.....	7	//	7	63	270	333	50	2	52	75	170	245	135	64	199	323	506	829	330	506	836
De 30 à 34 ans.....	191	137	328	45	32	77	42	//	42	285	214	499	539	85	624	911	331	1,242	1.102	468	1,570
De 35 à 39 ans.....	228	86	314	17	1	18	43	//	43	649	10	659	438	9	447	1,147	20	1,167	1,375	106	1,481
De 40 à 44 ans.....	314	12	326	2	//	2	15	//	15	148	2	150	74	3	77	239	5	244	553	17	570
De 41 à 49 ans.....	41	2	43	1	//	1	1	//	1	13	1	14	20	2	22	35	3	38	76	5	81
50 ans et au-delà.....	25	2	27	//	//	//	1	//	1	2	1	3	11	//	11	14	1	15	39	3	42
TOTAUX.....	806	239	1,045	128	303	431	152	2	154	1,172	398	1,570	1,217	163	2,669	2,669	866	3,535	3,475	1,105	4,580
Durée moyenne des services.....	38.44	34.55	37.52	30.24	26.74	27.78	33.04	26.00	32.94	35.60	30.07	34.19	34.20	30.68	33.79	34.50	29.01	33.20	35.47	30.19	32.18

Tableau V.

PENSIONS D'ANCIENNETÉ.

Répartition des pensions concédées en 1914 suivant la durée des services, et l'âge d'admission à la retraite.

DURÉE DES SERVICES.		ÂGE D'ADMISSION À LA RETRAITE.						TOTAUX.	AGE MOYEN d'admission à la retraite.
		49 ans et au-dessous.	de 50 à 54 ans.	de 55 à 59 ans.	de 60 à 64 ans.	de 65 à 69 ans.	70 ans et au-dessus.		
De 25 à 29 ans.	Sédentaires	//	//	//	//	2	5	7	69 a. 7 m.
	Actifs	437	147	164	62	18	//	829	51 a. 1 m.
	Ensemble	437	147	164	62	20	5	836	51 a. 2 m.
De 30 à 34 ans.	Sédentaires	//	81	58	140	46	2	327	59 a. 1 m.
	Actifs	59	320	677	151	35	//	1,242	55 a. 4 m.
	Ensemble	59	401	735	291	81	2	1,569	56 a. 2 m.
De 35 à 39 ans.	Sédentaires	2	9	77	199	23	4	314	60 a. 2 m.
	Actifs	5	31	893	210	28	//	1,167	57 a. 4 m.
	Ensemble	7	40	970	409	51	4	1,481	58 a.
De 40 à 44 ans.	Sédentaires	//	3	11	220	86	7	327	62 a. 4 m.
	Actifs	2	10	44	173	15	//	244	60 a. 7 m.
	Ensemble	2	13	55	393	101	7	571	61 a. 6 m.
De 45 à 49 ans.	Sédentaires	//	//	2	9	28	4	43	65 a. 5 m.
	Actifs	//	7	12	12	7	//	38	59 a. 4 m.
	Ensemble	//	7	14	21	35	4	81	62 a. 6 m.
50 ans et au-dessus.	Sédentaires	//	1	1	9	16	//	27	63 a. 8 m.
	Actifs	//	2	7	5	1	//	15	57 a. 2 m.
	Ensemble	//	3	8	14	17	//	42	61 a. 9 m.
Toutes durées de services	Sédentaires	2	94	149	577	201	22	1,045	60 a. 9 m.
	Actifs	503	517	1,797	613	104	//	3,535	55 a. 5 m.
	Ensemble	505	611	1,846	1 190	305	22	4,580	56 a. 7 m.

Tableau VI.

PENSIONS EXCEPTIONNELLES. *Développement par administration et par motif de concession.*

ADMINISTRATIONS.			MOTIFS DE CONCESSION (Loi 1853, art 11 et 12): ACTE de dévouement. Nombre.	Montant.	LUTTE dans l'exercice des fonctions. Nombre.	Montant.	ACCIDENT GRAVE. Nombre.	Montant.	INFIRMITÉS. Nombre.	Montant.	SUPPRESSIONS d'emploi. Nombre.	Montant.	ÉLECTION au Parlement. Nombre.	Montant.	TOTAUX. NOMBRE.	MONTANT.
				francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.
Services sédentaires.	Justice	Magistrats	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		Fonctionnaires	//	//	1	1,701	//	//	3	5,887	//	//	//	//	4	7,588
		Services pénitentiaires	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Affaires étrangères		//	//	//	//	//	//	3	9,332	//	//	//	//	3	9,332
	Finances		//	//	//	//	2	1,860	14	38,065	//	//	//	//	16	39,925
	Intérieur	Services métropolitains	//	//	//	//	//	//	3	4,242	//	//	//	//	3	4,242
		Services de l'Algérie	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Guerre		//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Marine		//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Colonies		//	//	//	//	4	4,952	2	3,470	3	643	//	//	9	9,065
	Instruction publique et Beaux-Arts	Enseignement primaire	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	4 617	//	//
		Autres services	//	//	//	//	1	1,772	5	5,066	1	805	2	//	9	12,260
	Agriculture	Forêts	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		Autres services	//	//	//	//	1	//	//	—	//	//	//	//	//	//
	Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes	Postes et Télégraphes	//	//	//	//	8	10,797	22	17,963	//	//	//	//	30	28,760
		Autres services	2	//	//	//	//	//	1	531	//	//	//	//	1	531
	Travail		//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Travaux publics		//	4	//	//	1	1,166	1	1,150	//	//	//	//	2	2,316
	TOTAUX		//	//	1	1,701	16	20,457	54	85,706	4	1,448	2	4,617	77	114,019
Services actifs.	Justice. — Services pénitentiaires		//	//	//	//	//	//	18	7,650	//	//	//	//	18	7,650
	Finances	Douanes	1	850	1	600	2	4,785	//	//	//	//	//	//	9	6,235
		Autres services	//	//	//	8.112	7	2,558	3	4,739	//	//	//	//	5	7,297
	Intérieur	Services métropolitains	//	//	5	//	4	10,480	2	1,417	//	//	//	//	11	20,009
		Services de l'Algérie	//	//	//	//	//	//	3	2,549	//	//	//	//	3	2,549
	Guerre		//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Colonies		//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Enseignement primaire		//	//	2	//	//	//	5	3,687	//	//	//	//	5	3,687
	Agriculture	Forêts	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		Autres services	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes	Postes	1	1,085	//	//	14	15,173	24	12,933	//	//	//	//	39	29,191
		Autres services	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Travail		//	//	//	//	1	1,954	//	//	//	//	//	//	1	1,954
	Travaux publics		//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	TOTAUX		2	1,935	6	8,712	28	34,950	55	32,935	//	//	//	//	91	78,532
	Tous servicee réunis		2	1,985	7	10,413	44	55,497	109	118,681	4	1,448	2	4,617	168	192,591

Tableau VII.

PENSIONS DE VEUVES ET D'ORPHELINS.
(Concessions directes.)

Développement par administrations, du nombre et du montant des pensions concédées en 1914.

ADMINISTRATIONS.		PENSIONS NORMALES.				PENSIONS EXCEPTIONNELLES (1).				TOTAUX.	
		PENSIONS de veuves.		PENSIONS d'orphelins.		PENSIONS de veuves.		PENSIONS d'orphelins.			
		Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
			francs.		francs.		francs.		francs.		francs.
I. Services sédentaires.	Justice — Magistrats et fonctionnaires	25	19,985	//	//	6	3,129	//	//	31	23,114
	Justice — Administration pénitentiaire	1	1,058	//	//	//	//	//	//	1	1,058
	Affaires étrangères	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Finances	92	84,927	2	1,204	7	3,765	//	//	101	89,896
	Intérieur — Métropole	4	3,354	//	//	//	//	//	//	4	3,354
	Intérieur — Algérie	2	308	//	//	1	//	//	//	2	308
	Guerre	4	3,091	//	//	1	215	//	//	5	3,306
	Marine	1	924	//	//	//	//	//	//	1	924
	Colonies	3	1,473	//	//	2	517	//	//	5	1,990
	Instruction publique et Beaux-Arts — Enseignement primaire	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Instruction publique et Beaux-Arts — Autres services	72	64,974	5	3,518	//	//	//	//	77	68,492
	Agriculture — Forêts	2	1,933	//	//	//	//	//	//	2	1,933
	Agriculture — Autres services	1	289	//	//	1	158	//	//	2	447
	Commerce et Industrie — Postes et Télégraphes	58	36,841	7	3,106	2	778	//	//	67	40,725
	Commerce et Industrie — Autres services	5	3,604	//	//	1	223	//	//	6	3,827
	Travail et Prévoyance sociale	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Travaux publics	26	17,916	//	//	1	506	//	//	27	18,422
	TOTAUX	296	240,677	14	7,828	21	9,291	//	//	331	257,796
II. Services actifs.	Justice. — Administration pénitentiaire	6	2,036	//	//	//	//	//	//	6	2,036
	Finances — Douanes	14	7,148	2	342	42	20.533	3	1,572	61	29,595
	Finances — Autres services	22	14,952	1	1,061	7	2,968	//	//	30	18,981
	Intérieur — Métropole	5	3,832	2	287	3	2,488	//	//	10	6,607
	Intérieur — Algérie	8	2,541	//	//	6	739	//	//	14	3,280
	Guerre	1	403	//	//	//	//	//	//	1	403
	Colonies	//	//	//	//	1	465	//	//	1	465
	Enseignement primaire	144	67,765	24	9,234	2	671	//	//	170	77,670
	Agriculture — Forêts	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Agriculture — Autres services	8	3,645	1	100	8	2,788	1	81	18	6.614
	Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes — Postes	122	41,273	11	2,363	30	4,977	3	370	166	48,983
	Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes — Autres services	4	2,815	//	//	//	//	//	//	4	2,815
	Travil	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Travaux publics	15	2,861	1	78	4	653	1	100	21	3,712
	TOTAUX	349	149,291	42	13,465	103	36,282	8	2,123	502	201 161
	TOTAUX GÉNÉRAUX	645	389,968	56	21,293	124	45,573	8	2,123	833	458,957

(1) La totalité de ces pensions a été concédée au titre d'accident de service (Loi 1853, art. 11 et 12).

Tableau VIII.

PENSIONS DE VEUVES ET D'ORPHELINS.

Développement des pensions concédées en 1914 suivant l'âge du titulaire à la concession (Âge moyen et pension moyenne).

ÂGE À LA CONCESSION.	CONCESSIONS DIRECTES.		REVERSIONS.		TOTAUX.	
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.
I. — VEUVES.						
De 20 à 24 ans	3	1,125	"	"	3	1,125
De 25 à 29 ans	21	8,188	4	1,336	25	9,524
De 30 à 34 ans	31	12,103	8	4,209	39	16,312
De 35 à 39 ans	75	34,474	22	10,909	97	45,383
De 40 à 44 ans	157	83,222	42	19,318	199	102,540
De 45 à 49 ans	191	103,440	105	54,924	296	158,364
De 50 à 54 ans	159	98,439	224	121,355	383	219,794
De 55 à 59 ans	76	53,874	362	193,376	438	247,250
De 60 à 64 ans	38	27,505	386	222,971	424	250,476
De 65 à 69 ans	11	8,948	312	169,497	323	178,445
De 70 à 74 ans	6	4,128	204	120,108	210	124,236
De 75 à 79 ans	"	"	114	49,137	114	49,137
De 80 à 84 ans	"	"	38	17,936	38	17,936
De 85 à 89 ans	"	"	11	6,105	11	6,105
De 90 ans et au delà	1	95	1	107	2	202
	769	435,541	1,833	991,288	2,602	1,426,829
Âge moyen de concession	46 a. 9 m.	"	59 a. 1 m.	"	57 a. 1 m.	"
Pension moyenne	"	576 39	"	540 80	"	548 36
II. — ORPHELINS.						
De 0 à 4 ans	2	854	"	"	2	854
De 5 à 9 ans	4	1,902	3	830	7	2,732
De 10 à 14 ans	15	6,631	18	6,778	33	13,409
De 15 à 19 ans	39	12,232	46	23,214	85	35,446
De 20 à 21 ans	4	1,797	21	10,179	25	11,976
	64	23,416	88	41,001	152	64,417
Âge moyen de concession	15 ans.	"	"	"	15 a. 9 m.	"
Pension moyenne	"	365 87	"	465 92	"	423 79

Tableau IX.
EXTINCTIONS.

Tableau présentant la répartition des pensions éteintes en 1914 pour décès notifié ou présumé, suivant l'époque de la concession, l'âge moyen d'entrée en jouissance et le montant moyen de la pension.

SERVICES OU ADMINISTRATIONS auxquels appartiennent les pensionnaires avant leur admission à la retraite.		ANNÉES D'ADMISSION À LA RETRAITE					TOTAUX et MOYENNES générales.
		ANTÉRIEUREMENT à 1854.	1854 à 1873.	1874 à 1903.	1904 à 1913.	1914.	
A. — PENSIONS DE FONCTIONNAIRES.							
Services sédentaires.	Nombre des pensions	//	//	518	479	10	1,007
	Montant total des pensions	//	//	1,215,323f	1,304,749f	25,668f	2,545,740f
	Pension moyenne	//	//	2,346f 18c	2,733f 90c	2,566f 80c	2,528f 04c
	Âge moyen d'admission à la retraite	//	//	60 a. 7	62 a. 3	59 a. 7	61 a. 5
Services actifs. Douanes.	Nombre des pensions	//	3	374	110	//	487
	Montant total des pensions	0	1,901f	311,664f	105,482f	//	419,047f
	Pension moyenne	//	633f 66c	833f 33c	958f 93c	//	860f 46c
	Âge moyen d'admission à la retraite	//	52 a. 6	51 a. 6	50 a. 7	//	51 a. 4
Forêts.	Nombre des pensions	//	//	75	27	//	102
	Montant total des pensions	//	//	50,813f	22,530f	//	73,343f
	Pension moyenne	//	//	677f 50c	834f 44c	//	719f 04c
	Âge moyen d'admission à la retraite	//	//	58 a. 0	55 a. 8	//	57 a. 4
Enseignement primaire.	Nombre des pensions	//	//	564	439	7	1,010
	Montant total des pensions	//	//	545,399f	572,571f	11,314f	1,129,284f
	Pension moyenne	//	//	967f 02c	1,304f 26c	1,616f 28c	1,118f 10c
	Âge moyen d'admission à la retraite	//	//	55 a. 9	57 a. 8	54 a. 2	56 a. 7
Autres administrations.	Nombre des pensions	//	3	479	477	7	966
	Montant total des pensions	//	1,599f	393,700f	511,817f	9,778f	916,894f
	Pension moyenne	//	533f	821f 92c	1,072f 99c	1,396f 85c	949f 16c
	Âge moyen d'admission à la retraite	//	48 a. 3	57 a. 2	58 a. 0	57 a. 8	57 a. 6
Toutes administrations.	Nombre des pensions	//	6	1,492	1,053	14	2,565
	Montant total des pensions	//	3,500f	1,301,576f	1,212,400f	21,092f	2,538,568f
	Pension moyenne	//	483f 33c	872f 36c	1,151f 37c	1,058f	989f 69c
	Âge moyen d'admission à la retraite	//	50 a. 5	55 a. 4	57 a. 1	56 a. 0	56 a. 1
Services sédentaire et actif.	Nombre des pensions	//	6	2,010	1,532	24	3,572
	Montant total des pensions	//	3,500f	2,516,899f	2,517,149f	46,760f	5,084,308f
	Pension moyenne	//	583f 33c	1,252f 11c	1,643f 05c	1,948f 35c	1,418f 93c
	Âge moyen d'admission à la retraite	//	50 a. 5	56 a. 7	58 a. 7	57 a. 5	57 a. 6

Tableau IX.
EXTINCTIONS.

SERVICES OU ADMINISTRATIONS auxquels appartiennent les pensionnaires avant leur admission à la retraite.		ANNÉES D'ADMISSION À LA RETRAITE					TOTAUX et MOYENNES générales.
		ANTÉRIEUREMENT à 1854.	1854 à 1873.	1874 à 1903.	1904 à 1918.	1914.	
B. — PENSIONS DE VEUVES ET D'ORPHELINS.							
Veuves.	Nombre de pensions	//	40	1,032	587	6	1,665
	Montant total des pensions	//	11,043f	437,884f	281,650f	3,158f	733,735f
	Pension moyenne	//	276f 75c	424f 30c	479f 81c	526f 33c	440f 68c
	Âge moyen à la concession	//	41 a. 4	57 a. 1	65 a. 0	69 a. 0	59 a. 6
Orphelins.	Nombre des pensions	//	//	24	125	//	149
	Nombre des titulaires	//	//	59	251	//	310
	Montant total des pensions	//	//	7,373f	50,392f	//	57,765f
	Pension moyenne par inscription	//	//	307f 20c	403f 13c	//	387f 69c
	Pension moyenne par orphelin	//	//	124f 97c	200f 77c	//	186f 34c
	Âge moyen à la concession	//	//	11 a. 1	15 a. 4	//	13 a. 7

Tableau X.

EXTINCTIONS.

Répartition des pensions éteintes en 1914, par âge d'admissi

la retraite, et durée de jouissance de la pension.

Tableau X.

EXTINCTIONS.

ÂGE D'ADMISSION À LA RETRAITE.		NOMBRE TOTAL des pensions éteintes.	DURÉE DE JOUISSANCE DES PENSIONS									DURÉE MOYENNE de jouissance.
			4 ans et moins.	de 5 à 9 ans.	de 10 à 14 ans.	de 15 à 19 ans.	de 20 à 24 ans.	de 25 à 29 ans.	de 30 à 34 ans.	de 35 à 39 ans.	40 ans et plus.	
I. — PENSIONS DE FONCTIONNAIRES.												
De 30 à 34 ans.	Sédentaires	1	//	//	//	1	//	//	//	//	//	Services sédentaires : 17 ans, 8 mois. Services actifs : 17 ans.
	Actifs	4	1	//	//	//	//	1	1	1	//	
	Ensemble	5	1	//	//	1	//	1	1	1	//	
De 35 à 39 ans.	Sédentaires	1	1	//	//	//	//	//	//	//	//	
	Actifs	1	//	//	//	//	//	//	1	//	//	
	Ensemble	2	1	//	//	//	//	//	1	//	//	
De 40 à 44 ans.	Sédentaires	1	1	//	//	//	//	//	//	//	//	
	Actifs	23	7	4	2	3	1	2	2	2	//	
	Ensemble	24	8	4	2	3	1	2	2	2	//	
De 45 à 49 ans.	Sédentaires	12	2	2	//	//	3	2	1	2	//	
	Actifs	303	47	49	44	38	39	21	52	12	1	
	Ensemble	315	49	51	44	38	42	23	53	14	1	
De 50 à 54 ans.	Sédentaires	88	24	9	6	9	12	15	13	//	//	16 ans, 1 m.
	Actifs	513	84	81	72	85	68	58	41	19	5	16 ans, 1 m.
	Ensemble	601	108	90	78	94	80	73	54	19	5	16 ans, 1 m.
De 55 à 59 ans.	Sédentaires	153	32	35	19	21	20	18	4	4	//	13 ans, 3 m.
	Actifs	1,056	216	219	190	130	142	89	60	10	//	13 ans, 5 m.
	Ensemble	1,209	248	254	209	151	162	107	64	14	//	13 ans, 5 m.
De 60 à 64 ans.	Sédentaires	479	110	108	106	75	49	13	10	1	//	11 ans, 2 m.
	Actifs	521	109	122	117	85	65	19	11	//	//	11 ans, 7 m.
	Ensemble	1,000	219	230	223	160	114	32	21	1	//	11 ans, 5 m.
De 65 à 69 ans.	Sédentaires	187	36	48	46	34	19	4	//	//	//	11 ans, 1 m.
	Actifs	101	23	29	24	17	7	1	//	//	//	9 ans, 6 m.
	Ensemble	288	59	77	70	51	26	5	//	//	//	10 ans, 6 m.
70 ans et au-dessus.	Sédentaires	85	28	28	16	8	5	//	//	//	//	8 ans.
	Actifs	43	16	15	10	2	//	//	//	//	//	6 ans, 3 m.
	Ensemble	128	44	43	26	10	5	//	//	//	//	7 ans, 4 m.
TOTAL		3,572	737	749	652	508	430	243	196	51	6	

ÂGE D'ADMISSION À LA RETRAITE.	NOMBRE TOTAL des pensions éteintes	DURÉE DE JOUISSANCE DES PENSIONS									DURÉE MOYENNE de jouissance.
		4 ans et moins.	de 5 à 9 ans.	de 10 à 14 ans.	de 15 à 19 ans.	de 20 à 24 ans.	de 25 à 29 ans.	de 30 à 34 ans.	de 35 à 39 ans.	40 ans et plus.	
II. — PENSIONS DE VEUVES.											
Âge à la concession :											
De 20 à 24 ans	6	1	1	1	//	//	//	1	//	2	
De 25 à 29 ans	5	1	1	//	//	//	//	2	//	1	
De 30 à 34 ans	22	1	//	2	1	6	1	3	2	6	
De 35 à 39 ans	41	2	1	7	2	3	6	11	2	7	
De 40 à 44 ans	93	3	8	6	12	15	14	12	14	9	
De 45 à 49 ans	168	16	16	10	23	23	26	36	18	10	15 ans, 6 m.
De 50 à 54 ans	230	20	25	24	45	49	33	20	10	4	
De 55 à 59 ans	245	27	31	39	42	49	33	20	4	//	
De 60 à 64 ans	276	47	51	57	51	36	27	7	//	//	
De 65 à 69 ans	253	35	73	64	43	27	7	3	//	//	
De 70 à 74 ans	175	41	50	51	21	12	//	//	//	//	
De 75 ans et au-dessus	151	75	44	22	6	4	//	//	//	7	
TOTAL	1,665	269	301	283	246	224	147	105	50	40	

Tableau XI.

Statistique des pensions civiles (1853) concédées annuellement depuis le 1er janvier 1854.

ANNÉES.	PARTIES.	SOMMES.	QUOTITÉ MOYENNE des pensions.	OBSERVATIONS.
1853	#	₺	#	
1854	2,055	1,437,909 00	699,71	
1855	2,049	1,448,355 00	706,85	
1856	2,193	1,558,237 00	710,55	
1857	2,208	1,484,569 00	672,35	
1858	2,361	1,577,579 00	668,18	
1859	1,718	1,258,791 00	732,70	
1860	2,284	1,605,525 33	702,94	
1861	2,657	1,801,066 00	677,85	
1862	3,127	2,017,542 00	645,20	
1863	2,917	2,014,456 00	690,59	
1864	3,294	2,267,017 00	688,22	
1865	3,282	2,182,271 00	664,92	
1866	3,745	2,848,465 00	760,60	
1867	4,549	3,199,379 00	703,31	
1868	4,065	2,674,593 00	657,95	
1869	3,955	2,696,314 00	681,74	
1870	4,285	2,721,978 00	635,23	
1871	2,231	1,765,862 00	791,51	
1872	6,651	4,756,571 00	715,16	
1873	6,640	4,900,563 00	738,03	
1874	5,556	3,835,376 00	690,28	
1875	5,528	3,781,014 00	683,97	
1876	4,950	3,313,272 00	669,34	
1877	6,221	4,454,679 00	716,07	
1878	6,000	4,647,007 00	774,05	
1879	5,713	4,745,420 00	844,63	
1880	5,774	4,812,987 00	833,56	
1881	7,327	6,199,335 00	846,09	
1882	5,528	4,684,274 00	847,37	
1883	5,663	4,509,049 00	796,22	
1884	6,066	5,201,925 00	857,55	
1885	5,740	4,888,741 00	851,69	
1886	5,881	5,076,762 00	871,78	
1887	5,300	4,794,553 00	904,63	
1888	5,427	4,646,706 00	856,22	
1889	5,719	4,852,805 00	848,54	
1890	5,314	4,558,862 00	857,89	
1891	4,679	4,022,585 00	859,71	
1892	6,347	5,650,681 00	890,29	
1893	5,622	4,865,062 00	865,36	
1894	6,132	5,597,472 00	912,82	
1895	8,153	7,429,992 00	911,32	
1896	5,162	4,797,723 00	929,43	
1897	5,867	5,792,171 00	987,24	
1898	7,603	7,738,031 00	1,017,76	
1899	6,683	6,530,390 00	977,16	
1900	6,930	6,915,031 00	997,83	
1901	7,831	7,952,397 00	1,015,50	
1902	7,020	7,270,057 00	1,035,62	
1903	7,034	7,196,056 00	1,023,03	
1904	6,391	6,605,195 00	1,033,51	
1905	8,427	8,794,243 00	1,043,57	
1906	7,362	7,843,724 00	1,065,43	
1907	9,188	9,678,174 00	1,053,34	
1908	8,322	9,433,326 00	1,133,54	
1909	9,019	9,507,970 00	1,054,21	
1910	9,540	10,702,787 00	1,121,88	
1911	10,838	12,502,728 00	1,153,60	
1912	9,262	11,350,722 00	1,225,51	
1913	9,218	11,116,291 00	1,205,93	
1914	7,502	9,140,878 00	1,218,45	

DÉVELOPPEMENT, par nature de recettes, des retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensiosns civiles.

(Extrait des comptes définitifs des recettes des exercices 1853 à 1913.)

Tableau XII.

ANNÉES.	RETENUES DE 5 P. 0/0 sur les traitements.	RETENUES DU PREMIER MOIS d'appointements et du premier douzième des augmentations.	RETENUES POUR CAUSE de congés.	RETENUES PAR MESURES disciplinaires.	PRODUIT DES AMENDES et cotisations.	RECETTES DIVERSES.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1853	"	"	"	"	"	"	"	
1854	"	"	"	"	"	"	13,322,904 72	
1855	"	"	"	"	"	"	12,052,774 10	
1856	9,956,008 48	966,392 92	413,364 43	71,185 15	454,816 51	725 23	11,361,493 82	
1857	10,420.635 29	967,677 18	351,940 15	76,054 89	531,166 84	83 59	12,347,557 94	
							(1) + 27,531 32	
							(2) + 18,006 89	
1858	10,597,861 56	1,408,203 95	378,321 46	73,037 52	519,608 02	114 65	12,977,147 16	Total : 12,393.096f 15c.
1859	11,003,333 61	1,241,186 64	413,110 93	85,892 75	474,444 83	116 16	13,218,084 92	(1) Comptables aux colonies.
1860	11,318,531 73	1,257,443 60	336,017 87	78,802 66	424,712 53	120 94	13,415,611 83	(2) Virements de comptes (à ajouter).
1861	11,782,453 74	1,307,207 79	326,291 79	94,975 91	482,214 94	987 92	13,984,133 09	
1862	12,071,515 32	1,424,871 21	306,310 65	19,915 29	455,697 55	1,229 75	14,279,539 77	
1863	12,495,391 75	1,412,778 76	317,671 80	52,925 56	455,261 59	1,467 57	14,705,497 03	(3) La différence en moins par rapport à l'exercice 1900 provient du transport en 1901 des retenues pour pensions civiles à un compte de *Retenues à classer* inscrit parmi les services de trésorerie.
1864	12,506,736 40	1,166,278 44	340,591 23	44,867 97	481,332 52	1,689 36	14,551,496 92	
1865	12,705,143 71	1,167,347 96	294,935 86	40,507 29	426,662 85	5,124 15	14,639,721 82	
1866	12,808,359 55	984,367 88	349,003 06	36,278 60	455,656 99	12,106 28	14,645,772 36	
1867	12,826,133 34	1,189,490 12	372,372 96	34,070 55	457,931 48	8,281 78	14,788,280 18	
1868	13,016,440 98	1,234,959 44	236,357 55	33,914 69	502,968 93	3,875 01	15,028,516 60	
1869	13,221,812 14	1,309,180 07	288,894 08	32,789 45	523,128 36	2,736 82	15,378,540 92	
1870	13,092,501 40	1,171,176 82	190,464 83	23,053 41	343,079 02	1,433 46	14,821,708 94	
1871	13,048,480 08	1,561,283 82	262,080 53	34,851 99	407,661 43	3,745 87	15,318,104 62	
1872	13,664,266 91	1,849,378 80	251,252 64	37,441 65	1,183,762 71	23,676 32	17,010,779 03	(4) La différence en plus par rapport à l'exercice 1901 provient du rattachement à l'exercice 1902 des retenues de l'exercice 1901 transitoirement appliquées à un compte de *Retenues à classer*, inscrit parmi les services de trésorerie.
1873	13,816,837 09	1,712,486 43	208,089 00	29,223 71	1,953,676 88	80,672 14	17,800.984 25	
1874	14,052,730 47	1,673,589 32	245,077 76	27,875 23	1,981,396 66	15,045 55	17,995,714 99	
1875	14,374,818 48	1,572,006 95	270,228 05	30,304 44	2,133,350 20	10,533 02	18,391,241 14	
1876	14,806,782 64	1,844,522 39	265,135 69	33,627 47	2,032,708 34	3,388 36	18,986,164 79	
1877	15,399,632 90	2,299,961 78	240,910 87	26,967 24	1,520,620 39	3,009 13	19.491,102 21	
1878	15,897,245 32	2,328,661 17	249,676 95	21,245 36	1,413,604 65	1,890 89	19,912,324 34	
1879	16,606,093 85	2,674,644 17	271,749 94	18,099 69	1,172,926 08	2,004 82	20,745,518 55	
1880	17,040,621 53	2,904,657 67	308,732 83	16,417 38	994,311 94	776,303 76	22,041,045 11	(5) La différence en moins par rapport à l'exercice 1902 provient de ce qu'on avait rattaché à l'exercice 1902 des retenues de l'exercice 1901 transitoirement appliquées à un compte de *Retenues à classer*, inscrit parmi les services de trésorerie.
1881	17,718,087 75	3,866,422 32	299,671 83	18,534 31	670,307 00	6,177 10	21,579,197 31	
1882	18,777,604 93	3,086,483 12	157,149 85	22,644 99	638,361 35	15,894 66	22,698,138 90	
1883	19,505,370 99	2,694,009 50	343,085 93	19,078 83	822,100 97	18,679 16	23,402,225 38	
1884	20,303,390 95	2,755,019 59	154,926 63	22,610 30	1,180,641 89	32,093 16	24,348,681 52	
1885	20,347,455 31	2,026,889 31	165,081 75	15,801 99	1,139,833 98	28,755 90	23,723,818 24	
1886	21,030,248 27	1,916,162 24	164,374 72	17,811 96	1,012,198 48	58,565 80	24,199,361 47	
1887	21,204,353 20	1,690,880 66	249,417 86	18,200 81	1,288,633 96	71,462 63	24,543,349 12	
1888	21,240,509 62	1,873,799 61	282,911 43	21,231 29	1,525,887 27	75,690 46	25,020,029 68	
1889	21,475,135 50	1,530,471 71	232,708 10	21,367 74	1,091,470 92	114,309 82	24,465,473 79	
1890	21,666,969 24	1,877,649 58	226,597 14	15,264 16	1,068,413 46	77,168 17	24,932,061 95	
1891	21,822.802 90	1,727,888 76	264,890 75	17,413 11	1,099,157 39	124,087 68	25,050,240 59	
Francs... 1892...	21,075,232 61	1,971,690 95	212,433 25	11,913 53	1,121,922 32	91,979 57	24,485,172 23	
Algérie...	812,782 26	92,697 25	8,670 78	1,457 29	4,545 82	"	+ 920,153 40	
F... 1893...	22,144,917 76	2,226,544 31	201,062 86	24,550 05	1,073,167 47	192,593 93	25,862,844 38	
A...	852,018 08	89,166 43	8,350 02	2,258 04	16,979 03	0 17	+ 968,767 77	
F... 1894...	22,983,672 03	2,536,991 13	184,164 65	10,536 31	1,071,703 44	12,307 47	26,789,375 03	
A...	889,229 40	119,779 81	10,189 73	1,420 14	11,276 94	0 33	+ 1,031,896 33	
F... 1895...	23,008,429 10	2,090,856 33	284,868 91	11,380 03	1,215,343 89	11,516 96	26,622,325 22	
A...	903,101 64	91,925 58	9,495 04	2,421 31	10,218 92	4,907 04	+ 1,021,069 93	
F... 1896...	23,781,454 02	2,061,220 39	253,243 98	11,895 59	1,121,532 45	29,299 22	27,258,458 65	
A...	927,304 32	91,666 08	8,188 18	1,736 80	10,428 03	1,519 03	+ 1,040,842 93	
F... 1897...	24,659,713 13	2,052,284 20	241,403 45	13,187 59	1,064,499 97	63,425 94	28,094,514 28	
A...	941,160 90	85,882 32	8,387 74	1,531 42	14,069 64	3,568 63	+ 1,054,600 65	
F... 1898...	23,898,375 31	1,941,383 48	245,416 00	9,855 36	(3) 1,163,990 13	35,110 91	27,294,131 19	
A...	903,224 78	82,523 00	8,978 11	1,911 55	16,809 87	14,351 07	+ 1,087,796 38	
F... 1899...	24,911,115 55	2,027,129 65	223,191 57	18,286 38	950,100 74	22,347 48	17,452,171 05	
A...	971,237 74	91,691 59	9,023 70	2,388 85	13,842 68	9,755 68	+ 1,097,580 24	
F... 1900...	26,901,879 73	2,312,554 71	254,773 01	23,063 84	1,030,880 88	33,092 44	30,586,244 31	
A...	1,042,302 87	99,503 52	10,188 93	2,195 52	15,224 88	4,386 43	+ 1,073,702 20	
F... 1901...	25,859,129 82	2,216,572 12	295,249 84	7,555 32	932,703 42	23,863 26	29,335,073 78	
A...	2,543 90	375 75	75 20	"	"	27 53	(3) + 3,022 38	
F... 1902...	26,073,875 82	2,207,999 18	234,348 27	14,153 81	956,270 00	38,844 26	29,515,491 74	
A...	1,320,605 06	117,795 39	15,583 45	"	"	2,212 18	(4) + 1,456,196 08	
F... 1903...	26,810,590 89	2,339,303 08	266,292 18	7,251 99	997,934 53	33,330 69	30,454,705 36	
A...	689,862 29	54,107 99	8,426 55	"	"	866 96	(5) + 753,263 79	
F... 1904...	27,311,830 16	2,406,775 16	274,603 24	7,716 41	1,033,959 57	28,405 31	31,063,289 95	
A...	695,430 84	67,887 11	6,417 46	"	"	103,998 58	+ 873,733 99	
F... 1905...	28,266,739 54	3,060,301 21	292,424 07	7,047 33	1,169,330 61	17,843 04	32,813,635 71	
A...	709,992 59	59,010 56	10,108 82	228 79	"	25,554 48	+ 804,895 24	
F... 1906...	29,256,051 41	3,331,903 04	300,790 08	5,140 44	921,205 75	18,308 29	33,833,409 01	
A...	744,161 87	78,550 72	9,453 34	139 70	"	18,695 44	+ 851,001 07	
F... 1907...	30,317,587 65	3,077,523 55	382,079 65	9,006 59	1,218,979 88	19,404 90	35,024,483 27	
A...	760,594 42	96,256 53	10,666 73	109 99	"	17,282 12	+ 884,914 73	
F... 1908...	31,192,911 80	3,347,338 59	373,785 38	7,181 48	1,012,857 75	29,781 16	35,963,856 16	
A...	813,182 54	85,979 67	11,250 50	139 82	"	18,932 57	+ 929,485 10	
F... 1909...	31,678,853 20	2,830,710 17	466,413 56	57,344 23	(6) 14,596 17	15,409 33	35,043,325 75	
A...	852,283 61	99,382 60	7,833 77	63 88	"	27,273 06	+ 986,886 92	
F... 1910...	32,363,810 60	3,143,938 99	427,170 61	9,942 88	27,264 16	(7) 1,197,882 18	37,170,009 42	
A...	877,338 03	78,492 12	11,414 32	269 89	"	43,029 88	1,010,524 22	
F... 1911...	33,307,549 50	3,805,802 49	448,349 99	5,846 28	26,927 23	646,810 02	38,241,385 51	
A...	897,014 03	82,564 54	9,177 18	443 61	"	53,344 54	1,042,543 90	
F... 1912...	34,154,413 54	3,363,466 59	398,365 23	7,535 76	30,831 60	737,315 04	38,681,867 96	
A...	918,426 07	82,147 19	12,909 40	341 89	"	62,785 98	1,076,609 53	
F... 1913...	35,550,208 27	5,235,025 20	393,792 10	4,877 58	29,688 37	712,192 35	41,925,783 87	
A...	966,175 39	110,666 21	8,511 28	138 01	"	78,121 78	1,163,602 67	

(3) Augmentation produite par le versement des retenues rétroactives effectué par les anciens surnuméraires ou stagiaires en vertu de l'article 85 de la loi de finances du 8 avril 1910.

Tableau XIII.

STATISTIQUE des pensions militaires de la Guerr

nscrites du 1er janvier au 31 décembre 1914.

Tableau XIII.

N°s D'ORDRE.	GRADES.	ANCIENNETÉ. PARTIES.	SOMMES.	Âge au moment de la mise à la retraite.	Services effectifs.	Moyenne de la pension.	BLESSURES ET INFIRMITÉS. PARTIES.	SOMMES.	Âge au moment de la mise à la retraite.	Services effectifs.	Moyenne de la pension.	PROPORTIONNELLES. PARTIES.	SOMMES.	Âge au moment de la mise à la retraite.	Services effectifs.	Moyenne de la pension.	TOTAUX. PARTIES.	SOMMES.
			fr. c.			fr. c.		fr. c.			fr. c.		fr. c.			fr. c.		fr. c.
1	Généraux de division	1	10,500 00	74 ans.	54 ans	10,500 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	10,500 00
2	Généraux de brigade	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
3	Colonels	36	200,644 00	59 a. 5 m.	45 a. 10 m.	5,573 44	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
4	Lieutenants-colonels et assimilés.	33	149,192 00	57 a. 2 m.	43 a. 11 m.	4,530 06	2	13,200 00	57 a. 6 m.	"	6,600 00	"	"	"	"	"	38	213,844 00
5	Commandants	214	756,878 00	54 a. 4 m.	41 a. 7 m.	3,536 81	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	33	149,192 00
6	Capitaines	236	744,120 00	52 a. 5 m.	36 a. 10 m.	3,153 05	2	7,150 00	37 ans.	26 a. 11 m. 27 j.	3,575 00	"	"	"	"	"	216	764,028 00
7	Lieutenants et sous-lieutenants	11	31,869 00	49 a. 9 m.	45 a. 8 m.	2,897 18	9	30,504 00	44 a. 9 m.	30 a. 7 m. 12 j.	3,389 33	"	"	"	"	"	245	774,624 00
8-9-10	Sous-officiers'. Troupes métropolitaines	202	221,438 00	48 a. 2 m.	28 a. 9 m.	1,096 22	8	21,929 00	38 a. 3 m.	23 a. 1 m. 17 j.	2,741 12	"	"	"	"	"	19	53,798 00
	Troupes indigènes de l'Algérie	"	"	"	"	"	67	70,845 00	32 a. 9 m.	17 a. 6 m. 17 j.	1,057 38	1,865	1,528,580 00	36 a. 3 m.	24 a. 5 m. 16 j.	819 73	2,134	1,830,863 00
	Indigènes des troupes coloniales (parts contributives) [1]	2	163 08	47 ans.	47 a. 4 m.	81 54	1	747 00	28 ans.	"	747 00	50	18,894 00	37 a. 8 m.	20 a. 18 j.	377 88	51	19,641 00
11-12-13	Caporaux et soldats. Troupes métropolitaines	24	16,921 00	49 a. 8 m.	28 a. 10 m.	705 04	3	"	32 a. 8 m.	19 a. 2 m. 21 j.	"	153	1,873 50	38 a. 10 m.	24 a. 10 m. 8 j.	12 24	158	2,036 58
	Troupes indigènes de l'Algérie	"	"	"	"	"	198	132,063 00	25 a. 7 m.	8 a. 2 m. 5 j.	666 97	1,129	736,012 00	37 a. 3 m.	30 a. 9 m. 24 j.	651 02	1,351	884,996 00
	Indigènes des troupes coloniales (parts contributives)	13	3,712 64	41 a. 8 m.	23 a. 8 m.	285 58	31	15,408 00	28 a. 11 m.	8 a. 1 m. 19 j.	497 03	470	111,380 00	34 a. 9 m.	18 a. 6 m. 13 j.	236 97	501	126,788 00
14	Gendarmerie (troupes seulement)	447	485,592 00	48 a. 1 m.	27 a. 5 m.	1,086 33	55	5,196 28	27 a. 8 m.	7 a 10 m. 9 j.	94 47	484	2,839 90	39 a. 10 m.	25 a. 7 m. 24 j.	5 88	552	11,748 82
15	Chefs ouvriers et ouvriers	18	18,459 00	58 a. 7 m.	38 a. 3 m.	1,025 50	27	25,156 00	36 a. 9 m.	16 a. 11 m. 29 j.	968 74	345	202,131 00	37 a. 8 m.	20 a. 10 j.	585 88	819	712,879 00
16	Personnels des Commissariats coloniaux	7	16,731 00	52 a. 3 m.	43 a. 2 m.	2,390 14	1	600 00	46 ans.	"	600 00	3	2,257 00	36 a. 4 m.	20 a. 2 m. 10 j.	752 33	22	21,316 00
							1	2,300 00	41 ans.	30 a. 11 m. 10 j.	2,300 00	"	"	"	"	"	8	19,031 00
	TOTAUX	1,244	2,656,219 72	"	"	"	405	325,098 28	"	"	"	4,499	2,603,967 40	"	"	"	6,148	5,585,285 40
	Veuves	1,161	1,069,186 00	"	"	920 91	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,161	1,069,186 00
	Orphelins	53	40,598 00	"	"	766 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	53	40,598 00
	TOTAUX GÉNÉRAUX	2,458	3,766,003 72	"	"	"	405	325,098 28	"	"	"	4,499	2,603,967 40	"	"	"	7,362	6,695,069 40
	Moyennes particulières. Officiers et assimilés (1 à 7)	531	1,893,203 00	53 a. 11 m.	39 a. 11 m.	3,565 35	21	72,783 00	42 a. 9 m.	26 a. 10 m. 21 j.	3,465 85	"	"	"	"	"	"	"
	Militaires des troupes métropolitaines (8 et 11)	226	238,359 00	48 a. 3 m.	28 a. 9 m.	1,054 68	265	202,907 00	27 a. 5 m.	11 a. 2 m. 26 j.	765 68	2,994	2,264,592 00	36 a. 8 m.	26 a. 8 m. 26 j.	756 37	"	"
	Militaires des troupes indigènes de l'Algérie. (Loi du 11 juillet 1903) [9 et 12]	"	"	"	"	"	32	16,155 00	28 a. 11 m.	8 a. 1 m. 19 j.	504 84	520	130,274 00	35 a. 1 m.	18 a. 8 m. 6 j.	250 52	"	"
	Moyennes générales	"	"	50 a. 9 m.	33 a. 3 m.	1,135 19	0	"	29 ans.	11 a. 10 m. 19 j.	802 71	"	"	37 ans.	25 a. 3 m. 3 j.	578 78	"	"

(1) Les pensions des militaires indigènes des troupes coloniales sont payées par imputation sur le budget métropolitain et remboursées par les colonies visées au décret du 25 septembre 1905. La métropole ne supporte, à titre de part contributive, que la rémunération des services accomplis hors des dites colonies. Cette part contributive figure seule dans le tableau.

Tableau XIV. *STATISTIQUE des pensions militaires de la Guerre éteintes pendant l'année 1914.*

Nos D'ORDRE.	GRADES.		PARTIES.	SOMMES.	ÂGE AU MOMENT de la mise à la retraite.	DURÉE MOYENNE de LA PENSION.	ÂGE MOYEN au MOMENT DU DÉCÈS.	OBSERVATIONS.
1	Généraux de division	et assimilés.	4	42,000	70 ans.	10 a. 2 m.	80 a. 2 m.	
2	Généraux de brigade	et assimilés.	5	38,950	61 a. 3 m.	27 ans.	88 a. m.	
3	Colonels	et assimilés.	37	210,931	58 a. 4 m.	14 a. 5 m.	72 a. 9 m.	
4	Lieutenants-colonels	et assimilés.	47	206,310	55 a. 1 m.	16 a. 7 m.	71 a. 8 m.	
5	Commandants	et assimilés.	189	670,042	54 ans.	15 a. 4 m.	69 a. 4 m.	
6	Capitaines	et assimilés.	278	729,567	50 ans.	19 a. 5 m.	69 a. 6 m.	
7	Lieutenants et sous-lieutenants	et assimilés.	33	67,612	44 a. 8 m.	21 a. 4 m.	66 a. 2 m.	
8-9-10	Sous-officiers	Troupes métropolitaines	838	715,935	41 a. 2 m.	18 a. 5 m.	59 a. 7 m.	
		Troupes indigènes de l'Algérie	21	17,007	41 a. 5 m.	16 ans.	57 a. 5 m.	
		Indigènes des troupes coloniales	21	26	40 a. 2 m.	1 a. 7 m.	41 a. 9 m.	
11-12-13	Caporaux et soldats	Troupes métropolitaines	850	488,356	35 a. 4 m.	28 a. 5 m.	63 a. 9 m.	
		Troupes indigènes de l'Algérie	251	111,903	38 a. 6 m.	10 a. 1 m.	48 a. 7 m.	
		Indigènes des troupes coloniales	29	"	"	"	"	
14	Gendarmerie (troupe seulement)		492	354,450	45 a. 2 m.	19 a. 6 m.	64 a. 8 m.	
15	Chefs ouvriers et ouvriers		53	46,306	52 a. 8 m.	18 a. 2 m.	71 ans.	
	TOTAUX		3,148	3,699,395	"	"	"	
	Veuves		957	679,452	54 a. 2 m.	20 a. 4 m.	74 a. 6 m.	
	Orphelins		56	41,148	15 a. 2 m.	5 a. 5 m.	20 a 6 m.	
	TOTAUX GÉNÉRAUX		4,161	4,419,995	"	"	"	
Totaux et moyennes.	Officiers et assimilés		593	1,965,412	52 a. 2 m.	17 a. 8 m.	70 ans.	
	Sous-officiers, caporaux et soldats.	Troupes métropolitaines	1,688	1,204,291	38 a. 4 m.	23 a. 6 m.	62 ans.	
		Troupes indigènes de l'Algérie	272	128,910	39 ans.	10 a. 5 m.	49 a. 5 m.	
	Moyennes générales		"	"	42 a. 4 m.	20 a. 4 m.	62 a. 8 m.	

Tableau XV.

Statistique des pensions militaires de la Marine inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1914.

Tableau XV.

Nos d'ordre.	Grades.	ANCIENNETÉ. Parties.	Sommes.	Âge au moment de la mise à la retraite.	Services effectifs.	Moyenne de la pension.	BLESSURES ET INFIRMITÉS. Parties.	Sommes.	Âge au moment de la mise à la retraite.	Services effectifs.	Moyenne de la pension.	PROPORTIONNELLES. Parties.	Sommes.	Âge au moment de la mise à la retraite.	Services effectifs.	Moyenne de la pension.	TOTAUX. Parties.	Sommes.
			fr. c.			fr. c.		fr. c.			fr. c.		fr. c.			fr. c.		fr. c.
1	Vice-Amiraux	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2	Contre-Amiraux	1	6,000 00	60 ans.	56 ans.	6,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	6,000 00
3	Capitaines de vaisseau	15	87,751 00	58 a. 10 m.	50 a. 10 m.	5,850 06	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	15	87,751 00
4	Capitaines de frégate et assimilés.	16	78,474 00	53 a. 8 m.	45 a. 1 m.	7,904 62	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	16	78,474 00
5	Capitaines de corvette	15	53,231 00	50 ans.	37 a. 2 m.	3,548 73	1	4,000 00	50 ans.	34 a. 11 m.	4,000 00	"	"	"	"	"	16	57,231 00
6	Lieutenants de vaisseau	77	245,771 00	46 a. 4 m.	36 a. 9 m.	3,191 83	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	77	245,771 00
7	Enseignes et aspirants	5	13,496 00	48 ans.	37 a. 4 m.	2,699 20	4	15,228 00	42 a. 6 m.	28 a. 1 m.	3,807 00	"	"	"	"	"	9	28,724 00
8	Officiers mariniers	408	643,807 00	45 a. 7 m.	35 a. 1 m.	1,577 95	49	77,893 00	35 a. 2 m.	21 ans.	1,589 65	156	172,308 00	37 a. 5 m.	25 a. 4 m.	1,104 53	613	894,008 00
9	Quartiers-Maîtres et marins	93	77,884 00	45 a. 1 m.	34 a. 6 m.	837 46	157	116,732 00	26 a. 5 m.	10 a. 1 m.	743 51	187	125,316 00	38 a. 7 m.	25 a. 5 m.	670 13	437	319,932 00
10	Troupe de la marine et gendarmerie	3	3,691 00	51 a. 4 m.	30 a. 2 m.	1,230 33	4	3,689 00	36 a. 6 m.	18 a. 4 m.	922 25	1	473 00	35 ans.	17 a. 2 m.	473 00	8	7,853 00
11	Chefs ouvriers et ouvriers	474	319,325 00	53 a. 6 m.	29 a. 2 m.	673 68	52	38,940 00	42 a. 7 m.	22 a. 7 m.	748 84	2	1,260 00	20 ans.	3 a. 10 m.	630 00	528	359,525 00
12	Personnel administratif	78	181,427 00	55 a. 2 m.	37 a. 11 m.	2,325 98	4	8,900 00	43 a. 9 m.	25 a. 7 m.	2,225 00	"	"	"	"	"	82	190,327 00
13	Agents techniques	187	384,501 00	54 a. 7 m.	35 a. 7 m.	2,056 25	4	7,255 00	44 a. 9 m.	27 a. 4 m.	1,813 75	"	"	"	"	"	191	391,756 00
14	Services divers	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	Totaux	1,372	2,095,358 00	"	"	"	275	272,637 00	"	"	"	346	299,357 00	"	"	"	1,993	2,667,352 00
	Veuves	977	611,115 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	977	611,115 00
	Orphelins	140	69,609 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	140	69,609 00
	Totaux généraux	2,489	2,776,082 00	"	"	"	275	272,637 00	"	"	"	346	299,357 00	"	"	"	3,110	3,348,076 60
Totaux et moyennes.	Officiers et assimilés nos 1 à 7	129	484,723 00	49 a. 4 m.	39 a. 7 m.	3,757 53	5	19,228 00	44 ans.	29 a. 6 m.	3,845 60	"	"	"	"	"	"	"
	Personnel non officier nos 8 à 11	978	1,044,707 00	49 a. 4 m.	32 a. 5 m.	1,068 20	262	237,254 00	31 a. 5 m.	14 a. 9 m.	905 54	"	299,357 00	37 a. 11 m.	25 a. 3 m.	865 19	"	"
	Personnel administratif et technique, numéros d'ordre (12 à 14).	265	565,928 00	54 a. 9 m.	36 a. 3 m.	2,135 57	8	16,155 00	44 a. 3 m.	26 a. 6 m.	2,019 37	"	"	"	"	"	"	"
	Moyennes générales	"	"	50 a. 5 m.	33 a. 10 m.	1,527 22	"	"	32 ans.	15 a. 4 m.	991 40	"	"	37 a. 11 m.	25 a. 3 m.	865 19	"	"

Tableau XVI. *Statistique des pensions militaires de la Marine éteintes pendant l'année 1914.*

N°s D'ORDRE	GRADES.		PARTIES.	SOMMES.	ÂGE AU MOMENT de la mise à la retraite.	DURÉE MOYENNE de la pension.	ÂGE AU MOMENT du décès.
1	Vice-amiraux		#	#	#	#	#
2	Contre-amiraux		2	14,300	50 ans.	12 ans.	62 ans.
3	Capitaines de vaisseau		11	63,913	57 a. 5 m.	17 a. 09	64 a. 5 m.
4	Capitaines de frégate	et assimilés.	14	65,579	52 a. 2 m.	21 a. 14	73 a. 3 m.
5	Capitaines de corvette		24	88,075	49 a. 9 m.	21 a. 45	71 a. 1 m.
6	Lieutenants de vaisseau		24	70,031	47 a. 1 m.	22 a. 45	69 a. 5 m.
7	Enseignes et aspirants		4	9,345	47 ans.	20 ans.	67 ans.
8	Officiers mariniers et chefs armuriers		373	512,337	44 a. 9 m.	14 a. 27	58 a. 11 m.
9	Quartiers-maîtres et marins		251	191,955	36 a. 2 m.	12 a. 40	48 a. 6 m.
10	Troupes de la marine et gendarmerie		74	56,515	37 a. 3 m.	26 a. 28	63 a. 5 m.
11	Chefs ouvriers et ouvriers		635	442,797	52 a. 1 m.	15 a. 51	67 a. 6 m.
12	Personnel administratif		51	85,798	53 a. 6 m.	14 a. 56	67 a. 11 m.
13	Agents techniques		54	105,383	54 a. 2 m.	6 a. 68	60 a. 8 m.
14	Services divers		#	#	#	#	#
	TOTAUX		1,517	1,706,028	#	#	#
	Veuves		721	386,561	50 a. 9 m.	17 a. 47	#
	Orphelins		118	56,163	14 a. 6 m.	#	#
	TOTAUX GÉNÉRAUX		2,356	2,148,752	#	#	#
Totaux et moyennes.	Officiers et assimilés (1 à 7)		79	311,243	49 a. 7 m.	20 a. 7	70 a. 4 m.
	Personnel non officier (8 à 11)		1,333	1,203,604	46 a. 3 m.	15 a. 1	61 a. 4 m.
	Personnel administratif et technique (12 à 14)		105	191,181	53 a. 9 m.	10 a. 5	64 a. 4 m.
Moyennes générales			#	#	47 ans.	15 a. 1	62 a. 1 m.

Tableau XVII

STATISTIQUE des pensions militaires des Colonies inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1914.

Nos D'ORDRE.	GRADES.	ANCIENNETÉ.					BLESSURES ET INFIRMITÉS.					TOTAUX GÉNÉRAUX.				
		PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.
			francs.	a. m.	a. m.	fr. c.		francs.	a. m.	a. m.	francs.		francs.	a. m.	a. m.	fr. c.
1	Inspecteurs des colonies..	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
2	Gouverneurs coloniaux et secrétaires généraux...	2	14,958	54 6	38 6	7,279 00	1	5,713	58	16 1	5,713	3	20,671	56 4	31 9	6,890 35
3	Administrateurs coloniaux et services civils Indo-Chine.....	7	26,015	52 1	43 11	3,716 45	1	3,300	39	22 11	3,300	8	29,815	50 6	41 4	3,664 35
4	Surveillants militaires...	28	53,614	50 9	41 5	1,914 80	1	1,110	40	27 1	1,100	29	54,724	50 4	40 11	1,887 00
5	Services administratifs...	16	35,611	50 2	44 6	2,225 90	5	11,980	54 7	21 5	2,396	21	47,591	51 8	39	2,266 65
	TOTAUX.....	53	130,198	//	//	//	8	22,103	//	//	//	61	152,301	//	//	//
	Veuves.....	31	34,908	//	//	//	//	//	//	//	//	31	34,908	//	//	//
	Orphelins.....	4	5,100	//	//	//	//	//	//	//	//	4	5,100	//	//	//
	TOTAUX GÉNÉRAUX..	88	170,206	//	//	//	8	22,103	//	//	//	96	192,309	//	//	//

Tableau XVIII.

STATISTIQUE des pensions militaires des Colonies éteintes pendant l'année 1914.

Nos D'ORDRE.	GRADES.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE AU MOMENT de la mise à la retraite.	DURÉE MOYENNE de la pension.	ÂGE AU DÉCÈS.
			francs.	a. m.	a. m.	a. m.
1	Inspection des colonies.....	1	10,500	57	//	//
2	Gouvernements coloniaux et secrétariats généraux.....	3	23,100	51	//	//
3	Administrateurs coloniaux et services civils de l'Indo-Chine.....	10	39,325	52 4	//	//
4	Surveillants militaires.....	14	22,949	47 2	//	//
5	Services administratifs.....	10	21,760	52 5	//	//
	TOTAUX ET MOYENNES.....	38	117,634	50 5	10 5	61
	Veuves.....	3	1,833	49	19 6	68 6
	Orphelins.....	5	3,630	14 1	6 8	20 9
	TOTAUX GÉNÉRAUX.....	46	123,097	//	//	//

STATISTIQUE DES PENSIONS.

ANNÉE 1915.

Civiles (1853).

I. Statistique des pensions concédées en 1915.

II. Pensions des fonctionnaires concédées en 1915. — Développement par administration.

III. Répartition, par motif de concession et montant de la pension moyenne.

IV. Pensions d'ancienneté. — Répartition suivant la durée des services accomplis.

V. Pensions d'ancienneté. — Répartition suivant la durée des services et l'âge de l'admission à la retraite.

VI. Pensions exceptionnelles. — Développement par administration et par motif de concession.

VII. Pensions des fonctionnaires. — Répartition suivant le traitement moyen de fi de carrière.

VIII. Pensions de veuves et d'orphelins. — Développement par administration.

IX. Pensions de veuves et d'orphelins. — Développement des pensions concédées suivant l'âge du titulaire.

X et IX. Extinctions. — Répartition des pensions éteintes en 1915.

Militaires de la Guerre.

XII. Statistique des pensions inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1915.

XIII. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1915.

Militaires de la Marine.

XIV. Statistique des pensions inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1915.

XV. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1915.

Militaires des Colonies.

XVI. Statistiques des pensions inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1915.

XVII. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1915.

CONCESSIONS DE L'ANNÉE 1915.

Tableau I.

DÉSIGNATION des SERVICES.	PENSIONS D'ANCIENNETÉ — AU TITRE normal (1). Parties.	Sommes.	AU TITRE invalidité (2). Parties.	Sommes.	TOTAUX. Parties.	Sommes.	PENSIONS EXCEPTIONNELLES (3). Parties.	Sommes.	TOTAUX GÉNÉRAUX. Parties.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.
I. — Fonctionnaires..										
Services sédentaires	449	1,407,417	173	437,839	622	1,845,256	43	58,580	665	1,903,836
Services actifs. — Douanes	47	67,150	60	69,134	107	136,284	8	6,134	115	142,418
Services actifs. — Forêts	13	16,259	1	900	14	17,159	2	1,528	16	18,687
Services actifs. — Enseignement primaire	455	765,349	210	279,631	665	1,044,980	15	9,050	680	1,054,030
Services actifs. — Autres administrations.	513	674,810	85	109,047	598	783,857	47	41,711	645	825,565
Services actifs. — TOTAL	1,028	1,523,568	356	458,712	1,384	1,982,280	72	58,423	1,456	2,040,703
Tous services réunis	1,477	2,930,985	529	896,551	2,006	3,827,536	115	117,003	2,121	3,944,539
II. — Veuves et orphelins.										
Concessions directes. — Services sédentaires — Veuves					366	317,823	35	16,250	401	334,07
Concessions directes. — Services sédentaires — Orphelins					19	12,910	1	894	20	13,804
Concessions directes. — Services actifs — Veuves					485	215,883	75	30,036	560	245,919
Concessions directes. — Services actifs — Orphelins					42	16,690	8	1,822	50	18,512
Reversions — Veuves					.....	.....	.....	.....	2,175	1,190,978
Reversions — Orphelins					.....	.....	.....	.....	69	30,920
TOTAUX — Veuves					851	533,706	110	46,286	3,136	1,770,970
TOTAUX — Orphelins					61	29,600	9	2,716	139	63,236
ENSEMBLE					912	563,306	119	49,002	3,275	1,834,206

(1) Loi du 9 juin 1853, art. 5, § 1 et 2.
(2) Loi du 9 juin 1853, art. 5, § 5.
(3) Loi du 9 juin 1853, art. 11.

Tableau II.

PENSIONS DE FONCTIONNAIRES.

DÉVELOPPEMENT par administration des concessions prononcées en 1915.

MINISTÈRES et ADMINISTRATIONS.	SERVICES SÉDENTAIRES.										SERVICES ACTIFS.										TOTAL GÉNÉRAL par ADMINISTRATION.	
	PENSIONS D'ANCIENNETÉ.				TOTAL.		PENSIONS exceptionnelles.		TOTAL pour les services sédentaires.		PENSIONS D'ANCIENNETÉ.						PENSIONS exceptionnelles.		TOTAL pour les services actifs.			
	Normales.		Invalidité.								Normales.		Invalidité.		TOTAL.							
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.
Justice — Magistrats soumis à la limite d'âge	8	33,529	"	"	8	33,529	"	"	8	33,529	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	8	33,529
Justice — Autres magistrats et fonctionnaires	34	113,152	1	1,571	35	114,723	2	4,538	37	119,261	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	37	119,261
Justice — Administration pénitentiaire	2	6,614	1	2,227	3	8,841	"	"	3	8,841	21	20,975	4	3,567	25	24,542	1	959	26	25,501	29	34,342
Affaires étrangères	2	8,948	5	22,400	7	31,348	"	"	7	31,348	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	7	31,348
Finances — Douanes (brigades)	7	19,363	6	10,477	13	29,840	6	9,099	19	38,939	47	67,150	60	69,134	107	136,284	8	6,134	115	142,418	134	181,357
Finances — Autres services	82	342,923	25	92,225	107	435,148	4	14,958	111	450,106	69	206,597	13	30,388	82	236,985	3	4,508	85	241,493	196	691,599
Intérieur — Métropole	11	34,888	2	5,072	13	39,960	"	"	13	39,960	16	41,222	"	"	16	41,222	5	6,564	21	47,786	34	87,746
Intérieur — Algérie	"	"	1	839	1	839	1	1,267	2	2,106	25	23,449	3	1,869	28	25,318	5	4,176	33	29,494	35	31,600
Guerre	15	30,166	7	16,708	22	46,874	"	"	22	46,874	1	1,312	1	570	2	1,882	"	"	2	1,882	24	48,756
Marine	2	11,000	2	7,000	4	18,000	"	"	4	18,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4	18,000
Colonies	6	23,195	1	6,000	7	29,195	7	3,579	14	32,774	5	1,302	1	363	6	1,665	"	"	6	1,665	20	34,439
Instruction publique et Beaux-Arts — Enseignement primaire	5	16,881	4	7,953	9	24,834	"	"	9	24,834	455	765,349	210	279,631	665	1,044,980	15	9,050	680	1,054,030	689	1,078,864
Instruction publique et Beaux-Arts — Autres services	131	421,941	30	72,029	161	493,970	6	7,239	167	501,209	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	167	501,209
Agriculture — Forêts	6	17,802	2	4,219	8	22,021	"	"	8	22,021	13	16 259	1	900	14	17,159	2	1,528	16	18,687	24	40,708
Agriculture — Autres services	7	18,542	"	"	7	18,542	1	1,720	8	20,262	8	7,170	3	2,552	11	9,722	"	"	11	9,722	19	29,984
Commerce, Industrie et P. T. T. — Postes et télégraphes	89	180,384	61	124,221	150	304,605	16	16,180	166	320,785	293	319,815	56	64,127	349	383,942	32	24,701	381	408,643	547	729,428
Commerce, Industrie et P. T. T. — Autres services	1	6,000	1	4,611	2	10,611	"	"	2	10,611	4	7,531	3	5,121	7	12,652	"	"	7	12,652	9	23,263
Travail	1	4,054	1	1,309	2	5,363	"	"	2	5,363	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	5,363
Travaux publics	40	118,035	23	58,978	63	177,013	"	"	63	177,013	71	45,437	1	490	72	45,927	1	803	73	46,730	136	223,743
TOTAUX	449	1,407,417	173	437,839	622	1,845,256	43	58,580	665	1,903,836	1,028	1,523,568	356	458,712	1,384	1,982,280	72	58,423	1,456	2,040,703	2,121	3,944,539

RÉPARTITION, par motif de concession, de 100 pensions concédées en 1915, et montant de la pension moyenne.

Tableau III.

DÉSIGNATION des SERVICES.	NOMBRE DE PENSIONS D'ANCIENNETÉ			PENSIONS EXCEPTIONNELLES.	TOTAL.	PENSION MOYENNE				PENSION MOYENNE par service ou administration.
						D'ANCIENNETÉ			EXCEPTIONNELLE.	
	à titre normal.	à titre d'invalidité.	TOTAL.			à titre normal.	à titre d'invalidité.	sur l'ensemble.		
						fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.
Services sédentaires.....	68	26	94	6	100	3,134 56	2,518 84	2,963 30	1,410 67	2,862 91
SERVICES ACTIFS.										
Douanes.....	41	52	93	7	100	1,428 72	1,152 23	1,273 67	766 75	1,238 41
Forêts.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Enseignement primaire.....	67	31	98	2	100	1,682 08	1,331 57	1,571 39	603 33	1,550 04
Autres administrations.....	80	13	93	7	100	1,315 41	1,282 90	1,310 79	887 46	1,279 95
Tous services réunis.....	70	25	95	5	100	1,984 41	1,690 87	1,907 00	1,035 49	1,859 75

Répartition des pensions, suivant la durée des services effectifs accomplis par les titulaires.

Tableau IV.

PENSIONS D'ANCIENNETÉ.

DURÉE des services accomplis par les pensionnaires.	PARTIE SÉDENTAIRE.			PARTIE ACTIVE.															ENSEMBLE DES PENSIONNAIRES.		
				DOUANES.			FORÊTS.			ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.			AUTRES ADMINISTRATIONS.			TOUTES ADMINISTRATIONS réunies.					
	Pensions normales.	Pensions d'invalidité.	Total.	Pensions normales.	Pensions d'invalidité.	Total.	Pensions normales.	Pensions d'invalidité.	Total.	Pensions normales.	Pensions d'invalidité.	Total.	Pensions normales.	Pensions d'invalidité.	Total.	Pensions normales.	Pensions d'invalidité.	Total.	Pensions normales.	Pensions d'invalidité.	Total.
De 20 à 24 ans.....	1	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	1
De 25 à 29 ans.....	//	//	//	16	52	68	4	//	4	22	92	114	77	41	118	119	185	304	119	185	304
De 30 à 34 ans.....	101	91	192	23	8	31	4	1	5	104	108	212	222	35	257	353	152	505	454	243	697
De 35 à 39 ans.....	125	68	193	8	//	8	2	//	2	263	10	273	177	3	180	450	13	463	575	81	656
De 40 à 44 ans.....	172	11	183	//	//	//	2	//	2	56	//	56	28	6	34	86	6	92	258	17	275
De 45 à 49 ans.....	34	3	37	//	//	//	//	//	//	9	//	9	7	//	7	16	//	16	50	3	53
50 ans et au-delà.....	16	//	16	//	//	//	1	//	1	1	//	1	2	//	2	4	//	4	20	//	20
TOTAUX.....	449	173	622	47	60	107	13	1	14	455	210	665	513	85	598	1,028	356	1,384	1,477	529	2,006
	a. m.	a. m.	a. m.	a. m.	a.	a. m.	a.	a.	a. m.	a. m.	a.	a. m.	a. m.	a. m.	a. m.	a. m.	a. m.	a. m.	a. m.	a. m.	a. m.
Durée moyenne des services.....	38.6	34.5	37.5	31.1	27	28.8	34	25	32.8	35.8	30	33.9	33.7	29.9	33.2	34.5	29.5	33.2	35.7	31.1	34.5

Tableau V.

PENSIONS D'ANCIENNETÉ.

Répartition des pensions concédées en 1915 suivant la durée des services, et l'âge d'admission à la retraite.

DURÉE DES SERVICES.		ÂGE D'ADMISSION À LA RETRAITE.						TOTAUX.	ÂGE MOYEN d'admission à la retraite.
		49 ans et au-dessous.	de 50 à 54 ans.	de 55 à 59 ans.	de 60 à 64 ans.	de 65 à 69 ans.	70 ans et au-dessus.		
De 25 à 29 ans	Sédentaires	"	"	"	"	"	"	"	"
	Actifs	125	77	62	24	14	2	304	50 a. 2 m.
	Ensemble	125	77	62	24	14	2	304	50 a. 2 m.
De 30 à 34 ans	Sédentaires	2	54	41	64	21	10	192	58 a. 5 m.
	Actifs	10	156	241	72	25	1	505	56 a. 1 m.
	Ensemble	12	210	282	136	46	11	697	57 a. 1 m.
De 35 à 39 ans	Sédentaires	"	4	73	95	11	10	193	60 a. 3 m.
	Actifs	4	14	336	89	20	"	463	55 a. 2 m.
	Ensemble	4	18	409	184	31	10	656	58 a. 5 m.
De 40 à 44 ans	Sédentaires	"	3	5	120	41	14	183	62 a. 8 m.
	Actifs	1	4	5	66	15	1	92	61 a. 4 m.
	Ensemble	1	7	10	186	56	15	275	62 a. 3 m.
De 45 à 49 ans	Sédentaires	"	"	4	6	13	14	37	65 a. 8 m.
	Actifs	"	"	4	2	10	"	16	64 a.
	Ensemble	"	"	8	8	23	14	53	65 a. 3 m.
50 ans et au-dessus	Sédentaires	"	"	"	3	5	8	16	67 a. 8 m.
	Actifs	"	"	2	2	"	"	4	60 a.
	Ensemble	"	"	2	5	5	8	20	66 a. 3 m.
Toutes durées de services	Sédentaires	2	61	123	288	91	57	622	61 a. 4 m.
	Actifs	140	251	650	255	84	4	1,384	56 a. 3 m.
	Ensemble	142	312	773	543	175	61	2,006	58 a. 1 m.

Développement par administration et par motif de concession.

Tableau VI.

PENSIONS EXCEPTIONNELLES.

ADMINISTRATIONS.		MOTIFS DE CONCESSION (Loi 1853, art. 11 et 12).												TOTAUX.	
		ACTE de dévoument.		LUTTE dans l'exercice des fonctions.		ACCIDENT GRAVE.		INFIRMITÉS		SUPPRESSION d'emploi.		ÉLECTION au Parlement.			
		Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant	NOMBRE.	MONTANT.
			francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.
Services sédentaires.	Justice. — Magistrats	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Justice. — Fonctionnaires	//	//	//	//	//	//	2	4,538	//	//	//	//	2	4,538
	Justice. — Services pénitentiaires	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Affaires étrangères	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Finances	//	//	//	//	6	9,099	4	14,958	//	//	//	//	10	24,057
	Intérieur. — Services métropolitains	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Intérieur. — Services de l'Algérie	//	//	//	//	1	1,267	//	//	//	//	//	//	1	1,267
	Guerre	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Marine	//	//	//	//	2	1,097	5	2,482	//	//	//	//	7	3,579
	Colonies	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Instruction publique et Beaux-Arts. — Enseignement primaire	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Instruction publique et Beaux-Arts. — Autres services	//	//	//	//	1	1,038	4	6,201	//	//	1	2,079	6	9,318
	Agriculture. — Forêts	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Agriculture. — Autres services	//	//	//	//	//	//	1	1,720	//	//	//	//	1	7,720
	Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes. — Postes et Télégraphes	//	//	//	//	2	2,295	14	13,885	//	//	//	//	16	16,180
	Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes. — Autres services	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Travail	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Travaux publics	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	TOTAUX	//	//	//	//	12	14,796	30	43,784	//	//	1	2,079	43	60,659
Services actifs.	Justice. — Services pénitentiaires	//	//	//	//	//	//	1	959	//	//	//	//	1	959
	Finances. — Douanes	//	//	//	//	8	6,134	//	//	//	//	//	//	8	6,134
	Finances. — Autres services	//	//	//	//	3	4,508	//	//	//	//	//	//	6	4,508
	Intérieur. — Services métropolitains	//	//	2	2,442	2	2,487	1	1,635	//	//	//	//	5	6,564
	Intérieur. — Services de l'Algérie	//	//	//	//	3	2,132	2	2,044	//	//	//	//	5	4,176
	Guerre	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Colonies	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Enseignement primaire	//	//	//	//	//	//	15	9,050	//	//	//	//	15	9,050
	Agriculture. — Forêts	//	//	//	//	//	//	2	1,528	//	//	//	//	2	1,528
	Agriculture. — Autres services	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes. — Postes	1	1,011	//	//	18	16,610	13	7,080	//	//	//	//	32	24,701
	Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes. — Autres services	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Travail	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Travaux publics	//	//	//	//	//	//	1	803	//	//	//	//	1	803
	TOTAUX	1	1,011	2	2,442	34	31,871	35	23,099	//	//	//	//	72	58,423
	Tous services réunis	1	1,011	2	2,442	46	46,667	65	66,883	//	//	1	2,079	115	119,082

Tableau VII.
(1915.)

Répartition des fonctionnaires et agents pensionnés en 1915, suiva

TRAITEMENTS MOYENS.	Au-dessous de 500 francs.	500 à 599	600 à 699	700 à 799	800 à 899	900 à 999
Au-dessous de 1,000 francs	33	17	10	7	"	1
1,000 francs à 1,249 francs	11	15	30	30	32	4
1,250 — 1,499 —	5	5	14	14	62	29
1,500 — 1,749 —	3	7	8	2	29	18
1,750 — 1,999 —	"	"	4	6	8	45
2,000 — 2,499 —	2	"	3	1	2	5
2,500 — 2,999 —	"	1	"	"	1	"
3,000 — 3,499 —	"	1	"	"	"	"
3,500 — 3,999 —	"	"	"	"	2	"
4,000 — 4,499 —	"	"	"	"	"	"
4,500 — 4,999 —	"		"	"	"	"
5,000 — 5,999 —	"		"	"	"	"
6,000 — 6,999 —	"	"	"	"	"	"
7,000 — 7,999 —	"	"	"	"	"	"
8,000 — 8,999 —	"	"	"	"	"	"
9,000 — 9,999 —	"	"	"	"	"	"
10,000 — 11,999 —	"	"	"	"	"	"
12,000 — 14,999 —	"	"	"	"	"	"
15,000 — 19,999 —	"	"	"	"	"	"
20,000 — 24,999 —	"	"	"	"	"	"
25,000 — et au-dessus	"	"	"	"	"	"
TOTAUX	54	47	69	80	136	101

le traitement moyen de fin de carrière et la quotité de la pension.

Tableau VII.
(1915.)

PENSIONS.												TOTAUX.
1,000 à 1,099	1,100 à 1,199	1,200 à 1,299	1,300 à 1,399	1,400 à 1,499	1,500 à 1,999	2,000 à 2,499	2,500 à 2,999	3,000 à 3,999	4,000 à 4,999	5,000 à 5,999	6,000 et au-dessus.	
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	68
2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	145
20	6	8	5	"	"	"	"	"	"	"	"	168
34	18	4	"	3	1	"	"	"	"	"	"	127
57	58	93	20	3	7	"	"	"	"	"	"	301
12	31	35	132	107	119	2	1	"	"	"	"	452
4	1	"	10	23	70	7	"	"	"	"	"	117
"	2	"	"	2	61	71	2	1	"	"	"	140
"	1	2	"	"	20	55	30	1	"	"	"	111
"	"	"	1	"	6	25	70	"	"	"	"	102
"	"	"	"	1	3	3	19	54	"	"	"	81
1	"	"	1	"	2	2	8	82	"	"	"	96
"	"	"	"	"	"	1	"	16	46	1	"	64
"	"	"	"	"	"	1	"	4	21	2	"	29
"	"	"	"	"	"	1	"	"	14	1	9	25
"	"	"	"	"	"	1	"	"	10	1	5	17
"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	12	11	25
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	20	22
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	17	17
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4	4
"	"	"	"	"	"	"	"	5	"	"	10	10
130	118	143	169	139	289	169	130	159	92	19	76	2,121

Tableau VIII.

PENSIONS DE VEUVES ET D'ORPHELINS.
(Concessions directes.)

Développement par administrations, du nombre et du montant des pensions concédées en 1915.

ADMINISTRATIONS.			PENSIONS NORMALES.				PENSIONS EXCEPTIONNELLES (1).				TOTAUX.	
			PENSIONS de veuves.		PENSIONS d'orphelins.		PENSIONS de veuves.		PENSIONS d'orphelins.			
			Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
				francs.		francs.		francs.		francs.		francs.
I. Services sédentaires.	Justice	Magistrats et fonctionnaires	27	23,765	3	4,692	1	1,333	1	894	32	30,684
		Administration pénitentiaire	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Affaires étrangères		1	1,666	//	//	//	//	//	//	1	1,666
	Finances		92	98,624	4	3,185	7	3,433	//	//	103	105,242
	Intérieur	Métropole	2	1,838	//	//	//	//	//	//	2	1,838
		Algérie	3	949	//	//	//	//	//	//	3	949
	Guerre		10	6,753	//	//	7	3,522	//	//	17	10,275
	Marine		1	1,040	//	//	//	//	//	//	1	1,040
	Colonies		4	2,736	//	//	4	1,893	//	//	8	4,629
	Instruction publique et Beaux-Arts	Enseignement primaire	3	3,018	//	//	//	//	//	//	3	3,018
		Autres services	66	61,520	4	1,676	//	//	//	//	70	63,196
	Agriculture	Forêts	1	1,333	//	//	//	//	//	//	1	1,333
		Autres services	4	1,977	1	103	//	//	//	//	5	2,080
	Commerce et Industrie	Postes et Télégraphes	96	64,254	6	2,780	15	5,730	//	//	117	72,764
		Autres services	3	2,006	//	//	//	//	//	//	3	2,006
	Travail et Prévoyance sociale		1	720	//	//	//	//	//	//	1	720
	Travaux publics		52	45,624	1	474	1	339	//	//	54	46,437
	TOTAUX		366	317,823	19	12,910	(1) 35	16,250	(2) 1	894	421	347,877
II. Services actifs.	Justice. — Administration pénitentiaire		8	3,021	1	91	1	282	//	//	10	3,394
	Finances	Douanes	17	10,124	//	//	32	19,309	3	8 2	52	30,255
		Autres services	17	12,907	1	109	1	348	//	//	19	13,364
	Intérieur	Métropole	8	5,089	//	//	2	1,595	//	//	10	6,684
		Algérie	12	2,707	//	//	4	435	//	//	16	3,142
	Guerre		//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Colonies		3	406	//	//	1	286	//	//	4	692
	Enseignement primaire		257	126,646	36	15,288	2	515	1	175	296	142,624
	Agriculture	Forêts	7	3,371	//	//	1	400	1	400	9	4,171
		Autres services	6	1,625	//	//	1	222	//	//	7	1,847
	Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes	Postes	128	43,409	4	1,202	29	6,194	3	425	164	51,230
		Autres services	,	631	//	//	//	//	//	//	1	631
	Travail		//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Travaux publics		21	5,947	//	//	1	450	//	//	22	6,397
	TOTAUX		485	215,883	42	16,690	(3) 75	30,036	(4) 8	1,822	610	264,431
	TOTAUX GÉNÉRAUX		851	533,706	61	29,600	110	46,286	9	2,716	1,031	612,308

(1) Dont 34 concédées par décès résultant d'accident de service.
Dont 1 concédée par décès résultant de maladie ou infirmités.

(2) Décès résultant d'accident de service.

(3) Dont 60 concédées par décès résultant d'accident de service.
— 12 — — — d'infirmités.
— 3 — — — de naufrages.

(4) Concédées par décès résultant d'accident de service.

Tableau IX.

PENSIONS DE VEUVES ET D'ORPHELINS.

Développement des pensions concédées en 1915 suivant l'âge du titulaire à la concession.
(Âge moyen et pension moyenne).

ÂGE À LA CONCESSION.	CONCESSIONS DIRECTES.		REVERSIONS.		TOTAUX.	
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.
I. — VEUVES.						
De 20 à 24 ans	1	488	2	1,000	3	1,488
De 25 à 29 ans.	4	1,734	1	100	5	1,834
De 30 à 34 ans	24	10,571	4	1,966	28	12,537
De 35 à 39 ans	78	41,734	15	6,996	93	48,730
De 40 à 44 ans	150	76,206	56	30,173	206	106,379
De 45 à 49 ans	244	150,104	113	71,317	357	221,421
De 50 à 54 ans	256	156,794	261	129,970	517	286,764
De 55 à 59 ans	143	97,631	389	237,444	532	335,075
De 60 à 64 ans	39	28,354	471	258,046	510	286,400
De 65 à 69 ans	19	14,682	381	212,893	400	227,575
De 70 à 74 ans	3	1,694	285	148,305	288	149,999
De 75 à 79 ans	"	"	148	71,764	148	71,764
De 80 à 84 ans	"	"	43	18,496	43	18,496
De 85 à 89 ans	"	"	6	2,508	6	2,508
De 90 ans et au delà	"	"	"	"	"	"
	961	579,992	2,175	1,190,978	3,136	1,770,970
Âge moyen de concession	48 a. 8 m.	"	61 a. 9 m.	"	57 a. 9 m.	"
Pension moyenne	"	603 52	"	547 57	"	564 72
II. — ORPHELINS.						
De 0 à 4 ans	3	1,711	1	137	4	1,848
De 5 à 9 ans	6	2,344	8	3,209	14	5,553
De 10 à 14 ans	25	10,210	20	7,011	45	17,221
De 15 à 19 ans	31	15,083	32	16,433	63	31,516
De 20 à 21 ans	5	2,968	8	4,130	13	7,098
	70	32,316	69	30,920	139	63 236
Âge moyen de concession	15 a. 3 m.	"	15 a. 1 m.	"	15 a. 2 m.	"
Pension moyenne	"	461 65	"	448 11	"	454 93

Tableau X.
EXTINCTIONS.

Tableau présentant la répartition des pensions éteintes en 1915 pour décès notifié ou présumé, suivant l'époque de la concession, l'âge moyen d'entrée en jouissance et le montant moyen de la pension.

SERVICES OU ADMINISTRATIONS auxquels appartiennent les pensionnaires avant leur admission à la retraite.		ANNÉES D'ADMISSION À LA RETRAITE — ANTÉRIEUREMENT à 1854.	1854 à 1873.	1874 à 1903.	1904 à 1913.	1914.	TOTAUX et MOYENNES générales.
A. — PENSIONS DE FONCTIONNAIRES.							
Services sédentaires.	Nombre des pensions	//	3	519	501	50	1,073
	Montant total des pensions	//	2,811f	1,179,155f	1.308,820f	133,129f	2,623,915f
	Pension moyenne	//	937f	2,272f 32c	2,612f 41c	2,662f 58c	2,445f 40c
	Âge moyen d'admission à la retraite	//	44	61 a.	62 a. 2 m.	61 a. 8 m.	61 a. 6 m.
Services actifs. — Douanes.	Nombre des pensions	//	3	359	122	8	492
	Montant total des pensions	//	2,029f	306,666f	111,482f	8,539f	428,716f
	Pension moyenne	//	676f 33c	854f 22c	913f 78c	1,067f 37c	871f 37c
	Âge moyen d'admission à la retraite		46 a.	48 a. 9 m.	50 a. 5 m	45 a. 7 m.	49 a. 2 m.
Services actifs. — Forêts.	Nombre des pensions	//	//	59	32	2	93
	Montant total des pensions	//	//	41,623f	20,988f	1,480f	64,091f
	Pension moyenne	//	//	705f 47c	655f 87c	740f	689f 15c
	Âge moyen d'admission à la retraite	//	//	57 a. 5 m.	56 a.	55	56 a. 9 m.
Services actifs. — Enseignement primaire.	Nombre des pensions		1	632	413	25	1,071
	Montant total des pensions	//	213f	652,528f	544,178f	39,961f	1,236,880f
	Pension moyenne	//	213f	1,032f 48c	1,317f 62c	1,598f 44c	1,154f 87c
	Âge moyen d'admission à la retraite	//	50 a.	56 a. 2 m.	55 a. 1 m.	54 a. 9 m.	55 a. 7 m.
Services actifs. — Autres administrations.	Nombre des pensions	//	//	439	419	40	898
	Montant total des pensions	//	//	360,480f	421,831f	44,890f	827,201f
	Pension moyenne	//	//	821f 13c	1,006f 75c	1,122f 25c	921f 15c
	Âge moyen d'admission à la retraite	//	//	56 a. 5 m.	58 a. 8 m.	56 a. 5 m.	57 a. 6 m.
Services actifs. — Toutes administrations.	Nombre des pensions	//	4	1,489	986	75	2,554
	Montant total des pensions	//	2,242f	1,361,297f	1,098,479f	94,870f	2,556,888f
	Pension moyenne	//	560f 50c	914f 28c	1,114f 07c	1,264f 93c	1,001f 13c
	Âge moyen d'admission à la retraite	//	47 a.	54 a. 6 m.	56 a. 1 m.	54 a. 8 m.	55 a. 2 m.
Services dentaire et actif.	Nombre des pensions	//	7	2,008	1,487	125	3,627
	Montant total des pensions	//	5,053f	2,540,452f	2,407,299f	227,999f	5,180,803f
	Pension moyenne	//	721f 85c	1,265f 16c	1,618f 89c	1,823f 99c	1,428f 38c
	Âge moyen d'admission à la retraite	//	45 a. 7 m.	56 a. 2 m.	58 a. 2 m.	57 a 6. m.	57 a. 1 m.

Tableau X.
EXTINCTIONS.

SERVICES OU ADMINISTRATIONS auxquels appartiennent les pensionnaires avant leur admission à la retraite.		ANNÉES DE LA CONCESSION — ANTÉRIEUREMENT à 1854.	1854 à 1873.	1874 à 1903.	1904 à 1913.	1914.	TOTAUX et MOYENNES générales.
B. — PENSIONS DE VEUVES ET D'ORPHELINS.							
Veuves.	Nombre des pensions	//	40	916	610	54	1,620
	Montant total des pensions	//	11,410f	394,016f	331,892f	28,983f	766,301f
	Pension moyenne	//	285f 25c	430f 14c	544f 08c	536f 72c	473f 02c
	Âge moyen à la concession	//	40 a. 2 m.	56 a. 3 m.	64 a. 2 m.	66 a. 5 m.	59 a. 2 m.
Orphelins.	Nombre des pensions	//	//	58	202	41	301
	Nombre des titulaires	//	//	26	160	29	215
	Montant total des pensions	//	//	11,044f	65,608f	13,533f	90,185f
	Pension moyenne par inscription	//	//	424f 76c	410f 05c	466f 65c	419f 46c
	Pension moyenne par orphelin	//	//	190f 41c	324f 79c	330c 07c	299f 61c
	Âge moyen à la concession	//	//	10 a. 6 m.	16 a. 7 m.	16 a. 9 m.	15 a. 6 m.

Tableau XI.

EXTINCTIONS.

Répartition des pensions éteintes en 1915, par âge d'admission à la retraite, et durée de jouissance de la pension.

ÂGE D'ADMISSION À LA RETRAITE.		NOMBRE TOTAL des pensions éteintes.	DURÉE DE JOUISSANCE DES PENSIONS									DURÉE MOYENNE de jouissance.
			4 ans et moins.	de 5 à 9 ans.	de 10 à 14 ans.	de 15 à 19 ans.	de 20 à 24 ans.	de 25 à 29 ans.	de 30 à 34 ans.	de 35 à 39 ans.	40 ans et plus.	
A. — PENSIONS DE FONCTIONNAIRES.												
De 30 à 34 ans.	Sédentaires	1	"	"	"	1	"	"	"	1	"	Services sédentaires : 25 ans, 7 mois, Services actifs : 16 ans, 8 mois.
	Actifs	4	2	"	1	"	1	"	"	"	"	
	Ensemble	5	2	"	1	"	1	"	"	1	"	
De 35 à 39 ans.	Sédentaires	1	"	"	"	"	"	"	"	"	1	
	Actifs	4	"	"	1	1	"	2	"	"	"	
	Ensemble	5	"	"	1	1	"	2	"	"	1	
De 40 à 44 ans.	Sédentaires	3	1	"	"	1	"	"	"	"	1	
	Actifs	16	4	6	"	1	1	1	1	1	1	
	Ensemble	19	5	6	"	2	1	1	1	1	2	
De 45 à 49 ans.	Sédentaires	7	1	"	1	"	2	2	1	"	"	
	Actifs	308	48	42	45	53	43	23	38	13	3	
	Ensemble	315	49	42	46	53	45	25	39	13	3	
De 50 à 54 ans.	Sédentaires	93	22	16	11	11	12	6	9	4	2	14 ans, 8 m.
	Actifs	542	73	67	102	93	80	50	54	18	5	16 ans, 8 m.
	Ensemble	635	95	83	113	104	92	56	63	22	7	16 ans, 5 m.
De 55 à 59 ans.	Sédentaires	157	37	29	21	22	24	10	12	2	"	13 ans, 5 m.
	Actifs	1,016	175	198	165	149	159	105	53	10	2	14 ans, 3 m.
	Ensemble	1,173	212	227	186	171	183	115	65	12	2	14 ans, 2 m.
De 60 à 64 ans.	Sédentaires	497	125	110	90	96	45	25	6	"	"	11 ans, 3 m.
	Actifs	531	89	124	109	128	55	16	10	"	"	12 ans, 3 m.
	Ensemble	1,028	214	234	199	224	100	41	16	"	"	11 ans, 8 m.
De 65 à 69 ans.	Sédentaires	231	50	53	54	45	20	6	3	"	"	11 ans, 1 m.
	Actifs	108	27	34	27	12	3	4	1	"	"	9 ans, 5 m.
	Ensemble	339	77	87	81	57	23	10	4	"	"	10 ans, 6 m.
70 ans et au-dessus.	Sédentaires	79	22	24	25	2	6	"	"	"	"	6 ans, 8 m.
	Actifs	25	5	12	5	3	"	"	"	"	"	8 ans, 3 m.
	Ensemble	104	27	36	30	5	6	"	"	"	"	6 ans, 4 m.
TOTAL		3,623	681	715	657	617	451	250	188	49	15	

Tableau XI.

EXTINCTIONS.

ÂGE D'ADMISSION À LA RETRAITE.	NOMBRE TOTAL des pensions éteintes.	DURÉE DE JOUISSANCE DES PENSIONS									DURÉE MOYENNE de jouissance.
		4 ans et moins.	de 5 à 9 ans.	de 10 à 14 ans.	de 15 à 19 ans.	de 20 à 24 ans.	de 25 à 29 ans.	de 30 à 34 ans.	de 35 à 39 ans.	40 ans et plus.	
B. — PENSIONS DE VEUVES.											
Âge à la concession :											
19 ans	1	"	"	"	"	"	"	"	"	1	
De 20 à 24 ans	3	"	"	"	"	"	1	1	"	1	
De 25 à 29 ans	6	"	1	1	"	2	"	"	"	2	
De 30 à 34 ans	14	1	1	2	"	3	1	"	2	4	
De 35 à 39 ans	34	4	3	1	4	3	2	4	1	12	
De 40 à 44 ans	99	6	11	13	5	4	14	16	15	15	
De 45 à 49 ans	162	7	17	17	19	22	37	24	15	4	15 ans, 1 m.
De 50 à 54 ans	197	20	24	23	29	33	31	24	9	4	
De 55 à 59 ans	262	27	27	37	54	53	37	18	8	1	
De 60 à 64 ans	276	47	41	57	64	43	18	4	2	"	
De 65 à 69 ans	269	57	71	62	49	20	9	1	"	"	
De 70 à 74 ans	172	45	59	34	26	6	2	"	"	"	
De 75 ans et au-dessus	125	59	42	19	4	1	"	"	"	"	
TOTAL	1,620	273	297	266	254	190	152	92	52	44	

Tableau XII. *Statistique des pensions militaires de la Guerre inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1915.*

Nos d'ordre.	Grades.	Ancienneté. Parties.	Ancienneté. Sommes.	Ancienneté. Âge au moment de la mise à la retraite.	Ancienneté. Services effectifs.	Ancienneté. Moyenne de la pension.	Blessures et infirmités. Parties.	Blessures et infirmités. Sommes.	Blessures et infirmités. Âge au moment de la mise à la retraite.	Blessures et infirmités. Services effectifs.	Blessures et infirmités. Moyenne de la pension.	Proportionnelles. Parties.	Proportionnelles. Sommes.	Proportionnelles. Âge au moment de la mise à la retraite.	Proportionnelles. Services effectifs.	Proportionnelles. Moyenne de de pension.	Totaux. Parties.	Totaux. Sommes.
			fr. c.			fr. c.		fr. c.			fr. c.		fr. c.			fr. c.		fr. c.
1	Généraux de division	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2	Généraux de brigade	2	16,000 00	66 ans.	50 a. 2 m.	8,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	16,000 00
3	Colonels	18	100,346 00	59 a. 2 m.	44 a. 7 m.	5,574 82	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	18	100,346 00
4	Lieutenants-colonels et assimilés	11	49,853 00	56 a. 9 m.	42 a. 5 m.	4,532 09	1	3,949 00	24 a. 6 m.	"	3,949 00	"	"	"	"	"	12	53,802 00
5	Commandants	87	308,244 00	53 a. 11 m.	40 a. 3 m.	3,543 07	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	87	308,244 00
6	Capitaines	95	299,957 00	52 a 1 m.	35 a. 8 m.	3,157 44	4	13,600 00	24 a. 6 m.	"	3,400 00	"	"	"	"	"	99	313,557 00
7	Lieutenants et sous-lieutenants	10	28,957 00	49 a. 5 m.	45 a. 7 m.	2,895 70	15	34,828 00	24 a. 6 m.	"	2,321 86	"	"	"	"	"	25	63,785 00
8-9-10	Sous-officiers. Troupes métropolitaines	61	67,148 00	48 a. 6 m.	28 a. 2 m.	1,000 80	321	334,023 00	27 a. 4 m.	"	1,040 60	89	77,443 00	36 a. 7 m.	16 a. 1 m.	870 14	471	478,614 00
	Sous-officiers. Troupes indigènes de l'Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	383 00	35 a. 11 m.	15 a. 7 m.	383 00	1	383 00
	Sous-officiers. Indigènes des troupes coloniales (parts contributives) [1]	2	165 41	47 a. 1 m.	27 ans.	82 70	"	"	"	"	"	16	518 09	35 a. 5 m.	15 a. 6 m.	32 38	18	683 50
11-12-13	Caporaux et soldats. Troupes métropolitaines	13	9,263 00	49 a. 3 m.	28 a. 2 m.	712 46	4,709	3,418,579 00	27 a. 4 m.	"	725 97	103	70,104 00	36 a. 2 m.	16 a. 2 m.	680 62	4,825	3,497,946 00
	Caporaux et soldats. Troupes indigènes de l'Algérie	"	"	"	"	"	17	9,091 00	27 a. 4 m.	"	534 76	39	11,362 00	36 ans.	15 a. 11 m.	291 37	56	20,453 00
	Caporaux et soldats. Indigènes des troupes coloniales (parts contributives)	9	2,685 33	41 a. 7 m.	25 a. 4 m.	298 37	3	1,055 79	27 a. 4 m.	"	351 93	52	269 02	37 a. 1 m.	16 a. 8 m.	5 17	64	4,010 14
14	Gendarmerie (troupe seulement)	135	144,658 00	47 a. 2 m.	26 a. 5 m.	1,071 53	1	811 00	27 a. 4 m.	"	811 00	31	19,236 00	35 a. 9 m.	15 a. 4 m.	620 50	167	164,705 00
15	Chefs ouvriers et ouvriers	14	14,241 00	58 a. 5 m.	38 ans.	1,017 21	"	"	27 a. 4 m.	"	"	1	698 00	38 a. 4 m.	17 a. 8 m.	698 00	15	14,939 00
16	Personnels des Commissariats coloniaux	8	18,319 00	51 a. 9 m.	41 a. 10 m.	2,289 87	"	"	27 a. 4 m.	"	"	"	"	"	"	"	8	18,319 00
	Totaux	465	1,059,836 74	"	"	"	5,071	3,815,936 79	"	"	"	332	180,013 11	"	"	"	5,868	5,055,786 64
	Veuves	13,872	9,004,555 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	13,872	9,004,555 00
	Orphelins	99	64,250 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	99	64,250 00
	Totaux généraux	14,436	10,128,641 74	"	"	"	5,071	3,815,936 79	"	"	"	332	180,013 11	"	"	"	19,839	14,124,591 64
	Moyennes particulières. Officiers et assimilés (1 à 7)	223	803,357 00	53 a. 4 m.	39 a. 8 m.	3,602 50	20	52,377 00	24 a. 6 m.	"	2,618 85	"	"	"	"	"	"	"
	Moyennes particulières. Militaires des troupes métropolitaines (8 et 11)	74	76,411 00	48 a. 9 m.	28 a. 2 m.	1,032 58	5,030	3,742,602 00	27 a. 4 m.	"	744 05	192	147,547 00	36 a. 3 m.	16 a. 2 m.	768 47	"	"
	Moyennes particulières. Militaires des troupes indigènes de l'Algérie. (Loi du 11 juillet 1903) [9 et 12]	"	"	"	"	"	17	9,091 00	30 a. 1 m.	"	534 76	40	11,745 00	36 ans.	15 a. 11 m.	293 62	"	"
	Moyennes générales	"	"	50 a. 9 m.	29 a. 7 m.	2,279 22	"	"	27 a. 2 m.	"	752 50	"	"	36 a. 3 m.	16 ans.	542 26	"	"

(1) Les pensions des militaires indigènes des troupes coloniales sont payées par imputation sur le budget métropolitain et remboursées par les colonies visées au décret du 25 septembre 1905. La métropole ne supporte, à titre de part contributive, que la rémunération des services accomplis hors des dites colonies. Cette part contributive figure seule dans le tableau.

Tableau XIII. *Statistique des pensions militaires de la Guerre éteintes pendant l'année 1915.*

N° d'ordre.	GRADES.		PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	DURÉE MOYENNE de la pension.	ÂGE MOYEN au moment du décès.	OBSERVATIONS.
1	Généraux de division	et assimilés	3	31,500 00	70 a. 2 m.	10 a. 4 m.	80 a. 6 m.	
2	Généraux de brigade	et assimilés	6	48,000 00	60 a. 8 m.	26 a. 9 m.	87 a. 5 m.	
3	Colonels	et assimilés	29	211,149 00	59 a. 5 m.	15 a. 5 m.	74 a. 10 m.	
4	Lieutenants-colonels	et assimilés	49	218,604 00	54 a. 7 m.	16 a. 8 m.	71 a. 3 m.	
5	Commandants	et assimilés	192	681,944 00	54 a. 4 m.	16 ans.	70 a. 4 m.	
6	Capitaines	et assimilés	287	754,236 00	51 a. 2 m.	18 a. 8 m.	69 a. 10 m.	
7	Lieutenants et sous-lieutenants	et assimilés	31	62,411 00	43 a. 10 m.	23 a. 2 m.	67 ans.	
8-9-10	Sous-officiers	Troupes métropolitaines	862	737,488 00	41 a. 9 m.	18 a. 7 m.	60 a. 4 m.	
		Troupes indigènes de l'Algérie	14	11,368 00	41 a. 8 m.	15 a. 8 m.	57 a. 4 m.	
		Indigènes des troupes coloniales	17	18 34	41 a. 3 m.	2 a. 2 m.	43 a. 5 m.	
11-12-13	Caporaux et soldats	Troupes métropolitaines	875	502,287 00	35 a. 4 m.	28 a. 10 m.	64 a. 2 m.	
		Troupes indigènes de l'Algérie	239	108,409 00	37 a. 11 m.	11 a. 7 m.	49 a. 6 m.	
		Indigènes des troupes coloniales	13	"	"	"	"	
14	Gendarmerie (troupe seulement)		513	367,732 00	44 a. 6 m.	20 a. 1 m.	64 a. 7 m.	
15	Chefs ouvriers et ouvriers		44	38,632 00	52 a. 5 m.	17 a. 4 m.	69 a. 9 m.	
	TOTAUX		3,174	3,773,778 34	"	"	"	
	Veuves		921	639,074 00	54 a. 7 m.	20 a. 10 m.	75 a. 5 m.	
	Orphelins		98	82,086 00	15 a. 6 m.	4 a. 6 m.	20 ans.	
	TOTAUX GÉNÉRAUX		4,193	4,494,938 34	"	"	"	
	Totaux et moyennes	Officiers et assimilés (1 à 7)	597	2,007,844 00	52 a. 6 m.	17 a. 4 m.	69 a. 10 m.	
		Sous-officiers, caporaux et soldats — Troupes métropolitaines	1,737	1,239,775 00	38 a. 6 m.	23 a. 8 m.	62 a. 2 m.	
		Sous-officiers, caporaux et soldats — Troupes indigènes de l'Algérie	253	119,777 00	36 a. 4 m.	13 a. 3 m.	49 a. 7 m.	
	Moyennes générales		"	"	42 a. 1 m.	21 ans.	63 a. 1 m.	

Statistique des pensions militaires de la Marine inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1915.

Tableau XIV.

N°s d'ordre.	GRADES.	ANCIENNETÉ. Parties.	Sommes.	Âge au moment de la mise à la retraite.	Services effectifs.	Moyenne de la pension.	BLESSURES ET INFIRMITÉS. Parties.	Sommes.	Âge au moment de la mise à la retraite.	Services effectifs.	Moyenne de de pension.	PROPORTIONNELLES. Parties.	Sommes.	Âge au moment de la mise à la retraite.	Services effectifs.	Moyenne de de pension.	TOTAUX. Parties.	Sommes.
			fr. c.			fr. c.		fr. c.			fr. c.		fr. c.			fr. c.		fr. c.
1	Vice-Amiraux	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2	Contre-Amiraux	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
3	Capitaines de vaisseau	3	18,000 00	59 a. 8 m.	55 a. 4 m.	6,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3	18,000 00
4	Capitaines de frégate	7	34,463 00	54 a. 3 m.	48 a. 2 m.	4,923 28	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	7	34,463 00
5	Capitaines de corvette	14	54,470 00	52 a. 8 m.	41 a. 6 m.	3,890 70	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	14	54,470 00
6	Lieutenants de vaisseau	47	157,552 00	56 a. 6 m.	43 a. 9 m.	3,352 60	3	9,300 00	43 a. 8 m.	33 a. 4 m.	3,100 00	"	"	"	"	"	50	166,852 00
7	Enseignes et aspirants	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
8	Officiers mariniers	143	213,764 00	43 a. 4 m.	33 a. 7 m.	1,494 85	66	104,305 00	36 a. 10 m.	23 a. 2 m.	1,580 38	10	10,977 00	36 a. 10 m.	25 ans.	1,097 70	219	329,046 00
9	Quartiers-Maîtres et marins	67	50,558 00	42 a. 10 m.	30 a. 3 m.	754 59	164	123,355 00	26 a. 7 m.	11 a. 2 m.	752 22	6	3,711 00	36 a. 10 m.	22 a. 10 m.	618 50	237	177,624 00
10	Troupe de la marine et gendarmerie	1	616 00	52 ans.	29 a. 2 m.	616 00	2	1,586 00	34 ans.	15 a. 7 m.	793 00	"	"	"	"	"	3	2,202 00
11	Chefs ouvriers et ouvriers	451	309,613 00	53 a. 7 m.	32 a. 4 m.	686 50	20	14,766 00	44 a. 4 m.	21 a. 4 m.	738 30	"	"	"	"	"	471	324,379 00
12	Personnel administratif	44	91,826 00	54 a. 9 m.	35 a. 10 m.	2,086 95	1	1,795 00	32 ans.	16 a. 1 m.	1,795 00	"	"	"	"	"	45	93,621 00
13	Agents techniques	94	157,259 00	53 a. 9 m.	34 a. 1 m.	1,672 96	2	3,860 00	38 a. 6 m.	25 ans.	1,930 75	"	"	"	"	"	96	161,119 00
14	Services divers	15	15,092 00	53 a. 6 m.	36 ans.	1,006 13	1	720 00	40 ans.	15 a. 11 m.	720 00	"	"	"	"	"	16	15,812 00
	Totaux	886	1,103,213 00	"	"	"	259	259,687 00	"	"	"	16	14,688 00	"	"	"	1,161	1,377,588 00
	Veuves	1,379	868,795 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,379	868,795 00
	Orphelins	204	84,862 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	204	84,862 00
	Totaux généraux	2,469	2,056,870 00	"	"	"	259	259,687 00	"	"	"	16	14,688 00	"	"	"	2,744	2,331,245 00
	Totaux et moyennes. Officiers et assimilés n°s 1 à 7	71	264,485 00	55 a. 6 m.	43 a. 10 m.	3,725 14	3	9,300 00	43 a. 8 m.	33 ans.	3,100 00	"	"	"	"	"	"	"
	Totaux et moyennes. Personnel non officier n°s 8 à 11	662	574,551 00	48 a. 5 m.	34 a. 1 m.	867 90	252	244,012 00	30 a. 9 m.	15 a. 5 m.	968 30	16	14,688 00	36 a. 10 m.	24 a. 2 m.	918 00	"	"
	Totaux et moyennes. Personnel administratif et technique, numéros d'ordre (12 à 14)	153	264,177 00	53 a. 8 m.	34 a. 9 m.	1,726 65	4	6,375 00	37 a. 3 m.	20 a. 7 m.	1,593 75	"	"	"	"	"	"	"
	Moyennes générales	"	"	51 a. 2 m.	33 a. 8 m.	1,245 16	"	"	30 a. 9 m.	15 a. 6 m.	918 00	"	"	36 a. 10 m.	24 a. 2 m.	918 00	"	"

Tableau XIV.

Tableau XV. *Statistique des pensions militaires de la Marine éteintes pendant l'année 1915.*

N°s D'ORDRE	GRADES.		PARTIES.	SOMMES.	ÂGE AU MOMENT de la mise à la retraite.	DURÉE MOYENNE de la pension.	ÂGE AU MOMENT du décès.
1	Vice-amiraux	et assimilés.	"	"	"	"	"
2	Contre-amiraux		2	14,300	51 a. 7 m.	14 a. 9 m.	66 a. 4 m.
3	Capitaines de vaisseau		13	71,487	59 a. 11 m.	15 ans.	64 a. 11 m.
4	Capitaines de frégate		10	46,218	51 a. 4 m.	21 a. 2 m.	73 a. 6 m.
5	Capitaines de corvette		31	137,489	49 a. 6 m.	21 a. 8 m.	71 a. 2 m.
6	Lieutenants de vaisseau		18	51,213	47 a. 5 m.	23 a. 1 m.	70 a. 6 m.
7	Enseignes et aspirants		"	"	"	"	"
8	Officiers mariniers et chefs armuriers		321	447,328	44 a. 3 m.	15 a. 6 m.	59 a. 9 m.
9	Quartiers-maîtres et marins		244	179,047	36 a. 5 m.	12 a. 8 m.	49 a. 1 m.
10	Troupes de la marine et gendarmerie		68	57,210	37 a. 8 m.	26 a. 7 m.	64 a. 3 m.
11	Chefs ouvriers et ouvriers		645	490,492	53 a. 8 m.	14 a. 1 m.	67 a. 9 m.
12	Personnel administratif		42	78,483	54 ans.	13 a. 6 m.	67 a. 6 m.
13	Agents techniques		45	98,712	54 a. 10 m.	8 a. 4 m.	63 a. 2 m.
14	Services divers		"	"	"	"	"
	TOTAUX		1,439	1,671,979	"	"	"
	Veuves		694	344,425	50 a. 5 m.	17 a. 2 m.	"
	Orphelins		196	82,086	14 a. 8 m.	"	"
	TOTAUX GÉNÉRAUX		2,329	2,098,490	"	"	"
Totaux et moyennes.	Officiers et assimilés (1 à 7)		74	320,707	50 a. 7 m.	20 ans.	70 a. 7 m.
	Personnel non officier (8 à 11)		1,278	1,174,077	47 ans.	14 a. 8 m.	61 a. 8 m.
	Personnel administratif et technique (12 à 14)		87	187,195	53 a. 5 m.	11 a. 8 m.	65 a. 1 m.
	Moyennes générales		"	"	48 a. 4 m.	14 a. 5 m.	62 a. 9 m.

Tableau XVI.

STATISTIQUE des pensions militaires des Colonies inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1915.

Nos D'ORDRE.	GRADES.	ANCIENNETÉ.					BLESSURES ET INFIRMITÉS.					TOTAUX GÉNÉRAUX.				
		PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.
			francs.	a. m.	a. m.	fr. c.		francs.	a. m.	a. m.	francs.		francs.	a. m.	a. m.	fr. c.
1	Inspecteurs des colonies..	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2	Gouverneurs coloniaux et secrétaires généraux...	8	30,477	44 10	30 11	3,809 62	2	11,300	58	29 2	5,650	10	41,777	46 4	30 7	4,177 70
3	Administrateurs coloniaux et services civils Indo-Chine.....	10	38,579	44 1	29 11	3,857 90	2	10,000	55 6	38 7	5,000	12	48,579	44 3	41 2	4,048 25
4	Surveillants militaires...	27	56,712	51 7	28 3	2,100 44	1	1,250	34	9 10	1,253	28	57,965	52 3	28	2,070 00
5	Services administratifs...	8	19,873	54 1	28 4	2,484 12	5	12,087	43 9	25	2,417 40	13	31,960	53 8	28 1	2,458 40
	TOTAUX.....	53	145,641	"	"	"	10	34,640	"	"	"	63	180,281	"	"	"
	Veuves.....	58	66,224	"	"	"	"	"	"	"	"	58	66,224	"	"	"
	Orphelins.....	6	6,958	"	"	"	"	"	"	"	"	6	6,958	"	"	"
	TOTAUX GÉNÉRAUX..	117	218,823	"	"	"	10	34,640	"	"	"	127	253,463	"	"	"

Tableau XVII.

STATISTIQUE des pensions militaires des Colonies éteintes pendant l'année 1915.

Nos D'ORDRE.	GRADES.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE AU MOMENT de la mise à la retraite.	DURÉE MOYENNE de la pension.	ÂGE AU DÉCÈS.
			francs.	a. m.	a. m.	a. m.
1	Inspection des colonies.....	1	10,500	59 2	"	"
2	Gouvernements coloniaux et secrétariats généraux.....	4	31,875	50 5	"	"
3	Administrateurs coloniaux et services civils de l'Indo-Chine.....	8	27,500	54 1	"	"
4	Surveillants militaires.....	20	34,125	45 5	"	"
5	Services administratifs.....	17	18,460	35 3	"	"
	TOTAUX ET MOYENNES.....	50	122,460	50 7	10 7	61 2
	Veuves.....	12	18,158	47 2	21	68 2
	Orphelins.....	8	7,819	14 4	5 8	20
	TOTAUX GÉNÉRAUX.....	70	148,437	"	"	"

TABLE DÉTAILLÉE DES MATIÈRES.

Pages.

TABLE SOMMAIRE 3

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE.

TABLEAU récapitulatif de la dette publique (situation au 1er janvier 1916)..... 4

DETTE CONSOLIDÉE.

NOTE explicative..... 14

I. Rentes émises.

1° Rentes provenant d'emprunts..... 16
2° Rentes provenant de conversions..... 18
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers..... 20
Récapitulation des rentes créées..... 22

II. Rentes annulées.

1° Rentes qui ont fait retour à l'État..... 24
2° Rentes annulées à la suite de conversions..... 26
3° Rentes rachetées à la Bourse..... 26
Récapitulation des rentes annulées..... 26
Récapitulation générale..... 28
Résultat des conversions..... 30
Mouvement et situation des rentes 3 p. o/o..... 32

Pages.

État indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur dans chaque nature de fonds, au 1er janvier 1916 34

État indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, du 31 décembre 1896 au 31 décembre 1915 36

État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. o/o, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1915 38

Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la dette consolidée depuis l'origine du grand-livre et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1916, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement 42

Relevé de la situation de la dette consolidée du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1916. (Rentes inscrites.) 56

Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées 60

DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

Note explicative 63

Compte des annuités.
- 1° Relevé du résultat des émissions 64
- 2° Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente. 65
- 3° État des dépenses 66
- 4° Tableau récapitulatif des annuités des émissions de 1878 à 1891. 68
- 5° Observations sur le tableau des annuités 70

Compte des rentes.
- 1° État au 1er janvier 1916 des crédits d'inscription 72
- 2° Mouvement et situation des rentes 72
- 3° Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées 73
- 4° État indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur 73
- 5° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1915 74

RENTES 3 1/2 P. 0/0 AMORTISSABLES.

Note explicative 75

Compte des annuités.
- 1° Relevé du résultat des émissions 76
- 2° Tableau de l'amortissement des annuités de 7 francs 76
- 3° Tableau des annuités 77

Compte des rentes.
- 1° État au 1er janvier 1916 des crédits d'inscription 77
- 2° Mouvement et situation des rentes 78
- 3° État indiquant le classement par coupures de rentes au porteur. 78
- 4° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions au 31 décembre 1915 78

Pages

OBLIGATIONS DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

Résumé des dispositions législatives et réglementaires..... 79
Émissions..... 81
Tableau d'amortissement..... 82

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

Note sur l'annuité à la Compagnie des chemins de fer de l'Est..... 83
Note sur l'annuité à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée..... 84
Note sur l'annuité à la Compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État..... 86
Note sur les annuités aux compagnies de chemins de fer pour les lignes dont les travaux sont terminés et reçus..... 87
Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1916..... 88
Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1916..... 88
État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1916. (Subventions.). 98
État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1916. (Avances.)..... 104
Résumé de la situation des dépenses au 1er janvier 1916..... 108
État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1916..... 110
Développement concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Gazamozza à Fium'Orbo (Corse)..... 111
Développement concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse)..... 113
Note sur les annuités dues aux compagnies de chemins de fer pour payement des garanties d'intérêts afférents aux années d'exploitation 1871 et 1872..... 115
Relevé et composition des annuités..... 120
État des annuités restant à payer au 1er janvier 1916..... 121
Situation des dépenses au 1er janvier 1916..... 122

ANNUITÉS DIVERSES.

Remboursement de la Dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902. (Chapitre 11 du budget du Ministère des finances.)..... 123
Annuité à la Caisse des Dépôts et Consignations. — Amortissement de la rente 3 p. o/o émise en 1901. (Chapitre 3 du budget du Ministère des finances.)..... 124
Annuités au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 23 juillet 1909 (tremblements de terre du 11 juin 1909)..... 128
Remboursement à la Dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux, des lycées, collèges et écoles primaires..... 131

ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

Pages.

Canaux d'Orléans et du Loing.

- Dispositions législatives et réglementaires et note explicative..... 132
- Situation, au 1er janvier 1916, des annuités et dotations créées pour le rachat des canaux d'Orléans et du Loing..... 136
- Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1916..... 137
- Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1916..... 138
- État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1916..... 140

OBLIGATIONS A COURT TERME ET OBLIGATIONS DE LA DÉFENSE NATIONALE.

(Voir le 1er volume du compte général des finances, pages 674, 679, 681 et 683.)... 141

ANNUITÉS DUES AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

NOTE EXPLICATIVE..... 143

TABLEAU détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1916 et restant dues par l'État aux départements, villes ou communes pour constructions. (Enseignement supérieur.) 144

TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement secondaire..... 146

RÉCAPITULATION..... 152

TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement primaire..... 154

ANNUITÉS REMISES À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS EN REPRÉSENTATION DES PRÊTS CONSENTIS PAR L'ÉTAT AUX SOCIÉTÉS RÉGIONALES DE CRÉDIT IMMOBILIER.

NOTE EXPLICATIVE..... 156

SITUATION de la dette en capital au 1er janvier 1916..... 157

TABLEAU D'ÉCHÉANCE des obligations en cours au 31 décembre 1915..... 158

ANNUITÉS À PAYER AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

1° Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883;

2° Conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883.

NOTE EXPLICATIVE..... 159

TABLEAU des annuités au 1er janvier 1916..... 160

ÉTAT développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1916..... 162

Pages.

RACHAT DU RÉSEAU DE LA COMPAGNIE DE L'OUEST.

NOTE EXPLICATIVE 164
TABLEAUX des annuités 166
TABLEAU de la dette en capital et des amortissements 170

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE, CAUTIONNEMENTS EN RENTES ET CAUTIONNEMENT MUTUEL.

NOTE EXPLICATIVE 174
SITUATION, au 1er janvier 1916, des capitaux de cautionnements en numéraire 176
CAUTIONNEMENTS en rentes (loi du 13 avril 1898) 180
SITUATION, au 1er janvier 1916, des capitaux de cautionnements en rentes sur l'État 181
CAUTIONNEMENT mutuel 182

DETTE FLOTTANTE.

(Voir le 1er volume du compte général des finances, pages 582 et 583.) 183

DETTE VIAGÈRE.

RENTES viagères d'ancienne origine 186

PENSIONS INSCRITES AU GRAND LIVRE DE LA DETTE VIAGÈRE.

NOTE EXPLICATIVE 187
COMPTE d'emploi des crédits d'inscription (pensions civiles 1853) 189
MOUVEMENT, pendant l'année 1915, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions civiles 1853 190
APUREMENT des crédits d'exercices clos employés pour l'inscription, en 1915, des pensions civiles (1853) 191
DÉVELOPPEMENTS par ministères et par services du mouvement pendant l'année 1915, des crédits d'inscriptions de pensions civiles (1853) 192
PENSIONS civiles (1790) 198
PENSIONS diverses 198
SITUATION des pensions de toute nature inscrites au 1er janvier 1916 202
SITUATION des pensions en payement au 1er janvier 1916 204
SITUATION des crédits affectés à la Dette viagère et des payements effectués sur l'exercice 1914 206

STATISTIQUE DES PENSIONS.

ANNÉE 1914.

CIVILES (1853).

		Pages.
I.	Statistique des pensions concédées en 1914	211
II.	Pensions des fonctionnaires, concédées en 1914. Développement par administration.	212
III.	Répartition, par motif de concession et montant de la pension moyenne	214
IV.	Pensions d'ancienneté. — Répartition suivant la durée des services accomplis.	215
V.	Pensions d'ancienneté. — Répartition suivant la durée des services et l'âge de l'admission à la retraite	216
VI.	Pensions exceptionnelles. — Développement par administration et par motif de concession	217
VII.	Pensions de veuves et d'orphelins. — Développement par administration	218
VIII.	Pensions de veuves et d'orphelins. — Développement des pensions concédées suivant l'âge du titulaire	219
IX et X.	Extinctions	220 à 223
XI.	Statistique des pensions civiles (1853) concédées annuellement depuis le 1er janvier 1854	224
XII.	Développement, par nature de recettes, des retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles	225

MILITAIRES DE LA GUERRE.

XIII.	Statistique des pensions inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1914	226
XIV.	Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1914	228

MILITAIRES DE LA MARINE.

XV.	Statistique des pensions inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1914	230
XVI.	Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1914	232

MILITAIRES DES COLONIES.

XVII.	Statistique des pensions inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1914	233
XVIII.	Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1914	233

ANNÉE 1915.

CIVILES (1853).

		Pages.
I.	Statistique des pensions concédées en 1915.	237
II.	Pensions des fonctionnaires. Développement par administration.	238
III.	Répartition, par motif de concession et montant de la pension moyenne.	240
IV.	Pensions d'ancienneté. — Répartition suivant la durée des services accomplis.	241
V.	Pensions d'ancienneté. — Répartition suivant la durée des services et l'âge de l'admission à la retraite.	242
VI.	Pensions exceptionnelles. — Développement par administration et par motif de concession.	243
VII.	Pensions des fonctionnaires. — Répartition suivant le traitement moyen de fin de carrière.	244
VIII.	Pensions de veuves et d'orphelins. — Développement par administration.	246
IX.	Pensions de veuves et d'orphelins. — Développement des pensions concédées suivant l'âge du titulaire.	247
X et XI.	Extinctions. — Répartition des pensions éteintes en 1915.	248 à 251

MILITAIRES DE LA GUERRE.

XII.	Statistique des pensions inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1915.	252
XIII.	Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1915.	254

MILITAIRES DE LA MARINE.

XIV.	Statistique des pensions inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1915.	256
XV.	Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1915.	258

MILITAIRES DES COLONIES.

XVI.	Statistique des pensions inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1915.	259
XVII.	Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1915.	259

SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

COMPTE
GÉNÉRAL
DES FINANCES

1915
2